DE

LA PHILOSOPHIE

DANS SES RAPPORTS

AVEC L'ÉTAT DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE.[1]

Nous vivons dans un temps où l'étude de la société a le pas sur la science de l'homme. L'histoire du monde, le spectacle des évènemens, l'examen des rapports, soit des gouvernemens avec les peuples, soit des individus entre eux, l'observation des mœurs et des opinions, donnent chaque jour naissance à de nouveaux systèmes sur la destinée de l'humanité, et ces systèmes ajoutent apparemment, ou doivent ajouter quelque chose à ce que l'homme sait de lui-même. Mais si les spéculations de cette nature peuvent être philosophiques, elles ne constituent pas la philosophie proprement dite.

(1) M. de Rémusat doit publier prochainement, chez Ladrange, quai des Augustins, un ouvrage en deux volumes, sous le titre d'*Essais de philosophie*, et a bien voulu détacher de son livre, pour la *Revue*, le morceau qu'on va lire, et qui formera l'introduction des *Essais*.

Elles ne remplacent pas, et je ne sais si elles valent l'étude directe de l'esprit humain. Or, cette étude est éminemment la philosophie. Celle-ci se complète sans doute par la science de la société, mais elle la précède, l'éclaire, la soutient, et jamais elle n'est négligée ou méconnue sans péril pour le reste des connaissances humaines.

Cependant il semble que, tandis que la philosophie s'est relevée avec éclat dans les écoles, elle soit loin d'exciter autant d'attention, d'exercer autant d'empire dans la littérature et le monde qu'il le faudrait peut-être pour le salut et le progrès de la raison. Depuis le siècle qui s'est appelé le siècle de la philosophie, elle a perdu de son crédit et de sa popularité. On fait de la métaphysique sur beaucoup de choses, excepté sur la métaphysique même. On philosophe à tout propos, mais on délaisse un peu la philosophie. Elle n'a même pas bien bonne renommée. Elle est suspecte au sens commun comme inutile et douteuse; les sciences positives lui reprochent une témérité vague, une chimérique ambition; les théories historiques et sociales la tiennent pour timide, étroite, stérile : accusations contradictoires qu'elle pourrait rétorquer sans injustice. Où donc ne se rencontrent pas des idées exclusives, des spéculations hasardées, des variations qui troublent l'esprit? Où sont les croyances inébranlables et les systèmes incontestés? Quelle science contemporaine pourrait jeter la première pierre à la philosophie?

C'est pour elle que nous voudrions dérober au public quelques instans d'une attention si partagée. Et cette entreprise n'est pas pour nous une pure satisfaction de l'esprit; nous verrions un peu d'utilité réelle dans le rappel des intelligences à la philosophie. Mais avant d'expliquer nos motifs, essayons de donner quelque idée de ce que c'est que la philosophie.

Il ne s'agit pas de la définir. Cette définition, si elle est possible, exige une connaissance plus complète et plus approfondie de la science que nous ne pouvons la supposer encore, que jamais peut-être nous n'oserons nous l'attribuer. Il importe seulement d'établir quelle sorte de science est celle dont l'abandon nous semblerait funeste à l'intelligence.

L'esprit humain a des facultés et des notions. Il agit par ces facultés; il juge en effet, il se souvient, il raisonne. En agissant, il trouve, il acquiert ou forme des notions, celles, par exemple, de l'existence, de la durée, de l'action. Au moyen de ces facultés et de ces notions dont il n'a point d'abord une conscience distincte, il connaît beaucoup de choses, il apprend tout ce qu'il sait. Ainsi il découvre que

les choses diverses existent, et que lui-même, ou du moins la personne qu'il se sent être, existe au milieu d'elles. Il juge que les choses ont des qualités, qu'elles commencent ou cessent, qu'elles agissent ou subissent l'action, qu'elles sont causes ou qu'elles sont effets. Toutes ces connaissances supposent, on le voit, des notions de cause, d'action, d'existence, et des facultés pour former ou employer ces notions. Ainsi, dans l'homme intérieur s'aperçoivent au premier examen des connaissances générales sur les choses qui résultent de la plus simple expérience de la vie, et l'acquisition de ces connaissances d'une part implique des notions plus générales encore, de l'autre exige des facultés actives. Ces trois choses, les facultés, les notions fondamentales, puis les connaissances qui s'y rapportent immédiatement, qui en dérivent ou qui les supposent, voilà les premiers objets de la philosophie. Si elle se borne à les constater comme des faits, à les compter et à les définir, elle est descriptive. Si elle va plus loin, si elle recherche l'autorité des facultés, la valeur des notions, la certitude des connaissances, elle devient transcendante, elle met en question la vérité de l'esprit humain. Ainsi que les facultés, les notions premières et les connaissances qui en dérivent nécessairement, sont indispensables à toutes les autres connaissances comme moyen ou comme fondement; la philosophie importe donc à toutes les sciences. Si elle manque, toutes portent à faux; en les créant, l'esprit humain construit en l'air.

La philosophie descriptive peut porter le nom de *psychologie*. Si elle entreprend l'analyse de l'intelligence en action pour la régler et la conduire, elle s'appelle *logique*. Si elle fait le même travail sur la volonté, elle s'appelle *morale*. Mais si elle s'élève au-dessus des facultés et des notions pour les juger, pour les rapporter à la réalité, pour les considérer absolument, comme donnant des vérités qui sont les lois mêmes des choses, elle mérite alors le nom redouté de *métaphysique*.

La métaphysique suppose que nos connaissances ont droit à l'estime, et conduisent à une réelle science. Elle a donc pour antécédent nécessaire l'examen de la vérité de nos connaissances ou de l'autorité de l'esprit humain. C'est l'objet de la haute psychologie; c'est, si l'on veut, ou le point le plus élevé de la psychologie, ou le point de départ de la métaphysique. Celle-ci, admettant la vérité de nos connaissances, prétend nous faire connaître dans une certaine mesure les choses comme elles sont. Elle comprend donc la science de l'être, et subit alors le nom pédantesque d'*ontologie*. De la nature

des choses s'élevant à celle de l'être des êtres, elle a reçu de Leibnitz le nom de *théodicée* (1).

La philosophie, c'est tout cela.

Dans ce peu de mots, on doit entrevoir comment nous avons pu dire, en commençant, que la philosophie est éminemment l'étude de l'esprit humain. En effet, bien que l'esprit humain ne paraisse que l'instrument de nos connaissances, la description et l'examen de cet instrument sont nécessaires, non-seulement pour les classer et les ordonner, mais encore pour les vérifier; l'étude du moyen est ici inséparable de celle de l'objet, et, à rechercher comment nous savons les choses, on découvre ce que nous savons des choses. Deux exemples montreront comment la science de la pensée intéresse ainsi celle de l'être.

Il y a une faculté de l'esprit que l'on peut appeler la faculté d'abstraire. C'est par elle que nous détachons certaines qualités des objets divers où nous les avons observées, que nous formons de ces qualités des idées, et donnons à ces idées des noms. Ces idées sont les idées abstraites de la logique; ces noms, les noms abstraits de la grammaire. Ainsi, une qualité remarquée dans tous les objets solides a pris le nom de solidité; une qualité commune à tous les objets blancs s'est appelée la blancheur. La solidité et la blancheur sont des abstractions. Ces abstractions ne sont pas des choses réelles, un enfant sait cela; elles n'existent, comme on le dit, que dans notre esprit. Ce point bien connu et bien établi, supposons que l'on s'occupe de faire la revue de nos idées, ce qui n'est déjà, remarquez-le bien, qu'étudier l'esprit humain; on rencontre une idée fort importante, l'idée d'espace, et, pour la classer, on se demande à quelle sorte d'idées elle appartient. Eh bien! s'il arrive que l'on démontre, comme l'ont cru faire quelques philosophes, que l'idée d'espace soit une abstraction du genre de celles que nous venons de citer, il en résulte forcément que l'espace n'existe pas, car les abstractions, avons-nous dit, ne sont pas des choses réelles.

L'espace n'existe pas; voilà une notion qui appartient à la science de l'être, à la connaissance des choses, à l'ontologie. Et comment

(1) Ces distinctions ne sont pas rigoureuses. Très souvent, sous le nom de métaphysique, on comprend la psychologie, l'ontologie et la théodicée, ou la philosophie entière, comme on appelle quelquefois du nom de géométrie toute la science mathématique. Cependant on ferait bien de réserver celui de métaphysique pour la science des choses en elles-mêmes, la physique étant la science des choses telles qu'elles sont observées.

cette notion sur l'espace aurait-elle été acquise? uniquement par l'étude de l'esprit humain. Ainsi, étudier les idées, c'est souvent, sans qu'on le sache ou qu'on le veuille, étudier les choses, et, dans ce que nous pensons, peut se découvrir ce qui est.

Il est vrai, je me hâte d'ajouter, que bien grande est l'erreur d'anéantir l'espace. C'est que l'erreur est grande aussi de faire de l'espace une abstraction, comme la dureté ou la blancheur. Or, cette dernière erreur qui engendre l'autre provient d'une fausse observation sur la production de certaines idées, c'est-à-dire sur une opération de l'esprit humain. Cette erreur résulte d'une étroite et vague théorie de l'abstraction, qui confond les noms abstraits de la grammaire et les idées innombrables qu'ils représentent au gré du caprice des langues, avec les idées générales et fondamentales dont l'esprit humain ne peut se passer pour concevoir l'existence des choses. Il importe donc à la science de la réalité de bien savoir l'esprit humain. L'analyse de nos idées influe sur la connaissance des choses, et se tromper sur ce que nous pensons, c'est se tromper sur ce qui est. La science de l'esprit humain est en abrégé la science de l'univers.

Un autre exemple manifestera la même vérité. A quelque point que vous poussiez l'analyse des facultés intellectuelles, quelque différentes, quelque nombreuses que vous parveniez à les faire, il vous est impossible de ne pas reconnaître qu'elles sont simultanées. Elles se servent et se modifient mutuellement; elles se limitent et s'unissent; dans leur action commune, elles se redressent et se complètent les unes les autres. Dans la pratique, il faut de la sensibilité pour vouloir, de la mémoire pour raisonner, de l'imagination pour réfléchir; les combinaisons sont infinies. Il suit que non-seulement les facultés se meuvent dans un commun milieu, mais encore qu'elles appartiennent à un seul et même être. En effet, ce n'est pas la mémoire qui se sert de la réflexion, ou le raisonnement qui emploie la volonté. Il y a quelque chose qui use de la volonté, de la réflexion, du raisonnement, de la mémoire. Il y a quelque chose qui donne l'unité aux facultés diverses, qui fait leur unité, qui est l'unité même. Nous avons conscience de cette unité qui veut et pense, qui juge et imagine, qui agit enfin : c'est ce qu'on a appelé *l'unité consciencieuse du moi*. Le *moi* est un; le *moi* est indivisible. Cette unité est consciencieuse, c'est-à-dire que le *moi* se sent un, et, dans le passé comme dans le présent, dans la rêverie comme dans la passion, n'aperçoit en lui-même ni interruption ni duplicité; il s'assure en

son identité. Or, ce que la personne intérieure se sent être, aucun objet extérieur ne nous le paraît être. L'unité ne se montre nulle part autour de nous ; tout le monde matériel est divisible. Ses parties se conçoivent encore, alors même qu'elles ne s'aperçoivent plus. Si donc le sujet de nos facultés, si le *moi* est un et indivisible, la substance du *moi* l'est également ; elle est simple, une, immatérielle ; elle est l'ame, l'ame, seule et véritable unité qui subsiste et dure en nous à travers tous les changemens de la vie, centre invisible où se confondent tous les sentimens et toutes les idées, force insaisissable que se disputent les passions les plus vives, les affections les plus tendres, les vertus les plus pures ; victime sainte que dévoue tour à tour l'amour et l'héroïsme. Et comment avons-nous appris ce qu'elle est ? en étudiant nos facultés intellectuelles.

Ces exemples simples montrent assez comment la science de l'esprit humain touche immédiatement à la science des êtres ; en d'autres termes, quel lien étroit unit à la psychologie l'ontologie. L'utilité et le sérieux de la philosophie se témoignent également par ces deux applications de ses procédés les plus élémentaires. Il n'y a rien de frivole apparemment à tenter de se faire une idée exacte de ce que peut être l'espace, obscure recherche où succomba Newton, et que supposent toutes les mathématiques. C'est tout au moins pour la science quelque chose de curieux. Et, pour la science comme pour la morale, comme pour le bonheur, est-il indifférent de savoir si l'homme intérieur n'est que le centre des organes corporels, ou s'il réside en lui un principe supérieur aux altérations de la matière, qui ne souffre pas des mêmes atteintes, qui ne périt pas des mêmes coups ?

Nous croyons, par ces analyses faciles, avoir fait tour à tour comprendre l'objet, la méthode, la portée et la dignité de la philosophie.

Voilà pourtant la science que néglige le public, c'est-à-dire les gens de lettres et les gens du monde. L'oubli, l'indifférence, et parfois le dédain, tel est pourtant le partage de ces recherches ingénieuses ou profondes qui jadis ont captivé les plus grandes intelligences dont l'humanité ait gardé mémoire, qui plus récemment ont distrait souvent les deux héros du XVIII[e] siècle, Voltaire et Frédéric, et qui trouvaient alors une place entre la poésie et la victoire.

Plusieurs causes ont amené ce détachement philosophique, et jusqu'à un certain point le justifient. Mais il en est une qui domine les autres, et qui s'aperçoit tout d'abord. La philosophie est l'œuvre de la réflexion désintéressée sur l'humanité et sur la nature ; or, notre

siècle n'est pas désintéressé, il a trop d'affaires. Sans doute, pour beaucoup agir, il ne renonce pas à raisonner; n'a-t-il pas des principes dont il parle beaucoup? et dans le langage du temps n'a-t-on pas répété cent fois que c'est une époque *rationnelle?* Mais cette époque est rationnelle avec un but; mais ses principes cherchent l'application; mais l'esprit du siècle aspire à la puissance et convoite les réalités. Il aime les idées, mais il entend qu'elles triomphent; il pense pour régner. Dans l'état actuel des sociétés, grace à ces moyens immenses de circulation, grace à cette liberté générale des intelligences que rien n'arrête ou n'intimide, la pensée passe dans les faits avec une rapidité inouie. En peu de momens, elle allume des passions, crée des intérêts, recrute des partis, et promet ou menace de convertir l'univers. Comment le temps ne lui manquerait-il pas pour se recueillir? Elle est trop pressée pour méditer sans but apparent, pour chercher à l'aventure la vérité qui ne sert pas; et devant nos contemporains, le beau ne trouve grace qu'à la faveur de l'utile. Ne nous plaignons pas cependant; jamais de fait l'esprit humain n'a été plus puissant, jamais il n'a pris une part plus grande et plus active au gouvernement du monde. Mais de ce qu'il est moins séquestré de la pratique, il résulte qu'il abaisse un peu son essor; que, dans ses recherches spéculatives, il se préoccupe encore des intérêts positifs, et ne prise les théories que dans leurs rapports avec l'histoire et par leur influence sur la société. Si l'esprit philosophique est sorti des écoles et des académies; s'il prend les livres pour moyen et non pour but; s'il se meut dans une autre république que celle des lettres, les affaires y ont gagné sans doute, mais peut-être y a-t-il perdu quelque chose en éclat, en pureté, en élévation. Les nations s'enrichissent de ce qu'il leur donne, il les grandit en se penchant vers elles; les lumières générales profitent de ses pertes, et l'on peut dire que le génie de l'homme s'est dépouillé au profit du génie de l'humanité.

La grande affaire du siècle porte un nom retentissant : elle s'appelle *révolution*. C'est ce mot, ce même mot flatteur ou terrible, qui partout se fait entendre. Et ceux qui rêvent dans le sein de l'étude d'austères utopies, comme ceux qui cherchent par des réformes graduelles à prévenir les crises et les déchiremens douloureux, et ceux qui s'efforcent de fonder l'ordre nouveau par la sagesse, et de réconcilier l'esprit de conservation avec l'esprit de nouveauté, comme ceux qui, prenant des haines pour des idées, complottent dans une orgie de folles insurrections; tous, suivant leur position et leur

nature, selon leur pays et ses lumières, répètent ce grand mot de révolution. Tous veulent la révolution extrême ou mesurée, subite ou lente, violente ou pacifique. La révolution est partout, mais partout elle n'est pas la même. Cet orage universel, qui passe sur la terre, ne porte point en tous lieux les mêmes foudres, ni les mêmes torrens. Ici, il dévaste et creuse le sol inondé; là, il s'éclaircit, il s'élève, et la terre qu'il a profondément sillonnée se montre plus riante et plus fertile. Ailleurs, un tonnerre sourd n'annonce encore que son approche; plus loin, de vifs éclairs seulement fendent sans bruit les nuages. Sur ce sol aride pèse un temps obscur et lourd; sur ces plaines rafraîchies tombe une pluie calme et féconde. Cependant tout le ciel est rempli du même météore, et le bruit comme le silence, la clarté du jour comme les ténèbres, les bienfaits comme les ravages, tout sort de la même cause, tout vient de la même tempête, tout signale la même saison de l'humanité.

Pendant long-temps, la raison humaine, en élevant des problèmes, en débattant des opinions, a cru n'agiter que des idées : aujourd'hui, avec les idées, elle remet en question les conventions, les mœurs, les lois, les institutions. Toutes ces choses sont à la fois ou successivement atteintes par l'esprit de révolution. La société tout entière suit le cours des idées, et tous les événemens que le temps improvise, tous les accidens que le hasard amène, quand ils ne résultent pas directement du mouvement des opinions, sont bientôt repris, exploités par elles, et tournent à l'avantage ou bien au détriment des causes nouvelles que plaide l'esprit humain.

Dans cet état général de l'Europe civilisée, notre dessein est de rechercher si c'est à bon droit que les spéculations purement philosophiques seraient négligées, et si, au contraire, elles ne pourraient pas trouver encore une digne place, un rôle utile, une réelle influence.

Toute révolution change la société ou le gouvernement. Pour qu'un tel changement s'opère, il faut que le principe qui domine la société, ou maintient le gouvernement, ait été d'abord ébranlé. Un tel principe est ébranlé, lorsque la foi qu'il obtient, ou le respect qu'il inspire chancelle, et que l'examen a commencé à porter la sape à ses fondemens. En général, le principe d'une société ou d'un gouvernement est une religion, une tradition (la religion elle-même en est une), ou quelque grand et vieil intérêt que son antiquité a élevé au titre de droit, ou quelque habitude nationale qui est devenue une vertu publique. Il est rare qu'un gouvernement ou une société

ne soit pas tout à la fois défendue par ces quatre choses, la religion, la tradition, l'habitude, l'intérêt. La religion peut être vraie, la tradition raisonnable, l'habitude utile, l'intérêt légitime; mais, quoi qu'il en soit, quand un de ces principes conservateurs est attaqué, il l'est à coup sûr par le raisonnement. Les croyances ou les convictions qui se groupent à l'entour sont discutées. Ce juge qui finit par juger tous les juges, cet inquisiteur qui, tôt ou tard, cite devant lui toutes les inquisitions, cette puissance qui, à la longue, détrône toutes les puissances, l'opinion, demande aux doctrines long-temps incontestées compte de leur existence et de leur empire, et tente de substituer aux principes convenus un principe raisonné. A la place de ce qui n'est pour elle qu'un fait, elle prétend édifier quelque chose de rationnel, car il n'y a que la raison qui puisse prétendre à suppléer le temps.

Cela se passe sous nos yeux. L'esprit de révolution, à tort ou à droit, dès long-temps a touché la religion; le principe de la liberté des cultes et les idées philosophiques auxquelles il se rattache, sont assurément de grandes nouveautés, et chaque jour elles tendent, en s'écrivant dans les lois, en s'incorporant aux institutions, à changer la société chrétienne. Quant aux traditions qui partout règlent le pouvoir, la législation, la hiérarchie, les mœurs même, et une partie de la vie civile, elles sont hardiment remises à l'épreuve et rejetées au creuset ardent de l'examen. C'est ce que proclament à haute voix, ici de populaires espérances, là d'augustes terreurs. Quand le principe traditionnel, soit religieux, soit politique, du gouvernement ou de la société, est ébranlé, quand la foi se trouble, sera-ce l'intérêt seul qui protégera ce qui existe, qui recréera ce qui doit rester, et suffira-t-il pour donner force et durée à des institutions privées par leur date de la consécration du temps?

Non sans doute, et vainement quelques écoles ont-elles essayé de rattacher tout, la morale même, à l'intérêt. Ce n'est pas là le nom que les peuples écrivent sur leurs étendards, lorsqu'ils marchent à la conquête de l'avenir. Les débats politiques sont ceux où l'utilité joue le plus grand rôle, car l'utilité publique est souvent une chose sacrée, et pourtant je n'ai pas ouï parler d'une nation qui eût gravé au frontispice de sa constitution la déclaration des intérêts de l'homme. De toutes parts on parle de droits, ce sont des droits qu'on réclame, et, pour les établir, c'est l'éternelle raison qu'on invoque.

Qui peut, en effet, tenir lieu de l'autorité religieuse, remplacer la tradition, devancer les mœurs? qui peut consacrer les intérêts éta-

blis? La raison seule. Élevez la raison, donnez-lui toute sa pureté avec toute sa hauteur, elle sera la philosophie. Sous la raison du siècle repose donc la philosophie. La théorie de toutes les opinions qui luttent aujourd'hui, leur principe suprême ne peut être autre chose qu'une idée philosophique. Il n'est donc pas vrai, pour qui n'arrête pas sa vue aux apparences, que la philosophie soit une superfluité oiseuse, ni qu'elle n'ait aucune part à prendre aux choses de ce temps. Elle est le principe secret de tout ce que le temps appelle ses principes; elle est l'esprit même de l'esprit du temps, manifesté par ses doctrines et ses œuvres, par ses renversemens et ses créations.

Que ceux-là donc qui sont absorbés par la vie active et qui se mêlent aux affaires, se gardent de nier la philosophie. Ils sont maîtres de l'ignorer; on peut suivre un guide qu'on ne voit pas; sans la connaître, on peut la servir et travailler au succès des opinions qu'elle inspire ou qu'elle justifie. Mais qu'ils se préservent du mépris qu'affecte parfois pour elle l'expérience vulgaire; ils trahiraient peut-être, contre leur gré, la cause politique qu'ils défendent, et qui au fond s'appuie, quelle qu'elle soit, sur une pensée philosophique. En vain protesteraient-ils, la philosophie est un des ressorts de la civilisation. Ce n'est pas un rêveur oisif, c'est un grand homme d'affaires, qui, après avoir gouverné le monde, disait, la main encore appuyée sur les faisceaux consulaires : « O philosophie, ô guide de l'homme, ô toi qui cherches la vertu et bannis les vices, que serions-nous sans toi? sans toi, que serait la vie humaine? C'est toi qui as créé les villes; c'est toi qui as convoqué en société les mortels épars; c'est toi qui les as réunis par le rapprochement des habitations, par les liens du mariage, par la communauté du langage et de l'écriture. C'est toi qui as inventé les lois, formé les mœurs, réglé la société. Je me réfugie dans ton sein, j'implore ton secours; jusqu'ici je t'appartenais en partie, aujourd'hui je suis à toi tout entier (1). »

Nous n'irons pas aussi loin que Cicéron : nous n'oserions faire de la philosophie le génie tutélaire de la société, encore moins accuser de *parricide* ceux qui l'attaquent ou la négligent (2); mais nous nous bornerons à revendiquer sa valeur pratique, et à la montrer présente et active dans toute révolution.

Elle n'influe pas, il est vrai, immédiatement sur les masses. Pour être entendue par elles, il faut qu'elle modifie et sa forme et son lan-

(1) *Tuscul.*, V, 2.
(2) *Ibid.*

gage. Elle ne s'adresse en effet qu'au petit nombre; elle a des initiés; mais, par l'entremise des esprits qu'elle s'est consacrés, elle réagit sur la littérature, sur l'enseignement, sur la conversation, et bientôt sur les croyances et les mœurs nationales. Elle pénètre les esprits à leur insu, et souvent, née des opinions communes, elle les appuie et les propage à son tour. Elle rend au public ce qu'il lui a prêté et l'inspire en secret, quelquefois en se cachant de lui. Comme science de la raison même, n'est-elle pas la caution de toutes les sciences? Comme science de la pure pensée, ne contient-elle pas toutes les pensées humaines? Sa couleur se reflète dans tous les systèmes, et teint de ses nuances le verre changeant à travers lequel l'esprit observe tous les objets. Souvent cette démocratie turbulente des opinions d'un temps n'est que l'aveugle instrument d'une grande idée qu'elles ne savent pas.

Toute révolution, quelle que soit sa nature, s'annonce par le doute, et souvent semble par le doute se terminer. Au début, le doute s'élève sur tout ce que la révolution doit détruire. Il est critique, il est agressif; ainsi s'allume le bûcher où les hommes brûleront ce qu'ils ont adoré. A la fin des révolutions, lorsque bien des expériences ont échoué, lorsque, mis à l'épreuve des évènemens, le système novateur, fatalité inévitable! s'est trouvé moins infaillible que ne l'avait d'abord espéré la présomptueuse raison, l'incertitude gagne beaucoup d'esprits; avec les mécomptes arrive le découragement : le scepticisme est la plante aride qui croît sur les cendres qu'a laissées l'incendie.

La philosophie est bonne à ces deux sortes de doute. Au doute agressif elle désigne des points d'attaque, livre des armes et dicte des cris de guerre; elle fournit les idées qui remplaceront les croyances. L'expérience de notre pays l'a, je pense, assez prouvé. Philosophie du XVIII[e] siècle a été long-temps synonyme de révolution française. Mais, au doute que développe la leçon mobile des évènemens, au trouble d'esprit qui suit les revers et quelquefois les triomphes, ne faut-il pas aussi des principes qui éclairent et des convictions qui raffermissent? Ne faut-il pas rouvrir cette région élevée où la vérité est stable, où se réconcilient la théorie et l'expérience, la nouveauté et la durée, la spéculation et la réalité? Ne faut-il pas une philosophie?

C'est la plainte universelle de notre temps que l'incertitude universelle. Qui ne s'est effrayé d'entendre ces mots funèbres, anarchie des intelligences, désordre moral, mort des croyances? L'esprit hu-

main, en effet, n'a jamais paru plus incertain et plus actif à la fois. Impétueux et flottant, il passe et repasse rapidement par l'incrédulité et le fanatisme. Il se dégoûte de ses œuvres avant de les avoir finies, se désabuse de ses systèmes avant de les avoir éprouvés; il dénigre ce qu'il crée, et pourtant s'acharne à détruire. Il n'admire que la grandeur des ruines qu'il a faites, et regarde à peine le monument qui s'élève. L'architecte déprime ce qu'il construit, car, en toutes choses, l'art ne se distingue plus de la critique. De là cette stérilité et cette impuissance dont notre époque s'accuse avec une sorte d'orgueil; de là ces dédains qu'elle adresse à la raison dont elle est si vaine, et la défiance qu'elle témoigne envers elle-même. L'esprit humain se juge en s'exaltant, et le mal qu'il dit de lui ne l'empêche pas d'abuser de ses forces, et de frapper sans cesse en se déclarant incapable de réparer ce qu'il aura brisé. Témérité folle ou folle humilité!

Long-temps cette disposition des esprits n'avait encouru la sévérité que des partisans du passé. Aujourd'hui, les novateurs eux-mêmes se plaisent à l'accuser; et, dans leurs plans régénérateurs, c'est contre elle qu'ils en appellent à l'avenir et qu'ils s'arment des ressources inconnues d'une perfectibilité dont on dirait qu'ils disposent. Et peut-être, par leurs plaintes comme par leurs promesses, ne font-ils qu'ajouter le doute au doute, le désordre au désordre, et porter leur tribut d'anarchie à l'anarchie que poursuivent leurs anathèmes.

On exagère le mal, mais il existe. Bien que de nouveaux prophètes démontrent journellement comme quoi la société se meurt, nous la voyons vivante, nous la croyons durable; mais nous avouons qu'elle souffre, et ne nions pas la maladie afin de nous dispenser de chercher le remède. Il en faut un sans doute, et le secret en repose ignoré dans le sein silencieux du temps qui sait tout.

Mais quelle est cette maladie morale d'une société trop orgueilleuse pour rien croire sur la foi de l'autorité, trop timide pour rien croire sur la foi de sa raison? Elle porte le nom d'un système philosophique; tout le monde l'appelle le scepticisme.

S'il est vrai que l'esprit humain en soit atteint, qu'il unisse un excès d'activité à un excès d'incertitude, recherchons si la philosophie, mieux inspirée, n'aurait rien à opposer à ces maux contradictoires. Elle voit, disons-nous, l'esprit humain actif et incertain. Que fait-elle? elle va à lui, elle l'observe. Et qu'aperçoit-elle? des facultés essentielles et des vérités primitives. A l'activité elle répond par le tableau des facultés; à l'incertitude, par le tableau des vérités. Grace

à l'étude des unes, elle établit la liberté de l'esprit humain; grace à l'étude des autres, elle lui découvre une règle. Ici elle lui montre sa puissance, là ses lois. Ainsi elle l'enhardit et le contient, l'anime et le calme, le pousse et l'arrête. En général, ceux qui ont rendu l'esprit de l'homme subversif et violent ne l'ont entretenu que de ses facultés; ceux qui l'ont fait timide et servile ont cherché les vérités hors de lui. Les uns et les autres n'ont pas su concilier la puissance des premières et l'autorité des secondes, les principes d'action et les principes de foi, ce qu'on pourrait appeler la liberté et l'ordre. La philosophie n'est complète et sûre que lorsqu'elle connaît également et met d'accord ces deux élémens de notre nature intelligente, l'un relatif, quoiqu'il agisse d'après des formes invariables, l'autre absolu, quoiqu'il réside dans l'intelligence d'un individu mobile. Les facultés déréglées, capricieuses, si elles s'isolent des vérités fondamentales de l'esprit humain, ne s'emploient alors qu'à détruire; en toutes choses, elles constituent le génie révolutionnaire et produisent d'abord le désordre, puis le dégoût et le doute. Les vérités essentielles, axiomes naturels de l'intelligence qui pourtant ne les découvre que par le temps, l'expérience et la réflexion, seraient, si l'on pouvait les séparer des facultés actives qui les appliquent et les fécondent, des lois stériles, des formules inflexibles et vaines; elles enchaîneraient l'esprit et ne lui serviraient pas. Entre ses facultés et les vérités, l'homme flotte comme entre le relatif et l'absolu. Il court alternativement le risque du désordre ou de l'impuissance, de l'agitation ou de l'immobilité. Ces deux écueils l'attendent, sur quelque mer qu'il navigue, et souvent il s'y brise. Ainsi s'occupe-t-il de métaphysique; comme les philosophes du dernier siècle, il laisse à l'esprit toutes ses facultés en lui prenant toutes ses croyances, ou, comme les théologiens, il sacrifie à la foi la liberté, et brise les ailes de la raison pour la clouer à la tradition. S'adonne-t-il à la politique, il est toujours sur la pente ou de l'anarchie, ou de l'absolutisme. Étudie-t-il la morale, il la place dans le sentiment mobile ou d'invariables formalités, et tombe dans le relâchement ou le rigorisme. Tous les genres de recherches offrent donc deux chances d'erreurs correspondantes. Ce serait un travail utile que de les signaler et d'y soustraire, s'il est possible, la faiblesse chancelante de l'humaine raison. C'est ainsi que nous concevons que la philosophie, évitant pour elle-même deux périls qui l'ont constamment menacée, puisse enseigner l'art d'en préserver toutes les sciences, dans la pratique comme dans la théorie.

Justifions cette idée en l'appliquant à l'état de la société française, et en recherchant ce que la philosophie peut faire pour elle.

Dès le premier coup d'œil, on remarque, et les moins clairvoyans signalent eux-mêmes la préoccupation politique qui agite notre société. Puis, derrière les partis qui la divisent, on lui reconnaît un fonds d'opinions vagues et diverses sur elle-même et sur sa destinée. En dehors même de la politique, elle s'est mise, depuis quelques années surtout, à s'inquiéter de son sort, à s'enquérir de son avenir, à se demander enfin si elle avait bien les conditions de l'existence et de la durée. De là mille systèmes, ou plutôt mille avortemens de systèmes, qui se donnent pour des doctriues sociales, et qui ne tendent à rien moins qu'à refaire d'ensemble et méthodiquement la religion, l'art, l'économie politique, la morale, et, bien entendu, la législation et le gouvernement. Enfin, à côté de ce que les esprits inquiets pensent ou imaginent, restent les mœurs de la société, les idées et les conventions qui président à ces mœurs, tout ce qui règle enfin les démarches et les relations des individus et des familles. Observons rapidement, et du point de vue de la philosophie, les idées politiques, les idées sociales, les idées morales de la France contemporaine.

Quoi que les passions aient fait, quoi que prétendent le découragement et la timidité, la politique est l'honneur de la France. C'est par ses luttes intérieures qu'elle attire et qu'elle mérite l'attention de l'Europe. C'est à son école que les nations doivent apprendre à se mesurer tantôt contre le pouvoir, tantôt contre les factions, à vaincre leurs ennemis de toutes sortes, à se vaincre elles-mêmes dans la bonne fortune, à se modérer dans la victoire.

Notre temps manque de grands hommes, et l'humanité est accoutumée à ne reconnaître la gloire que lorsqu'elle se personnifie. Il lui faut, pour admirer, voir son propre type réalisé, pour ainsi dire, et agrandi tout ensemble dans un de ces individus d'élite qui enorgueillissent notre nature. Certes, le sentiment qu'ils inspirent est juste, et ce n'est pas nous qui voudrions contester au cœur humain un seul de ses respects. Cependant il faut bien convenir qu'il y aurait quelque chose de subalterne dans cette manie de s'incliner devant un seul, dans cette admiration exclusive, dans cette aveugle préférence accordée à l'individu sur les masses, à la vertu d'un jour sur les travaux d'une époque. Il est romanesque d'exiger de l'histoire, pour en être ému, qu'elle ait un héros, et de porter au spectacle des choses réelles les besoins critiques que nous portons au théâtre. Le monde

est un drame qui doit intéresser, émouvoir, passionner, lors même qu'il n'a pas d'autres personnages que des chœurs.

Osons le dire à la France, elle n'est pas assez fière de ce qu'elle a fait, et comme elle ne s'estime pas tout ce qu'elle vaut, elle ne mesure pas tout ce qu'elle peut. Pour nous, cette époque est belle; aucun autre moment de notre histoire ne nous ferait envie, si la France, en jugeant comme nous, connaissait mieux ses droits à la gloire.

N'attendez donc point de nous de déclamations pusillanimes, de plaintifs gémissemens contre la politique et même contre les passions qu'elle nourrit. Ces passions, quelque pervers que soient les cœurs qu'elles dévorent, à quelque funeste école qu'elles aient pris leçon, conservent jusque dans leurs écarts je ne sais quel élément de désintéressement, je ne sais quelle trace d'indépendance et de dévouement, qui n'empêche pas d'être odieux, mais qui sauve d'être vil. Sous leur empire, la nature humaine peut s'endurcir, se dépraver; il est rare qu'elle s'abaisse. Sa dignité périt dans les calculs ignobles du courtisan, du satellite, du publicain : elle subsiste encore dans le séditieux; elle réchappe des fureurs des partis, et quelques-uns de ses caractères se retrouvent jusque sur le front cynique du sectaire qui se relève de ses vices par son audace. L'esprit de faction, même avec ses iniquités et ses perfidies, ne l'anéantit pas. Quels que soient les mobiles qui poussent à des opinions dangereuses, c'est agir en homme que d'avoir une opinion, et lorsqu'une opinion n'a point pour but unique la satisfaction d'un intérêt sordide et isolé, c'est agir en homme que de la défendre. La prétention seule de penser au bien du pays mérite une sorte d'estime, et, tout en détestant les factions, il est impossible de ne pas voir, dans le fumier fangeux et sanglant où elles s'agitent, briller par fragmens deux des plus précieuses pierres du diadème de l'humanité, la fidélité et le courage.

Mais si je vais jusque-là que de reconnaître quelques nobles traits non encore effacés sur la face des mauvaises factions, si je consens à déclarer que la politique atténue l'odieux des passions et des crimes qu'elle fait naître, ai-je besoin de dire quelle sympathie et quel respect doivent inspirer les simples partis, même avec leurs principes extrêmes et leurs ambitions ardentes? S'unir dans un intérêt public, s'entendre dans une pensée générale, concerter et subordonner entre soi des vues diverses, des penchans personnels, devenir solitaires dans une entreprise qui doit profiter même à ceux qui n'y participent pas, faire au succès commun le sacrifice de son repos, parfois de sa sûreté, parfois de son propre succès, avoir une cause enfin,

une cause qu'on est fier d'avouer, quelle louable destinée! quel noble emploi de la vie! quelle expiation des misères et des fautes de l'égoïsme individuel! Et quand cette cause est vraiment la bonne, quand la conscience et la raison en ont certitude, et que la conscience et la raison président à tout ce qui se fait pour la servir, la bonne cause servie par les bons moyens, en un mot, quelle fortune de satisfaction et d'honneur pour le cœur d'un honnête homme! Il nous a été donné de voir plus d'une fois se réaliser, en de grandes circonstances, cette belle combinaison des bons moyens et de la bonne cause. Soit en combattant le pouvoir absolu, soit en résistant aux factions, la France a offert le spectacle rare de la vérité dignement servie, de tous les bons principes du cœur humain mis aux ordres de la justice; elle a bien fait le bien, et elle a donné un exemple dont profitera la liberté du monde, c'est-à-dire la conquête de la politique par la philosophie. Et maintenant qu'elle a fondé ses droits, qu'elle s'est assurée de sa sagesse, il ne lui reste plus qu'à prendre confiance en elle-même et qu'à s'élever au sentiment de sa grandeur.

Cependant si, écartant les circonstances et les évènemens, les caractères et les actions des individus, on veut considérer les partis comme des systèmes et leurs luttes comme des controverses, un moment suffira pour reconnaître que les fausses doctrines politiques ne peuvent trouver leur réfutation définitive que dans une critique raisonnée, et que leurs mauvais principes ne se peuvent consumer qu'à la flamme du flambeau de la philosophie. A caractériser rapidement les deux grandes erreurs qui égarent les partis, on peut dire que l'une réduisant toute légitimité, tout droit à une question de personne, tend à matérialiser les conditions du pouvoir, à en supprimer toute la moralité, à soumettre l'esprit de la société à une tradition littérale, et son existence au droit de propriété. Ainsi la vérité politique serait transformée en un dogme supérieur à la raison, et par conséquent à la liberté de la pensée. Dieu même ne s'est point placé si haut. L'autre doctrine, cherchant la souveraineté absolue sur la terre, et la supposant dans la volonté populaire, tend à substituer le fait au droit, et à nier également toute vérité rationnelle en politique; car les volontés ne sont que des accidens variables, et, ce qui est pire, des accidens qu'on ne peut souvent constater, et qui se traduisent au gré de toutes les fantaisies de l'intérêt et de la passion. On le voit, la politique révolutionnaire, préoccupée seulement de la liberté due aux facultés humaines, leur décerne la toute-puissance, quoi qu'elles veuillent d'ailleurs ou qu'elles fassent; et la po-

litique contre-révolutionnaire, au mépris de tous les droits de l'individu et de la société, et partant, de toutes les facultés de la nature humaine, ne sait leur opposer qu'une règle extérieure, prenant pour l'immuable vérité l'hérédité qui n'est qu'un symbole, ou la volonté d'un homme qui n'est qu'un fait. D'un côté, en principe une liberté illimitée; de l'autre, un dogme oppressif. Là, point de règle; ici, point de liberté; là, négation de la vérité politique; ici, culte du fait érigé en droit. C'est, pour ainsi parler, l'athéisme d'un côté, et de l'autre l'idolâtrie.

Et comme s'il était dans la nature de toute erreur d'avoir tous les inconvéniens, même ceux de l'erreur qui lui est opposée, le principe de la démocratie absolue qui anéantit toute règle, et par conséquent toute limite de la liberté de l'individu, mène dans la pratique à la tyrannie par l'anarchie : car si la souveraineté réside dans la volonté du grand nombre, dans le fait et non dans le droit, un despotisme brutal est légitimé par avance; et l'impossibilité d'interpréter et d'avérer cette volonté de tous autrement que par l'entremise des factions ou par la voix de la passion populaire, vient ajouter l'incertitude à la violence, et le mensonge à l'oppression. D'une autre part, si l'hérédité monarchique, au lieu d'être une haute condition d'ordre et de durée, une représentation de la perpétuité nationale, est la souveraineté incarnée et le droit fait homme, lorsque le coup des évènemens atteint cette garantie exclusive, cette seule règle de l'unité sociale, toute barrière s'abat, toute obligation s'évanouit; la morale politique est suspendue, de l'aveu de ceux-là même qui prêchaient le plus haut la discipline monarchique, et les plus crédules sectateurs de la royauté absolue sont alors les premiers à proclamer la dissolution universelle et la nullité des pouvoirs et des lois. Ainsi qu'il arrive quelquefois que la superstition mène à l'impiété, l'anarchie naît de l'absolutisme.

Les deux grandes opinions qui se sont disputé le sceptre en France depuis quarante ans pourraient donc, si elles n'étaient ramenées à des principes d'éternelle justice, conduire la société par des voies bien diverses au règne absolu de la force. Serait-ce mériter le reproche de subtilité qui s'attache à tout rapprochement forcé, que d'assimiler l'une et l'autre erreur à l'erreur philosophique que nous avons tout à l'heure relevée? N'est-il pas vrai que, d'un côté, on n'a vu dans l'homme que des facultés, et l'on a méconnu l'existence des vérités politiques, règles de la société, comme les vérités rationnelles sont les règles de l'homme? N'est-il pas vrai que, de l'autre côté, cher-

chant à tout prix la vérité immuable, et ne sachant l'apercevoir que dans un dogme en quelque sorte matériel, on a sacrifié à l'immuabilité de ce dogme le libre jeu, le droit des facultés humaines, et détrôné la raison de qui elles relèvent? Aux uns comme aux autres, n'est-il pas vrai que ce qui manque en principe c'est une philosophie politique?

Le bon génie de la France lui a épargné le triomphe définitif d'aucune doctrine violente. Dès que les partis menacent de s'abandonner à cette logique aveugle qui asservit conscience et raison au joug des conséquences extrêmes, le bon sens public s'émeut et prend sous sa garde l'ordre, la loi, la société. Il veille sur tous les intérêts à la fois, et s'efforce incessamment de maintenir dans la juste mesure les prétentions rivales et les doctrines opposées. La société jette pour ainsi dire son sceptre entre les combattans, et s'interpose à ses propres périls entre les fureurs publiques. L'expérience, l'instinct de conservation, la préservent des dangers visibles; mais est-ce là une garantie suffisante contre l'action lente des faux principes, ou l'invasion des passions victorieuses? Lorsque le temps est au calme, lorsque la lutte n'est point un combat, et que les partis ne représentent que des idées, les esprits, balançant entre les doctrines contendantes, ne savent ni prononcer ni choisir, et tantôt acceptent des principes dont ils évitent le danger par l'inconséquence, tantôt tombent dans une incertitude politique, dans une incrédulité sociale qui perdrait tout si l'intérêt commun ne prévalait contre les faiblesses du scepticisme. Mais l'intérêt est un mobile changeant, toujours il peut céder avec une parfaite conséquence à l'instance d'un plus pressant intérêt; jamais une société n'a été inspirée uniquement par la prudence qu'il dirige. La vertu, l'honneur, la crainte, ont été par un grand esprit institués les principes de certaines formes de gouvernement. Ni l'histoire ne présente, ni l'imagination ne conçoit un état de société dont le principe serait l'intérêt, fût-il monté en grade et nommé l'intérêt bien entendu. On sait des nations guerrières, patriotes, religieuses; on ne se figure pas aisément une nation qui ne serait qu'intéressée. L'intérêt, après tout, ressemble beaucoup à la crainte, ce honteux ressort du despotisme, et s'il est vrai qu'il ait quelquefois enfanté des sacrifices, inspiré le dévouement, c'est qu'il empruntait alors à la nature humaine des principes plus nobles que lui-même, des principes désintéressés qui se mettaient passagèrement à son service. Le courage, la persévérance, la fidélité, l'honneur, l'enthousiasme, se sont souvent, faute de mieux, offerts comme instrumens aux spéculations d'une prudence vulgaire;

semblables à ces guerriers sans cause et sans patrie, qui engagent leur bras à la solde d'un drapeau qui n'a ni leur foi ni leur amour. On sait que des mercenaires peuvent se conduire en héros.

Mais n'est-il pas et plus juste et plus sensé de mettre d'accord tous les bons principes de notre nature, de concilier les convictions et les vertus, les intérêts et les droits, les calculs et les croyances? Pourquoi les factions seules paraîtraient-elles avoir des doctrines? Pourquoi les défenseurs de la bonne cause et des vrais principes n'auraient-ils seuls ni cause ni principes, et verraient-ils leurs nobles actions attribuées à l'inconséquence, ou imputées à l'énergie de l'égoïsme? Une telle dissonance n'est pas naturelle; et certainement, mieux étudiée, mieux cherchée, la sympathie du bien avec le bien, la concordance du bon, du vrai et de l'utile, doit apparaître à la raison satisfaite. Or, cette satisfaction de la raison, où la trouver, hormis dans la recherche d'une philosophie politique qui s'élève au-dessus des vues partielles, des intérêts accidentels, des passions transitoires, et qui établisse quelque chose de réel, de général, de durable, c'est-à-dire quelque chose d'absolu dans le sens favorable et légitime de l'expression, en un mot une vérité? Toute vérité stable s'enchaîne aux vérités premières. Toute philosophie politique tient donc de près à la philosophie proprement dite. Celle-ci, qui nous montre l'homme pourvu de facultés et de vérités, comme un soldat qui a tout à la fois ses armes et ses étendards, qui doit combattre et obéir, oser et craindre, aimer également le péril et la discipline, la philosophie, dis-je, qui nous montre l'homme libre sous la loi de sa raison, affranchi par elle, et par elle contenu et gouverné, ne sert-elle pas d'exemple et de base à la philosophie politique qui constitue la société à l'image de l'homme, et la veut libre aussi sous la loi de la raison? Le type de tout gouvernement réside dans le gouvernement intérieur de l'ame humaine.

Je ne sais si ce langage est pour déplaire aux factions contemporaines; mais telles ont été leurs illusions et leurs fautes, qu'elles ont réussi non-seulement à désabuser d'elles, mais encore à dégoûter de la politique beaucoup d'esprits élevés auxquels la fermeté manque, et que préoccupe le besoin chimérique d'un perfectionnement supérieur à ce que nous ont valu nos révolutions. Le public a été plus d'une fois entretenu, dans ces dernières années, de ces tentatives de doctrines sociales qu'on a voulu substituer aux symboles surannés des partis. Si aucune de ces doctrines n'a triomphé, toutes, en se retirant, en se dissipant comme un phénomène sans réalité, ont laissé après elles des traces, une lueur, une fumée; toutes ont légué

à l'esprit humain quelques idées, quelques formules; toutes ont ébranlé quelques-uns des préjugés de l'époque, et semé quelques vagues idées de réforme et de réorganisation, qui défraient en ce moment la plupart des écrivains sectateurs du progrès, soit philosophes, soit historiens, soit romanciers. A les entendre, il semblerait qu'un changement plus étendu et plus profond que la révolution même s'est opéré dans les esprits, que tous les préjugés du siècle ont cédé, et que la pensée et la société à sa suite est définitivement entrée dans une voie obscure et nouvelle, qui conduit vers un grand but inaperçu et pressenti de tous. On peut soupçonner quelque exagération, quelque présomption dans ces promesses que les livres font chaque jour à la société. On ne saurait répondre que des calculs tout littéraires n'entrent pour rien dans cet évangélisme tant soit peu vague, dans ces aspirations d'une foi inactive vers une régénération inconnue. Ces nouveaux dogmes, plus annoncés qu'enseignés, pourraient bien se réduire à quelques vues critiques sur les opinions que nous ont laissées la philosophie et la révolution du XVIIIe siècle. Peut-être que le talent, en faisant comme aujourd'hui si grande consommation de paradoxes, n'a fait que changer de lieux-communs, et rien ne garantit la réalité éventuelle de cette réformation des affections primitives du cœur et des relations fondamentales de la société. Ceux qui la prédisent n'ont guère acquis jusqu'ici par leurs œuvres le droit de trouver mesquines nos révolutions politiques, et misérables les changemens de constitution ou de dynastie dont nous avons eu la modestie de nous contenter.

Mais enfin il est certain qu'au-delà des idées politiques propres aux partis réels il existe des idées et des sectes qui, bien que diverses, composent un ensemble qu'on peut appeler le *socialisme*. Quoi qu'une raison sévère voulût rabattre de ces magnifiques anticipations d'un avenir qu'on prédit, mais qu'on ne prévoit pas, il y aurait injustice ou légèreté à regarder comme non avenues ces nouvelles questions sociales, ces nouvelles idées sociales, et surtout la direction intellectuelle qu'elles indiquent. Tout état des esprits mérite attention; toute forme qu'ils affectent a sa raison. Même leurs caprices ont droit à l'examen; et des opinions n'auraient aucune valeur en elles-mêmes, qu'elles devraient être étudiées pour les dispositions qu'elles attestent et les besoins qu'elles accusent. Ce que l'homme sait n'est souvent pas important; ce qu'il cherche l'est toujours.

Le saint-simonisme a été la première phase de ce mouvement des esprits, et malgré les variations de cette doctrine, malgré les dissi-

dences qui en séparent les autres systèmes dont elle a été le signal, on peut en général rattacher au saint-simonisme toutes les théories de réforme sociale qui se retrouvent aujourd'hui par lambeaux dans un grand nombre d'écrivains. Les distinguer et les compter pour les apprécier l'une après l'autre serait l'objet d'un travail curieux peut-être, mais déplacé en ce moment. Il nous suffit de remarquer qu'elles sont toutes, comme le saint-simonisme proprement dit, des doctrines historiques plutôt que philosophiques. Leur point de départ à toutes est une vue générale de l'histoire des nations, élevée à la conception d'une histoire de l'humanité, et dominée par une seule idée, la perfectibilité. Ce fait de la perfectibilité, principe de la nouvelle science historique, se manifeste et se développe suivant certaines lois qui ne sont autres que les caractères plus ou moins bien observés des différentes époques. De ce que l'humanité a été, on conclut facilement qu'elle devait être ce qu'elle a été; c'est à peu près là toute la philosophie de l'histoire. Puis on fait un pas de plus, et de ce qui fut et de ce qui est on déduit ce qui doit être. C'est ainsi que du passé on infère l'avenir; tout ce dogmatisme tant annoncé se réduit à quelques conjectures logiques; et voilà comme la réalité peut conduire à l'hypothèse et le fait engendrer l'utopie.

Au fond, toutes les doctrines de socialisme sont essentiellement critiques. Malgré des prétentions contraires, la première de toutes, le saint-simonisme, est critique. Il a montré dans l'histoire de toute société deux époques déjà souvent observées, celle où les hommes sont unis dans une croyance commune, celle où les hommes se divisent sous l'empire d'opinions opposées. Il a appelé l'une organique et l'autre critique; il y a long-temps que les théologiens avaient distingué l'âge de l'autorité de l'âge de l'examen. Or, chaque époque critique doit aboutir à une époque organique. Entre l'une et l'autre, la différence est celle de la recherche à la découverte, de l'effort au succès, de la marche au but, de la poursuite de la vérité à la possession de la vérité. Mais, par la loi de la perfectibilité, rien n'est, en quelque sorte, que provisoirement définitif. Avec le temps, l'*organisme* d'une époque devient insuffisant, suranné, impuissant, et un nouveau *criticisme* conduit à un organisme nouveau. Quand l'esprit d'examen s'élève, il présage la foi.

Quel est le caractère de notre époque? Sans contredit elle est critique. De quelle époque organique est-elle *grosse*, pour parler comme Leibnitz? La réponse à cette question diffère un peu selon les sectes; mais généralement elle se rapproche beaucoup de cette for-

mule saint-simonienne, que la *lutte* doit faire place à la *paix*, ou l'*antagonisme* à l'*association*. Tout cela veut dire que tôt ou tard, aux temps où l'on se dispute succèdent les temps où l'on est d'accord. Cette vérité un peu vague est ce qui ressort de plus positif du saint-simonisme et des doctrines affiliées ou rivales. Quant aux conditions de la paix, quant aux bases de l'association, c'est-à-dire quant à l'histoire de l'avenir, on a varié beaucoup, et cet avenir a été plus promis que décrit, plus caractérisé que raconté. Cela est tout simple; en pareille matière, l'esprit de l'homme peut tout au plus prévoir le but, jamais les moyens. Si des inductions générales il arrivait à des inductions positives, il s'élèverait de la conjecture à la prophétie, et la science passerait à l'état de religion. C'est pour cette raison entre autres que le saint-simonisme s'est efforcé d'être une religion; mais il a expiré dans ce grand effort.

Ainsi, il est resté critique, et dans sa critique a résidé toute sa force. Il a jugé les systèmes contemporains, à savoir, la philosophie dite du XVIIIe siècle, la politique constitutionnelle, l'économie politique, et ce qu'on a appelé l'éclectisme. Dans ces quatre systèmes, il a cru trouver ou du faux ou du vide. Dans la guerre engagée contre les opinions du passé, il a signalé un état forcé, douloureux, transitoire, qui trouble et paralyse l'humanité. Par l'examen de beaucoup d'opinions légèrement reçues, il a fait un bien réel; il a ébranlé quelques préjugés fraîchement construits et vieilli quelques jeunes erreurs. Mais ce succès n'est qu'une destruction de plus, et de nouveaux doutes sont peut-être les traces les plus durables qu'il ait laissées après lui.

Lorsque en effet il a voulu fonder, lorsque les opinions sociales ont prétendu être dogmatiques, le faible a reparu. Quelques vues sur le passé et une polémique subversive contre le présent ne suffisent pas pour constituer une science spéculative ou une réforme organique. Dans les essais ou inventions qui devaient engendrer la société future, il a toujours été facile de reconnaître une imitation des formes du catholicisme, un plagiat de son histoire, la singulière prétention de refaire un moyen-âge avec la révolution française pour point de départ.

Aucun des plans de réorganisation sociale n'est encore en voie de réussir, et il serait oiseux de discuter des idées qui ne vivent point. Une seule observation nous importe, c'est que le saint-simonisme s'est toujours ressenti de l'inconvénient d'avoir procédé exclusivement de considérations historiques. A ne juger l'humanité que dans son ensemble, on risque de ne connaître que superficiellement la

nature humaine; et les vues sur la société sont périlleuses si elles ne s'appuient sur l'étude de l'homme. En d'autres termes, le saint-simonisme n'a pas été assez philosophique. De l'humanité, en effet, que lui apprend l'histoire? Une seule chose, la perfectibilité. Il la déduit *a posteriori* des progrès du bien-être des masses, manifesté par le progrès de l'égalité. Ce progrès est réel assurément et digne de tout le bien qu'on en dit; mais ce n'est qu'un fait, non un principe; c'est un symptôme, non une cause, et la perfectibilité ainsi entendue ne peut être érigée en loi. La perfectibilité est un terme relatif à un autre terme, le parfait; l'amélioration suppose le bien; or, ce parfait, ce bien, il faut savoir ce que c'est. Si vous prouvez, si vous déterminez la perfectibilité uniquement par ses conséquences apparentes, par ses effets sensibles, comme l'a fait le saint-simonisme, vous vous privez de toute règle pour fixer ce qui doit être, vous ne pouvez plus rien établir de pur, d'immuable, de rigoureux. Aussi le saint-simonisme n'a-t-il pu trouver à la société d'autre loi que le bonheur, à la morale d'autre principe que la sympathie, et, voulant forcer les hommes au bonheur par l'organisation sociale, il a méconnu tout à la fois la liberté et l'obligation. Le droit manque à sa morale comme à sa politique, et toute sa philosophie est purement sentimentale, c'est-à-dire qu'il n'a pas de philosophie; car l'absolu ne se puise qu'à sa source, dans la raison, et la raison n'apparaît qu'indirectement dans la vie des individus et des peuples. Il faut la chercher en elle-même et non dans les manifestations changeantes de l'humanité en action. La vérité ne se conclut pas des évènemens, elle les juge, et la philosophie domine l'histoire au lieu de résulter de l'histoire. Le procès n'est pas la loi.

L'erreur commune de toutes les nouvelles doctrines est, à mes yeux, de supprimer ou d'affaiblir ensemble l'existence de la liberté humaine et celle d'une règle absolue, deux élémens, deux faits dont l'antagonisme est la clé de notre destinée morale. De cette double erreur naît le fatalisme dans l'histoire, l'arbitraire dans la politique, le matérialisme dans la morale. De quelque mysticisme éloquent, de quelque exaltation romanesque que tente de se parer toute l'école littéraire qui exploite les idées *humanitaires* ou *sociales*, il est rare qu'elle échappe aux écueils que nous venons de signaler, et nous ne doutons pas que, pour féconder et régulariser ses doctrines, une chose surtout ne lui manque, l'étude philosophique de l'homme.

Des systèmes passons maintenant aux faits, et voyons enfin si cette société, pour qui l'imagination cherche des remèdes chiméri-

ques, est si malade que les ressources connues de l'art soient épuisées. Quel est en effet son état moral, et la sollicitude qu'elle inspire est-elle fondée? On peut hésiter; les rèponses les plus contradictoires se font entendre. S'agit-il de la société passée, de celle de l'ancien régime, le jugement n'est jamais assez sévère. Jamais on ne craint de trop insulter ce monument écroulé, le seul peut-être dont les ruines n'aient jamais été respectées. L'indignation s'empare du plus froid historien dès qu'il parle de la société du XVIIIe siècle, et le moins religieux est prêt à voir une justice de la Providence dans les rigueurs sanglantes de la révolution française. Le bien que celle-ci a fait est en revanche complaisamment étalé, et les censeurs les plus sévères de nos gouvernemens nous feraient croire volontiers au retour d'un âge d'or social dont la pureté serait sans alliage, si le pouvoir ne nous faisait vivre au siècle de fer. Un temps n'est pas loin où, mise en présence d'une dynastie qui représentait la société passée, la France, enthousiaste de ses propres vertus, se comparait avec un orgueil sans limites à ce qu'elle avait été, et faisait de sa propre perfection une incompatibilité de plus avec la restauration de l'ancien régime.

Mais lorsque la controverse politique cesse, et qu'il est question d'observer la société en elle-même, si l'écrivain surtout a constaté douloureusement que ses opinions politiques le rangent dans la minorité, l'optimisme moral s'évanouit, et la société est à son tour condamnée au supplice de l'exposition publique. L'unité, la constance, la foi, l'harmonie des actions et des croyances, la dignité des mœurs, l'énergie du dévouement et la grandeur du caractère, tous les mérites sont à l'envi décernés à ce qui n'est plus. Quant à nous, nous marchons à la dissolution, à la décomposition; nous sommes en *poussière*, c'est le mot consacré. L'individualisme triomphant a tout desséché, et ce sable aride ne peut plus boire que le sang. Une démocratie incrédule, revêtue de nos formes modernes de gouvernement, c'est exactement le sépulcre blanchi de l'Évangile. Il faudrait le souffle de vie d'une doctrine nouvelle pour ranimer ces cendres, et remettre debout ces ossemens.

Quel est le portrait fidèle? où se montre la vérité? Bien téméraire qui voudrait en quelques mots juger son temps et son pays. Une distinction cependant est nécessaire. C'est la société politique et civile qui vient de la révolution. Or, quoi qu'on pense en matière de gouvernement, il paraît impossible de nier que cette société, dans ses relations journalières avec ses autorités immédiates, voit régner

une équité, une modération, une régularité, qui sont les fruits de la civilisation moderne. La morale publique, en ce qui concerne la gestion des intérêts ordinaires de la communauté, a, sans contredit, fait d'évidens progrès. Les rapports sociaux, renfermés dans le cercle où la législation les règle, où les tribunaux les jugent, admettent également une sûreté, une facilité, une douceur, qui attestent aussi un progrès réel; et si l'on consent pour un moment à ne voir dans la société qu'une multitude administrée, qui travaille et produit, vend et achète, passe des contrats, plaide des procès, conclut des transactions, on doit accorder que la société française est la mieux faite qu'aucune époque ait présentée, et donner tort aux réformateurs impatiens qui prétendent substituer l'ouvrage de leurs mains à cette œuvre des siècles et des événemens. Mais si nos regards plongent plus avant, si nous observons le fond de la société, ce qu'on pourrait appeler la société morale, si nous jugeons les actions moins dans leurs apparences, dans leurs conséquences visibles, que dans leurs principes, si nous osons enfin sonder les reins et les cœurs, nous concevrons mieux la sévérité de certains jugemens, et le moraliste qui peindrait *les caractères et les mœurs de ce siècle* ne nous paraîtra pas plus que La Bruyère condamné à la monotonie du panégyrique.

Nous n'immolerons pas le présent au passé. Les mœurs anciennes de la France, à toute époque, ne nous inspirent qu'une admiration fort médiocre et nulle sympathie. Il y avait dans le passé un vice que rien pour nous ne rachète, l'inégalité civile. Partout où elle existe, quelque grandeur qu'elle développe chez un petit nombre à l'aide du privilége (et, en France, il y a long-temps que le privilége ne développait plus rien de grand), elle entraîne une corruption qui lui est propre, qui dépare les sociétés les plus belles, qui gâte les meilleures et les plus généreuses natures. Le passé avec tous ses bienfaits, avec toutes ses gloires, doit apparemment avoir mérité cette inimitié profonde et implacable que lui garde le cœur de la nation. Pourtant, en elle-même et toute comparaison écartée, la société actuelle peut déplaire par plus d'un côté. C'est une société sensée; elle a, dans toutes les significations du mot, ce que le christianisme appelle la sagesse du siècle. Elle aime l'ordre, honore le travail, estime la morale qui protége le travail et l'ordre; mais pourquoi? parce qu'elle veut du bien-être. Elle ne s'en cache pas, et de ce goût fort naturel elle tire assez de vanité pour vouloir qu'on l'en loue, et faire de félicité vertu. Tout cela est bon assurément sans être fort beau, mais cela constitue une société régulière encore plus qu'une société mo-

rale. L'intérêt y prévaut publiquement, et l'intérêt, quelque parfaitement qu'on l'entende, donne à toutes les vertus l'air de la prudence, qui en est une aussi, mais qui n'est ni la première ni la mère de toutes. Dieu seul est juge des intentions, et nul n'oserait prétendre qu'il n'y en ait pas beaucoup de désintéressées, que la source vive des sentimens élevés et des passions pures ait cessé de jaillir. Mais enfin, la première place dans l'estime d'un certain monde semble aujourd'hui réservée à la sagesse utile. Le caractère général des actions et des affections est une certaine mesure qui interdit à la fois l'excès du bien et celui du mal, l'abus et le sacrifice. Lors même, et les exemples n'en sont pas trop rares, que le dévouement se montre, il se couvre, autant qu'il le peut, des apparences du calcul; il a soin d'établir qu'il a bien placé sa peine, et que la prévoyance ne lui a pas manqué. En général, l'opinion, le pouvoir, les fondateurs d'institutions et les faiseurs de livres ne se sont occupés que des moyens de rendre le devoir profitable et d'intéresser la vertu. Si ce but est atteint, la société sans doute y gagnera; qui sait même si la masse des bonnes actions ne s'en accroîtra pas? Mais qui peut douter aussi que les affections n'en deviennent moins profondes, les cœurs plus arides, les ames moins grandes?

Se faire une position, améliorer celle qu'on s'est faite, voilà aujourd'hui le but et la règle. Et comme les bons moyens sont en général les plus sûrs, la vertu est, ou peu s'en faut, considérée comme un capital reproductif, et la morale déchoit à n'être qu'une partie de l'économie politique. Des philosophes sincères en sont à peu près convenus. Qu'arrive-t-il alors? que cette opinion-là passe des esprits dans les consciences. La masse sociale, contenue par les lois et dirigée par l'intérêt, semble en péril au premier vent qui dérange cette belle ordonnance, plus digne d'une machine que d'une société. Dénuée de principes, sa conduite est à la merci d'un faux calcul. La moindre erreur, la moindre variation dans son intérêt, peut la bouleverser en un jour; au milieu du calme, la sécurité n'existe jamais. On sent que, si les bras sont occupés, les esprits ne sont pas fixés, et que rien d'immuable ne garantit la durée. On ne sait ce que le peuple croit, car soi-même on ne sait que croire; les intérêts à leur tour s'alarment de n'avoir d'autre sauvegarde que l'intérêt. Et cependant où trouver mieux? Quel dieu invoquer? La tradition? elle n'existe plus; tout est nouveau. La religion? on la veut en gros comme moyen d'ordre, mais en détail, dogmes et pratiques, on en sourit. La philosophie, c'est de la métaphysique, et les arts et métiers n'en ont

que faire. Reste la police, à laquelle on s'en remet provisoirement du repos du monde.

Que devient alors l'élite de la société, cette aristocratie inévitable que la fortune et l'éducation superposent partout à la multitude? Elle est intelligente apparemment, elle est éclairée; elle entend bien son intérêt, et connaît l'utilité des habitudes régulières et de la bonne conduite. Ne doutez pas qu'elle ne soit bien sage, qu'elle ne porte en tout une parfaite modération. Elle se préservera également des croyances fortes et des passions vives, des austérités et des imprudences; ne craignez pas qu'elle tombe dans le fanatisme, qu'elle s'exalte jusqu'au désordre et s'emporte jusqu'au dévouement. Toutes ses habitudes seront douces, ses sentimens modérés, ses mœurs rangées plutôt que pures; elle ne croira rien de crainte de s'égarer, pensera peu de crainte de se fatiguer en pure perte, dira que les idées sont des systèmes, les croyances des fanatismes, appellera folie tout ce qui l'inquiète, crime tout ce qui la menace, blâmera même tout ce qui l'amuse, s'ennuiera de tout ce qu'elle approuve, et enseignera au peuple la tiédeur en guise de sagesse. Elle ne se montrera ni insolente, ni généreuse, ni oppressive, ni réformatrice; laborieuse quelquefois, entreprenante jamais. *Rien de trop* sera sa devise, et ce qui lui donnera quelque souci sera toujours *de trop*. Que désire-t-elle au fond? être heureuse; et son bonheur est le repos. A cette condition seule, elle reconnaît la société et le règne de la morale publique. Un égoïsme prudent, tel est son caractère; c'est la traduction pratique de l'intérêt bien entendu des philosophes.

Et cependant, comme la nature humaine demeure tout entière au sein d'une société d'hommes, comme il y a toujours telle chose que l'imagination, telle chose que les passions, comme il n'est pas donné à la religion de l'utilité de subjuguer ce cœur humain que n'a maîtrisé même aucune religion, pensez-vous que ce calme apparent ne coure aucun risque de trouble, que cet ordre admirable soit respecté comme celui d'un couvent? Sachez qu'il y a des esprits que tout cela ennuie. Vous ne leur avez laissé rien à croire, rien à adorer; pour eux, ni traditions, ni principes. Si par malheur l'intérêt, le vôtre du moins, ne leur impose pas, si même il les dégoûte, si même au repos ils préfèrent l'émotion, si leur imagination les tourmente, où s'arrêteront-ils? quelle barrière s'élèvera devant eux? Les idées bizarres, les sentimens forcés, les affections et les émotions excentriques, tous les monstres que l'imagination enfante quand elle n'est gênée ni par la morale qui est au-dessus d'elle, ni par le calcul qui

est au-dessous, viendront inquiéter et scandaliser cette société de bon sens et de bon goût. Que pourra-t-elle dire? Qu'aura-t-elle fait pour occuper ou gouverner les facultés les plus entreprenantes et les plus périlleuses de l'ame? N'est-il pas naturel qu'elles exigent plus qu'on ne leur donne? La raison humaine n'est pas seulement une humble balance, un instrument qui pèse ou qui mesure; elle est aussi cet objectif puissant qui nous admet au spectacle des astres. Elle est faite non-seulement pour calculer l'utile, mais pour jouir du beau, ou tout au moins pour se consacrer au vrai. Lorsqu'on lui refuse ces nobles plaisirs qui la contentent et la modèrent, elle se corrompt, elle s'égare, et demande aux conceptions de l'imagination, aux émotions même des sens, un dangereux aliment, et se prostitue aux fantaisies d'une sensibilité maladive. L'étrange, le bizarre, l'outré, deviennent les caractères des ouvrages d'esprit, et la corruption du goût se montre bientôt comme pour annoncer ou suivre celle des consciences. Et en effet, qu'attendre de ceux qui n'écrivent point, mais qui rêvent, se passionnent et agissent? La révolte ou le suicide. Ils s'en prendront nécessairement à la société telle que l'homme, ou telle que Dieu l'a faite. Contre l'homme il y a un recours, c'est la force. Contre Dieu il n'y a qu'un asile, le néant. Le néant vous délivre de Dieu, si vous ne croyez pas que la mort vous cite devant lui.

Que la société s'étonne alors; qu'elle se plaigne, par exemple, que sa littérature la menace et la corrompt, que les mauvaises pensées engendrent les mauvaises actions. A ces cœurs qui souffrent ou qui haïssent, à ces imaginations qui s'échauffent, à ces vices qui éclatent, à ces passions qui fermentent, elle ne sait opposer que des raisons de ménage, que des considérations d'ordre, de prévoyance et d'économie, fort propres à persuader les bourgeois des comédies de Molière. Mais ce qui impose, ce qui fait hésiter l'audace, ce qui force à rougir le cynisme, mais la beauté, la majesté, la grandeur, je les cherche vainement dans ses croyances, dans ses actes, dans son langage. Elle rabaisse même ses bonnes actions, donne de mesquins systèmes pour motifs à de nobles pensées, et traduit petitement les grandes choses de son siècle. Elle n'entend être louée que de sa prudence, et serait fâchée d'être soupçonnée d'un faible pour la gloire. Le citoyen qui affronte la mort, comme le Spartiate, pour obéir aux saintes lois de la patrie, aime qu'on lui dise qu'il se dévoue pour la défense de sa boutique, et déguise l'héroïsme en spéculation mercantile. Je serais désolé de justifier aucun sophisme,

d'excuser aucun crime; mais les défenseurs de la société ont souvent leur part dans les préjugés de ses ennemis. L'intérêt, chacun le prend où il le trouve, et le trouve où il veut. Si la morale, si la vérité n'est qu'utile, qui peut m'interdire de préférer le plaisir au profit? Et comment ne serais-je pas libre d'aimer mieux prodiguer qu'économiser ma force? Il me plaît de détruire, il me plaît de sacrifier le présent à l'avenir, de me divertir des émotions du désordre plus que des jouissances de l'ordre; qu'avez-vous à m'objecter? Votre morale est une morale de code civil, et la propriété, disent les jurisconsultes, est le droit d'user et d'abuser : n'est-ce pas la définition de l'intérêt? User et abuser de la société et de la vie, voilà le privilége de tous dans le monde de la civilisation matérielle. Les philosophes qui ont travaillé à ne point nous laisser d'autre monde, les derniers héritiers de la philosophie du XVIII[e] siècle, seraient singuliers de s'indigner des paradoxes romanesques de l'imagination révolutionnaire, ou des attentats absurdes de l'exaltation anti-sociale. Je sais que tant de déraison les confond, et qu'ils ne peuvent absolument accorder de tels égaremens avec les lumières du siècle. Étrange surprise, en vérité! ils ont établi avec soin, avec complaisance, avec orgueil, que les croyances de l'homme sont l'ouvrage de ses sensations, que la morale n'est que le recueil des recettes les plus communément sûres pour être heureux, qu'il n'y a rien d'absolu dans nos connaissances, par conséquent nulle règle immuable, que toutes les sciences sont ainsi des sciences physiques dont l'utilité individuelle ou sociale est après tout le but suprême et la raison dernière. En un mot, une philosophie toute sensuelle, et partant matérialiste ou sceptique, et quelquefois l'une et l'autre, a tenté de dépouiller l'ame de toutes ses richesses, de rendre la vérité sèche, froide, petite, de donner à la raison je ne sais quoi de mesquin et de subalterne; et puis on est tout surpris que la raison ne se plaise pas dans la condition médiocre qu'on lui a faite, et que cédant à des instincts qu'on a tout à la fois méconnus et déchaînés, à des besoins qui se dépravent lorsqu'on les néglige, elle se révolte et s'emporte. Vous avez brisé l'entrave d'un généreux coursier. Où le mènerez-vous, et que lui donnerez-vous? la course, la chasse, la guerre? Non, vous voulez l'atteler à la charrette; prenez garde qu'il ne redevienne un cheval sauvage.

Ce tableau serait bien sombre s'il contenait toute la vérité, s'il ne représentait pas exclusivement le mauvais côté de la société, et moins encore dans son état moral que dans son état spirituel; elle n'en est pas là assurément, bien que telle soit la source des maux

dont elle se plaint, bien que tel soit le terme vers lequel elle marcherait à pas trop rapides, si d'autres causes ne la retenaient et ne la relevaient, s'il n'y avait dans l'homme une raison pratique qui se joue des systèmes. Les préoccupations politiques, l'amour naturel de l'ordre et du travail, l'excellente constitution civile de la France, l'équité et la liberté qui président aux relations de la famille et de l'individu, et par-dessus tout cette noble nature humaine que le sophisme ne peut suborner tout entière, sauvent notre pays de l'empire absolu des fausses doctrines, ou plutôt de l'effet désastreux de la nullité des doctrines et des croyances. Il faut voir le mal et hardiment le signaler, mais non pas croire qu'il domine tout et va tout détruire; il ne faut pas, comme tant de gens aujourd'hui, désespérer à chaque instant du monde, et recommencer incessamment l'oraison funèbre de la société.

Ce qui manque à une société dont les croyances ont fui, ce sont des principes. La science des principes en toutes choses, c'est, il faut bien me passer encore le mot, la philosophie. Est-ce à dire qu'on doive faire de la nation française une société de philosophes? D'Alembert ou Condorcet n'auraient pas hésité à répondre : oui. Nous dirons, nous, que lorsque tous les hommes qui réfléchissent s'accordent dans une certaine manière de penser sur les grandes questions de la nature et de la destinée, il en transpire quelque chose dans la littérature et dans l'éducation, et qu'ainsi l'esprit des générations se modifie. Elles entendent la leçon sans être entrées dans l'école. La pensée du livre vient à elles sans qu'elles aient lu le livre. Cette pensée, dans sa pureté et sa généralité intellectuelles, est nécessairement une pensée philosophique. Celle que nous voudrions voir devenir la régulatrice secrète des opinions devrait, en maintenant les esprits dans l'affranchissement du joug des conventions ou des traditions factices, régler leur liberté et leur essor, leur apprendre qu'il y a en eux autre chose que des facultés actives, puissances neutres, et qui n'ont en elles-mêmes ni leur règle ni leur but, mais qu'en regard de ces forces il y a des principes immuables, un type absolu, auquel les facultés se rapportent et s'assujettissent par l'ordre de la raison. La raison est plus qu'un flambeau; un flambeau n'est précieux que par les choses qu'il éclaire. Or c'est la vérité qui brille éclairée par la raison; la raison *illumine* ainsi *tout homme venant au monde*. C'est la vérité qui mérite la recherche et la science, l'amour et la foi. Vous n'auriez appris aux hommes qu'une chose d'elle, à savoir qu'elle existe, le service serait déjà grand; car vous les auriez arrachés au principe du scepticisme, et par là une pre-

mière atteinte serait portée à l'incrédulité et à l'indifférence, c'est-à-dire aux racines du mal qui trouble et humilie la société jusque dans la joie de ses conquêtes et l'orgueil de ses progrès. Persuadez-lui qu'elle a quelque chose à croire, et elle aura fait un grand pas.

Pour son bonheur et pour son honneur, à son grand dommage et à sa grande honte, l'homme est inconséquent. Il n'est jamais ni aussi bon ni aussi mauvais que ses opinions. La perfection suprême, ou la dépravation dernière qui serait le résultat logique de ses principes, trouve une prompte limite, soit dans la faiblesse de sa nature, soit dans l'autorité de sa conscience. Toujours il subsiste en lui quelque chose d'inexplicable et quelque chose d'incorruptible, et dans le mal même l'homme n'est pas infini. Bien plus, quelquefois ses convictions demeurent oisives et stériles dans sa pensée, et n'exercent aucune puissance sur l'inertie de son ame ou contre la violence de ses passions. Cependant on ne peut nier que des opinions, des théories, si l'on veut, ne fournissent, soit à la conscience, soit aux passions, des argumens et des prétextes. Tantôt elles colorent des faiblesses, absolvent des fautes; tantôt elles empêchent cette subornation de la raison au profit des vices du cœur. Elles enhardissent ou embarrassent, elles poussent ou détournent, et il faut craindre celui chez lequel le caractère, la croyance, la passion et l'intérêt se coalisent pour le mal. La prétention actuelle de la politique et même de la morale est de mettre l'intérêt du côté du bien. Où serait l'inconvénient d'y mettre aussi la pensée, et d'enlever à nos fautes la complicité éventuelle de la raison? Il ne restera à notre cœur que trop d'amorces pour séduire notre esprit. Les passions ne sont jamais en reste avec la raison, et celle-ci délègue trop aisément à ses flatteurs le droit de lui commander.

Une même conclusion sort de tout ce qui précède. Si nous considérons autour de nous les opinions politiques, les opinions sociales, les opinions morales, la société paraît manquer de principes fixes et purs, placés dans une sphère assez haute pour que la passion, le sophisme et le doute n'y pénètrent pas. Cependant cette société est raisonnable; elle a en aversion les préjugés de tous genres, comme les hypothèses de toutes sortes; elle a, on peut le dire, l'esprit libre. Des principes destinés à une société raisonnable ne peuvent être que rationnels; le langage le dit comme le bon sens. Chercher un ensemble de principes rationnels ou une philosophie, ce n'est donc pas tout-à-fait se jeter dans une spéculation sans but; ce n'est pas perdre terre et oublier les choses de ce monde. Penser n'est pas rêver, et les mépris de l'indifférence ou de la moquerie, qui attendent la phi-

losophie, ne sont qu'un symptôme de plus du mal qu'elle veut guérir. Une société sans traditions, sans croyances, qui ne sait que raisonner, et qui analyse son malaise, aurait bon air, en effet, de railler le raisonnement, de traiter de vision toute théorie. Elle a tant de droits d'être dédaigneuse! elle est si sûre de son fait! elle sait si bien que dire et que penser! ses opinions pratiques sont si stables, si assurées contre l'expérience, si supérieures au doute! elle a toujours si heureusement réussi dans ses calculs, et les systèmes industriels comme les sciences physiques ont à se prévaloir d'une durée, d'une perpétuité, d'une infaillibilité si imposante! Gardez-vous, parce que l'esprit philosophique marche en tâtonnant, hésite d'avancer, revient sur ses pas, d'insulter à ses incertitudes. Parce qu'il pénètre en de grandes profondeurs ou s'élève à de grandes hauteurs, gardez-vous de l'accuser d'ambition chimérique, de ténébreux égarement. Des prétentions plus humbles en apparnnce ne vous ont pas si bien tourné. Des certitudes qui vous semblaient plus positives se sont fondues dans vos mains. Vous n'en êtes pas moins tombés pour être tombés de moins haut, et vous ne vous montrez pas plus habiles à prendre les moineaux dans les buissons, que lui les aigles sur les rochers.

Pétrone raconte qu'un Romain fit graver sur son tombeau cette épitaphe : « Staberius repose ici... Il est venu de peu. Il a laissé trois cents millions de sesterces. Jamais il n'a voulu entendre les philosophes. Porte-toi bien, et imite-le (1)! » On le voit, la sagesse du siècle n'est pas nouvelle. *Venir de peu, gagner beaucoup, et ne pas écouter les philosophes,* voilà l'esprit d'égalité, l'intérêt supérieurement entendu, et l'indifférence en matière intellectuelle. Il y a mille ans et bien davantage que le secret est connu; a-t-il fait grand bien à ceux qui l'ont découvert? Je comprends Caton l'ancien proscrivant les philosophes. A l'âge des vertus rudes, des croyances fermes et grossières, on peut assez sensément se passer de doctes études. La charrue triomphale du vieux Romain suffisait à son activité et à son orgueil. Mais quand on a des millions de sesterces, on ne peut mieux faire que d'écouter les philosophes. Aux mœurs faibles, aux caractères amollis, il faut au moins l'élévation de la pensée, et dans l'âge des Pétrones, c'est la philosophie seule qui fait la piété des Antonins.

CHARLES DE RÉMUSAT.

(1) *Petron.*, 71. — N'est-ce pas le même Staberius dont Horace dit que tant qu'il vécut, il regarda la pauvreté comme un grand vice?

..... Quoad vixit, credidit ingens
Pauperiem vitium..... (II, Sat. III, v. 91.)

ANCIENS

POÈTES FRANÇAIS.

DU BARTAS.[1]

La fin du XVI[e] siècle est en littérature, comme en plusieurs autres choses, un moment décisif et curieux à étudier de près. En poésie, c'est comme un défilé et un détroit que plus d'un nom et d'une gloire ont peine à franchir. Une flottille de poètes arrivait et se pressait à pleines voiles du côté de l'entrée; mais, à la sortie, le seul Malherbe tient haut son pavillon et a sauvé sa nef toute neuve. Des autres, il ne reste guère que des corps désemparés ou des débris.

A quel endroit du détroit, sur quel rocher, chacun a-t-il eu son temps d'arrêt ou son naufrage? Quelle est la position respective et précise des divers points que signalent ces noms de Bertaut, Desportes, Regnier, D'Aubigné, Du Bartas? C'est une sorte de géogra-

(1) Voir dans cette *Revue* l'article *Joachim Du Bellay* (15 octobre 1840), et l'article *Jean Bertaut* (15 mai 1841); ces trois études se correspondent et se complètent.

phie assez délicate à relever; à moins d'extrême attention, on court risque de confondre. Le détroit est en effet prolongé, fort sinueux et tournant; il y a de faux aspects de perspective. Bertaut peut sembler plus voisin de Malherbe qu'il ne l'est réellement. Du Bartas se peut rapprocher de la suite de Ronsard plus qu'il ne conviendrait.

Je parlerai aujourd'hui de Du Bartas. Il ne m'a jamais paru un bon poète, et je ne viens pas lui faire réparation à ce titre. Il ne faudrait pas croire, en vertu de l'impartialité et de l'intelligence historique appliquées à la littérature, que la poésie est quelque chose de relatif, que ce qui a été véritablement bien et beau dans un temps, cesse de l'être, et que, dans les réhabilitations à faire des poètes, il n'y ait pas quelques règles fixes et toujours présentes à observer. Un poète, qui n'a atteint au beau ou au gracieux que par momens, a pu s'égarer et céder au mauvais goût de son temps dans le gros de ses œuvres; on retrouve du moins en lui des traces brillantes de ce que son talent, mieux entouré, aurait su produire. Mais, s'il ne se découvre pas de telles traces bien nettes, bien détachées et bien distinctes chez le poète, je commence à craindre qu'il n'eût jamais été véritablement fin et distingué. Or, Du Bartas, le Père Le Moyne et Thomas me paraissent tous trois dans ce cas. L'élévation et d'assez hautes qualités ne manquent certes pas à leur veine; mais ils sont pesans et auraient de tout temps mérité de commander dans la grosse cavalerie des pégases.

Nul poète pourtant n'a peut-être eu, de son vivant et après sa mort, plus de renom, en son pays et à l'étranger, que Du Bartas. Il a été le chantre et le représentant d'un grand mouvement des esprits à la date où il est venu. Il s'agit de bien établir et d'expliquer son importance.

Guillaume de Saluste, seigneur Du Bartas, d'une famille noble, fils d'un trésorier de France, naquit vers 1544, non pas tout-à-fait au Bartas, mais, comme Goujet l'a montré, à quelques lieues de là, en la petite ville de Montfort, non loin d'Auch, au cœur de la Gascogne. Rien d'étonnant si ses phrases sentirent toujours un peu ce que lui-même appelle son *naturel ramage*. Ses premières années se passèrent dans les lieux de sa naissance, et furent employées à l'étude, aux lettres, à la poésie. Il composa des vers presque au sortir de l'enfance. Son premier recueil, intitulé *la Muse chrétienne*, parut à Bordeaux en 1574; dans une édition de 1579, que j'ai sous les yeux (1),

(1) Paris, chez Gabriel Buon (in-4°).

on lit en tête une dédicace à Madame Marguerite reine de Navarre, qu'il s'est donnée, dit-il, pour *marraine :* choix très naturel de la part d'un sujet, mais qui ne laisse pas d'être piquant chez un poète si religieux : on croirait, s'il était malin, qu'il fait une épigramme. Le poème de *Judith*, ajoute-t-il, lui fut commandé, il y a environ quatorze ans, par la feue reine Jeanne, et il prend à témoin plusieurs gens d'honneur qui lui ont entendu réciter de ces vers, il y a plus de douze ans. Tout ceci tend à nous le représenter en pleine verve dès 1565, et il déclare d'ailleurs, dans sa pièce d'*Uranie*, que l'amour du docte laurier n'attendit pas en lui *l'avril de son âge*.

Le caractère propre de sa vocation ne fut pas douteux un instant : Du Bartas, du premier jour, se posa comme un poète religieux. Ronsard et son école toute païenne régnaient alors. Notre nouveau venu, au moins par le fond de l'inspiration, s'en détache : il évoque *Uranie*, la muse des célestes et graves accords; elle lui apparaît et l'endoctrine. Au moment où Desportes (1573) efféminе la lyre et où toutes les jeunes voix répètent ses chansons, Du Bartas renfle l'accent et proteste contre les mignardises. C'est à la Bible qu'il se prend, c'est aux sujets sacrés qu'il demande une moralité élevée et salutaire. Il mérita en effet cet éloge qu'on lui décerna depuis dans une épitaphe latine : « *Qui Musas ereptas profanæ lasciviæ sacris montibus reddidit; sacris fontibus aspersit; sacris cantibus intonuit;* il fut le premier qui, délivrant les Muses de ces profanes folâtreries dont elles étaient comme perdues, les rendit à leurs saintes montagnes, les replongea en leurs saintes fontaines, et ne leur fit ouïr que de pures et divines chansons. »

Par malheur, les vers ne répondent pas tout-à-fait à l'intention. Les stances de son *Uranie* manquent tout d'abord à la loi de l'entrelacement des rimes féminines et masculines. On y sent je ne sais quoi d'incorrect et d'*arriéré* en rudesse, si on la compare aux jolis couplets de la même date qui se modulaient à la cour des Valois. Nous sommes à Nérac, à Montfort en Armagnac. La *Judith* est une narration assez soutenue, en six chants, et où se remue par accès un certain souffle héroïque, sans aucun idéal pourtant. Du Bartas gagnera beaucoup avec les années; mais, en obtenant le mérite, il n'aura jamais la grace, — la grace, ce don qui est comme l'amour, qui vient on ne sait pourquoi, qui se pose où il lui plaît, qui va combler le libertin ou le volage, et qui fuit l'honnête et le laborieux qui le pourchasse. C'est une capricieuse et une femme, que la Muse.

La Semaine ou Création du Monde, qui répandit avec éclat la

renommée de Du Bartas, parut en 1579 (1) ou plutôt 1578. Les guerres de religion s'étaient ranimées, mais avec intermittences, de 1576 à 1580. Henri de Navarre, se dérobant de la cour de France où on le gardait presque à vue, avait regagné sa Gascogne et convié aux armes ses fidèles serviteurs. Du Bartas fut un de ceux-là. Lui qui, plus jeune, en 1574, se vantait par un sonnet de ne suivre le barreau ni le train guerrier, et de passer oisivement sa vie en son manoir de Bartas, il avait dû à son tour endosser la cuirasse et ceindre le baudrier. On le voit, dans une préface de 1579, se plaindre de sa destinée et de la calamité de son siècle, qui l'ont appelé à une autre profession que celle des lettres. Calviniste comme D'Aubigné, mais moins satyrique et moins amer, il se contenta, sans se prendre aux personnes, de travailler et de faire valoir un fonds sérieux. Tandis que des abbés, bons catholiques, ne chantaient qu'amourettes et agréables lascivetés, tandis que la cour et les mignons fredonnaient sur tous les tons : *O Nuit, jalouse Nuit,* ou bien *Rozette, pour un peu d'absence,* voilà un séculier et un soudard qui entonne là-bas le los divin, et qui se fait, en vers sonores, prédicateur des choses saintes. De nos jours, nous avons vu M. de Lamartine se trouver au début le poète de ce qu'on appelait la réaction catholique et religieuse, comme Béranger était celui de l'opinion frondeuse et libérale. Eh! bien, talent à part, le succès de *la Semaine* de Du Bartas s'explique de même : il se trouva par là en un instant le poète, non pas seulement de l'opinion calviniste (il n'a rien qui sente particulièrement le sectaire), mais de l'opinion religieuse grave, de la croyance chrétienne, si fervente alors dans toute une classe de la société. Son œuvre, à peine lancée, fut portée dans le grand courant. Les quatre ou cinq années de trêve dont on jouit depuis ce qu'on appelait la Conférence de Fleix jusqu'à la grande guerre de la Ligue (1580-1585), firent suffisamment d'espace pour une publicité immense. On peut dire qu'indépendamment presque du mérite poétique plus ou moins distingué, *la Semaine,* venue à point, réussit par son sujet comme l'eût fait la Bible traduite en français, comme

(1) A Paris, chez Jean Février, in-4°. Le privilége du roi est de février 1578, ce qui semble indiquer que c'est bien réellement dans le courant de l'année que le livre parut. Colletet, dans sa Vie manuscrite de Du Bartas (Bibliothèque du Louvre), donne cette date inexactement, et Goujet l'élude. Je ne le fais remarquer que pour demander grace moi-même de tant de petites inadvertances en pareille matière, où il a pu m'arriver de tomber.

plus tard on vit réussir, même parmi les dames, le Nouveau Testament *de Mons*.

C'était à peu près le moment où D'Aubigné, forcé de garder le lit pour quelque blessure (1577), dictait les premières stances de ses *Tragiques;* si elles avaient paru alors, Du Bartas en partie était devancé, ou du moins il y avait balance dans le même camp; mais la publication n'en eut lieu que bien plus tard. C'était le moment encore où paraissait (coïncidence singulière!) la première édition des *Essais* de Montaigne, ce compatriote et voisin bien différent. *La Semaine* de l'un, les *Essais* de l'autre, ne pouvaient se faire concurrence; ces deux produits de Gascogne se suivirent à un an d'intervalle (1579-1580), et obtinrent, chacun à leur manière, un succès de vogue. Il y a eu de tout temps des mets à la fois pour tous les goûts.

On ne peut nier que *la Semaine* ne justifiât ce premier enthousiasme par un certain air de grandeur, par des tirades éloquentes, et aussi par la nouveauté bien réelle du genre. La poésie dévote du moyen-âge était dès long-temps oubliée; la Renaissance avait tout envahi; les seuls protestans en étaient encore aux maigres psaumes de Marot. Voici venir un poète ardent et docte, qui célèbre l'œuvre de Dieu, qui raconte la sagesse de l'Éternel, et qui déroule d'après Moïse la suite et les beautés de la cosmogonie hébraïque et chrétienne. Ce que Parménide, Empédocle, Lucrèce et Ovide lui-même, ont tenté chez les anciens, il l'ose à son tour, et en des détails scientifiques non moindres; mais toute cette physique se relève d'un sentiment moral animé, d'une teinte biblique et parfois prophétique qui passe comme l'éclair à travers les élémens. J'en pourrais citer plus d'un exemple, la menace de la fin du monde dans la première journée, ou à la fin de la quatrième cette image vraiment belle et artistement exprimée de Josué arrêtant le soleil. Le malheur de Du Bartas est qu'il gâte cette élévation naturelle de ses pensées, cette noblesse de ses descriptions, par des traits burlesques, par des expressions déplacées et de mauvais goût (même pour son temps), dont il ne sentait pas le léger ridicule : nous verrons des railleurs le relever. Il nous parle tout d'un coup, à propos de sa Gascogne, des *monts* ENFARINÉS *d'une neige éternelle*. Dans sa physique des élémens, au second jour, il met en jeu l'*Antipéristase* pour expliquer le duel du chaud et du froid (1). Sa noblesse en un mot pèche tour à

(1) *Antipéristase*, en bon français, ne veut dire autre chose que *concentration*.

tour et déroge soit par le trivial, soit par le pédantesque. Au moment de la création de l'homme, quand, le monde étant formé et d'ailleurs peuplé, il ne s'agit plus que d'introduire l'hôte principal, il dit assez agréablement :

Le sage ne conduit la personne invitée
Dans le lieu du festin, que la salle apprêtée
Ne brille de flambeaux, et que les plats chargés
Sur le linge flamand ne soient presque rangés :
Ainsi notre grand Dieu, ce grand Dieu qui sans cesse
Tient ici cour ouverte, ...
Ne voulut convier notre aïeul à sa table
Sans tapisser plus tôt sa maison délectable,
Et ranger, libéral, sous les pôles astrés
La friande douceur de mille mets sucrés.

Eh bien! ce *linge flamand* dont il parle en ce premier Éden, on le retrouve chez lui en plus d'un endroit, et moins joliment. Mais je me reprocherais, avant d'en venir plus en détail à l'examen de Du Bartas, de ne pas laisser parler sur lui tout au long un juge, un avocat bienveillant et le plus inattendu; on ne le devinerait jamais, si je ne disais que c'est Goethe lui-même.

« La juste appréciation de ce qui doit plaire en tel pays ou à telle époque, d'après l'état moral des esprits, voilà, écrit Goethe, ce qui constitue le goût. Cet état moral varie tellement d'un siècle et d'un pays à un autre, qu'il en résulte les vicissitudes les plus étonnantes dans le sort des productions du génie. J'en vais citer un exemple remarquable.

« Les Français ont eu, au XVIe siècle, un poète nommé Du Bartas, qui fut alors l'objet de leur admiration. Sa gloire se répandit même en Europe, et on le traduisit en plusieurs langues. Il a composé beaucoup d'ouvrages en vers héroïques. C'était un homme d'une naissance illustre, de bonne société, distingué par son courage, plus instruit qu'il n'appartenait alors à un guerrier. Toutes ces qualités n'ont pu le garantir de l'instabilité du goût et des outrages du temps. Il y a bien des années qu'on ne le lit plus en France, et, si quelquefois on prononce encore son nom, ce n'est guère que pour s'en moquer. Eh bien! ce même auteur maintenant proscrit et dédaigné parmi les siens, et tombé du mépris dans l'oubli, conserve en Allemagne son antique renommée; nous lui continuons notre estime, nous lui gardons une admiration fidèle, et plusieurs de nos critiques lui ont décerné le titre de *roi des poètes français*. Nous trouvons ses sujets vastes, ses

descriptions riches, ses pensées majestueuses. Son principal ouvrage est un poëme en sept chants sur les sept jours de la création. Il y étale successivement les merveilles de la nature; il décrit tous les êtres et tous les objets de l'univers, à mesure qu'ils sortent des mains de leur céleste Auteur. Nous sommes frappés de la grandeur et de la variété des images que ses vers font passer sous nos yeux; nous rendons justice à la force et à la vivacité de ses peintures, à l'étendue de ses connaissances en physique, en histoire naturelle. En un mot, notre opinion est que les Français sont injustes de méconnaître son mérite, et qu'à l'exemple de cet électeur de Mayence, qui fit graver autour de la roue de ses armes sept dessins représentant les œuvres de Dieu pendant les sept jours de la création, les poètes français devraient aussi rendre des hommages à leur ancien et illustre prédécesseur, attacher à leur cou son portrait, et graver le chiffre de son nom dans leurs armes. Pour prouver à mes lecteurs que je ne me joue point avec des idées paradoxales, pour les mettre à même d'apprécier mon opinion et celle de nos littérateurs les plus recommandables sur ce poète, je les invite à relire, entre autres passages, le commencement du septième chant de sa *Semaine*. Je leur demande s'ils ne trouvent pas ces vers dignes de figurer dans les bibliothèques à côté de ceux qui font le plus d'honneur aux muses françaises, et supérieurs à des productions plus récentes et bien autrement vantées. Je suis persuadé qu'ils joindront leurs éloges à ceux que je me plais à donner ici à cet auteur, l'un des premiers qui aient fait de beaux vers dans sa langue, et je suis également convaincu que les lecteurs français persisteront dans leur dédain pour ces poésies si chères à leurs ancêtres, tant le goût est local et instantané! tant il est vrai que ce qu'on admire en-deçà du Rhin, souvent on le méprise au-delà, et que les chefs-d'œuvre d'un siècle sont les rapsodies d'un autre (1)! »

Goethe n'a pas fini; il continue et explique en général ce changement par le progrès exclusivement classique qui s'est accompli sous Louis XIV, qui s'est même poursuivi au-delà, et dont l'effet a été d'épurer de plus en plus, de *tamiser* la langue. Mais c'est assez pour notre objet. Il faut citer ces vers qu'il trouve si beaux, et qui sont en effet remarquables. Une réserve pourtant avant tout : en fait de poètes et d'écrivains, chaque nation est, ce semble, le premier juge des siens; si grand que soit Goethe, cela ne le rend pas un arbitre plus

(1) *Des Hommes célèbres en France au dix-huitième Siècle*, traduit de Goethe par MM. de Saur et de Saint-Geniès (Paris, Renouard, 1823), page 102.

sûr des vers français. On m'en a montré de singuliers de lui qu'il écrivait à son ami Müller dans sa jeunesse. Je le dirai en tout respect, la vendeuse d'herbes d'Athènes, ou, pour parler comme Paul-Louis Courier, la moindre femmelette de la rue Chauchat en sait plus long sur de certaines fautes indigènes que l'homme de génie étranger. *Faites tous vos vers à Paris,* dit l'adage; or Du Bartas n'en fit aucun à Paris. Ce que je crois entrevoir, ce que j'espère prouver, c'est que, même de son temps, malgré toute sa vogue et sa gloire, il fut toujours un peu le poète des provinces et celui des réfugiés; qu'il n'agréa jamais complètement à la cour; qu'il choqua ce goût fin des derniers Valois, et que, n'en déplaise à l'électeur de Mayence ou au roi Jacques d'Écosse, le spirituel Du Perron lui refusa toujours son brevet.

Et même à lire le morceau cité par Goethe, nous allons avoir la preuve que tout n'est pas caprice dans ce goût. Il s'agit de Dieu qui, ayant fini son œuvre, s'y complaît et la contemple (1) :

Le peintre qui, tirant un divers paysage,
A mis en œuvre l'art, la nature et l'usage,
Et qui, d'un las pinceau, sur son docte pourtrait,
A, pour s'éterniser, donné le dernier trait,
Oublie ses travaux, rit d'aise en son courage,
Et tient toujours les yeux collés sur son ouvrage.

Il regarde tantôt par un pré sauteler
Un agneau qui toujours, muet, semble bêler;
Il contemple tantôt les arbres d'un bocage,
Ore le ventre creux d'une roche sauvage,
Ore un petit sentier, ore un chemin battu,
Ore un pin baise-nue, ore un chêne abattu.

Ici, par le pendant d'une roche couverte
D'un tapis damassé moitié de mousse verte,
Moitié de verd lierre, un argenté ruisseau
A flots entrecoupés précipite son eau;
Et qui, courant après, or' sus, or' sous la terre,
Humecte, divisé, les carreaux d'un parterre.

Ici l'arquebusier, de derrière un buis vert,
Affûté, vise droit contre un chêne couvert

(1) Entre le texte primitif de l'édition de 1579 et celui des éditions suivantes, je remarque dans ce morceau d'assez notables différences. L'auteur y a fait des corrections, et en général heureuses. Sur un ou deux points, je me tiens pourtant au premier texte.

De bisets passagers. Le rouet se débande;
L'amorce vole en haut : d'une vitesse grande,
Un plomb environné de fumée et de feu,
Comme un foudre éclatant, court par le bois touffu (1).

Ici deux bergerots sur l'émaillé rivage
Font à qui mieux courir (2) pour le prix d'une cage.
Un nuage poudreux s'émeut dessous leurs pas;
Ils marchent et de tête, et de pieds, et de bras;
Ils fondent tout en eau : une suivante presse
Semble rendre, en criant, plus vite leur vitesse.

Ici deux bœufs suans, de leurs cols harassés,
Le coutre fend-guêret traînent à pas forcés.

Ici la pastourelle, à travers une plaine,
A l'ombre, d'un pas lent, son gras troupeau ramène (3);
Cheminant elle file, et, à voir sa façon,
On diroit qu'elle entonne une douce chanson.

Un fleuve coule ici, là naît une fontaine.
Ici s'élève un mont, là s'abaisse une plaine.
Ici fume un château, là fume une cité,
Et là flotte une nef sur Neptune irrité.

Bref, l'art si vivement exprime la nature,
Que le peintre se perd en sa propre peinture,
N'en pouvant tirer l'œil, d'autant que, plus avant
Il contemple son œuvre, il se voit plus savant.

On trouvera pourtant que Goethe n'avait pas si mal choisi, et qu'il n'avait pas eu d'abord la main trop malheureuse. Cette première partie est assurément riche, gracieuse même, riante; mais, si l'on

(1) On se rappelle les vers de Delille dans *l'Homme des Champs :*

Aux habitans de l'air faut-il livrer la guerre?
Le chasseur prend son tube, image du tonnerre;
Il l'élève au niveau de l'œil qui le conduit :
Le coup part, l'éclair brille, et la foudre le suit.

Au temps de Du Bartas, le coup partait un peu moins vite, à cause du *rouet ;* mais son descriptif ne le cède en rien.

(2) *Font à qui mieux courra,* dans les dernières éditions.

(3) Dans l'édition de 1579, il y avait :

Chez soi, d'un pié gaillard, son gras troupeau ramène.

C'était plus rustique; la correction est plus jolie.

arrive à l'autre terme de la comparaison, au *grand Ouvrier* qui, au jour du repos, s'admire dans le *grand Tout*, outre que c'est le rapetisser sans doute que d'en faire un paysagiste si flamand, la noblesse d'expression qui pouvait dissimuler fait défaut à chaque pas; l'élévation du ton a de singulières chutes. Croirait-on bien que dans les vers suivans il s'agisse de l'Éternel?

Il *œillade* tantôt les champs passementés
Du cours entortillé des fleuves argentés.

. . . .

Or' *son nez* à longs traits odore une grand' plaine
Où commence à flairer l'encens, la marjolaine.

. . . .

Son oreille or' se paît de la mignarde noise
Que le peuple volant par les forêts dégoise...

. . . .

Et bref *l'oreille*, l'œil, *le nez du Tout-Puissant*,
En son œuvre n'oit rien, rien ne voit, rien ne sent,
Qui ne prêche son los. . . . .

L'oreille, le nez du Tout-Puissant n'ont paru bons en aucun temps, qu'on le sache bien. *L'œil* suffisait à tout rendre, mais *l'œillade* gâte tout. On lit dans le *Perroniana* ces paroles, d'ailleurs beaucoup trop sévères : « Du Bartas est un fort méchant poète, et a toutes les conditions qu'un très mauvais poète doit avoir en l'*invention*, la *disposition* et l'*élocution*. Pour l'*invention*, chacun sait qu'il ne l'a pas et qu'il n'a rien à lui, et qu'il ne fait que raconter une histoire : ce qui est contre la poésie qui doit envelopper les histoires de fables, et dire toutes choses que l'on n'attend et n'espère point. Pour la *disposition*, il ne l'a pas non plus, car il va son grand chemin et ne suit aucune règle établie par ceux des anciens qui en ont écrit. Pour l'*élocution* elle est très mauvaise, impropre en ses façons de parler, impertinente en ses métaphores qui, pour la plupart, ne se doivent prendre que des choses universelles, ou si communes qu'elles aient passé comme de l'espèce au genre; mais lui, pour le soleil par exemple, au lieu de dire *le Roi des lumières*, il dira *le Duc des Chandelles;* pour les vents, au lieu de dire *les Courriers d'Éole*, il dira ses *Postillons*, et se servira de la plus sale et vilaine métaphore que l'on se puisse imaginer, et descend toujours du genre à l'espèce, qui est une chose fort vicieuse... »

Nous avons déjà de ce défaut assez de preuves dans le peu que j'ai cité. En rabattant ce qu'on voudra de la sévérité de Du Perron qui,

en sa double qualité de catholique et de poète galant, pouvait être un peu piqué au jeu dans le succès de Du Bartas, on ne saurait refuser à l'élégant et à l'éloquent cardinal, au disciple le plus poli de Ronsard et à l'introducteur de Malherbe, d'être un juge très compétent de la bonne élocution en usage alors. J'ouvre le premier chant, le premier jour de *la Semaine :* qu'y vois-je, dès le début, et un peu après *les Postillons d'Éole?* Il s'agit de répondre aux profanes qui demandent ce que faisait Dieu en son éternité avant d'avoir créé le monde :

Quoi? le preux Scipion pourra dire à bon droit
Qu'il n'est jamais moins seul, que quand seul il se voit;
Et Dieu ne pourra point (ô ciel, quelle manie!)
Vivre qu'en *loup-garou*, s'il vit sans compagnie!

Un peu plus loin, Moïse est un *grand Duc*. A propos du désordre et du chaos des quatre élémens, *l'Archer du tonnerre, grand maréchal de camp,* c'est-à-dire Dieu, ne leur avait pas encore donné quartier à chacun; le monde serait resté à jamais confus, si la parole souveraine

N'eût comme *siringué* dedans ces membres morts
Je ne sais quel esprit qui meut tout ce grand corps.

Voilà, ce me semble, Du Perron justifié quand il parle de ces *vilaines et sales* métaphores qu'affectionne Du Bartas. Celui-ci n'eut jamais ce tact, ce sentiment du ridicule qu'il faut avoir en français, même quand on écrit dans le genre sérieux; il ne l'avait pas plus que ce que j'appelle *le léger de la muse*.

On a raconté qu'un essaim d'abeilles, s'étant venu loger dans un endroit de la muraille à son château du Bartas, n'en sortit jamais, et ne cessa point tous les ans de produire du miel. On y vit un présage, et on ne manqua pas d'en faire des vers français et latins sur tous les tons :

Non etenim sine mente deûm, sine numine quodam
  Huc vestrum, aligeræ, casus adegit iter...

Rien pourtant de plus mal placé que ces abeilles; Du Bartas, en ses vers, n'en a pas une, tandis que bien d'autres de son temps, et même des secondaires, en pourraient offrir; Gilles Durant, Passerat, Vauquelin de la Fresnaye, que sais-je encore? mais non pas lui. Il a du souffle, de l'haleine, des poussées de grandeur, une certaine fertilité grasse, tout ce qui se peut à toute force rencontrer en Béotie, jamais l'abeille.

D'autres encore que Du Perron le savaient bien. A la suite de la Vie de Du Bartas, par Guillaume Colletet (1), on lit une note très curieuse de Colletet fils, le poète *crotté* : « Jean Baudouin, écrit-il, dont le nom a été si connu dans l'empire des lettres, et duquel nous avons de si fidèles traductions, m'a dit autrefois que Ronsard, qui étoit fort adroit à jouer à la paume, et qui ne passoit guère de semaine sans gagner partie aux plus grands de la cour, étant un jour au jeu de l'Aigle dans notre faubourg Saint-Marcel, quelqu'un apporta *la Semaine* de Du Bartas, et qu'oyant dire que c'étoit un livre nouveau, il fut curieux, bien qu'engagé dans un jeu d'importance, de le voir et de l'ouvrir, et qu'aussitôt qu'il eut lu les vingt ou trente premiers vers, ravi de ce début si noble et si pompeux, il laissa tomber sa raquette, et oubliant sa partie, il s'écria : « Oh! que n'ai-je fait ce poème! Il est temps que Ronsard « descende du Parnasse et cède la place à Du Bartas, que le Ciel a « fait naître un si grand poète. » Guillaume Colletet, mon père, m'a souvent assuré de la même chose; cependant je m'étonne qu'il ait omis cette particularité dans la vie qu'il a écrite..... » Guillaume Colletet raconte en effet deux ou trois autres particularités plutôt contraires. Mais rien de plus naturel à concilier. Au moment où *la Semaine* parut, Ronsard, âgé de cinquante-cinq ans, et généreux comme un monarque établi, put tenir, dans le jeu de paume de l'Aigle, le propos mémorable que les témoins n'oublièrent pas. J'aimerais même à croire que les vers qu'il lut ainsi à livre ouvert et qu'il admira ne furent point ceux du début, du premier chant, assez peu nobles en effet, mais bien plutôt ce commencement du septième *jour*, les mêmes que Goethe admira depuis. Quoi qu'il en soit, son second mouvement ne tarda pas à corriger, à rétracter le premier; quand il vit que cette gloire de Du Bartas devenait sérieuse, il y regarda à deux fois et proclama ses réserves. Comme son propos courait, qu'on lui prêtait même encore d'avoir envoyé à son rival une *plume d'or* en s'avouant vaincu, et d'avoir dit que Du Bartas avait plus fait en une semaine que Ronsard en toute sa vie, il lança un sonnet plein de fierté pour y répondre :

Ils ont menti, Dorat, ceux qui le veulent dire,
Que Ronsard, dont la Muse a contenté les Rois,
Soit moins que Le Bartas, et qu'il ait, par sa voix,
Rendu ce témoignage ennemi de sa Lyre.

(1) Déjà citée (Bibliothèque du Louvre). J'en use perpétuellement.

. . . .

Ils ont menti, Dorat; c'est une invention
Qui part, à mon avis, de trop d'ambition;
J'aurois menti moi-même en le faisant paroître.

Francus en rougiroit; et les neuf belles Sœurs,
Qui trempèrent mes vers dans leurs graves douceurs,
Pour un de leurs enfans ne me voudroient connoître.

Et à la suite de ce sonnet, dont Guillaume Colletet possédait le manuscrit original, Ronsard avait ajouté de sa main ces six vers, qui exprimaient visiblement son opinion littéraire, assez conforme à celle de Du Perron :

Je n'aime point ces vers qui rampent sur la terre,
Ni ces vers ampoulés dont le rude tonnerre
S'envole outre les airs : les uns font mal au cœur
Des liseurs dégoûtés, les autres leur font peur :
Ni trop haut, ni trop bas, c'est le souverain style;
Tel fut celui d'Homère et celui de Virgile.

Que vous en semble? voilà du bon goût exemplaire. Rien n'est capable d'en donner aux poètes novateurs déjà sur le retour, comme de voir des rivaux survenans outrer leurs défauts et réussir. Ce n'est qu'en littérature qu'on ne dit pas : *Mes petits sont mignons*.

Mais ceci répond toutefois à ceux qui n'ont jamais daigné distinguer Du Bartas de Ronsard, et qui continuent de les accoler. Du Bartas, venu le dernier, et le plus en vue à certains égards, a fait payer à toute l'école de son devancier les frais de sa pesanteur et de ses mots forgés; on a imputé à tous ce qui revenait principalement à lui. Je lui en veux de cette disgrace. Il a obstrué long-temps le retour de la critique à cette jolie poésie des règnes de Henri II et de Henri III, à cette poésie qui naquit et fleurit sous l'invocation des deux gracieuses princesses, Marguerite de Savoie, l'idéal platonique de Du Bellay, et Marguerite de Navarre, aimée plus au sérieux de Desportes; car c'était bien de celui-ci, et non du puritain, qu'elle était la vraie *marraine* (1).

Quoique *la Semaine* de Du Bartas n'eût rien de particulièrement calviniste, et que les docteurs de la Faculté de théologie de Paris l'eus-

(1) Les trois *Marguerites* du XVIe siècle se pourraient ainsi désigner et distinguer littérairement par les noms de leurs poètes, la Marguerite de Marot, la Marguerite de Du Bellay, et la Marguerite de Desportes.

sent *visitée* avant l'impression, le parti calviniste s'en empara, la commenta, la traduisit, la répandit et la fit réimprimer à foison par toutes les villes de France et d'Allemagne où la réforme était maîtresse; ce poème en parut comme le trophée. Du Bartas, grace à cette circonstance, devint peut-être l'exemple, le type le plus curieux, en aucun temps, de la gloire poétique immense en province et à l'étranger.

En moins de quatre ou cinq années, cette *Semaine* fut imprimée plus de vingt fois, dit Colletet, en toutes sortes de marges et de caractères. Le fameux ministre de Genève, Simon Goulart, de Senlis, s'en fit aussitôt le commentateur, comme pour un Lycophron : c'est son travail qui est demeuré attaché aux éditions ordinaires. Pantaléon Thévenin, de Lorraine, renchérissant sur Goulart, composa d'autres commentaires très scientifiques publiés en 1584; la création servait aisément de prétexte à encyclopédie. Dès 1579, Jean Édouard Du Monin, poète philosophe, espèce de savant allégorique et burlesque, avait traduit le poème en vers latins (1). Gabriel de Lerm, en 1583, en donnait une autre traduction latine, et, dans la dédicace adressée à la reine d'Angleterre, il disait de l'auteur original, au milieu d'éloges fabuleux : « Les pilastres et frontispices des boutiques *allemandes*, *polaques*, *espagnoles*, se sont enorgueillis de son nom joint avec ces divins héros, Platon, Homère, Virgile... » Le succès de *la Semaine* remettait en mémoire aux savans l'*Œuvre des Six Jours*, poème grec sur le même sujet, par George Pisides, diacre byzantin du VIIe siècle : Frédéric Morel le traduisit en vers latins iambiques, et le publia à la fin de 1584. Comme lecture analogue, je me permettrai d'indiquer encore une manière de commentaire indirect, qui serait assurément le plus cher aux gens de goût, l'*Explication de l'Ouvrage des Six Jours* de Duguet (2).

(1) Sous ce titre : *Joannis Edoardi Du Monin Burgundionis Gyani* (de Gy en Franche-Comté) *Beresithias* (c'est le mot hébreu) *sive Mundi Creatio*.... Ce bizarre Du Monin a dû faire cette traduction en quelques mois. Henri IV l'appelait, par plaisanterie, *le poète des chevau-légers;* on ne pouvait dire la même chose de Du Bartas.

(2) Il semble que le succès chrétien de Du Bartas ait piqué d'honneur les catholiques, et qu'ils aient voulu prouver qu'eux aussi ils avaient nombre de pièces de vers religieuses et morales. J'ai sous les yeux un volume intitulé *la Muse chrétienne*, ou recueil des poésies chrétiennes tirées des principaux poètes français, publié à Paris en 1582. L'éditeur dit en son avant-propos qu'il n'a tiré son choix que des œuvres des *six premiers et plus excellens poètes que la France ait encore portés*, trois desquels, ajoute-t-il, sont encore vivans (Ronsard, Baïf et Desportes), et trois morts (Du Bellay, Jodelle et Belleau); il n'est pas question de Du Bartas,

Cependant, au lieu de prolonger son septième jour et de s'endormir dans sa gloire, Du Bartas profitait du loisir de ces années un peu moins troublées pour aborder sa *seconde Semaine*, c'est-à-dire l'*Eden* et la suite. S'il y avait réussi autant qu'il y visa, ce serait notre Milton, comme Du Bellay, pour une certaine grace et fraîcheur savante, est un peu notre Spencer. Mais ces comparaisons pèchent trop et nous font tort.

On lit dans les *Mémoires* de Du Plessis-Mornay la lettre suivante, qu'il écrivait à Du Bartas, à la veille de cette publication. On y voit bien l'attente du parti, l'estime qu'on faisait du poète à l'égal d'un théologien, et les relations mutuelles de ces dignes hommes. Du Plessis-Mornay avait environ trente-cinq ans à cette date, et Du Bartas quarante.

Du 13 janvier 1584. « Monsieur, je loue Dieu que soyez arrivé à la fin de votre *seconde Semaine*. C'est un œuvre aussi avidement attendu que l'autre a été joyeusement reçu. De moi je ne fais rien que plaindre ma vie détournée des choses hautes aux basses; et crains que mon esprit enfin n'en dégénère, encore qu'en cette espérance je lutte toujours vivement de ma nature contre la nature des affaires dont il faut me mêler (1). Vous verrez ma traduction latine de mon livre *De la Vérité*, et en jugerez, s'il vous plaît : j'ai des conceptions et presque m'en déplais, parce que je ne me vois ni le loisir ni la saison de les éclore. Faisons état que je suis à tirer une galère pour quelques ans; au sortir de là peut-être aurai-je durci mes nerfs et mes muscles pour quelque exercice plus agréable. Je me sens honoré d'avoir eu quelque place en votre livre (2). La perle que j'ai mis en œuvre m'a acquis ce bien, et non l'œuvre même. C'est le contentement que doivent attendre même les mauvais ouvriers, en maniant une bonne étoffe. Un faux monnoyeur y apporte plus d'art et d'industrie, et toutefois sa monnoie n'a point grand' mise. Je vous prie que je voie des premiers votre *Semaine;* car, entre ci et là, les semaines

dont *la Semaine* était pourtant alors en pleine vogue. Preuve encore que le rôle en première ligne ne lui était pas incontestablement accordé.

(1) Éternelle plainte de tous les gens de lettres mêlés aux affaires politiques, ce qui ne les empêche pas de faire tout au monde pour y arriver; et une fois entré, on n'en sort plus.

(2) Du Bartas le lui avait dit à l'avance; en effet, au *second jour* de cette *seconde Semaine*, dans le livre intitulé *Babylone*, le poète voit en songe, après Clément Marot, qu'il compare un peu démesurément à un colysée, après Vigenère, qu'il place beaucoup trop près d'Amyot, et enfin après Ronsard l'inévitable, qu'il n'a

me seront ans, et les jours semaines. Dès que j'aurai reçu quelques exemplaires de ma version, vous les verrez aussi, Monsieur.... (Du Mont-de-Marsan). »

Ainsi le livre *De la Vérité chrétienne* de Mornay et l'œuvre de Du Bartas allaient de pair dans l'attente et dans l'estime; c'étaient des livres de même ordre, servant la même cause sainte. Et à ce propos, dans les *Aventures du Baron de Fœneste*, vers la fin, quand D'Aubigné imagine ces burlesques triomphes allégoriques d'*Impiété*, d'*Ignorance*, de *Poltronnerie* et de *Gueuserie*, il figure *le chariot d'Ignorance* ayant *pour pavé* force livres polémiques, à commencer par l'*Institution* de Calvin, et il ajoute : « De ce rang sont *la Semaine* de Du Bartas, les livres de Du Moulin et l'histoire de D'Aubigné. »

La seconde Semaine dut paraître dans les premiers mois de 1584. Les critiques autant que les admirateurs étaient à l'affût, et il ne semble pas que le succès fut aussi incontesté cette fois que la première. Rien de plus bizarre en effet et de plus compliqué que l'ordonnance du poème, s'il mérite ce nom. L'auteur ne publie que deux jours de cette *seconde Semaine*, division toute symbolique qui commence par *Adam* (premier jour), qui continue par *Noé* (second jour), et va ainsi par époques jusqu'à la fin du monde; à quoi il devait ajouter pour couronnement et pour septième jour celui du *Sabbat éternel*. Les deux premiers jours, les seuls que donne d'abord l'auteur, se subdivisent eux-mêmes en quatre parties chacun; je fais grace des titres; on se perd dans ces compartimens. C'eût été la Bible tout entière paraphrasée; il aurait fini par l'Apocalypse. On retrouva après sa mort des portions inédites, et on publia successivement ces *suites* de Du Bartas, qu'il est même assez difficile de se procurer complètes. Rien n'est moins à regretter. Le dernier morceau, et qui a pour titre *la Décadence*, va jusqu'à la prise de Jérusalem sous Sédécias, et forme *la quatrième Partie du quatrième Jour de la seconde Semaine :* tirez-vous de la supputation, si vous pouvez.

garde certainement d'omettre, — il voit parmi les gloires de la France le controversiste Mornay :

> Cet autre est De Mornay, qui combat l'Athéisme,
> Le Paganisme vain, l'obstiné Judaïsme,
> Avec leur propre glaive; et pressé, grave-saint,
> Roidit si bien son style ensemble simple et peint,
> Que ses vives raisons, de beaux mots empennées,
> S'enfoncent comme traits dans les ames bien nées.

Du Bartas, en se fourvoyant de la sorte, donnait sa mesure et sa limite comme poète. Il se flattait de faire une grande composition non-seulement épique ou héroïque, mais, comme il disait, *en partie panégyrique, en partie prophétique, en partie didascalique :* il ne faisait qu'une grosse compilation rimée. Ronsard, qui ne mourut qu'en 1585, et qui vécut assez pour en avoir connaissance, dut se sentir rassuré. Sans doute il était facile, et il le serait encore, de détacher d'assez beaux fragmens de cette Babel disproportionnée. La fameuse description du cheval semble faire assaut à celle de Job, et faire appel à celle de M. de Buffon. Pourtant, le plus sûr avec Du Bartas est de se rabattre à des rapprochemens moins ambitieux, et de ne lui opposer par momens que Racine fils dans le poème de *la Religion*, ou Delille dans *les Trois Règnes*. Comme ce dernier, mais avec plus de chaleur de cœur, il a été le poète d'un parti; comme lui aussi, mais avec plus de sérieux, il a visé à rimer tous les arts et toutes les sciences. Au XVIe siècle comme au XVIIIe, l'Encyclopédie était la marotte; on retrouve le mot comme la chose en Du Bartas. Regrettant le concert heureux qui précédait la confusion des langues, il dit :

. . . . Et, montant d'art en art,
Nous parvenions bientôt au sommet du rempart,
Où l'Encyclopédie en signe de victoire
Couronne ses mignons d'une éternelle gloire (1).

Les critiques qui accueillirent *la seconde Semaine* furent assez vives d'abord pour que Du Bartas jugeât à propos d'y répondre. On a de lui un *Brief Advertissement* imprimé à Paris dans l'année même (décembre 1584); le libraire L'Huillier prend sur lui de le publier, dit-il, bien que l'auteur n'ait songé qu'à écrire à un ami. Du Bartas cherche à se justifier en premier lieu sur le titre et l'argument de son œuvre; il s'appuie et renvoie pour autorité au dernier chapitre de la *Cité de Dieu* de saint Augustin, d'où il a pris cette idée de journées

(1) Dans le livre intitulé *Babylone.* — Cette idée d'*Encyclopédie* se rattachait si naturellement à l'œuvre de Du Bartas et aux commentaires qu'on en avait faits, qu'au nombre des traductions assez nombreuses publiées à son sujet en Angleterre, et dont je parlerai, je note celle-ci : *A learned Summary upon the famous Poem of William of Salust lord of Bartas, wherein are discovered all the excellent secrets in metaphisical, phisical, moral and historical knowledge* (Londres, 1621) ; le tout pour rafraîchir, est-il dit, la mémoire des savans, et pour aider et abréger les études des jeunes gentilshommes : un vrai manuel pour le baccalauréat du temps.

mystiques et de semaines prophétiques. Quant à la disproportion des parties et à l'énormité des dimensions où cela l'entraîne, il oppose qu'on ne voit encore que le frontispice du palais, et qu'on ne peut juger de l'ensemble : « Qui vous eût montré la tête du grand Colosse de Rhodes séparée du corps, n'eussiez-vous pas dit qu'elle étoit épouvantable, monstrueuse et démesurée? » — « Mais quoi! eût pu lui répliquer un plaisant, son voisin Montaigne ou tout autre, quoi! ce n'est là que la tête que nous voyons; que sera-ce donc quand viendront les épaules, la poitrine de cet Hercule et tous ses membres? » — Mais c'est surtout en ce qu'il allègue pour la défense de son élocution que l'honnête poète nous intéresse : « La grandeur de mon sujet, dit-il, désire une diction magnifique, une phrase haut levée, un vers qui marche d'un pas grave et plein de majesté; non errené (*éreinté*), lâche, efféminé, et qui coule lascivement, ainsi qu'un vaudeville ou une chansonnette amoureuse. » Ne sent-on pas le petit coup donné en passant à l'école de Desportes? Et arrivant aux critiques de détail qu'on lui avait faites, il indique ces vers tirés de la description du cheval; il s'agit d'exprimer le galop :

Le champ plat bat, abat, détrappe, grappe, attrape
Le vent qui va devant. . . . .

On avait trouvé cela ridicule (1). « Mais, ô bon Dieu! s'écrie le poète, ne voient-ils pas que je les ai faits ainsi de propos délibéré, et que ce sont des *hypotyposes?* » Et il continue de se défendre, comme il peut, sur l'affectation des mots nouveaux, sur l'abus des épithètes composées : « Je ne suis point de l'opinion de ceux qui estiment que

(1) J'ai cité ailleurs tout en entier (*Tableau de la Poésie française au seizième Siècle*) ce morceau du cheval, et ce qu'en raconte Gabriel Naudé, que Du Bartas s'enfermait quelquefois dans une chambre, se mettait, dit-on, à quatre pattes, et soufflait, gambadait, galopait, pour être plus plein de son sujet; en un mot, il ne récitait pas sa description, il la *jouait*. Si l'anecdote n'est pas vraie, elle mérite de l'être. Tout ce procédé ou ce manége part d'une fausse vue de l'imitation poétique, qui ne doit être ni une singerie, ni un langage de perroquet. C'est encore ce malheureux travers de poésie imitative qui a fait dire à Du Bartas, en parlant de l'alouette et de son gazouillement :

La gentille Alouette avec son tire-lire
Tire l'ire aux fâchés; et d'une tire tire
Vers le pôle brillant. . . . . .

On rougit de ces billevesées du talent. Au reste, pour revenir au galop du cheval, le vers de Virgile : *Quadrupedante putrem...*, a porté malheur à ceux qui s'en sont

notre langue soit, il y a déjà vingt ans, parvenue au comble de sa perfection; ains, au contraire, je crois qu'elle ne fait que sortir presque de son enfance. » Il a donc tâché de parer, par voie d'emprunt ou de fabrication, à la disette (1); il paraît s'applaudir beaucoup d'avoir aiguisé la signification de certains mots et représenté la chose plus au vif, en répétant la première syllabe, par exemple : *pé-pétiller, ba-battre*, au lieu de *pétiller* tout simplement, et de *battre*. Ce sont des mots à entrechats. Ainsi encore le *flo-flottant Nérée*, au lieu de *flottant;* et dans son épisode très admiré d'Arion, au moment où celui-ci tombe à la mer :

Il gagne du Dauphin la *ba-branlante* échine!

Quant à la composition des épithètes, l'auteur invoque l'exemple de la langue grecque et de l'allemande : « Ah! s'écrie-t-il, que les Italiens, qui plaident avec nous le prix de l'éloquence, voudroient que notre langue se passât de ce riche parement duquel la leur ne se peut accommoder avec grace. Quoi? voulons-nous céder aux Alle-

souvenus. Le singulier personnage, Des Marests de Saint-Sorlin, qui a voulu, en son temps, restaurer aussi la poésie chrétienne, et qui, avec son poème héroïque de *Clovis*, est, plus qu'il ne s'en doute, de la postérité de Du Bartas, a cru faire merveille d'exprimer en ces termes le galop de la princesse *Yoland* et de ses deux compagnes :

Elle part aussitôt, le cheval talonnant,
Qui du fer, pas à pas, bat le champ résonnant;
Les deux autres suivans en ardeur le secondent :
Les échos des vallons en cadence répondent.

Des Marests (dans sa *Comparaison de la Langue et de la Poésie françoise avec la grecque et la latine*) préfère de beaucoup ces quatre vers de lui au vers unique de Virgile; il blâme les mots *quadrupedante putrem* comme forcés et faux; il traduit *putrem* par *pourri*, au lieu de *poudreux;* dans sa propre version au contraire, il trouve, dit-il, *tout ensemble et le bon son et le bon sens*. Il est joli, le *bon son!*

(1) Ceci va directement contre la prétention de l'école de Ronsard; l'un des jeunes adeptes, Jacques Tahureau, dans le premier feu de l'enthousiasme, s'était écrié : « .... Jamais langue n'exprima mieux les conceptions de l'esprit que fait la nôtre, jamais langue n'eut les termes plus propres que nous en avons en françois, et dirai davantage que jamais la langue grecque ni latine ne furent si riches ni si abondantes en mots qu'est la nôtre, ce qui se pourroit prouver par dix mille choses inventées... » (*Oraison de Jacques Tahureau au Roi* (Henri II) *sur la grandeur de son règne et l'excellence de la langue françoise*, Paris, 1555). Sans s'exprimer si merveilleusement que leur jeune ami, qui ne voyait au début par toute la France qu'*une infinité d'Homères, de Virgiles et de Ménandres*, les poètes de la *Pléïade* étaient intéressés à être d'un avis si flatteur.

mands (1)?... Mais, il les faut, diras-tu, semer (ces mots) avec la main, non avec le sac ou la corbeille. Je confesse qu'en ma *première Semaine* ils sont fort épais, et que bien souvent on en lit sept ou huit à la file... » Après ces aveux candides, je n'ai guère rien à ajouter. Ainsi, de son temps, on doit en être maintenant convaincu, toutes les critiques à peu près lui furent faites. Du Perron et bien d'autres avaient dit de lui ce que nous dirions. Ceci montre qu'il faut être très circonspect avant d'accuser tous les contemporains de duperie à propos de quelque renommée usurpée ou surfaite. Seulement il arrive qu'il se rédige par écrit une sorte d'histoire littéraire fardée, qu'il se transmet des apparences de réputations officielles et factices. On croit de loin que tous les contemporains y étaient pris, et ce n'est pas. Je commence à le craindre, les vivans (je parle de ceux qui comptent) n'ont guère jamais été complètement dupes les uns des autres. Ceux même qui contribueront peut-être, forcés par les égards, par les convenances, à accréditer le plus une gloire écrite, faisaient, en causant, bien des fines critiques. C'est pour nous un léger travail de *palimpsestes*, de retrouver sous ce qu'ils ont dit ce qu'ils pensaient.

La renommée de Du Bartas, à la prendre en gros, ne cessa point pourtant de croître. Il y eut également émulation de commentateurs pour son second ouvrage. Simon Goulart continua. Je trouve de plus que l'*Éden*, c'est-à-dire le premier livre seulement du second jour, parut avec *commentaires et annotations contenant plusieurs descriptions et déductions d'arbres, arbustes, plantes et herbes* (Lyon, 1594); l'auteur, Claude Duret, Bourbonnois, n'est probablement pas autre que l'anonyme mentionné par Colletet. Il y eut aussi des traductions latines (2); enfin, tout le train prolongé d'une gloire de poète ou de rabbin.

La guerre de la Ligue éclata; Du Bartas fut arraché aux lettres, à la paix qu'il aimait véritablement, et à ce manoir champêtre qu'il avait sincèrement chanté :

> Puissé-je, ô Tout-Puissant! inconnu des grands Rois,
> Mes solitaires ans achever par les bois!

(1) Cette tendance de Du Bartas vers l'Allemagne par opposition à l'Italie est curieuse; l'Allemagne le lui a payé en admiration et en long souvenir.

(2) En voici une : *Domini Guillelmi Sallustii Bartasii Hebdomas secunda, a Samuele Benedicto* (Samuel Benoît) *latinitate donata* (Lyon, 1609, et non pas 1619, comme on le lit fautivement au titre; le privilége du roi est de 1609).

Mon étang soit ma mer, mon bosquet mon Ardène,
La Gimone mon Nil, le Sarrampin ma Seine,
Mes chantres et mes luths les mignards oiselets,
Mon cher Bartas mon Louvre, et ma Cour mes valets (1)!...

Il dut servir les rois et les approcher. Il paraît qu'il fut fort employé par Henri IV en diverses ambassades; sa grande illustration littéraire à l'étranger devenait une heureuse condition pour ces rôles de diplomatie. Il fut peut-être au nombre des envoyés que le roi de Navarre dépêcha en Allemagne, en 1586, pour hâter la marche des secours qui lui étaient promis, et pour dissiper les bruits de trève qu'on avait fait courir. Goujet dit qu'il alla jusqu'en Danemark. Ce qui est certain, c'est qu'il figura en Écosse à la cour de Jacques VI; ce prince théologien et poète reçut le chantre biblique avec toute sorte de distinction, et le voulut même retenir. Il paraît qu'il poussa la galanterie envers son hôte jusqu'à traduire en anglais quelque chose de *la seconde Semaine*, et Du Bartas le lui rendit en traduisant à son tour en français le cantique du roi sur la bataille de Lépante. Ronsard, docte et galant, avait été le poète de Marie Stuart; Du Bartas se trouva tout naturellement celui de Jacques, comme il l'était du Navarrais, un poète loyal, généreux et assez pédant (2).

Il n'y avait pas long-temps qu'il était de retour de sa mission d'Écosse lorsque de Thou, voyageant dans le midi, le visita (1589). C'est en quittant Montaigne qu'il était allé chercher en son château de Montaigne en Périgord, que l'illustre historien, avec ceux de ses amis qui l'accompagnaient, s'en vint par Bergerac à Montfort dans l'Armagnac, où séjournait notre auteur. Écoutons ce qu'il en dit en ses *Mémoires:* « Guillaume Du Bartas, encore fort jeune (*il avait quarante-cinq ans*), et auteur des deux *Semaines*, les y vint trouver en armes avec ses vassaux, et leur offrit ses services. Il étoit surprenant qu'à son âge (*il semble vraiment qu'il sortît de l'enfance*) et dans son pays, sans autre secours que celui de la nature..., il eût composé un si bel ouvrage. Aussi il souhaitoit avec passion de voir la fin de nos guerres civiles pour le corriger, et pour venir à Paris le faire

(1) *Première Semaine*, fin du troisième jour.

(2) Au nombre des traductions en vers latins de *la première Semaine*, je relève celle-ci, publiée à Édimbourg en 1600, par un Flamand, et dédiée au roi d'Écosse, à qui en cela on savait bien complaire: *Hadriani Dammanis a Bysterveldt de Fair-Hill Bartasias*. Ce Bysterveldt, d'abord député belge, était devenu professeur en Écosse.

réimprimer, principalement sa *première Semaine*, qui avoit été reçue avec tant d'applaudissement (1). Ce fut ce qu'il confirma plusieurs fois à De Thou pendant les trois jours qu'il les accompagna; ce qu'on remarque exprès, afin que les critiques, comme il s'en trouve toujours, sachent qu'il n'ignoroit pas qu'il y eût des fautes dans son poème, mais qu'il étoit dans le dessein de les corriger par l'avis de ses amis. Sa mort ne lui permit ni de voir la fin de nos malheureuses guerres, ni de mettre la dernière main à ce merveilleux ouvrage. »

Je tire de ces paroles de De Thou la confirmation de plusieurs de nos inductions précédentes. On voit combien ce judicieux ami tient à l'excuser, mais il en sent le besoin à quelques égards; il est sur la défensive. Du Bartas lui-même, qui lui exprima plusieurs fois son regret durant ces trois jours, savait où était le côté faible, le côté *provincial* et le plus attaqué de son œuvre; dans sa candeur, il ne craignait pas de le laisser voir; ce qui lui avait manqué, même de son temps, c'était Paris.

De Thou, au livre XCIX de son *Histoire*, à l'année 1590, époque de la mort de Du Bartas, revient avec détail sur lui, et complète son éloge, en réitérant toutefois les mêmes excuses : « ... Il mérita, dit-il, d'être regardé par bien des gens comme tenant en ce genre la première place après Ronsard. Je sais que quelques critiques trouvent son style trop figuré, ampoulé et rempli de gasconnades (*stylum ejus tanquam nimis crebro figuratum, tumidum, et vasconice ampullatum, critici quidam reprehendunt*). Pour moi qui ai connu sa candeur, et qui l'ai souvent entretenu familièrement, tandis que, du temps des guerres civiles, je voyageois en Guyenne avec lui, je puis affirmer que je n'ai jamais rien remarqué de semblable dans ses manières. » Ainsi, par une sorte de contradiction qui n'est pas rare, ce poète, peu simple dans ses vers, redevenait très naturel dans la vie. Il avait des goûts purs, honnêtes, débonnaires; je l'ai comparé ailleurs à l'auteur de *la Pétréïde*, à Thomas. Bon père de famille, resté veuf avec deux garçons, il trouve moyen de nous informer de ses affaires et de ses embarras de ménage en quelque prologue de sa *seconde Semaine*, entre son *Adam* et son *Noé*. Ce fameux capitaine Du Bartas, avec sa sainte muse en bottes à l'écuyère, était de près bonhomme, sans éperons, sans panache, et tout-à-fait modeste.

Il mourut un an après la visite de De Thou : « Comme il servoit actuellement, continue celui-ci, à la tête d'une cornette de cava-

(1) Ceci dénote incidemment que la *seconde* avait moins réussi.

lerie, sous le maréchal de Matignon, gouverneur de la province, les chaleurs, les fatigues de la guerre, et outre cela quelques blessures qui n'avoient pas été bien pansées, l'enlevèrent à la fleur de son âge, au mois de juillet (1590), âgé de quarante-six ans. » C'était mourir plus jeune que Thomas, et environ à l'âge de Schiller. Il avait eu le temps du moins, homme de cœur, de voir les premiers succès d'Henri IV, roi de France, et de célébrer la victoire d'Ivry, remportée en mars; il en a laissé un *Cantique* qui est son chant de cygne. La description qu'il donne de la bataille offre assez de détails précis pour compter et faire foi parmi les récits historiques. Un des continuateurs de Jean de Müller, M. Vulliemin, en son *Histoire de la Confédération suisse*, s'appuie de l'autorité de Du Bartas pour établir la belle conduite des régimens helvétiques dans le combat. Palma Cayet le cite également pour assigner à Henri IV et à son armée leur vraie couleur :

. . . . Bravache, il ne se pare
D'un clinquant enrichi de mainte perle rare;
Il s'arme tout à cru, et le fer seulement
De sa forte valeur est le riche ornement.
Son berceau fut de fer; sous le fer il cotonne
Son menton généreux; sous le fer il grisonne,
Et par le fer tranchant il reconqueste encor
Les sceptres, les bandeaux, et les perles et l'or (1).

(1) Petitot, dans son édition de Palma Cayet, rappelle à ce sujet les beaux vers où Voltaire, décrivant la bataille de Coutras, semble s'être inspiré de ces souvenirs du chantre d'Ivry :

. . . .
Accoutumés au sang et couverts de blessures,
Leur fer et leurs mousquets composaient leurs parures,
Comme eux vêtu sans pompe, armé de fer comme eux,
Je conduisais aux coups leurs escadrons poudreux...

Mais l'usage redoublé que Du Bartas fait du mot *fer* oblige surtout de se souvenir de ce passage de la chronique de Saint-Gall, qu'il n'avait certainement pas lue. C'est au moment où Charlemagne et son armée débouchent sous les murs de Pavie : « ..... L'empereur s'approchant un peu davantage, le jour devint plus noir que la nuit. Alors parut Charlemagne lui-même, tout de fer, avec un casque de fer et des bracelets de fer. Une cuirasse de fer protégeait sa poitrine de fer et ses épaules; sa main gauche tenait une lance de fer... Son visage intrépide jetait l'éclat du fer.... » (Voir tout le passage traduit dans l'*Histoire littéraire* de M. Ampère, tome III, livre III, chap. VIII.) Les mêmes situations ont produit les mêmes images : rien ne se ressemble comme les batailles.

Du Bartas n'a garde non plus d'oublier le panache blanc qui *ombrage la salade* du roi; mais cette *salade* manque, par malheur, son effet, et l'accent détonne. Assez de détails. Qu'il nous suffise, en tout ceci, d'achever de bien définir le rôle et la destinée du poète : Du Bartas est le représentant du mouvement religieux calviniste et monarchique, comme Ronsard avait été celui de la renaissance païenne, comme Malherbe fut celui du régime d'ordre et de restauration. Ronsard représentait la poésie en cour sous les Valois; Du Bartas la représenta en province, sous Henri de Navarre aspirant au trône et guerroyant, en ces années où le Béarnais arpentait son royaume et *usait*, disait-on, *plus de bottes que de souliers*. Malherbe arrive après la paix faite et après la messe entendue : c'est le poète d'Henri IV installé en sa bonne ville de Paris et sur son Pont-Neuf.

Entre Malherbe et Du Bartas, il y a le succès de la *Satyre ménippée*, c'est-à-dire l'œuvre de ces bons citoyens, bourgeois de Paris, royalistes et assez peu dévots. Si Du Bartas avait vécu, il se serait trouvé comme un poète de l'émigration, c'est-à-dire dépassé et primé par les derniers venus et par ceux du dedans.

Ce fut le cas de D'Aubigné qui alla porter à Genève ses haines et ses rancunes, et dont les œuvres poétiques et autres éclatèrent tardivement au lendemain de la mort d'Henri IV, comme des représailles plus ou moins piquantes, mais déjà surannées.

Desportes était trop vieux, et il avait été trop récemment compromis dans la Ligue, pour retrouver à la nouvelle cour le crédit dont il avait joui sous Henri III; mais Bertaut, plus jeune, surtout plus prudent, se trouva précisément en mesure pour profiter avec honneur des dernières années de répit que Malherbe accordait à l'ancienne école. Bertaut, sage, tiède, élégant, me semble le modèle des poètes *ralliés*, et il a une certaine teinte monarchique et religieuse, qui en fait un parfait ornement de restauration. Il semble qu'à voir de loin la plume calviniste de Du Bartas se consacrer aux choses morales et saintes, Bertaut se soit dit de bonne heure qu'il était peu séant à des abbés catholiques de rester si profanes, et qu'il ait travaillé dès-lors à ranger doucement sa muse au pas de la conversion nouvelle. Du Bartas a bien pu avoir cette action indirecte sur lui.

Mais, chose remarquable! on ne voit pas que, durant les dernières années du règne d'Henri IV, l'influence et l'autorité de Du Bartas soient le moins du monde présentes au centre. Cette espèce de démembrement, ou d'embranchement imprévu qu'il avait fait à l'école de Ronsard, n'a guère de suite; il peut encore partager les provinces:

mais la cour et le Louvre continuent de lui échapper. Malherbe, qui rudoie Desportes, qui biffe Ronsard et qui se chamaille avec Regnier, peut négliger Du Bartas; il ne le trouve pas sur son chemin.

Si, à l'intérieur et à y regarder de près, la gloire de Du Bartas véritablement diminue et ne s'enregistre pas définitivement, une certaine somme bruyante et imposante de renom continue toujours. Je crois pouvoir noter sur une triple ligne l'espèce de postérité qui se rattache à lui. 1° Poète scientifique et théologique, il trouve des sectateurs ou des contradicteurs; un écrivain bizarre, Christophe de Gamon, publie, en 1609, sa *Semaine ou Création du Monde contre celle du sieur Du Bartas;* au milieu de beaucoup de marques d'estime, il relève son prédécesseur sur divers points de cosmogonie ou de théologie. Il se pique même d'être plus exact que lui en physique, en histoire naturelle. En vient-il, par exemple, à cette célèbre description du *Phénix* dont la mort et la résurrection, selon Du Bartas,

> Nous montrent qu'il nous faut, et de corps et d'esprit,
> Mourir tous en Adam, pour puis renaître en Christ;

Gamon la reprend en sous-œuvre et en réfute en trois points toutes les *bourdes,* comme il dit très élégamment (1). Mais un ami de Guillaume Colletet, Alexandre de Rivière, conseiller au parlement de Rennes, examine à son tour quelques opinions de Gamon, et les réfute en vers également, dans son *Zodiaque poétique et philosophique de la Vie humaine* (1619). C'est une triste et bien lourde postérité pour un poète que cette suite pédantesque et presque cabalistique qu'il traîne après lui. 2° Chantre moral et chrétien, Du Bartas contribue à provoquer, à mettre en honneur le genre des paraphrases bibliques et des poëmes sacrés : ainsi on rencontre Chassignet de Besançon, qui paraphrase les *douze petits Prophètes* en vers français (1601); plus tard on a Godeau, d'Andilly, et les poëmes épiques sacrés

(1) Ce Gamon a fait peut-être les vers les plus ridicules qu'on ait écrits en français; j'en cite (d'après Colletet) cet échantillon, tiré de son *Printemps* qui parut en 1600, dans ses premiers Essais poétiques :

> La nymphèle Printiène, en ce temps perruquet,
> Muguette par les fleurs Priape aime-bouquet,
> Qui, pour multiplier, libéral, recommence
> Aux jardins ménagers d'impartir sa clémence;
> Aussi, qui çà, qui là, les courbes jardiniers
> Vont semant les choux blancs, les humides pourpiers...

C'est de l'argot. Il n'y a plus, après cela, que les petites-maisons.

à la Des Marests. Je louerais très volontiers Du Bartas de cette influence morale, si cela faisait quelque chose à la poésie. On a dit que l'enfer est *pavé de bonnes intentions;* je ne sais trop ce qui en est pour l'enfer, et le mot me paraît dur; car, moralement, les bonnes intentions méritent peut-être d'être comptées; ce qui est plus sûr du moins, l'enfer des mauvais poètes, le temple du mauvais goût reste ainsi pavé. 3° C'est surtout à titre littéraire et pour le goût, que je crois saisir une famille très réelle de Du Bartas, et qui, bien qu'elle ne l'avoue pas toujours, relève de lui plus que d'aucun parmi les précédens. Si à Bertaut se rapportent plutôt les affadis, à Du Bartas reviennent de droit les ampoulés. Il est bien le père ou le grand-père de cette mauvaise lignée de poètes plus ou moins gascons et pesans, tant moqués par Boileau, Des Marests déjà cité et son *Clovis*, Saint-Amant et son *Moyse*, Scudéry et son *Alaric*, Chapelain et sa *Pucelle*, Brebeuf et sa *Pharsale aux provinces si chère;* le plus tolérablement estimable serait encore le Père Le Moyne avec son *Saint Louis*. Boileau a fait justice de tous sans aller jusqu'à Du Bartas qu'il n'apercevait plus directement et qui était dès long-temps de côté. Sorel, Colletet, eux-mêmes, ces critiques retardataires, louent surtout l'auteur de *la Semaine* pour la gravité de son sujet; et ce n'est qu'avec une certaine réserve qu'ils parlent de la vigueur de ses vers. La grande édition in-folio de Du Bartas, en 1611, peut être considérée comme son vrai tombeau (1).

Au dehors il n'en fut pas ainsi; sa renommée faisait son chemin ou même continuait de grandir. Les plus honorables fortunes lui arrivaient. Traduit en vers italiens (*versi sciolti*) par Ferrante Guisone en 1592, il suggérait cette année même au Tasse l'idée du poème des *Sept Journées* que le noble infortuné commençait à Naples et travaillait encore à Rome dans les derniers temps de sa vie. Les œuvres complètes de Du Bartas paraissaient à Londres, en 1621, traduites en vers anglais par Josué Sylvester. Quelques années plus tard, William L'Isle publiait, traduits de nouveau en vers, quatre livres de *la Seconde Semaine;* il avait choisi ceux qui célèbrent, par anticipation, l'Angleterre et le règne d'Élisabeth, Bacon, Morus, Sydney, et aussi les grandeurs de la France. C'était, de la part du traducteur, une manière de galanterie de circonstance pour l'union de Madame Henriette et de Charles Ier et pour l'alliance des deux

(1) On en découvrirait bien encore des éditions postérieures; il m'en passe une entre les mains, de Rouen, 1623, mais mauvaise et sans les commentaires.

nations. On peut donc à peu près affirmer, d'après ces antécédens, que Du Bartas fut lu de Milton, comme il l'avait été du Tasse. M. Marmier l'a trouvé traduit ou imité en danois par Arreboe qui florissait au commencement du XVII[e] siècle, et en suédois par Spegel, vers le même temps où Rosenhane imitait Ronsard. La gloire à l'étranger est un écho qui souvent retarde. Du Bartas, déjà oublié et éliminé en France, faisait ainsi le tour de l'Europe, et poursuivait, renouvelait en quelque sorte, ses succès de province. On retrouve encore aujourd'hui sa réputation assez fraîchement conservée là-bas, comme ces éléphans du Midi échoués on ne sait comment et conservés dans les neiges du Nord. Mais la parole proférée par Goethe sur lui et sur ses mérites, si inexacte même qu'elle puisse sembler, est bien certainement son dernier coup de fortune, le dernier reflet inattendu après que le soleil est couché, et comme sa suprême gloire. N'y a-t-il pas, dites-moi, dans toute cette destinée d'un poète qui fut si célèbre, un utile enseignement de goût et une profonde leçon d'humilité?

SAINTE-BEUVE.

NAPLES

EN 1841.

Quand on arrive à Naples venant de Rome, le premier sentiment dont on est saisi en entrant dans cette nouvelle capitale, c'est une sorte d'étonnement de la trouver si grande et si peuplée. Le calme profond qui règne à Rome, la solitude grandiose de ses rues, ont donné à l'esprit d'autres pensées. On s'est habitué à croire que l'Italie, autrefois si riche d'habitans, se dépeuple également sur toute sa surface, et que toutes ses villes offrent le même aspect de décadence paisible et majestueuse. Ce qu'on a entendu dire de Naples lutte bien contre ce préjugé, mais en vain. Les connaissances acquises par ouï-dire ne sont pas suffisantes pour combattre les impressions qu'on reçoit par les yeux. Il y a d'ailleurs, dans cette tristesse poétique de Rome, quelque chose qui pénètre l'ame profondément; on se laisse aller, sans trop s'en rendre compte, à la langueur qu'elle inspire. Tout en continuant de déplorer le silencieux repos qui a succédé à l'antique activité de l'Italie, on finit par s'y accoutumer, par le trouver doux, et on en vient à ne plus concevoir un autre état possible pour ce peuple si abattu, mais si beau dans son sommeil.

L'arrivée à Naples bouleverse toutes ces idées. A mesure qu'on approche, on est frappé de la fertilité des campagnes et des riches cultures qui contrastent de toutes parts avec la stérilité des environs de Rome. Peu à peu le mouvement de la route s'accroît; on voit passer rapidement à ses côtés un grand nombre de ces chars à trois places qui contiennent toujours sept ou huit personnes, juchées on ne sait comment, sur le marche-pied, auprès du cocher, partout où il est possible de s'accrocher avec le pied ou avec la main. En entrant dans la ville, on voit s'ouvrir de tous côtés de longues rues, on traverse la place du marché où la foule est aussi pressée que du temps de Masaniello, on débouche sur le port qui paraît plein de navires, on passe devant le môle, le château neuf, les casernes, l'hôtel des ministères, le théâtre de San Carlo, l'arsenal; on aperçoit la rue de Tolède encombrée de voitures dans une longueur d'une demi-lieue, on traverse la place du Palais, le quai de Sainte-Lucie tout couvert de peuple, et on arrive au quartier des étrangers, à Chiaïa, c'est-à-dire dans une rue magnifique, bordée d'un côté par de riches hôtels, et de l'autre par un jardin public qui s'étend le long de la mer, dans la plus riante situation du monde. Il est difficile de n'être pas étourdi de cette immensité, de ce bruit, de cette multitude, de ces édifices, de ces larges places, de cet ensemble qui vous rappelle à la fois par tous les moyens que vous êtes dans une ville de quatre cent mille ames, la troisième de l'Europe.

Un second étonnement ne tarde pas à s'emparer du voyageur qui arrive à Naples avec les opinions reçues qu'on y apporte ordinairement. A peine installé, et après avoir jeté un coup d'œil sur la baie dont le Pausilippe et le Vésuve forment les deux bouts, l'amateur de pittoresque se met à la recherche de ces fameux *lazzaroni* dont il a tant entendu parler, et qui passent pour le type le plus accompli de la misère insouciante et paresseuse. On lui montre bien sur le môle quelques mariniers, vêtus d'une chemise et d'un pantalon de toile blanche, qui écoutent, assis en cercle, les récits d'un improvisateur, ou, sur le quai de Sainte-Lucie, quelques pauvres diables, comme il y en a partout, qui jettent un œil d'envie sur les coquillages ou *fruits de mer* étalés de tous côtés et sur les grandes chaudières de macaroni fumant; mais des lazzaroni proprement dits, de ces mendians poétiques qu'il espérait voir couchés par milliers sur le sol, il n'y en a plus. Dans ce pays du *far niente*, tout le monde a l'air de faire quelque chose; si l'on rencontre des oisifs, ils ont plutôt l'attitude de gens aisés qui se délassent que celle de malheureux qui

cherchent leur dîner. Si le peuple de Naples est en général très légèrement vêtu, c'est qu'il n'a pas besoin de l'être davantage, et il ne porte pas plus de haillons qu'aucun autre peuple du monde. On rencontre encore de temps en temps quelques individus qui peuvent passer pour des lazzaroni, mais la classe n'existe plus.

Quand on parcourt l'intérieur de la ville, la première impression se fortifie. Partout règne une activité industrieuse. Dans les beaux quartiers, on retrouve l'éclairage au gaz, les riches magasins, tout le luxe d'une capitale. D'élégantes voitures de place stationnent de tous côtés, et à l'heure du corso les brillans équipages se croisent en tout sens d'un bout à l'autre de Chiaïa. Dans les quartiers populeux, c'est un autre aspect, mais qui ne décèle pas moins l'abondance. Des milliers d'ouvriers travaillent au milieu de la rue; les forgerons battent le fer, les menuisiers rabotent le bois, tous les métiers s'exercent en plein air. Les marchandes d'eau glacée se montrent partout avec leur petit tonneau et leur comptoir mobile; de longues tables, chargées de fruits, de pastèques et d'autres comestibles aux plus bas prix, paraissent très fréquentées par les consommateurs. Les maisons, dont toutes les fenêtres sont ornées de balcons à l'espagnole, ont un air d'élégance et presque de propreté qui charme; la plupart sont peintes de couleurs riantes, surtout dans les environs du port. Le bien-être et la bonne humeur respirent sur tous les visages. Les rues, parfaitement pavées de lave, sont aussi bien entretenues que celles de nos premières villes de province. Sur plusieurs points, les maçons et les terrassiers sont à l'œuvre pour construire des chaussées, niveler des terrains, élargir des voies trop étroites, rendre la circulation plus facile. Partout enfin, on sent, on touche en quelque sorte les preuves évidentes d'un progrès matériel très marqué, et l'on se demande si c'est bien là Naples, la cité de l'incurie traditionnelle et proverbiale.

De la vieille réputation du pays, un seul point se trouve encore justifié : je veux parler des voleurs. Ce dernier trait de la physionomie locale paraît destiné, il est vrai, à disparaître comme les autres; mais, avant de s'effacer entièrement, il fait une très belle défense. De grands efforts ont été tentés depuis quelque temps par le gouvernement pour organiser une répression efficace; un ministre de la police, un préfet de police spécial pour la seule ville de Naples, un grand nombre d'agens de tous les degrés, travaillent à établir la sécucurité dans les rues de la capitale. Des peines sévères sont infligées sans miséricorde aux délinquans; on parle de bastonnades appliquées militairement sur le lieu même à ceux qui sont pris en fla-

grant délit. Il en est résulté que le vol ne se pratique plus à Naples avec cette hardiesse originale qui donnait une si grande réputation à la rue de Tolède dans les romans espagnols; mais le Napolitain a un tel goût naturel pour le bien d'autrui, qu'il n'a pu s'en guérir tout-à-fait : les filous, poursuivis et traqués de toutes parts, se sont rabattus sur les mouchoirs qui leur sont en quelque sorte abandonnés jusqu'à nouvel ordre par la tolérance du gouvernement, et ils exploitent avec acharnement cette proie, la seule qui leur soit encore permise. En attendant, les attaques nocturnes ont déjà cessé presque complètement, grace aux mesures énergiques qui ont été prises, et on peut espérer que, dans quelques années, si la décadence continue, un étranger pourra rentrer chez lui avec son mouchoir dans sa poche, après s'être promené dans Naples, ce qui est sans exemple dans ce moment-ci.

Quand les voleurs auront disparu comme les lazzaroni, on pourra dire que l'ancienne cité aura définitivement fait place à la nouvelle. Regrette qui voudra ce que la physionomie de Naples empruntait d'original et de caractéristique à sa population vagabonde et à l'absence de toute police. Pour moi, je ne puis croire que le spectacle de la dégradation humaine soit absolument nécessaire pour amuser l'oisif en voyage, et je ne sais pas en quoi l'ordre et la prospérité peuvent être incompatibles avec le plaisir que donne l'aspect d'un pays nouveau. Sans doute on y perd ces singularités grossières qui sautent aux yeux du premier abord et qui constituent pour les moins clairvoyans des différences tranchées entre les peuples; mais si cette extrême diversité ne peut être acquise qu'aux dépens de ceux qui la donnent, elle a moins de valeur pour moi. Je ne crois pas d'ailleurs que les originalités nationales perdent beaucoup, au fond, dans le progrès des améliorations communes; l'apparence seule devient uniforme, c'est à l'observateur à retrouver sous la ressemblance la variété réelle. Cette variété ne s'éteint jamais; elle se transforme, elle se raffine, mais elle ne peut périr, parce qu'elle tient à la nature même du sol et du climat, à la distinction des races et des origines. L'intérêt qu'elle excite n'en est que plus vif quand il faut la rechercher, la deviner en quelque sorte, et elle joint à son attrait naturel tout le charme d'une conquête, quand on la force à se découvrir, toujours vivante et indélébile, sous le vêtement qu'elle avait emprunté.

Naples sera toujours Naples, c'est-à-dire le pays d'Europe où la vie est le plus facile, le ciel le plus affable, le plaisir le plus naturel. Je ne vois pas que les mille pêcheurs de sa baie soient moins pitto-

resques depuis qu'ils font de meilleures affaires, ni que ses délicieuses nuits aient moins de douceur depuis qu'on peut s'y livrer tout entier sans craindre d'être arrêté par un malfaiteur au milieu de sa rêverie. Les gens qui ne voyagent pas sont en général les plus grands partisans de cette partie de la couleur locale qui tient à la barbarie; c'est qu'ils ne l'ont vue qu'en imagination, et qu'ils ne savent pas combien elle perd à la pratique. Au reste, que ceux qui trouvent prosaïque d'avoir sous les yeux le spectacle de l'aisance publique, et d'en jouir avec sécurité, se hasardent, s'ils veulent, dans les montagnes de la Calabre, pour y chercher la misère et le brigandage, que la civilisation n'en a pas encore chassés. Pour nous, qui restons à Naples, nous ne manquerons pas d'études à faire, si nous voulons nous rendre compte de ce qui est sans doute moins frappant et moins dramatique, mais qui n'est pas moins intéressant peut-être, c'est-à-dire le mouvement qui s'accomplit dans le sein de cette société napolitaine, et qui est, à notre sens, la véritable nouveauté, la singularité actuelle du pays, tout autant que les bandits et les lazzaroni ont pu l'être dans d'autres temps.

Ce mouvement peut être caractérisé par un mot, c'est le produit des idées et des institutions françaises. Naples est la ville la plus française de l'Italie, peut-être même n'avons-nous laissé nulle part en Europe d'aussi fortes traces de notre passage. Il y a eu toujours entre Naples et la France je ne sais quelles affinités mystérieuses. Ce sont des Français, des Normands, qui ont créé le royaume de Naples, au XIe siècle, et qui y ont porté la féodalité; c'est un Français, Charles d'Anjou, qui en a fait, deux cents ans après, le siége d'une puissance et d'une politique qui n'ont pas encore été justement appréciées. Au XVe siècle, Charles VIII y passe comme un éclair éblouissant; au XVIIe, c'est le duc de Guise qui y ramène le nom français; de nos jours, c'est la république parthénopéenne et le roi Joachim Murat. Les influences qui ont combattu la nôtre, et qui ont dominé dans les intervalles de nos apparitions, ont été diverses. La plus puissante et la plus durable de toutes a été l'influence espagnole. L'Espagne a gouverné Naples pendant deux siècles entiers, et a fortement imprégné de son génie le génie national. Mais son action n'a pas pénétré aussi profondément que l'action de la France; la France se montre à la fois à Naples au commencement et à la fin, au XIe siècle et au XIXe; elle a le premier mot et le dernier.

Il y a cent ans, la ville de Naples avait une physionomie tout espagnole, quoiqu'elle eût été momentanément occupée par les im-

périaux. Les fanatiques de couleur locale, s'il y en avait eu dans ce temps-là, n'y auraient pas plus trouvé leur compte qu'aujourd'hui, en ce sens que l'aspect général de la ville, les mœurs de ses habitans, le genre de vie qu'on y menait, n'étaient pas sensiblement différens de ce qu'ils étaient à Madrid, à Séville ou à Barcelone. Il en a été de tout temps ainsi dans le monde, soit dit en passant; presqu'à chaque époque, une influence générale se répand, qui modifie à sa manière le caractère particulier de chaque pays. Au temps dont il s'agit, c'était encore l'Espagne qui donnait le ton en Europe et en Amérique. Seulement la décadence, qui devenait sensible dès-lors dans toute la monarchie espagnole, était plus marquée encore à Naples qu'ailleurs. L'administration des vice-rois, assez habile dans l'origine, avait suivi la même loi de dépérissement que le reste de l'immense empire de Philippe II; et comme la nation asservie ne réagissait pas dans l'intérêt de son propre salut, elle était livrée à une dissolution sans limites. Les fautes des hommes semblaient être parvenues à tarir jusqu'aux sources de la vitalité publique, dans le pays le plus riche et le plus fertile de l'Europe; il n'y avait plus que misère, ignorance, anarchie et dépopulation.

Trois millions d'hommes tout au plus, décimés par les disettes, les épidémies et les excursions des Turcs sur les côtes, habitaient le royaume de Naples en-deçà du Phare, qui en compte aujourd'hui le double. La confusion des législations et des jurisprudences avait donné naissance à une armée de gens de loi qui dévoraient toutes les propriétés privées. Les prêtres et les moines formaient une autre armée qui vivait dans la richesse et dans l'oisiveté; on n'en comptait pas moins de cent douze mille dans le royaume. La moitié des terres appartenait à l'église, l'autre moitié aux barons, restes dégénérés de l'ancienne féodalité normande. Des taxes onéreuses épuisaient la production dans ses sources mêmes, pour obtenir les tributs énormes qui étaient envoyés annuellement à Madrid, et qu'un écrivain napolitain évalue à plus de deux milliards de francs en un siècle. Il n'y avait d'autre route ouverte dans tout le pays que celle de Rome à Naples. Le peuple était réduit, au milieu même de la capitale, à la condition des bêtes. Des bandes d'assassins et de voleurs s'organisaient impunément sous les yeux de l'autorité et commettaient en plein jour les plus grands crimes. Les trois quarts du sol restaient en friche. L'armée, sans discipline et sans nationalité, n'était qu'un ramas d'étrangers et de gens sans aveu, contraints par tous les moyens à s'enrôler; la marine n'existait pas. C'est de cette époque

que date la mauvaise réputation de Naples, réputation qui a été encore méritée long-temps après, car il faut des siècles pour détruire le mal que des siècles ont fait.

La régénération du pays commença à l'avénement de l'infant don Carlos, depuis Charles III. Ce prince tenait de près à la maison royale de France, puisqu'il était fils de Philippe V et arrière-petit-fils de Louis XIV. Ce fut avec l'épée que son père tenait de son illustre aïeul qu'il entreprit de rendre d'abord l'indépendance, ce premier des biens, au royaume de Naples. Il y réussit, et fut couronné, en 1735, roi des Deux-Siciles. Quand il n'aurait apporté aux Napolitains que l'affranchissement de leur patrie, après deux cents ans de servitude, il aurait des droits éternels à leur reconnaissance; mais ce n'est pas là que se bornèrent ses bienfaits. C'était alors le temps où les idées de la philosophie française commençaient à se répandre dans le monde; sur plusieurs points de l'Europe et surtout en Italie, les princes se mettaient à la tête des réformes provoquées par ces idées; à Milan, le comte Firmiani, pour l'empereur; à Parme, un Bourbon assisté d'un Français, M. Dutillot; à Florence, l'archiduc Léopold, essayaient de réparer par une bonne administration les suites funestes des régimes antérieurs, et transportaient les principes de la philosophie moderne dans le gouvernement des états.

Le nouveau roi de Naples ne fut pas des derniers à suivre cette impulsion salutaire. Secondé par un ministre intelligent, le marquis Tannucci, il entreprit l'application du remède avec une vigueur proportionnée à l'étendue du mal. Cette tâche fut poursuivie par le même ministre sous la minorité du fils de Charles III, et durant plus d'un demi-siècle, de 1735 à 1789, la lutte fut constante entre les abus de l'ancien régime, défendus par les habitudes, et l'esprit d'innovation, représenté par l'autorité royale. On vit peu à peu les tribunaux réformés, le nombre des couvens diminué, les plus mauvais impôts abolis, les droits féodaux restreints; de nouvelles routes furent ouvertes, de grands édifices publics furent construits, des encouragemens furent donnés à l'agriculture, au commerce, à la navigation. Tout l'antique édifice ne disparut pas à la fois, mais il reçut de violentes secousses; à l'appel d'un gouvernement plus éclairé, le peuple napolitain se réveilla, et finit par croire un peu plus à lui-même. La population s'accrut rapidement; en 1789, elle passait déjà quatre millions et demi d'habitans. Plus tard, le royaume de Naples a eu beaucoup à souffrir de ses rois, qui ont voulu comprimer le mouvement après l'avoir provoqué; mais il ne devra jamais oublier que la

famille de Bourbon l'a tiré en quelque sorte de la mort pour le ramener à la vie.

Quand la révolution française vint révéler les dangers que les idées nouvelles avaient pour les trônes, la reine de Naples, Marie-Caroline, sœur de notre malheureuse Marie-Antoinette, sentit plus vivement que personne le coup qui venait de frapper la royauté. Par l'influence de ses conseils, tout changea brusquement dans les états de son mari; aux traditions de libéralisme laissées par Charles III succéda un despotisme ombrageux. Les idées nouvelles avaient eu le temps de jeter de profondes racines; elles résistèrent, et une seconde lutte s'engagea, plus violente, plus passionnée que la première. On sait quelles ont été les péripéties de ce drame terrible qui a ensanglanté Naples pendant trente ans; trois fois la révolution l'a emporté, en 1799, en 1805 et en 1820, tantôt par l'aide de la France, tantôt par ses propres forces, et a successivement fondé, sur le modèle de notre pays, une république, une monarchie à l'impériale et une monarchie constitutionnelle; trois fois la royauté absolue a repris l'avantage, une première fois ramenée par les bandes calabraises du cardinal Ruffo, une seconde fois soutenue par les Anglais, et une troisième par les Autrichiens; et, dans cette succession de combats et de catastrophes, ce beau royaume a payé peut-être plus qu'un autre le fatal tribut de sang et de larmes imposé à tous les peuples que travaille le génie des révolutions.

Mais si le royaume de Naples a vu toutes les horreurs qu'apportent d'ordinaire avec elles de pareilles crises, il en a retiré aussi presque tous les avantages qu'elles font payer si cher. La royauté a vaincu dans le gouvernement, la révolution a vaincu dans la société. Les efforts des patriotes napolitains n'ont pas été tout-à-fait perdus; rien n'a survécu de l'ancien régime que le roi. La république a commencé par faire main-basse, à Naples comme en France, sur tout ce qui restait de l'organisation barbare du moyen-âge; l'administration des rois Joseph et Joachim est venue ensuite régulariser, comme chez nous l'empire, cette transformation radicale du pays. Les fidéi-commis, qui immobilisaient la propriété territoriale, ont été supprimés ainsi que tous les priviléges de la noblesse; les biens immenses du clergé ont été pour la plupart confisqués et vendus, pour éteindre la dette publique. Les terres féodales dont la propriété était incertaine et contestée ont été partagées entre la couronne, les seigneurs, les communes et les particuliers. Un système judiciaire, administratif et financier, calqué sur le nôtre, a remplacé le chaos informe des

juridictions et des impositions antiques. Les nouveaux codes français, promulgués sous le roi Joseph et maintenus presque dans leur entier par le roi Ferdinand, ont substitué la précision de leurs dispositions et l'esprit vraiment humain de leurs principes à l'inextricable labyrinthe des lois grecques, lombardes, normandes, impériales, angevines, espagnoles, autrichiennes, ecclésiastiques, dont l'incertitude n'était pas le plus grand défaut, et qui ne consacraient pour la plupart que l'injustice et la violence.

Tant qu'a vécu le vieux roi Ferdinand, et même tant qu'a duré le règne de son fils, qui avait été témoin, lui aussi, des luttes de la révolution contre la monarchie, le progrès naturel qui devait être la conséquence de cette rénovation sociale a marché lentement. Il n'a pris un essor marqué que depuis l'avénement du roi actuel, en 1830. Ferdinand II a fait preuve à la fois de générosité et d'habileté. Son aïeul et son père n'avaient accepté qu'avec défiance les faits accomplis; en même temps qu'ils reconnaissaient la nécessité, ils entretenaient autour d'eux les vieux abus, et persécutaient les partisans des idées nouvelles. Le roi actuel a compris, au contraire, comme Charles III, que l'autorité royale ne pouvait désormais que gagner en s'assimilant l'esprit civilisateur de la société moderne. Venu après l'ère des bouleversemens, il a rétabli l'ancienne harmonie entre les deux ennemis qui ont lutté si long-temps sans que l'un des deux ait pu abattre l'autre. En brisant toutes les classes, en détruisant tous les priviléges, la révolution a travaillé à Naples pour le pouvoir absolu, et le pouvoir absolu ne craint pas à son tour de montrer quelque bienveillance pour la révolution. Tous deux se sont rencontrés face à face sur les débris du pouvoir féodal, et ils se sont donné la main.

Naples est donc une société égalitaire comme la nôtre, gouvernée par le prince le plus absolu qu'il y ait peut-être en Europe. Voilà son originalité actuelle. Un tel état de choses peut-il durer toujours, et la liberté civile ne doit-elle pas conduire tôt ou tard à la liberté politique? C'est ce que je ne voudrais ni affirmer ni nier. Tout ce que je sais, c'est que pour le moment il n'en est pas question. L'expérience a prouvé que l'agitation naturelle au Napolitain le rendait peu propre à l'exercice de la liberté. Les peuples méridionaux ont besoin d'un plus long noviciat que les autres pour arriver à se gouverner eux-mêmes, d'abord parce que la servitude y est plus ancienne et y a été plus pesante que partout ailleurs, ensuite parce que la mobilité de leurs sentimens et l'activité de leurs imaginations les portent trop vite

à l'excès qui tue le principe. Et ce qui est vrai des peuples méridionaux en général l'est surtout du peuple napolitain en particulier. Son défaut de cohésion et son amour du changement ont toujours été tels, qu'il n'a pas même su défendre à lui seul son indépendance nationale. Tout lui est venu de l'étranger, la liberté comme l'oppression.

Aussi tout le monde paraît-il d'accord aujourd'hui pour écarter ou du moins pour ajourner toute pensée immédiate d'affranchissement politique. Les journaux ont parlé, il y a quelque temps, d'une conspiration découverte à Aquila. Je ne sais quelle a pu être la portée de cette conspiration, mais j'ai peine à croire qu'elle ait eu de grandes ramifications dans la ville de Naples. Ce n'est pas que l'esprit de conjuration ne soit en quelque sorte endémique dans le pays. Depuis Pythagore, on a conspiré de tout temps à Naples, et, sans remonter aux temps primitifs, il suffit de rappeler que le carbonarisme est sorti de là pour se répandre en Europe. Quelle que soit cependant la disposition naturelle des Napolitains pour les affiliations et les machinations mystérieuses, je ne crois pas que ces sortes de trames soient parmi eux aussi en faveur qu'autrefois. On commence à comprendre, à Naples comme partout, que la société moderne, avec son goût pour la publicité, la discussion, l'autorité du nombre, est incompatible avec les complots. On sait que, si jamais la nation peut être appelée à prendre part à son gouvernement, c'est du progrès pacifique des idées et des intérêts qu'il faut attendre cette conquête, non d'un de ces coups de main audacieux qui n'ont presque jamais réussi et qui ne sont d'ailleurs que des moyens surannés, empruntés à un état social en déclin. Chacun donc, même parmi les hommes les plus dévoués à la cause de la liberté, se montre disposé à développer patiemment les germes de perfectionnement matériel et moral contenu dans la législation nouvelle, en se confiant pour le reste dans l'avenir.

De son côté, le roi s'applique à faire de son immense pouvoir le meilleur usage possible. Quand il a pris le gouvernement, la violence des persécutions politiques et le gaspillage des finances menaient droit à une nouvelle révolte et à la banqueroute. Il a amené avec lui la tolérance et l'économie, qui ont détourné ce double danger. Les courtisans vont jusqu'à le taxer d'avarice, parce qu'i s'attache à maintenir l'équilibre entre les recettes et les dépenses et à améliorer par tous les moyens le crédit public; c'est là une accusation qui est bonne à entendre quand il s'agit d'un roi absolu. Les prodi-

galités de l'ancienne cour ont cessé, voilà ce qui est vrai; l'argent n'en est que plus abondant pour les dépenses utiles. Les proscriptions ont cessé en même temps. Vieux serviteurs de la monarchie légitime et anciens défenseurs des différens essais révolutionnaires vivent ensemble sous la même protection. Le roi a fait plus : au mois d'août dernier, il a appelé dans son conseil deux nouveaux ministres, MM. Nicolini et Fortunato, qui ont rempli tous deux des fonctions publiques sous le roi Murat, et, ce qui est plus remarquable encore, M. Nicolini, qui était professeur de droit, ayant demandé à continuer son cours malgré son entrée au ministère, Ferdinand II y a consenti. M. Nicolini est un homme très respectable, très considéré, connu en Europe par des travaux estimés sur le droit pénal. Un pareil choix est significatif, surtout avec la concession qui lui sert de commentaire.

Je sais ce qu'on peut reprocher à cette suspension d'armes qui semble éteindre les anciens partis. La continuation de la lutte aurait développé des qualités périlleuses, mais fortes; la paix repose sur un amollissement général des caractères et sur le sommeil des nobles passions. Le mal est réel; il n'y a pas de bien dans le monde sans un mélange de mal. Un tel inconvénient était d'ailleurs à peu près inévitable. Les fiers caractères et les passions héroïques sont naturellement rares à Naples. Cette ville a produit de très grands citoyens, et parmi ceux de ses enfans qui sont morts victimes de leur amour pour la liberté, il en est qui ont montré dans les supplices une fermeté stoïque, supérieure peut-être à ce que l'antiquité eut jamais de plus admirable. Mais ce ne sont là que des exceptions. Il a toujours manqué à Naples cette masse commune de convictions et de courages qui peut seule servir de base à des institutions libres. Ce n'est pas en un jour qu'un peuple se relève de cet épuisement moral qui est le résultat d'un long esclavage. Le désarmement actuel n'a supprimé que ces protestations isolées de quelques ames d'élite, fort belles sans doute, mais inutiles; on n'y perd que de glorieux martyrs. Bien plus, si quelque chose est propre à former un jour un esprit public vigoureux, c'est précisément cette propagation des mœurs et des vertus moyennes qui s'étend à l'ombre protectrice du pouvoir absolu, gagne au relâchement même des volontés en rapprochant de tous ce qui n'était que l'apanage brillant de quelques-uns, et substitue une nation à une multitude.

Aujourd'hui le royaume de Naples, en y comprenant la Sicile, est un état de 8 millions d'habitans, qui paie un budget d'environ

120 millions de francs, et qui entretient sur pied de paix une armée de quarante à cinquante mille hommes. On voit qu'il peut prétendre à l'un des premiers rangs parmi les états secondaires de l'Europe. En retranchant la Sicile, et en effet la Sicile doit être mise à part sous tous les rapports, comme je le montrerai plus tard, les états de terre ferme ont à eux seuls une population de plus de 6 millions d'ames, et paient sans effort un budget de plus de 100 millions. Cette situation, qui contraste si fort avec toute leur histoire, est due à une réorganisation à peu près complète que le reste de l'Europe paraît à peine soupçonner. Je vais passer en revue les faits principaux qui se rattachent à cette réorganisation. Les chiffres que je citerai à l'appui de mes observations sont aussi authentiques qu'ils peuvent l'être quand il s'agit d'un pays où il n'y a pas de publicité. Les uns ont été recueillis par moi sur les lieux même, les autres sont empruntés à l'excellent ouvrage publié en 1839 à Florence par M. le colonel Serristori sur la statistique de l'Italie, et au volume non moins curieux que M. Fulchiron vient de publier sur le royaume de Naples. Si ces chiffres ne sont pas d'une exactitude mathématique, ils sont au moins très approximatifs, et cela suffit.

Voyons d'abord quel est l'état actuel des trois anciens élémens de la société napolitaine, la noblesse, le clergé et le peuple. Forcés par les lois nouvelles de mettre leurs biens en liquidation, les nobles n'ont plus, pour la plupart, cette magnifique apparence de fortune que donnait aux anciennes familles la permanence entre leurs mains des propriétés les plus grevées de charges de tout genre. Ils n'ont pas conservé davantage cet esprit turbulent et dominateur qui avait rendu célèbres au moyen-âge les barons napolitains, et qui n'a pas été une des moindres causes de la désorganisation constante du pays. Franchement soumis à la législation commune, ils en acceptent tous les devoirs, et ne sont distingués des autres citoyens que par l'éclat qui s'attache à leurs noms. Les titres de ducs et de princes abondent parmi eux; c'est un reste de l'ancienne manie nobiliaire, ce n'est pas un signe de domination réelle. Quelques-uns remplissent auprès du roi des charges de cour, ce qui ne leur donne pas plus d'ascendant qu'à d'autres sur la marche du gouvernement. Un grand nombre tient à honneur de professer des opinions libérales. Ceux-là forment une société aussi remarquable par l'intelligente urbanité des manières que par l'absence de tout préjugé. A la grace ouverte de leur accueil, à l'indépendance de leur langage, on se croirait au milieu de nos meilleurs salons français, ceux où la bonne vieille politesse s'unit

à la liberté des mœurs nouvelles. Les premiers parmi eux ont pris une grande part à leurs trois révolutions.

Le nombre des diocèses était, il y a cent ans, de cent trente-un. Il est aujourd'hui de quatre-vingt-six, dont vingt archevêchés et soixante-six évêchés. Le nombre des prêtres a diminué dans une proportion plus forte; de cinquante-six mille qu'ils étaient en 1741, ils n'étaient déjà plus que quarante-sept mille en 1806, et ils ne sont pas plus de vingt-six mille aujourd'hui. Il n'est pas à désirer que ce nombre diminue encore, car il n'est pas au-dessus de ce qui est strictement nécessaire pour le service divin. C'est surtout sur les couvens que le coup a porté. Deux cent treize couvens on été supprimés à la fois par l'administration française. Le roi, à son retour, n'en a rétabli que trente-six. Des trente-un mille moines et des vingt-trois mille religieuses qui peuplaient autrefois ces couvens, il ne reste que onze mille moines et neuf mille religieuses; la réduction a donc été de près des deux tiers. Une amélioration sensible s'est manifestée en même temps dans la discipline du clergé, tant séculier que régulier; en perdant ses énormes revenus, il a grandi en vertu et en piété. Quant à l'esprit, l'église napolitaine a été de tout temps très indépendante du saint-siége, et, sous ce rapport, elle a peut-être plus perdu que gagné dans la révolution. Mais aussi l'énergie de l'ancienne tradition n'est plus aussi nécessaire depuis que l'autorité royale a pris sur le clergé, comme sur le reste, un ascendant absolu. C'est au roi maintenant à se défendre contre Rome, puisqu'il a tous les pouvoirs dans les mains; l'église napolitaine ne peut être pour lui ni un appui ni un embarras.

C'est surtout en ce qui concerne ces deux classes qu'on peut craindre que l'affaiblissement n'aille trop loin. Je conviens moi-même que la réaction est là près de l'excès. Il n'est pas sans inconvénient que le clergé napolitain ait si peu d'initiative; je n'aime pas non plus que la noblesse soit tellement en dehors de la direction des affaires publiques. Par la suppression des priviléges, on a cherché à produire l'égalité dans la liberté, et l'on n'a encore obtenu que l'égalité dans l'obéissance. Il est utile que ces deux grands corps passent par cette épreuve pour se dégager complètement de ce qu'ils avaient d'incompatible avec les exigences du présent. Il serait fâcheux néanmoins que tout pérît en eux, car tout n'était pas mauvais. On est trop généralement porté en France à ne voir dans la noblesse et dans le clergé que des instrumens d'oppression; ils peuvent être aussi, et ils ont été souvent à Naples des instrumens de résistance. Je regretterais même,

au point de vue politique, que les couvens achevassent de disparaître. Réduits à une juste mesure, les ordres monastiques ne sont pas inutiles dans une société. Outre qu'on serait affligé de voir les célèbres abbayes de Montcassin et de la Cava vides de leurs habitans, je sais qu'il se conserve dans ces antiques retraites un esprit plus indépendant qu'on ne croit. C'est d'un couvent qu'est sorti Campanella pour organiser contre la domination espagnole sa mystérieuse conspiration de moines, de philosophes, de bandits et de Turcs.

Le danger n'était pas le même pour le peuple, qui ne pouvait que gagner en changeant. Je ne parle pas du peuple des provinces, qui est resté à peu près le même, mais du peuple de la capitale, si nombreux et jadis si avili. Sans doute, il n'est plus aussi remuant, mais son goût pour les insurrections tumultueuses n'est pas à regretter; ce n'était chez lui qu'un désordre de plus et non un signe de vigueur réelle. Il réfléchit un peu maintenant, il compte surtout beaucoup mieux, et il travaille tant qu'il peut. Il se sent à la fois contenu et protégé. Vous le voyez répandu en foule sur les quais, dans les rues, sur les places publiques, et partout vous le trouvez actif, empressé, ingénieux à se rendre utile, quelquefois même fatigant à force de bonne volonté; du reste, gai comme autrefois, mais d'une gaieté douce et bienveillante. J'ai vu des enfans demander l'aumône d'un ton pleureur et s'interrompre tout à coup au milieu de leur lamentation, pour rire eux-mêmes de la comédie qu'ils jouaient. C'est qu'en effet, quand le peuple mendie à Naples, c'est moins par besoin que par envie de faire un profit de plus; on veut voir si le seigneur étranger se laissera tromper, et, si par hasard il résiste, on s'en moque. La superstition aussi s'en va du même pied que le reste. Le Napolitain ne croit plus autant à son cousin saint Janvier. Tous les ans, le fameux miracle s'opère avec moins de solennité, et les démonstrations bruyantes usitées en pareil cas ne se font guère plus que du bout des lèvres.

En même temps que les anciennes classes se modifiaient ou se détruisaient, il se formait une classe moyenne, ce fonds commun des sociétés modernes. Dans ce pays qui a été si long-temps un des plus féodaux du monde, l'action des nouvelles lois a été déjà si sensible, que l'on y a compté dernièrement plus de treize cent mille cotes foncières. Or, en supposant que le nombre des véritables contribuables ne soit que d'un million, pour tenir compte des propriétaires qui possèdent des terres dans plusieurs communes, ce serait encore un contribuable par six habitans. Si nous évaluons chaque famille à

quatre ou cinq têtes, et si nous admettons, ce qui est généralement reconnu, que les chefs de famille paient à peu près seuls l'impôt, on verra combien peu de familles resteront en dehors de la propriété foncière; il y en aura tout au plus une sur cinq. Ce fait extraordinaire suffirait, à défaut de tout autre, pour donner une idée du bouleversement total qui s'est opéré dans la société napolitaine. La propriété y a passé en quelque sorte, en quarante ans, d'une extrémité à l'autre. En France, le nombre des cotes foncières est égal au tiers du chiffre total de la population; dans le royaume de Naples, il est d'un peu moins du quart. On voit que la différence n'est pas grande. Cette différence disparaît même tout-à-fait quand on songe qu'il y a encore dans le royaume de vastes espaces qui appartiennent au domaine, et que les cotes ne portent que sur le reste.

Il suffit de parcourir l'almanach royal, publié tous les ans dans la forme du nôtre par l'imprimerie royale napolitaine, pour voir combien l'organisation du pays est semblable à celle de la France, moins la liberté. Le conseil d'état ou conseil privé est le premier corps politique; il est présidé par le roi, ou, en son absence, par le président du conseil. Les affaires se préparent seulement dans le conseil des ministres, et se décident dans le conseil privé, excepté les questions extérieures, qui se traitent directement entre le ministre spécial et le roi. Cette combinaison a été imaginée pour donner à chaque affaire au moins l'apparence d'un double degré d'instruction; elle remplace tout le mécanisme compliqué de notre système politique. Les ministères sont au nombre de huit : la présidence du conseil, les affaires extérieures, la justice, les affaires ecclésiastiques, les finances, l'intérieur, la guerre et la marine en un seul département, et la police générale. Tous ces ministères sont réunis, depuis 1825, en un seul hôtel, vaste édifice qui sert en même temps de Bourse, et qui a deux entrées sur les deux points les plus fréquentés de la ville, la rue de Tolède et la place du Château. Les attributions des différens ministres sont à peu près les mêmes que chez nous, excepté pour la présidence du conseil, qui a des attributions spéciales, comme la garde du sceau royal, la direction de l'imprimerie royale, le dépôt des lois et décrets, etc.

Du reste, les bureaux des ministères sont organisés comme à Paris, et la centralisation est peut-être poussée encore plus loin qu'en France. Ce qu'on appelle la *Consulta* générale n'est autre chose que notre conseil d'état; elle est partagée en comités qui correspondent aux divers ministères, et présidée par un membre du con-

seil privé. Dans l'ordre administratif, le royaume est divisé en quinze provinces ou départemens, divisées elles-mêmes en cinquante-deux districts ou arrondissemens, et ceux-ci en mille sept cent quatre-vingt-dix communes. Chaque province est administrée par un intendant ou préfet, chaque district par un sous-intendant ou sous-préfet, chaque commune par un syndic ou maire. Auprès de chaque intendant ou préfet est un conseil d'intendance ou de préfecture. Tous les ans, dans le chef-lieu de chaque province, se rassemble un conseil provincial qui a les mêmes attributions que notre conseil général, et dans chaque district un conseil de district qui correspond à notre conseil d'arrondissement. Enfin, dans chaque commune, le maire ou syndic préside un conseil municipal appelé décurionat, qui se réunit tous les dimanches. Ces diverses assemblées servent à la répartition des impôts, votent des centimes additionnels pour les dépenses locales, etc. Quoique nommés par le roi, leurs membres ont montré, dans plusieurs circonstances, une indépendance réelle, et la tendance de tous les bons esprits, à Naples, même dans le gouvernement, est de rendre leur action plus libre encore.

Nous retrouvons la même ressemblance dans le système financier. Les diverses contributions sont : la contribution foncière, les douanes, l'impôt sur le sel, le monopole du tabac, les droits d'enregistrement et de timbre, etc. La seule différence essentielle, c'est que les impôts indirects, comme les douanes, le tabac, sont en ferme au lieu d'être en régie. Il y a aussi quelques taxes particulières au royaume de Naples, comme le droit sur la neige, qui est un objet de première nécessité dans ce climat brûlant. Il est resté sans doute beaucoup d'imperfections de détail dans la manière dont ces différens impôts sont perçus. On doit aussi regretter que le roi de Naples, à l'exemple du pape, ait cru devoir conserver la loterie, qui a plus de dangers encore dans les pays méridionaux qu'ailleurs, à cause de l'ardeur naturelle des imaginations. Il n'en faut pas moins reconnaître l'immense supériorité de ce système financier sur l'ancien. Les inégalités qu'il présente encore tiennent à la précipitation de son établissement et à l'absence de toute révision de la part des citoyens; les bases sont excellentes, et bien différentes de ce qu'était, sous l'administration espagnole, le déplorable instrument de ruine connu sous le nom d'*arrendamenti*. La dette publique, dont le roi travaille tous les jours à alléger le poids, est d'environ 20 millions de francs de rente. Elle appartenait presque tout entière, il y a quelques années, à des capi-

talistes étrangers; maintenant, une grande partie est entre les mains de rentiers napolitains.

L'impôt revient environ à dix-huit ou vingt francs par tête. C'est la moitié de ce qu'il est en France. Je crois que le revenu moyen est égal aussi à la moitié de ce qu'il est chez nous; le rapport de l'impôt au revenu serait donc à peu près le même. Les dépenses publiques sont réparties aussi d'une manière analogue, excepté pour la liste civile, qui est proportionnellement beaucoup plus forte que chez nous. Les travaux publics sont exécutés par une direction générale des ponts-et-chaussées. Il y a encore beaucoup à faire sous ce rapport dans le royaume de Naples. On travaille cependant depuis plusieurs années plus qu'on n'a jamais travaillé. Aux portes de Naples, on manquait de route pour aller à Sorrente; une voie magnifique est maintenant ouverte le long de la courbure du golfe, et doit se prolonger jusqu'au cap qui regarde Capri. Une autre route, qui n'est pas encore achevée, fait le tour du Pausilippe. Dans les provinces, d'autres moyens de communication et des travaux de tout genre se terminent ou se préparent. Il résulte d'un livre publié en 1839 par le président actuel du conseil des ministres, qu'il a été exécuté depuis le 1er juin 1815 jusqu'à la fin de 1837, tant par le trésor royal que par les provinces et les communes, pour 42 millions de ducats, ou 185 millions de francs, de travaux publics. Ce serait environ 8 millions de francs par an.

Avant l'avénement du roi actuel, le gouvernement publiait annuellement un tableau abrégé du budget. Ferdinand II a supprimé cette publicité, quelque restreinte qu'elle fût. Il est donc impossible de savoir avec précision quel est aujourd'hui le véritable état des finances napolitaines. Il est cependant très probable qu'elles sont prospères. Le déficit qui existait tous les ans, avant 1830, entre les dépenses et les recettes, était déjà, en 1835, considérablement diminué. On peut supposer qu'il est aujourd'hui entièrement comblé. Cette suppression de publicité étonne de la part d'un prince aussi bien intentionné que le roi. Son gouvernement ne peut que gagner à faire connaître ce qu'il fait. Il en est de même de la banque des Deux-Siciles, qui ne publie rien de ses opérations, et qui en fait cependant de très importantes. M. Fulchiron dit que des évaluations approximatives portent à 110 millions de francs la quotité en circulation des reconnaissances de cette banque, somme à peu près égale au chiffre total du budget. Quand une banque fonctionne avec cette énergie,

sans que son crédit en soit altéré, c'est la preuve d'une excellente constitution de la fortune publique; il est fâcheux qu'on ne puisse que soupçonner un fait aussi décisif. La publicité est la condition nécessaire, la conséquence obligée de tout bon système financier. Je ne doute pas qu'on ne finisse par y arriver à Naples un jour ou l'autre; on a déjà fait des progrès plus difficiles, et celui-là couronnera l'œuvre.

La justice est rendue par quatre grandes cours civiles ou cours d'appel, quinze tribunaux de première instance, un par province, et des juges particuliers qui ressemblent à nos juges de paix de canton, et qu'on appelle *giudici di circondarii*. Il y a de plus dans chaque commune un *conciliateur* choisi par le roi parmi les habitans notables. L'organisation des cours d'appel et des tribunaux civils est la même que chez nous; le parquet est tenu par des procureurs-généraux et des procureurs du roi. Une cour suprême de justice, résidant à Naples, remplit l'office de notre cour de cassation. Il y a aussi une haute cour des comptes, qui ne diffère de la nôtre qu'en ce qu'une de ses chambres est chargée du contentieux administratif. L'institution de nos tribunaux de commerce a été également adoptée. Quant à la justice criminelle, son organisation est différente. Une commission spéciale est chargée du jugement des criminels d'état. Pour les prévenus ordinaires, on compte une cour criminelle par province et un juge d'instruction par district. Point de jury. Du reste, les formes de la procédure sont assez bonnes, les débats sont publics, et la plupart des modifications apportées au code pénal impérial, après la rentrée du roi Ferdinand, ont été de véritables améliorations. La plus importante a été l'abolition de la confiscation, qui était prononcée en même temps chez nous par la charte. Ajoutons que les exécutions capitales sont extrêmement rares.

L'absence du jury n'est pas le seul vice de la législation criminelle, il s'y trouve encore une disposition mauvaise qui détruit la plus grande partie de ses avantages. Dans tous les pays où les vrais principes sont reconnus, il n'y a pas de milieu entre l'innocence et la culpabilité; tout accusé qui n'est pas reconnu coupable est innocent. A Naples, il n'en est pas ainsi. Quand la question de culpabilité est posée, il peut être fait l'une de ces trois réponses : *consta*, il est prouvé que l'accusé est coupable; *consta que no*, il est prouvé que l'accusé n'est pas coupable; *non consta*, rien n'est prouvé. Le malheureux pour qui a été faite cette fatale réponse, *non consta*, n'est pas condamné, mais il n'est pas non plus complètement absous. Pour lui, la prévention dure en-

core; il peut être retenu, et, s'il est relâché, il peut être repris. On comprend combien une pareille disposition est favorable à l'arbitraire, ce fléau des pays soumis au pouvoir absolu. Il serait digne du roi de mettre un terme à un état de choses aussi vicieux. Je sais que la liaison est intime entre la liberté politique et la liberté individuelle, mais je sais aussi que les garanties contre l'abus de la juridiction criminelle peuvent seules consoler les peuples de l'absence de liberté. Les Napolitains n'ont pas encore obtenu ces précieuses garanties; leur propriété est défendue, leur personne ne l'est pas. Il y a bien loin sans doute de la forme judiciaire actuelle à l'ancien jugement du *truglio*, qui consistait à condamner sommairement, sans instruction ni défense, dans le seul but de vider les prisons; c'est quelque chose que ce progrès, ce n'est pas assez.

J'ai déjà parlé des soins que se donne le roi pour l'établissement d'une bonne police. Le résultat obtenu pour la ville de Naples est à peu près complet. L'ordre est parfaitement maintenu sur tous les points de cette ville immense, si pleine de peuple, où il se commettait autrefois plusieurs assassinats par jour. L'admirable organisation de la gendarmerie napolitaine, qui est encore un des bienfaits de l'administration française, n'a pas peu contribué à ce résultat. S'il n'en est pas encore de même dans les provinces reculées du royaume, c'est que les difficultés sont plus grandes; mais tout permet d'espérer qu'on en viendra à bout avec le temps. Malheureusement la police napolitaine mérite d'autres reproches. Elle participe du caractère général des polices italiennes, qui est d'affecter en quelque sorte des précautions excessives. Le roi actuel a fait singulièrement tempérer dans la pratique ce que les prescriptions avaient en elles-mêmes de dur. Les apparences n'en restent pas moins ce qu'elles étaient sous les règnes précédens, et elles sont effrayantes. Les journaux français sont plus complètement interdits à Naples qu'à Rome même; il n'y a d'exception que pour le seul *Moniteur*. On se plaint aussi que la police se mêle de tout, pénètre partout, et substitue souvent son action inquiète, capricieuse et sans contrôle, à l'action régulière des autres agens de l'autorité publique.

On devine que la liberté de la presse n'existe pas à Naples. Les bureaux du seul journal politique qui soit autorisé, le *Journal des Deux-Siciles*, sont à la préfecture de police, à côté du bureau des passeports. On n'y met pas plus de mystère que cela. Il faut reconnaître cependant que, même sous ce rapport, le roi actuel s'est départi des traditions violentes du passé. Il a créé une publication sous

le titre d'*Annales civiles*, rédigée aux frais de l'état, et destinée à discuter et à développer les améliorations administratives. A côté de cette publication, en quelque sorte officielle, paraît une revue rédigée par une société libre, et qui a pris ce titre significatif : *le Progrès*. Là sont exprimées des doctrines, économiques et autres, qui étonnent quelquefois par la franche indépendance de leur allure, et qui ont, à plusieurs reprises, provoqué les censures des journaux absolutistes du reste de l'Italie. Il est aussi une liberté qui s'est fait jour au travers de toutes les restrictions, et qu'il serait désormais bien difficile de réduire : c'est la liberté de la conversation. Cette liberté est entière à Naples, qu'elle soit le produit inévitable de la force des choses ou le fruit de la tolérance du roi ; tout le monde en use largement, car le Napolitain a l'esprit frondeur. C'est même là un des traits de la physionomie locale qui frappent le plus quand on vient de Rome, par exemple, et qui montrent qu'on entre dans un autre monde, dans un monde que l'esprit français anime, et dont la société moderne a pris possession.

Il serait injuste de croire que la culture de l'esprit soit négligée à Naples. D'abord l'instruction publique y est aussi bien organisée qu'en France. L'université de Naples a cinq facultés, les mêmes que les nôtres, dont les cours sont suivis par quinze cents étudians, et qui confèrent les mêmes grades; après l'université viennent cinq lycées et douze colléges royaux répartis entre les provinces, qui distribuent l'instruction secondaire à deux degrés; quarante-deux écoles de troisième ordre donnent ce qu'on a appelé en France l'enseignement primaire supérieur, et il est de principe qu'il y ait par commune au moins une école primaire proprement dite. Les établissemens particuliers sont plus facilement autorisés qu'en France. Les jésuites, qui avaient été expulsés par Charles III, sont rentrés et ont élevé plusieurs maisons d'éducation. Le clergé n'a pas envahi pour cela l'enseignement, et, quoique le président du conseil royal de l'instruction publique soit habituellement un ecclésiastique, le gouvernement n'en a pas moins conservé la haute main sur la direction des études. Il est vrai que le pouvoir absolu simplifie bien des choses. Quoi qu'il en soit, grace à cette multiplicité de moyens, l'instruction se généralise dans le royaume, le peuple surtout sort de son ignorance héréditaire, et il y paraît au même signe qu'en France, c'est-à-dire au nombre des jeunes gens nés des classes inférieures qui aspirent à entrer dans les carrières libérales.

Ensuite, il s'en faut bien que les hommes studieux et distingués

soient aussi rares à Naples que notre orgueil septentrional voudrait bien le croire. Parmi les professeurs de l'université des *Studj*, il en est plusieurs qui seraient remarqués partout. J'ai déjà nommé M. Nicolini. J'en pourrais nommer bien d'autres dans les différentes facultés; pour aller droit à ce qui a de tout temps caractérisé la ville de Naples parmi les cités italiennes, je m'en tiens à la philosophie. Même aux jours les plus désastreux de l'administration des vice-rois, les études philosophiques ont fleuri à Naples. Il semble qu'il soit resté sur cette terre, si long-temps grecque, quelque chose de l'esprit spéculatif des Hellènes, tandis que Rome et le nord de l'Italie s'attachaient davantage au génie positif des anciens Romains : dans l'antiquité, Pythagore et Zénon d'Élée; dans les temps modernes, saint Thomas, quand la philosophie était tout entière dans la théologie; Telesio, Giordano Bruno et Campanella, quand le réveil de la pensée libre a amené les temps d'examen; enfin, au commencement du XVIII[e] siècle, un des hommes qui ont eu le plus la divination solitaire du génie, Vico. De nos jours, M. le baron Galuppi, correspondant de l'Institut de France et professeur à l'université de Naples, n'est pas indigne d'être cité après ces grands noms; il a publié un traité de la volonté, des leçons de logique et de métaphysique, des lettres philosophiques dont la dernière édition est de 1839, et prépare, dit-on, une histoire de la philosophie.

Autour de M. Galuppi se pressent quelques écrivains philosophiques. Le sujet le plus habituel de leurs travaux est l'étude des anciens philosophes napolitains. On remarque dans le nombre une très bonne vie de Campanella, par M. Baldacchini, et une traduction italienne du livre de Vico sur le droit universel, par M. Corcia. Les publications historiques ne manquent pas non plus dans la patrie de Giannone. L'immense ouvrage de M. Carlo Troya sur l'histoire d'Italie a donné prise à la critique; l'*Histoire du roi Manfred*, de M. Giuseppe di Cesare, est mieux conçue et moins indigeste. D'autres recherches se font en silence et verront bientôt le jour. A Naples comme ailleurs, la curiosité se porte avec ardeur sur les monumens du passé; les anciens historiens du pays sont réimprimés, les chroniques manuscrites dépouillées avec soin. Par suite de cette tendance, la littérature proprement dite devient elle-même historique. Un poète distingué, M. Campagna, fait des tragédies à la manière d'Alfieri sur des évènemens tirés des annales de Naples. L'auteur de l'*Histoire de Manfred* a écrit aussi un roman historique. Je sais que dans ces œuvres estimables il n'y a rien de bien neuf et qui promette au

monde une révolution littéraire; mais où trouve-t-on du neuf aujourd'hui? Et n'est-ce pas un spectacle intéressant par lui-même, indépendamment des fruits qu'il peut produire, que ce mouvement intellectuel qui s'entretient à l'extrémité de la péninsule italique, quoiqu'il manque de ce qui fait la vie même des lettres, la publicité?

L'économie politique a partagé de tout temps avec la philosophie la prédilection des Napolitains. Un contemporain de Campanella, Antoine Serra, Calabrais, peut être considéré comme l'inventeur de cette science. C'était un de ces génies hardis et féconds comme Vico, que leur extrême originalité rend en quelque sorte inintelligibles pour leur siècle. Plus de cent ans après, un autre Napolitain, l'abbé Genovesi, donna aux études que Serra avait pressenties la forme scientifique; ce fut pour lui que fut fondée la première chaire d'économie politique qui ait existé en Europe. Enfin, quand le moment des réformes arriva, il fut donné à Gaëtan Filangieri de populariser à Naples les doctrines élaborées par ses deux illustres devanciers, et à Joseph Palmieri de les appliquer en partie. Aucune nation, pas même l'Angleterre, n'a eu une pareille succession d'esprits éminens dans la science de la bonne administration. Il est remarquable que l'économie politique soit née et se soit développée dans un pays qui a été long-temps si mal gouverné. Encore aujourd'hui, c'est sur cet ordre d'idées que se portent le plus volontiers les esprits napolitains. Le nombre des livres, des brochures, des articles publiés sur ces matières est considérable. J'ai déjà parlé des *Annales civiles* et du *Progresso;* je n'essaierai pas de donner une idée même approximative de tout ce qui s'imprime à Naples sur les finances, le droit, les travaux publics, la statistique, l'administration; je me bornerai à citer MM. Bianchini, Blanch, Afan de Rivera, Pietra Catella, etc.; ce dernier est le président du conseil des ministres.

Les établissemens académiques de Naples sont célèbres. L'académie Pontanienne, une des plus anciennes de l'Europe, fondée au XV[e] siècle par Pontanus, Panormita et Sannazar, est maintenant divisée en cinq classes, comme l'Institut de France. Une autre académie, la société royale *Borbonica,* est divisée en trois classes, l'archéologie, les sciences et les beaux-arts. Le roi protége et entretient ces établissemens, qui comptent un grand nombre de membres, parmi lesquels sont les personnages les plus considérables de l'état. Une académie de médecine et un institut royal d'encouragement pour l'agriculture et l'industrie qui correspond avec des sociétés établies dans les provinces, complètent le système. Deux biblio-

thèques royales sont ouvertes tous les jours au public. Quant au musée des *Studj*, je n'ai pas besoin de dire que c'est une des plus curieuses collections qui existent. Toute l'Europe connaît ce dépôt unique au monde des richesses que les fouilles d'Herculanum et de Pompéi ont mises au jour. Par une singularité étrange, l'archéologie est peu cultivée à Naples, malgré les moyens admirables que cette science y aurait en quelque sorte sous la main. Les savans et les artistes de tous les pays ont tiré plus de parti que les Napolitains de ces découvertes. On a même remarqué que, depuis l'administration française, les fouilles sont conduites avec une lenteur qui a quelque chose de systématique. Quels que puissent être les motifs de cette absence de zèle, le roi de Naples fait très libéralement les honneurs de ce qu'il possède, et le musée des Studj est le plus accessible en même temps que le plus intéressant des musées.

De toutes les grandes villes d'Italie, Naples est celle où les arts du dessin ont jeté le moins d'éclat, quoiqu'elle ne soit pas dénuée de souvenirs sous ce rapport. Les monumens d'architecture y sont peu nombreux; elle possède cependant quelques palais et quelques églises qui attestent au moins le désir de bien faire, et il n'y a rien en Italie de plus magnifique que la fameuse chartreuse royale de Saint-Martin, où toutes les merveilles des arts ont été appelées à embellir encore une des plus admirables situations de l'univers. L'arc de triomphe d'Alphonse d'Aragon au château neuf est aussi un beau monument de la renaissance; le dessin original de cette porte, et l'élégance des bas-reliefs qui la décorent, montrent quel était l'état de la statuaire à Naples vers le milieu du XV[e] siècle. Mais c'est surtout dans la peinture que Naples a essayé de soutenir la rivalité avec ses sœurs privilégiées. Dès le temps de Giotto, elle avait déjà des artistes. Plus tard, André de Salerne y importa le goût et la manière de Raphaël, avec moins de perfection sans doute, mais avec non moins de douceur et de pureté. Lors de l'invasion générale des imitateurs de Michel-Ange en Italie, l'école napolitaine suivit le mouvement, et produisit autant de peintres qu'une autre dans cette mauvaise voie.

Aujourd'hui encore le gouvernement napolitain fait tout ce qu'il peut pour développer les arts. Il entretient à Rome six pensionnaires: deux peintres, deux sculpteurs et deux architectes, à la manière de la fameuse Académie de France fondée par Louis XIV. Par un bonheur particulier, ces pensionnaires sont établis au palais Farnèse, célèbre par la grande galerie d'Annibal Carrache, chef-d'œuvre de

ce maître, et à la Farnésine, délicieux casin plus célèbre encore par les belles fresques exécutées sous la direction de Raphaël, et dont il peignit lui-même une partie. On sait que toutes les propriétés de l'ancienne maison Farnèse sont dévolues par héritage à la maison de Naples. Tout ce qui composait la belle galerie Farnèse, à Rome, a été transporté au musée des *Studj*, et les palais que possédait cette illustre famille dans la capitale de la chrétienté sont occupés par l'ambassade et par l'académie de Naples. Les artistes napolitains qui viennent à Rome chercher des modèles, ont ainsi sous les yeux, dans leur propre habitation, d'admirables sujets d'étude. La direction de cette école est confiée au chevalier Camuccini, qui passe pour le plus grand peintre vivant de l'Italie, et rien n'est épargné pour que les pensionnaires aient tous les moyens d'instruction possibles. Des expositions publiques pour les beaux-arts ont lieu à Naples tous les deux ans et alternent avec des expositions des produits de l'industrie.

Le roi consacre, en outre, tous les ans, une portion de son revenu à des commandes de tableaux et de statues. Le palais de la résidence royale, bâti au commencement du XVIIe siècle, sur les dessins de l'architecte Fontana, ayant été en partie détruit par un incendie, il y a quelques années, Ferdinand II a profité de cette occasion pour le faire reconstruire et décorer à neuf presque tout entier. Il a fait faire aussi de nombreuses réparations au palais de *Capo di Monte*, qui avait été abandonné depuis long-temps, malgré le charme de sa position sur une colline qui domine Naples et la mer. Ce qui peut donner l'idée la plus complète de l'état des beaux-arts à Naples, c'est l'église de Saint-François-de-Paule. Cette église bâtie, pour l'extérieur, sur le modèle de Saint-Pierre de Rome, et pour l'intérieur, sur le modèle du Panthéon, a été commencée par le vieux roi Ferdinand, en exécution d'un vœu qu'il avait fait dans l'exil, quand Murat occupait le trône. Le roi actuel l'a fait orner de tableaux et de statues, non-seulement par les principaux artistes de Naples, mais par les peintres et les sculpteurs les plus estimés de toute l'Italie. Malheureusement, cette décoration, qui a coûté des sommes considérables, est d'un effet médiocre; mais la faute n'en est pas au prince qui l'a commandée. Dans aucune autre partie de l'Italie, on n'obtient aujourd'hui de meilleurs résultats, et la fameuse chapelle des Médicis, à Florence, qui coûte bien autrement cher encore, n'est guère d'un effet plus satisfaisant que l'église de Saint-François-de-Paule.

Ce qui a toujours manqué à l'école de Naples, ce qui lui manque encore, c'est l'originalité. Elle a produit, il est vrai, Ribera et Sal-

vator Rosa; mais le premier a un caractère plus espagnol qu'italien, et ce qu'il doit à l'Italie, il l'a emprunté à un Romain, Michel-Ange de Caravage; quant au second, sa manière est tellement à part, que beaucoup de connaisseurs doutent encore que sa renommée soit bien légitime, tant il a substitué la fantaisie à l'étude de la nature. Dans aucun de ces deux artistes, il n'y a rien de proprement napolitain, rien qui puisse révéler à Naples l'existence d'une véritable école rivale des écoles florentine, romaine, vénitienne, etc. L'originalité dans les arts n'est pas un don accordé au hasard; il faut, pour la créer, des circonstances particulières et qui ne se sont jamais rencontrées à Naples; il faut une situation nouvelle de l'esprit humain, une idée-mère qui se dégage des faits généraux de la société, et dont un peuple soit dans le monde le représentant spécial. Un pays ne peut produire des artistes originaux qu'à la condition qu'il soit puissant et actif sous d'autres rapports : c'est la loi, loi mystérieuse, mais certaine, et dont les preuves sont nombreuses. Jusqu'ici la nationalité même a presque toujours manqué à Naples; cette nationalité n'a qu'un siècle de durée; un jour viendra peut-être où elle fournira à ses artistes quelque chose d'original à exprimer.

Il semble d'ailleurs que tout son effort depuis sa renaissance se soit concentré sur un autre art, la musique. Les jours les plus néfastes de la période sanglante des révolutions ont été ceux où le théâtre royal de San Carlo a jeté le plus d'éclat. Aujourd'hui, le théâtre italien de Paris et de Londres s'est enrichi des débris de cette troupe incomparable, et il n'en est resté à peu près rien à Naples. Sous ce seul rapport, il y a décadence. Peut-être le roi actuel y a-t-il contribué par les habitudes d'ordre et de simplicité qu'il a introduites dans sa cour. Le goût effréné pour le plaisir, le faste et le désordre, était plus favorable au luxe des représentations théâtrales, je le reconnais sans peine. Cependant la décadence avait commencé même avant son avénement, et il y aurait injustice à la lui attribuer tout entière. San Carlo a subi la loi commune, qui veut qu'on ne puisse pas être à la fois et avoir été. La concurrence des deux premières capitales de l'Europe lui a été mortelle. Qui sait même si le siècle qui finit n'a pas été, pour la musique, une de ces époques d'expansion complète qui épuisent un art pour long-temps et veulent après elles des périodes de silence et de repos? Je serais tenté de croire que Ferdinand II a raison de ne pas chercher à renouveler les merveilles d'un autre temps. Les choses ne se recommencent pas. Si la musique a quelque jour un nouveau progrès à faire, la patrie de Pergolèse, de

Paësiello et de Cimarosa, n'aura pas besoin d'être excitée pour produire. En attendant, à l'époque des jouissances raffinées et des luttes ardentes paraît avoir succédé l'ère des améliorations paisibles et des travaux utiles. A chaque jour son œuvre propre et son caractère distinctif.

Tout nous ramène donc à cette physionomie nouvelle de Naples, qui est si différente de celle d'autrefois. On n'y retrouve plus ni le même éclat, ni les mêmes misères. Tout est changé. Je suis entré dans des détails peut-être fatigans, pour montrer à quel point la métamorphose est complète dans la société et dans l'administration. Nulle part en Europe, si ce n'est peut-être en Belgique, il n'existe rien de pareil hors de France. Tous les jours des décrets nouveaux achèvent l'œuvre de ces quarante ans. Une mesure récente vient d'établir un système uniforme des poids et mesures. Des citoyens se sont réunis pour établir dans la capitale une salle d'asile. Une salle d'asile à Naples! Quel désespoir pour les partisans exclusifs du vieux pittoresque! Une compagnie s'est formée pour établir un chemin de fer de Naples à Castellamare, et les pêcheurs du port voient tous les jours passer et repasser devant eux la civilisation nouvelle sous sa forme la plus ardente et la plus neuve, une locomotive : seul point de l'Italie où ce spectacle soit donné. De nombreux bateaux à vapeur, autres messagers d'un avenir inconnu, rapprochent le monde entier de cette cité qui restait si seule autrefois sur sa baie inutile, et c'est encore la France qui les envoie pour la plupart. Que résultera-t-il de tout ce travail? Quels fruits nouveaux portera sur cette terre presque vierge, sous ce ciel brillant, l'alliance des idées et des procédés modernes avec le génie italique, si fécond et si spontané? La moisson devra être belle un jour, car tout la favorise.

Il y a cependant, dans la direction actuelle du gouvernement napolitain, deux préoccupations dominantes qui ne me paraissent pas aussi bien entendues que les autres pour le bien du pays. L'une est le goût passionné du roi pour un état militaire considérable; l'autre est la protection exagérée dont il couvre certaines manufactures, aux dépens de l'agriculture, du commerce, de la navigation et de tout l'ensemble de la richesse nationale.

La révolution française a introduit la conscription dans le royaume de Naples. L'armée s'y recrute absolument comme chez nous. Son effectif est, sur pied de paix, d'environ quarante mille hommes, dont vingt-cinq mille d'infanterie, quatre mille de cavalerie, trois mille d'artillerie et de génie, et huit mille de gendarmerie. En temps de

guerre, elle peut être portée à soixante mille hommes, par l'adjonction d'une réserve toujours prête à marcher. A ce chiffre il faut ajouter quatre régimens suisses, formant un effectif d'environ cinq mille hommes. Le roi s'occupe en personne, et avec un soin tout particulier, des levées, des équipemens, de tout ce qui touche à l'organisation militaire du pays. Son palais est placé au milieu d'un appareil de guerre formidable; il vit au bruit des armes, et se plaît dans les revues, les marches, les exercices de tout genre, comme s'il était toujours sur le point de partir pour une expédition lointaine.

On sait que tous les ans, le 12 septembre, jour de la fête de la célèbre madone de Notre-Dame de Piè di Grotta, l'armée napolitaine, réunie à Naples presque tout entière, défile en armes sous le balcon du roi et se range en haie le long des rues que doit traverser le cortége royal pour se rendre à l'église. L'année dernière, il n'y avait pas moins de trente mille hommes sous les armes pour cette cérémonie, avec quatre-vingts pièces de canon attelées. L'année précédente, il y en avait davantage, dit-on. Le défilé dans la rue de Tolède et sur la place du palais a duré plusieurs heures. La garde royale, l'infanterie de ligne, la gendarmerie, les quatre régimens suisses, la garde nationale de Naples, forte d'environ trois mille hommes, car il y a aussi une garde nationale à Naples, les deux régimens de Sicile, environ quatre mille hommes de cavalerie et toute l'artillerie de campagne, formaient cette masse de baïonnettes, d'hommes, de chevaux et de canons. Il serait difficile de voir de plus belles troupes et dans un plus bel ordre. Leur discipline est parfaite, ce qui est rare et difficile pour des soldats méridionaux en général, et pour des Napolitains en particulier; leur tenue est irréprochable, leur instruction suffisante. Les efforts persévérans du roi ont obtenu un résultat qu'il paraissait impossible d'atteindre, et qui n'est pas sans quelque valeur pour le progrès social du pays, car l'enseignement de l'ordre sous le drapeau n'est pas indifférent pour l'éducation générale des populations.

Toutefois, à l'aspect d'un état militaire si considérable et si coûteux, on ne peut s'empêcher de se demander à quoi il peut être immédiatement utile. Placé à l'extrémité de l'Italie, le royaume de Naples n'a d'autres frontières de terre que celles qui touchent aux états du pape, et une agression militaire n'est guère redoutable de la part d'un pareil voisin. D'un autre côté, il n'est pas à croire que le jeune roi de Naples nourrisse des projets de conquêtes; il ne pourrait s'agrandir qu'aux dépens du patrimoine de saint-Pierre, et tout le

monde sait combien il a été de tout temps difficile de toucher à ce domaine temporel du saint-siége, que défend la chrétienté tout entière. Quant aux désordres intérieurs, aux soulèvemens populaires, tout annonce qu'ils ne sont plus à craindre; c'est d'ailleurs beaucoup que quarante ou cinquante mille hommes pour faire respecter l'autorité dans un pays aussi peu étendu. Avec ses huit mille hommes de gendarmerie et quelques régimens de ligne, le gouvernement pourrait assurer le maintien de la tranquillité dans les Calabres, en Sicile et dans la capitale : il épargnerait ainsi près de la moitié de ce que lui coûte aujourd'hui l'armée, et qu'on peut évaluer à trente millions de francs environ. C'est donc une douzaine de millions, ou le dixième au moins du budget, qui pourraient rester libres pour d'autres services.

On conçoit que le Piémont, par exemple, fasse de grands sacrifices pour entretenir un état militaire puissant et respectable. Le Piémont est placé entre la France et l'Autriche, à l'entrée de l'Italie. Tout le désigne pour devenir un champ de bataille, de quelque côté que viennent les évènemens. Il a beaucoup à gagner et beaucoup à perdre dans une guerre générale. Quel que soit le parti qu'il embrasse, il est à l'avant-garde, soit de l'Autriche contre la France, soit de la France contre l'Autriche, soit de l'Italie contre l'Autriche ou la France. Il peut espérer de gagner, dans une conflagration européenne, le royaume Lombardo-Vénitien ou quelques-uns des petits duchés qui le bornent au sud; il peut craindre de perdre la Savoie, le comté de Nice, et même son existence comme nation indépendante. Le royaume de Naples ne peut concevoir ni d'aussi hautes espérances ni d'aussi grandes craintes; il n'est sur le chemin de personne, et il ne dépend pas de lui, comme du Piémont, d'allumer quand il le voudra la guerre universelle. Encore s'il y avait une confédération italienne bien organisée, il pourrait espérer d'exercer d'autant plus d'influence dans les conseils de la confédération qu'il serait mieux armé; mais cela même n'existe pas, et le roi de Naples n'est pas moins isolé, moins dépourvu d'action, avec cette belle armée que sans elle.

Ferdinand II est un prince généreux et fier, qui se montre extrêmement jaloux de l'indépendance de sa couronne. Il n'est pas de sentiment plus honorable et plus digne d'un roi; peut-être cependant ne prend-il pas les plus sûrs moyens. Le jeune roi se souvient de l'occupation autrichienne, et il veut éviter le retour d'une pareille sujétion : il a raison. Dans la possibilité d'évènemens qui mettraient en

armes l'Europe et agiteraient l'Italie, il veut être en mesure d'y prendre la part qui lui conviendra; il a raison encore. Mais y a-t-il une si grande différence, même dans ce but, entre une armée de vingt à vingt-cinq mille hommes en temps de paix, qui pourrait toujours être portée à soixante mille en temps de guerre, et celle qu'il entretient aujourd'hui? Quoi qu'il fasse, il ne sera jamais qu'une puissance militaire du second ordre, condamnée à ne prendre parti qu'après tout le monde. S'il veut sortir du rang que lui assigne la nature des choses, il sera tout aussi impuissant avec son armée actuelle qu'avec une force bien moins considérable : Murat avait quatre-vingt mille hommes, et il a été facilement réduit. Si au contraire il veut se renfermer dans le rôle qui lui appartient, il n'a pas besoin de tant de troupes; il est suffisamment défendu avec moins par sa situation géographique.

Ce n'est pas que je partage les préjugés répandus en Europe sur les armées napolitaines. Il y a ici une distinction à faire, et cette distinction confirme ce que je viens de dire. Ce n'est pas précisément la bravoure qui manque au soldat napolitain, c'est l'esprit militaire proprement dit. Les troupes napolitaines se sont montrées aussi braves que d'autres dans des circonstances données; on les a vues partager glorieusement les fatigues et les dangers de l'armée française en Russie et ailleurs. Que leur a-t-il donc manqué jusqu'ici pour le développement de l'esprit militaire? Le sentiment d'un rôle guerrier à remplir dans le monde. Le lazzarone de la capitale n'avait rien à perdre, partant rien à défendre. Le paysan des Calabres et des Abruzzes était individuellement plus énergique; mais, quand ce paysan devenait soldat, il n'avait pas cette confiance dans la puissance de son pays, qui fait l'esprit militaire. L'auront-ils désormais? Oui, pour un certain but; non, pour un autre. Le Napolitain a maintenant une patrie, et il la défendrait, j'en suis sûr, plus courageusement qu'il ne l'a fait jusqu'ici, si elle était attaquée. Si on lui demande plus, on ne l'obtiendra pas. La nature ne l'a pas fait pour être agressif, il ne le sera jamais. Voilà pourquoi le roi fait bien d'avoir une armée; voilà aussi pourquoi il est inutile qu'elle soit si forte.

Le roi de Naples me paraît avoir négligé, pour s'occuper uniquement de l'armée de terre, ce qui aurait pu garantir avec plus de certitude son indépendance et lui donner un plus haut rang en Europe. Je veux parler de la marine. Ce n'est pas du côté de terre que le royaume de Naples est vulnérable, c'est par mer. Autant il est gardé contre les invasions continentales, autant il est livré aux insultes ma-

ritimes. Tant que le royaume de Naples n'aura pas une marine, il ne sera rien, quelle que soit la force de son armée de terre. On sait quelle est la situation de sa capitale, au fond d'une baie ouverte où le premier venu peut pénétrer pour menacer la ville et le palais. Le reste de son territoire n'est pas mieux défendu que la capitale contre une agression de ce genre ; la forme étroite et allongée de la double presqu'île dont il se compose, toujours sans parler de la Sicile, fait qu'il offre un grand développement de côtes sur la mer la plus facile du monde. L'art n'a pris aucune mesure pour remédier à cet inconvénient de la nature; partout il suffit de quelques vaisseaux pour débarquer des troupes sans être inquiété, pour enlever à volonté les petits bâtimens caboteurs et même les habitans des côtes dans leurs propres maisons, pour interrompre les communications des provinces avec la capitale, et jeter dans tout le pays le trouble et la terreur.

Les exemples de pareilles attaques abondent dans l'histoire de Naples. Ses rois ont été forcés plusieurs fois de souscrire à des conditions dictées sous le canon par un ennemi maître de la mer. Tout récemment encore, n'a-t-on pas vu le roi actuel forcé de céder, malgré tout son courage, devant une insolente bravade de l'Angleterre? Un tel exemple ne suffit-il pas pour lui montrer de quel côté il doit se protéger avant tout? Voilà soixante ans que Filangieri, avec un sentiment parfaitement juste de la nature des choses, développait cette opinion que le royaume de Naples devait avoir peu de troupes de terre, et une marine aussi forte que possible. On ne comprend pas qu'une idée aussi sage soit restée sans application. La situation générale de l'Europe est aujourd'hui un nouvel argument en faveur de l'opinion de Filangieri. De plus en plus, la mer paraît devoir être le champ de bataille où s'agiteront les destinées futures de l'humanité, comme elle est le libre théâtre où se déploie sur la plus grande échelle l'activité de la paix. Placé entre l'Orient et l'Occident, au milieu de cette Méditerranée qui attire les regards du monde, le royaume de Naples peut être appelé à tout moment à jouer un grand rôle, s'il possède une marine. Ce ne sont pas les deux ou trois bâtimens que j'ai vus dormir désarmés dans le port de Naples, qui le mettront en état de saisir l'occasion.

Un tel abandon est d'autant plus étrange que la marine militaire napolitaine, pendant les courts momens où elle a essayé d'être, n'a pas été sans gloire. Le brave et malheureux amiral François Caracciolo était un marin aussi habile qu'intrépide. L'histoire n'a pas oublié non plus la belle action de ce capitaine napolitain qui, avec deux faibles

bâtimens, osa traverser toute la flotte anglaise, qui lui barrait l'entrée de la baie de Naples, et parvint à entrer dans le port, après s'être battu deux jours entiers un contre dix. On dit, il est vrai, que le roi a l'intention de s'occuper davantage de la marine à l'avenir. Mais, tant qu'il conservera son armée de terre sur un pied si coûteux, il est à craindre qu'il ne puisse pas faire des sacrifices suffisans pour son escadre; ce n'est pas tout d'ailleurs que d'établir des chantiers et de construire des bâtimens, il faut des marins, et les marins ne sont formés, comme on sait, pour la marine de guerre que par la marine marchande. Or, la constitution économique du pays est très défavorable aux échanges avec les nations étrangères, et conséquemment au commerce maritime. Et ceci me ramène à la seconde observation que j'ai cru devoir faire sur la direction du gouvernement napolitain. Les deux erreurs se tiennent, et pour toutes deux le remède est le même, c'est l'adoption d'un meilleur système de douanes, qui aurait le double résultat d'accroître dans une proportion considérable la richesse du pays, et de fonder sur le développement de sa marine sa puissance extérieure.

Ce n'est pas que la navigation n'ait fait à Naples les mêmes progrès que les autres branches de l'activité publique; elle a marché très vite, au contraire, depuis quarante ans. Avant la révolution, le pavillon sarde et le pavillon français avaient à peu près le monopole des transports pour Naples. La principale cause de cet anéantissement de la marine napolitaine était dans la faiblesse du pays, qui n'avait pas pu défendre son pavillon contre les courses des pirates barbaresques. Le roi Ferdinand Ier fit un traité avec les régences d'Afrique, et consentit à leur payer un tribut annuel, traité honteux et qui n'est plus exécuté, mais qui eut du moins le mérite de rendre la mer libre. D'autres mesures furent prises ensuite pour exclure en quelque sorte les pavillons étrangers des ports napolitains, et réserver au pavillon national la totalité des transports. L'ensemble de ces dispositions a donné en peu d'années un essor rapide à la navigation; elle s'est élevée progressivement au décuple de ce qu'elle était il y a quarante ans, et les deux tiers au moins de son mouvement total s'accomplissent dans le seul port de Naples. Les pavillons étrangers ont en même temps à peu près disparu.

Mais le commerce extérieur entre pour peu de chose dans ce développement de la marine. Sur quarante-cinq mille marins, M. Serristori estime que trente-six mille sont employés à la pêche et au cabotage, et neuf mille seulement au commerce extérieur. Or, on peut présumer que le cabotage a maintenant produit à peu près tout ce

qu'il peut produire, et si la marine napolitaine doit faire désormais de nouveaux progrès, ce ne sera que par l'augmentation de ses relations avec les nations étrangères qu'elle pourra les obtenir. Quelque brillante que soit sa situation actuelle, elle est encore loin d'être ce qu'elle devrait être. Il se fait dans le seul port de Marseille un mouvement actuel de quinze cent mille tonneaux, dont un million sous pavillon français. S'il n'est pas à espérer que le port de Naples arrive jamais à une pareille prospérité, il peut du moins ambitionner d'atteindre d'autres ports de la Méditerranée, celui de Trieste, par exemple, ou celui de Livourne. La navigation napolitaine est, avec la navigation grecque, la plus économique du monde. Les forêts des Calabres et des Abruzzes fournissent en abondance des bois de construction de bonne qualité; la configuration du pays est favorable à la formation d'une immense population de marins, et le matelot napolitain est le plus sobre, le moins exigeant de tous.

Ce sont là les conditions d'une grande prospérité maritime. Aussi le pavillon napolitain commence-t-il à paraître avec avantage sur les mers. Mais il sera désormais gêné et contenu dans son progrès, si l'importation et l'exportation, qui peuvent seules l'étendre à l'avenir, restent stationnaires. Pour le moment, il profite de son bon marché pour s'interposer entre les autres peuples. Cette ressource est restreinte, précaire et disputée; elle ne suffit pas. Chaque nation cherche naturellement à défendre son pavillon contre la concurrence. Le gouvernement français vient de décider, par exemple, que tous les transports qui avaient lieu entre la France et l'Algérie par des bâtimens de diverses nations se feraient désormais uniquement sous pavillon français. Voilà un débouché de moins pour la marine napolitaine. Rien ne peut remplacer les échanges. Ce qui fait la fortune de Gênes, de Livourne, de Trieste, c'est que ce sont des ports francs où les marchandises de toutes les nations viennent aboutir. Pour naviguer, il faut avoir des transports, et pour avoir des transports, il faut faire le commerce pour son propre compte. Les droits exorbitans dont le gouvernement napolitain a frappé les produits étrangers dans l'intérêt de certaines industries, sont des obstacles invincibles à l'extension de la marine marchande. Ce n'est pas leur seul inconvénient. Jusqu'ici leur effet ne s'est pas fait sentir sur la prospérité intérieure, dont le développement tenait à des causes plus puissantes, mais le moment viendra où ils réagiront fortement sur elle.

Depuis l'établissement de ces tarifs, les importations du royaume de Naples ont diminué, et par suite ses exportations, car le contre-coup

est inévitable. Or, le commerce extérieur d'un pays fait partie essentielle de sa richesse générale, et partout où cet intérêt est en souffrance, le progrès intérieur en est ralenti. C'est une pensée séduisante que celle de s'isoler, de se mettre en état de n'avoir besoin de personne; mais cette pensée n'est ni vraiment politique, ni d'une bonne économie. D'abord, elle n'est pas complètement réalisable, et quelle que soit l'énormité des droits dont le gouvernement napolitain a grevé les produits étrangers, il ne peut affranchir entièrement de leur concurrence les produits indigènes. L'importation continue malgré les entraves dont on l'accable, et quand les tarifs sont exagérés, la prime à la contrebande devient si forte, que le commerce interlope se substitue en grande partie au commerce régulier. Ensuite, quels que soient l'encouragement que donne à certaines industries la protection dont elles sont couvertes et l'accroissement qui en résulte pour ces branches de la production nationale, cet accroissement ne peut être comparé à la perte qu'éprouvent d'autres industries plus naturelles, plus abondantes, dont les produits sont repoussés à leur tour par l'étranger. Enfin, la classe la plus nombreuse, la plus intéressante, celle des consommateurs, est particulièrement sacrifiée, surtout quand il arrive, comme dans le royaume de Naples, que les industries privilégiées n'occupent tout au plus qu'un vingtième de la population.

Le royaume de Naples n'est pas un pays naturellement manufacturier; sa véritable richesse est agricole. Les céréales, les huiles, les soies, les laines, les cotons, les fruits, voilà les produits que le gouvernement doit s'attacher à multiplier, à perfectionner. La moitié des terres environ du royaume de Naples est cultivée aujourd'hui, on peut évaluer à la moitié de ce qui reste ce qui peut encore être livré à la culture. Si les efforts combinés de l'administration, des capitalistes et des travailleurs, pouvaient parvenir à tirer parti de cette plaine immense de la Pouille, appelée le *Tavoliere*, où le roi Alphonse d'Aragon a introduit, il y a quatre siècles, le régime meurtrier de la *mesta* aragonaise, ce serait un résultat infiniment plus précieux que l'établissement de quelques fabriques qui n'ont rien de véritablement national, puisque les chefs sont des spéculateurs anglais ou français, et qui ne fournissent que des produits médiocres. Et ce n'est pas seulement par l'acquisition de nouveaux terrains que l'agriculture napolitaine peut accroître ses revenus, c'est encore par l'application de meilleurs procédés à ses exploitations actuelles. Un seul article, celui des cotons, pourrait devenir pour elle une source intarissable de

richesses. Autrefois, nous tirions de Naples tout le coton nécessaire à nos manufactures; aujourd'hui, cette fourniture est passée aux États-Unis. Si les cotons de Naples pouvaient jamais obtenir, par les soins apportés à leur culture, la qualité et le bon marché des cotons américains, la fortune du pays serait faite. Ce qui est vrai du coton l'est encore, quoique dans de moindres proportions, des huiles, des soies, des laines, etc.

Je ne crois pas exagérer en estimant que la production agricole des états de terre ferme du royaume de Naples peut être facilement doublée. La beauté du climat et la fertilité du sol autorisent à présumer que cette estimation est plutôt au-dessous qu'au-dessus de la vérité. M. Fulchiron évalue le rendement actuel de l'hectare moyen à 120 francs; il y a des points où ce rendement est déjà bien supérieur; il est de 260 francs dans la Campanie, et de 460 aux environs de Naples. Le total annuel de la production agricole est maintenant d'environ 600 millions qui portent à peu près exclusivement le fardeau de l'impôt; ce serait donc à 1200 millions qu'il serait possible de le porter. De plus, un des grands avantages que l'industrie agricole a sur toutes les autres, c'est qu'elle développe en même temps la population. Je ne crois pas aux 20 millions d'habitans que le royaume de Naples aurait, dit-on, nourris dans les temps antiques, mais je crois bien qu'il peut facilement arriver à la moitié de ce chiffre. Qu'on mesure le surcroît de puissance que lui donnerait cette augmentation de richesse et de force. Pour en venir là, il faut vendre une portion considérable des produits du royaume aux nations étrangères, car le pays récolte déjà au-delà de ce qui lui est nécessaire pour sa consommation, et pour vendre il faut acheter. Il n'y a pas moyen de faire autrement. Quant à la perte momentanée que ferait le trésor sur le produit actuel des douanes, si les droits étaient considérablement réduits, il ne faudrait pas s'en inquiéter; l'augmentation de la consommation et la suppression de la contrebande rétabliraient l'équilibre presqu'immédiatement.

Du reste, si ces changemens sont, comme je le crois, exigés par la nature des choses, ils s'accompliront en quelque sorte d'eux-mêmes tôt ou tard, pourvu que le royaume de Naples continue à jouir de sa condition actuelle. Déjà même l'opinion se forme à Naples dans ce sens, et, pour n'être pas aussi immédiatement puissante que dans les pays libres, l'opinion ne laisse pas d'avoir aussi son action sur les gouvernemens absolus. Ce qu'on doit donc désirer aujourd'hui pour ce pays intéressant, c'est le maintien pur et

simple de ses institutions, parce qu'elle renferment tous les germes de progrès. Il ne s'agit plus que d'en tirer une à une toutes leurs conséquences, d'introduire dans l'administration le même esprit de libéralisme éclairé qui a présidé à la législation, de corriger les habitudes d'arbitraire et de vénalité qu'une trop longue impunité a données aux fonctionnaires inférieurs, d'amener dans la pratique la même netteté que la loi a établie dans la division des pouvoirs, de faire sortir enfin de la société nouvelle tout ce qu'elle renferme pour l'amélioration physique et morale des populations. Ces bienfaits seront l'œuvre infaillible du temps. L'affranchissement commercial, et, s'il le faut aussi, l'affranchissement politique, viendront à leur tour.

Reste la Sicile. La Sicile est attachée aux états de terre ferme, sans s'être encore réunie de fait. Tout ce que je viens de dire de l'un des deux pays n'est pas vrai de l'autre au même degré. Non-seulement leur histoire n'est pas la même, et leur situation actuelle est très différente, mais une vieille inimitié nationale les sépare. Cette division amènera-t-elle un jour une rupture, ou le royaume des Deux-Siciles finira-t-il par acquérir l'unité qui lui manque? C'est ce qui est encore douteux. Il y a là un problème géographique que le passé n'a jamais pu résoudre, et qui ne paraît pas s'éclaircir pour l'avenir. Même quand il était subjugué par des maîtres étrangers, le royaume de Naples a toujours tendu à absorber la Sicile, et la Sicile a toujours tendu à lui échapper. Pour moi, je ne connais rien de plus respectable au monde que l'esprit de nationalité, et sous ce rapport je ne puis condamner les prétentions de la Sicile à l'indépendance. Nulle part peut-être autant que dans la forme d'une île, la Providence n'a écrit en caractères visibles le droit qui appartient à toute nation de ne relever que d'elle-même. Si donc il arrivait quelque jour qu'un cri d'indépendance retentît à Palerme, je ne crois pas qu'il fût légitime de l'étouffer, d'autant plus que, dans l'état actuel des choses, la Sicile, toujours frémissante, est beaucoup plus, pour le roi de Naples, une cause de faiblesse qu'une cause de force.

Ceci posé, je dois dire que les plaintes de la Sicile contre le gouvernement napolitain ne me paraissent pas fondées sous d'autres points de vue. La Sicile souffre sans doute, mais ce n'est pas Naples qui en est la cause. Le mal est plus ancien et plus invétéré. Elle compare son sort à celui de l'Irlande sous la domination anglaise; ce rapprochement n'est pas juste. Le gouvernement napolitain fait au contraire ce qu'il peut pour améliorer sa condition. Elle ne paie qu'un quart

des charges communes, quoique sa population soit égale au tiers de celle des états de terre ferme; elle n'est soumise ni à l'impôt du timbre ni à la ferme des tabacs; elle est affranchie de la conscription. Elle a d'ailleurs la même organisation judiciaire et administrative et les mêmes lois civiles que les états en-deçà du Phare. Il lui manque, il est vrai, des institutions politiques, mais Naples n'en a pas davantage. A quoi les Siciliens répondent que Naples n'a eu rien à perdre sous ce rapport, tandis qu'eux ont eu une constitution politique qui leur a été enlevée par le roi absolu. Cette objection n'a pas une valeur réelle, car c'est précisément sous l'empire de cette constitution que la Sicile est tombée dans l'état de dépérissement dont elle se plaint. Que signifie une forme mensongère de liberté, quand le privilége et l'oppression constituent l'essence même de la société?

Ce qui rend les Siciliens injustes envers le gouvernement napolitain, c'est la différence qu'ils trouvent entre leur état présent et le temps où la cour bannie de Naples s'était réfugiée à Palerme. Mais ce n'était pas seulement la présence du roi qui leur donnait alors une opulence factice, c'était la situation générale de l'Europe. La guerre régnait dans tout le continent; la Sicile seule était en paix. Les Anglais avaient fait de cette île une de leurs principales bases d'opérations. Ils en tiraient les subsistances pour leurs troupes d'Espagne, et y entretenaient un corps d'armée et une flotte considérable. Les sommes que le gouvernement britannique y envoyait tous les ans, tant pour le subside qu'il accordait à la cour exilée que pour ses autres dépenses, s'élevaient à 12 millions d'onces, ou 150 millions de francs environ. Quand cette source énorme de profits s'est fermée, le changement a été grand et subit. Les prix des denrées, qui avaient subi une hausse démesurée, sont retombés; le rapport des prix actuels aux prix courans d'alors est de un à dix. Est-ce la réunion de la Sicile au royaume de Naples qu'il faut accuser de cette différence? Ne peut-on pas dire au contraire aux Siciliens que, s'ils n'ont pas suffisamment profité de cette extraordinaire bonne fortune pour fonder leur richesse à venir, c'est à eux surtout qu'ils doivent s'en prendre? Pendant le même temps, les états en-deçà du Phare étaient le théâtre d'une guerre et d'une révolution, et ils sont sortis de cette crise plus prospères que la Sicile, qui n'avait point eu de guerre à soutenir, qui n'avait point souffert de réactions successives, et qui n'avait eu qu'à recevoir l'or qu'on y versait à pleines mains.

Telle est en effet la véritable cause de l'infériorité actuelle de la Sicile à l'égard de l'autre moitié du royaume. Il ne s'y est pas fait

de révolution. C'est la différence entre l'influence française et l'influence anglaise, que, partout où la première domine, elle laisse après elle les germes d'une régénération, et que, partout où règne la seconde, elle ne fonde rien. En 1815, quand les Anglais ont quitté la Sicile, l'ancienne société y existait encore presque tout entière. La féodalité, quoique supprimée de nom par le parlement de 1812 (et cette concession elle-même était due au voisinage des innovations napolitaines), pesait de tout son poids sur la propriété. Au lieu de maudire le régime qui a commencé alors pour elle, la Sicile devrait le bénir; si elle y a perdu sa charte à l'anglaise, elle y a gagné la vie réelle par l'introduction des codes français. En affranchissant le sol, ces codes féconds ont plus fait pour la fortune du pays que tous les millions de Nelson. Seulement ils n'ont pas encore eu le temps de porter tous leurs fruits, car ils ont en Sicile dix ans de moins qu'à Naples, et d'ailleurs ils n'y ont pas été précédés, comme à Naples, d'un bouleversement radical. Quand on n'a pas souffert les angoisses d'une révolution, on ne peut pas en avoir les avantages.

La rénovation de la Sicile est donc plus tardive, mais elle n'est pas moins réelle. Un des signes qui attestent le plus la permanence de l'ancienne société, c'est le nombre encore beaucoup trop fort des couvens; on n'y compte pas moins de six cent cinquante-huit couvens d'hommes et de sept mille six cents religieux. Le nombre des couvens de femmes est inconnu; en admettant qu'il soit égal à celui des hommes, il n'y aurait pas moins de quinze mille personnes vouées à la vie monastique, sur environ deux millions d'habitans. Mais, à côté de ce fait, il en est d'autres qui révèlent la formation de la société nouvelle. Les décrets de 1818 et de 1824, en abolissant les fidéi-commis et en autorisant les créanciers des seigneurs à se payer en terres, ont commencé le mouvement. Le roi fait de sérieux efforts pour naturaliser dans le pays les formes de l'administration française. Les mœurs viennent peu à peu en aide aux lois. L'agriculture et l'industrie annoncent par des tâtonnemens nombreux leur développement prochain. La population s'accroît; la navigation s'étend; il n'y a pas jusqu'à l'élan de l'opinion vers l'indépendance qui ne soit une preuve de vie. Dans quelques années, l'impulsion sera décidément la plus forte; la réforme se sera faite en détail, au lieu de s'accomplir en gros et d'un seul coup. Ce sera peut-être mieux. L'ancien régime n'était pas tout-à-fait aussi mauvais en Sicile qu'à Naples, et ne méritait pas d'être frappé aussi rudement. Le peu de liberté qui

s'y trouvait a maintenu chez le Sicilien une énergie personnelle qui manquait à l'habitant asservi de Naples.

Ainsi, partout où sont importés les principes sacrés que la France a proclamés il y a cinquante ans, ils changent la face des états, et substituent l'entraînement de l'avenir à l'inerte langueur du passé. Leur action emprunte quelquefois la forme terrible des révolutions subites; mais cette forme ne leur est pas essentielle, quoi qu'on en dise. Ils peuvent aussi procéder par assimilation lente et mesurée. Dans l'un et l'autre cas, dès qu'ils ont paru quelque part, leur triomphe définitif est inévitable. Quand ils se sont répandus dans le monde comme un torrent, ils ont été accueillis d'abord par un sentiment universel de reconnaissance et de joie. Puis le mélange des passions humaines est venu leur ôter un moment leur noble caractère, en les confondant avec l'esprit de subversion et de violence; la vieille Europe s'est levée alors, et a paru les refouler avec emportement. Mais ce qui a été vaincu, c'est l'alliage qui les avait défigurés; pour eux, ils ont survécu tout entiers, et, dans la chute même qui a brisé leur armure, ils se sont dégagés plus libres et plus forts. Depuis que la France a perdu ses conquêtes matérielles, ses conquêtes morales se sont accrues, ou, pour mieux dire, son esprit est devenu celui de l'humanité elle-même. En cessant d'être imposé par les armes, cet esprit, désormais immortel, s'est incorporé au génie national des peuples les plus opposés. Livré à lui-même, il fleurit partout, comme le produit spontané de chaque sol, et se propage insensiblement de proche en proche, semblable à ces semences que transportent les vents.

Regardez sur tous les points du monde, vous y verrez partout cette contagion nouvelle, prenant toutes les formes et s'accommodant à toutes les exigences des sociétés diverses. En Angleterre, c'est l'esprit français qui, pénétrant dans la vieille organisation aristocratique de l'église et de l'état, a rendu nécessaire la grande mesure de la réforme du parlement, et attaché le radicalisme aux flancs de la société privilégiée. En Allemagne, c'est encore l'esprit français qui a brisé les entraves imposées au travail par les anciens gouvernemens, et préparé ainsi le mouvement agricole, industriel et commercial, dont toutes les populations teutoniques sont aujourd'hui si occupées. C'est lui qui maintient, après les avoir suscités, les petits états constitutionnels; lui qui dirige les conseils des rois absolus eux-mêmes, et les pousse à des améliorations administratives; lui qui forme en Europe cette force des choses, cette communion universelle de l'opinion, ce lien des habitudes, cette puissance pacifique

et irrésistible du libéralisme pratique que rien ne peut plus comprimer. On le retrouve jusqu'en Orient, détruisant en Égypte l'aristocratie des mameluks, appelant à la liberté les populations chrétiennes, et ne laissant à l'héritier de Mahomet II d'autre moyen de sauver son trône que la reconnaissance de cette grande loi de l'égalité humaine que l'islamisme a si long-temps blasphémée.

Sous cette forme paisible et majestueuse, la propagande n'a rien que de légitime. Ce n'est plus, comme la guerre, l'attaque aux nationalités, c'est au contraire leur réveil et leur expansion. Ce n'est plus, comme la révolte, la provocation au désordre, c'est l'union de l'ordre et de la paix avec la régénération sociale. Sur quelques points, comme en Espagne et en Suisse, l'esprit nouveau procède encore par secousses; mais ce sont là peut-être les derniers retentissemens de l'orage qui a troublé le monde pendant un demi-siècle. Partout ailleurs, les peuples semblent préférer aux luttes intestines, moyens extrêmes et chanceux, le travail plus long, mais plus sûr, d'une transformation progressive. Le mouvement n'en est pas moins général et continu. L'Italie, qui paraît immobile, y participe comme les autres, et nous venons de voir combien il est actif dans le royaume de Naples. Le temps des combats est-il tout-à-fait passé? Je n'ose le croire. Il y a encore dans le monde trop d'anomalies, la marque de la force est trop vivement empreinte sur la face des états, pour qu'il soit possible d'espérer que tout s'arrange à l'amiable. Il n'en est que plus précieux de voir la bonne cause s'épurer, s'étendre dans la paix, acquérir tous les jours plus de puissance, et gagner, par les moyens de conciliation et d'harmonie, tout ce qu'elle peut gagner.

LÉONCE DE LAVERGNE.

POÈTES

ET

ROMANCIERS MODERNES

DE LA FRANCE.

XLVII.

M. ALPHONSE KARR.

M. Alfred de Vigny a fait jadis un beau livre qu'il a appelé *Servitude et grandeur militaires*. C'est une œuvre noblement pensée, écrite avec une tristesse éloquente, où sont révélés les secrets d'une existence qui a été celle de toute une génération. A présent les servitudes et les grandeurs ne sont plus dans l'armée. Ce n'est plus là que les esprits enthousiastes et les cœurs chaleureux vont s'épuiser dans une lutte de chaque jour contre des nécessités implacables. La vie pleine de rayons et d'obscurité, de gloire fugitive et de déceptions amères, de labeur austère et d'activité fanfaronne, d'abnégation courageuse et d'ambition insolente, enfin la vie qui peut développer avec le plus de puissance dans les ames tous les sentimens généreux et toutes les passions mauvaises, s'est retirée d'un monde évanoui avec le soleil qui l'éclairait, pour se transporter là où sont à présent les séductions, les périls, les chances et les aventures :

dans le monde littéraire. Depuis que le sang ne ternit plus les belles couleurs des uniformes, que font à la jeunesse ces belles couleurs? Depuis que les fanfares ne couvrent plus des cris de mort, que fait à la jeunesse le bruit des fanfares? La jeunesse aime le bruit et l'éclat, mais elle les veut pour des mêlées où il y ait des défaites et des triomphes. Si ceux qui se disputent le Rhin sont des soldats, elle se jettera tout entière dans les rangs des soldats; si ce sont des penseurs et des poètes, elle se jettera tout entière dans les rangs des poètes et des penseurs. Ainsi donc, s'il y a toujours dissipation de force, d'enthousiasme, de sève, ce n'est plus la vie militaire qu'il faut accuser, c'est la vie littéraire. C'est dans la vie littéraire qu'il faut chercher, à côté des résignations héroïques, les impatiences blâmables entraînant pour le cœur ou pour l'esprit des sacrifices de dignité.

Ainsi, j'écrirais volontiers un livre que j'appellerais, à l'instar de M. de Vigny, *Servitude et grandeur littéraires*, et en créant à la triste manière des hommes, c'est-à-dire en ne tirant rien de moi, voici comment je m'y prendrais pour faire un des épisodes de ce livre. Je choisirais un héros qui pût représenter à lui seul toute une race d'écrivains : ce ne serait pas un grand poète ni un profond penseur, il y aurait place dans une autre partie de mon ouvrage pour les profonds penseurs et les grands poètes; ce serait un de ces jeunes gens qui sentent la jeunesse chanter à plein gosier au fond de leur ame, comme chante l'oiseau au milieu des bourgeons et des fleurs d'un arbre caressé par un soleil de printemps; ce serait un de ces jeunes gens qui ont toute la verve railleuse et toute la charmante mélancolie de leur âge. Ce qui lui manquerait, c'est dans le caractère cette rigidité inflexible, dans le talent cette élévation native qui peuvent seules vous éloigner des portes qu'on franchit en se baissant. Aussi ne s'éloignerait-il pas de ces étroites et basses entrées derrière lesquelles on espère toujours trouver des champs spacieux; en un mot, il ferait toutes les concessions auxquelles peuvent entraîner les débuts. Au lieu de convertir, comme Joseph Delorme, en enthousiasme vertueux et en exaltation austère la puissance expansive de son esprit, il la tournerait, pour amuser les goûts médisans et les curiosités frivoles, en épanchemens indiscrets, semblables à ceux de l'ivresse par le vide et l'épuisement qu'ils laissent après eux dans le cerveau. Venu au monde avec un pinceau qui n'aurait pu jeter sur un pan de mur toutes les splendeurs vivantes d'une bataille, ou suspendre des figures radieuses dans les profondeurs azurées d'une coupole, mais qui pouvait rendre l'aspect mélancolique du toit

de chaume, le regard distrait de la vache, la physionomie joyeuse de l'hôtellerie, il consacrerait toute la fraîcheur de son coloris, toute la vigueur de son dessin à des caricatures grossières, toujours inachevées. Destiné non pas à faire entendre dans un livre les mugissemens d'un fleuve ou le tumulte d'une ville, mais à ajouter quelques pages entraînantes à l'histoire des sentimens intimes et des rêveries de notre cœur, il consacrerait tout ce qu'il y a en lui de grace, de chaleur, de vivacité, de caprice, à augmenter par ses divagations quotidiennes ce nombre déjà si effrayant de phrases frivoles et babillardes que les hommes des petits journaux répandent sur le public comme les nains malfaisans de la vieille Allemagne répandent des poignées de mauvais grains dans les granges pleines d'épis. Ce gaspillage sans frein, cette prodigalité insensée, ce serait la première partie de sa vie. Grace à tant de concessions cruelles, il verrait venir des jours meilleurs, et il se souviendrait de la poésie, sa première compagne, qui l'avait quitté, comme le bon ange du chrétien quitte l'ame qu'elle surveille, à la porte des lieux où elle ne pourrait pas entrer sans souiller ses ailes; il s'en souviendrait, il la rappellerait, et elle reviendrait à lui : c'est alors que commencerait dans son existence cette action fatale qui est la même pour tous les débauchés, quelle qu'ait été la nature de leur débauche. Les filles de son imagination ressembleraient toutes sans exception à ces belles courtisanes qui ont des joues d'enfant, des cheveux de fée, et, dans le coin des lèvres ou dans le fond des yeux, un signe hideux, trace ineffaçable de leur métier. Lui-même il ressemblerait à l'homme qui a chassé avec le diable ou dansé avec les lutins. Le feu a beau jeter dans le foyer ses lueurs réjouissantes, le livre favori a beau lui sourire à la clarté amicale de la lampe, toute la sécurité domestique, toute la tranquillité intérieure, ont beau l'envelopper tout entier d'un doux et poétique bien-être : si l'heure de la chasse infernale ou de la ronde du sabbat vient à sonner, il regrette les sentiers perdus qu'il suivait derrière la meute halelante, il regrette les marais fangeux où des pieds fourchus se mêlaient aux siens dans des tournoiemens rapides. Aussi il y a encore quelquefois des nuits pendant lesquelles il s'absente, et il arrive un instant où les séductions qui l'ont entraîné jadis reprennent sur son imagination tant d'empire, qu'il abandonne de nouveau pour elles toutes les calmes et honnêtes jouissances de son toit. C'est ce simple et terrible drame qui remplirait la seconde partie de mon histoire. Mon héros subirait dans ses œuvres la peine de ses anciens excès; cette sagesse de conception, cette vigueur de pensée, cette netteté de langage, enfin toutes ces

qualités louables et sérieuses dont l'ensemble est à l'esprit ce que la santé est au corps, lui feraient presque toujours défaut. Et au lieu de chercher à recouvrer les forces perdues, dont il aurait besoin pour sa vie nouvelle, il se laisserait entraîner aux continuelles chutes d'un pécheur mal converti. Il serait délivré des exigences des débuts, des inspirations funestes de l'ambition, des mauvais conseils de la pauvreté, mais cette irrésistible attraction qui conduit le joueur aux lieux où il a perdu sa fortune, le débauché aux lieux où il a perdu sa santé, s'exercerait toujours sur lui, et l'enlèverait à chaque instant aux paisibles études. Enfin, ce serait la troisième partie et le dénouement de mon récit, un jour viendrait où il serait ramené à son point de départ; il recommencerait avec une nouvelle fureur ses prodigalités, qui auraient perdu le but excusable qu'elles avaient au commencement de sa carrière; il gaspillerait pour gaspiller, il bourdonnerait pour bourdonner. Semblable à un homme qui jette et les pièces d'or qu'il vient de gagner et celles qu'il a retrouvées au fond de son tiroir, il répandrait également et ses anciennes pensées et ses pensées nouvelles. Pour satisfaire à la fois et ses penchans et ceux de la foule, il ne ferait grace à rien de ce qui se présenterait à lui; il donnerait tout, et ses lointains souvenirs, et ses rêves de la veille, et ses fantaisies du moment. C'est sur ces tableaux que je m'arrêterais. Eh bien! cette histoire que je voudrais faire, peut-être est-elle déjà faite; c'est à ce qui va suivre de le prouver.

M. Alphonse Karr a possédé toutes les qualités que je rêvais pour mon héros. Il avait, à son entrée dans la vie littéraire, cette force, cette grace et cette expansion de jeunesse qu'il n'est pas donné de contenir à tous les fronts de vingt ans. Il était poète par tempérament, non pas à la façon splendide de Byron, mais à la manière plus humble de Sterne. Le coursier écumant qui emportait l'auteur de *Lara* sur les plages battues du vent ne pouvait convenir à ses modestes allures; mais je m'imagine qu'assis commodément sur le bidet du bon Yorick, il eût pu trouver çà et là quelques charmantes songeries, quelques dissertations spirituelles et touchantes, tout en chevauchant d'un village à l'autre sur une route garnie de cerisiers. Il y a de petits états aussi bien que de vastes empires dont les chefs ont Dieu seul pour suzerain. M. Karr était assez heureux pour avoir un de ces héritages dont le titre n'est grevé d'aucune servitude.

La critique a d'ordinaire une grande prédilection pour les sciences physiques; elle a produit plus d'un Linnée distinguant autant de familles d'écrivains qu'il y a de familles de fleurs. Nous goûtons peu

ces divisions savantes, nous n'aimons pas plus à mettre des étiquettes sur les poètes que sur les roses. D'ailleurs, quand, au lieu d'avoir cette aversion pour tout ce qui sent l'esprit laborieux de la science, nous aurions l'amour des classifications, le talent de M. Karr déjouerait tous les efforts que nous ferions pour lui assigner une place dans les divisions et subdivisions d'une flore poétique : il est original. Ce qui lui a manqué, c'est cette élévation salutaire qui peut seule remplacer chez l'écrivain l'austérité des principes. Il s'est accommodé sans lutte, sans combat, sans effort, aux exigences les plus tyranniques des débuts, au lieu de reculer devant elles avec une répulsion instinctive. Si par la nature de son esprit M. Karr diffère des écrivains qui l'environnent, on voit que, par la façon dont il a conduit sa vie, il rentre dans une classe nombreuse. Son existence littéraire n'est pas autre chose que ce drame éternel dont nous faisions tout à l'heure l'esquisse à grands traits : la débauche intellectuelle acquérant sur le cerveau, où elle est entrée grace à une folle insouciance ou à des complaisances coupables, une puissance fatale qui lutte contre des instincts généreux, et finit, sinon par les étouffer, du moins par les asservir.

M. Alphonse Karr est né en 1808. Il est le fils d'un artiste, et je l'en félicite, car, après l'épée, c'est le chevalet ou le clavecin que j'aime le mieux voir auprès du berceau. Au reste, voilà à peu près les seuls détails biographiques que j'ai voulu recueillir sur son compte en dehors des actes de son existence littéraire. Ce n'est point que je méprise la lumière dont la vie d'un homme éclaire ses écrits; c'est plutôt que je pousse le respect de la vie privée jusqu'au dédain des interprétations les plus faciles et des mystères les plus transparens. Je ne recherche pas le secret du nom dont l'auteur lui-même trace les premières lettres en tête de ses livres; libre à lui de faire servir ses romans au dénouement des drames de son cœur; un billet d'amour n'en est pas moins sacré parce qu'il est entr'ouvert. Tout ce qu'on a le droit de prendre dans la vie de M. Karr pour expliquer ses romans et ses pamphlets, c'est ce qu'il nous donne lui-même, — peut-être avec une trop grande complaisance, — de détails sur ses travaux et sur ses loisirs. Encore ferons-nous un usage discret de ces confidences, que nous partageons avec tous ses lecteurs. Nous sommes de ceux qui aimeraient autant que Montaigne ne se fût pas donné la peine d'apprendre à la postérité quels étaient les mets les plus agréables à son palais et les exercices les plus salutaires à son estomac. Au reste, c'est plus tard, lorsque nous arriverons à l'instant où M. Karr entreprend de soutenir

entre le public et lui un interminable tête-à-tête, que ces réflexions prendront place. En ce moment, nous sommes à ses débuts, débuts dont nous ne recherchons pas les secrètes angoisses, mais que nous jugeons par les faits qui sont à la connaissance de tous. M. Gustave Planche, avec cet impitoyable esprit qui le portait à faire pénétrer partout, chez les vivans et chez les morts, une lumière cruelle, sans se soucier des voiles dont la poésie comme la charité aime à couvrir certaines fautes, M. Planche nous a appris quel commencement avait eu la carrière de ce Chatterton dont M. de Vigny a mis le nom sur le piédestal d'une statue mélancolique et grandiose, qui offre avec le poète anglais une vague ressemblance. Chatterton ne prêtait aux moines des vieilles abbayes la savante éloquence de sa poésie saxonne qu'après avoir infligé le matin au ministre en place sa correction quotidienne. Il se faisait dans son cerveau un profane et continuel mélange des voix calmes du passé et des bruits querelleurs du jour. M. Karr a vécu de cette existence pendant plusieurs années, les dernières de la restauration et les premières de la révolution de juillet. Tout en gardant au fond de son cœur quelques nobles élans et quelques précieuses larmes, il répandait tous les trésors d'une verve de vingt ans dans ces écrits hardis, cyniques et moqueurs, où l'esprit lui-même est étouffé par la licence du langage. L'auteur futur de *Fa Dièze* était un journaliste du *Figaro*. Et cependant un beau jour cette vie de dissipation vint à perdre la seule excuse qui pût la justifier. M. Karr sembla délivré de la servitude des débuts. Il fit un ouvrage qui eut du succès et qui méritait d'en avoir. En 1833, il publia son premier roman : *Sous les Tilleuls*.

On prétend que ce livre avait d'abord été écrit en vers. Je suis assez disposé à le croire. Le langage des vers est le langage de la jeunesse tout comme celui du vieil Olympe, et le roman de *Sous les Tilleuls* est essentiellement un livre de jeunesse. On y sent cette fièvre du cœur dont on se guérit plus tard en avalant tant de potions amères. Les sources de la tristesse et de la gaieté y sont abondantes et fraîches. Le soleil de mai et les regards de jeunes filles y luisent sans cesse; il est certaines pages d'où s'exhalent de vraies senteurs de printemps. Qui n'a pas erré, quand ce ne serait que par la pensée, en l'apercevant du fond d'une voiture de voyage, auprès d'une maison blanche qui fuyait, dans l'allée touffue des tilleuls! Qui n'a point placé sous ces voûtes vertes et parfumées quelques mystérieuses scènes d'amour comme celles qui se jouent à toute heure au fond d'une ame de vingt ans! Dans ce premier livre de M. Karr, on

trouve la poésie réelle, non pas celle dont le pied ne s'est jamais posé que sur les cimes onduleuses des nuages, mais celle qui a si bien erré sur la terre, qu'elle a laissé des lambeaux de robe et des gouttes de sang à tous les buissons des sentiers. Nous avons tous, au fond de quelque tiroir, les lettres de Madeleine; nous avons tous senti les mêmes déchiremens que Stephen au passage où elle nous prie de sacrifier au bonheur et au repos de son existence tout ce qui peut nous rester dans le cœur d'amour saignant et méconnu. Je ne dirai pas que le roman de *Sous les Tilleuls* soit une œuvre irréprochable, révélant la main d'un artiste expérimenté; je dirai que c'est une œuvre faite d'une matière précieuse, car l'or peut aussi bien être jeté dans un moule informe que dans un moule régulier, et ce qui tombait dans le moule plein d'aspérités et de défauts où M. Karr jetait sa pensée, c'était quelque chose qui vaut mieux que l'or, c'étaient les élans, les tristesses, les souffrances, le bonheur, enfin toute la vie et toute la sève de notre ame dans nos jeunes ans.

Eh bien! malgré tout le charme de ce roman, on sent pourtant, après l'avoir lu, quels obstacles s'élèvent encore entre M. Karr et le but qu'il lui serait peut-être permis d'atteindre. Ces obstacles, c'est lui-même qui se les est presque tous créés. Sans donner à la France un Tristram Shandy, M. Karr aurait pu doter notre littérature, assez pauvre dans le genre humoristique, d'un livre original plein d'amusantes digressions. Chez lui, le regard mélancolique *des souvenirs aux yeux noirs*, pour me servir d'une expression allemande, se marie heureusement au joyeux sourire des pensées moqueuses. Tout le monde se souvient de maître Kreissler, dont la grande ame d'artiste était si mal à l'aise à la petite cour du duc Irénéus. Maître Kreissler, qui n'est autre que le divin Hoffmann lui-même, éveillait parfois, quand il laissait son esprit parcourir en se jouant toutes les choses de ce monde, des vibrations aussi sonores et aussi profondes que lorsqu'il laissait ses doigts errer à l'aventure sur les touches de son clavecin. Sans atteindre jamais à ces glorieuses hauteurs, M. Karr aurait pu broder çà et là de fantaisies brillantes et légères le thème de ses romans. Enfin, et c'était pour lui un moyen puissant de succès, il possédait dans toute sa force un sentiment que le panthéisme de l'Allemagne inspire à tous les romanciers, mais qui est encore rare en France, je veux parler de cet amour plein de mystérieux désirs et de vagues espérances qu'on ressent pour la nature de l'autre côté du Rhin. Or, voici quelle a été l'influence du pamphlet sur M. Karr : les sentimens qui pouvaient s'épanouir en lui,

le pamphlet les a d'abord frappés dans leur forme extérieure, c'est-à-dire dans leur langage, puis il a fini par les altérer dans leur essence. Quelques vers de Virgile retenus des leçons du collége, quelques notions élémentaires de science, voilà d'ordinaire quel est le bagage de tous ceux qui débutent dans la vie littéraire. Est-ce dans ces souvenirs à demi effacés que l'écrivain trouvera la matière dont il a besoin pour tisser le vêtement que sa pensée réclame? Non, ce vêtement rare et précieux qu'on appelle le style se tisse lentement et avec de patiens efforts. Sa trame, comme celle des étoffes merveilleuses que préparent les fées, se compose de mille rayons divers tirés de tous les objets lumineux de la nature. Je ne sais aucune étude qui ne puisse servir au style, celle des arts, celle des sciences, celle des langues. Certainement il y aurait folie à vouloir exiger de l'écrivain le travail que toutes ces études supposent, mais je crois qu'on peut sans injustice demander à sa jeunesse un travail qui est incompatible avec le métier de journaliste. Encore si les occupations auxquelles se livrait M. Karr eussent agi d'une façon négative sur sa manière d'écrire; mais elles ont fait plus, elles l'ont gâtée. Ainsi, dans le roman qui nous inspire ces réflexions, une expression empruntée à la langue intempérante du *Figaro* arrive sans cesse là où il aurait fallu un mot puisé dans un langage expansif, mais contenu.

La grandeur manque aux instans où elle est le plus impérieusement réclamée par le sujet. Lorsque arrive ce moment fatal de l'invocation à la débauche qui dans les drames passionnés du cœur est presque toujours marqué par des notes éclatantes, comme l'appel au démon dans les tragédies musicales; quand Stephen, après avoir joué le rôle de Claude Frollo dans une scène où la Esmeralda était sa maîtresse et Phœbus son ami, se décide à demander aux joies effrénées du plaisir la guérison ou la mort de son ame, on s'attend à toutes ces splendides descriptions du vice qui peuvent jeter de si belles lueurs dans la poésie et dans le roman; c'est le moment de faire entendre, comme dans la *Confession d'un enfant du siècle*, toutes les fanfares de l'orgie, interrompues çà et là par la vibration profonde de quelques accords douloureux qui s'échappent d'une ame repentante ou combattue. Mais, pour produire ces effets de grandiose harmonie, il aurait fallu se servir de l'instrument sonore dont M. de Musset dispose. M. Karr a pris celui qu'il avait sous sa main, l'instrument à la voix perçante et fêlée de ses charivaris quotidiens. Maintenant, pour voir la funeste influence du pamphlet passer du langage dans les

sentimens eux-mêmes, il faudrait se transporter aux *Guêpes*. Dieu merci, nous avons encore plus d'un roman à examiner.

Avec de nouveaux personnages, *Une Heure trop tard* est la suite de *Sous les tilleuls*. Il n'y a même pas entre ces deux livres la différence qu'on trouve, dans les tableaux de Léopold Robert, entre le ciel des *Moissonneurs* et le ciel des *Marais Pontins*. Le même foyer de lumière jette sur le paysage les mêmes clartés et les mêmes ombres, le même foyer d'amour jette sur les visages les mêmes expressions de joie ou de mélancolie. C'est toujours une scène qui peut se passer dans le rayon de l'université de Gœttingue. Il y a partout le même mélange d'humeur vaillante et d'humeur rêveuse. Pour être nourri, comme Stephen, de la lecture d'Uhland, de Burger et de Novalis, Maurice n'est pas moins fort que lui sur les règles du *comment*, cette bible belliqueuse des enfans de Thor qui fait vivre au sein des universités de la Germanie l'esprit guerrier de ses vieilles forêts. En un mot, c'est toujours un livre jeune avec la préoccupation généreuse du duel et l'amour sentimental des fleurs.

Mais, si les qualités sont communes à ces deux livres, les défauts aussi leur sont communs. *Une Heure trop tard*, ainsi que *Sous les tilleuls*, présente des digressions en grand nombre, où quelques traits d'une verve heureuse sont perdus au milieu d'une profusion de plaisanteries banales, réminiscences déjà plus lointaines, quoique toujours obstinées, de la première profession de l'auteur. Les situations et les caractères y sont compris souvent avec autant de vivacité et d'intelligence que dans les œuvres de l'ordre le plus élevé; le style manque toujours. Il existait chez M. Karr le sentiment d'une poétique raillerie qui, dans un petit monde à part, entre le chevalet, les pots de fleurs, le clavecin, les fleurets et les grandes pipes, aurait pu s'exercer d'une façon charmante sur tous les sujets sérieux et frivoles que soulève dans son cours capricieux une conversation d'artistes. Peut-être aurait-il répandu çà et là, sur des questions abordées par hasard, quelques-unes des lueurs philosophiques dont le sourire de maître Kreissler éclairait bien des choses; mais il fallait qu'il comprît dans quel espace il devait toujours se renfermer. Le grillon ne doit pas faire entendre ses chants hors de l'âtre où les enfans et les rêveurs cherchent des mirages et des harmonies.

L'originalité est le meilleur bouclier dont un poète puisse se servir pour défendre ses œuvres. Telle tragédie dont les fondemens occupent cinq grands actes de superficie s'écroulera vers par vers quand chacun viendra reprendre la pensée ou l'expression qu'on lui

a dérobée; telle histoire du cœur renfermée dans d'étroites limites bravera, sinon la lente dissolution du temps, du moins la violente destruction de la critique, parce qu'il n'est personne au nom de qui l'on puisse réclamer les élémens dont elle se compose. A ce point de vue, quelques-uns des ouvrages de M. Karr ont leur existence indépendante qu'on est forcé de respecter. Son roman de *Fa Dièze*, la troisième de ses productions dans l'ordre chronologique, est une bulle si l'on veut, mais une bulle qui tire d'elle-même la fraîcheur et l'éclat des nuances changeantes qu'elle fait briller aux yeux. C'est *une songerie* comme on peut en avoir au fond d'une chaise de poste, tandis que les grelots des chevaux qui vous entraînent et le roulement de la voiture rendent un son qui berce votre pensée. Pendant ce rêve de quelques heures, le romancier se livre à une course fantasque et désordonnée sur le clavier de l'ame humaine. Tout ce qui remplit notre cœur d'accords, depuis le tintement argentin que font les bruits éloignés de l'enfance jusqu'aux voix mélancoliques et désabusées de l'âge mûr, les accens joyeux, les notes plaintives, s'interrompent ou se succèdent sans ordre, sans suite, mais d'une façon qui trouble et qui séduit. Les livres de cette nature tiennent plutôt à l'art sensuel de la musique qu'à l'art abstrait et sévère de l'écrivain. Ils rappellent aussi le charme des essences, car ils ont la puissance enchanteresse, les exhalaisons enivrantes, enfin toute la douce volupté du narguilé.

Il peut arriver dans une grande ville qu'on traverse un jardin public pour aller d'un carrefour à un autre. Tout à l'heure on marchait sur le pavé boueux d'une rue étroite, on était resserré entre deux haies de maisons moroses pleines de grincemens de scie et de bruits d'enclume, à présent on foule le sable fin d'une allée, des arbres penchent sur votre front leurs feuilles d'où s'échappent mille chants d'oiseaux. Pourtant les voix du dehors ne cessent jamais de vous poursuivre. Aux deux extrémités du jardin on entend retentir leurs glapissemens, au milieu on distingue encore leur confus murmure. Parcourir la carrière littéraire de M. Karr, c'est faire ce trajet. En ce moment, je suis au milieu de ma course. Je cherche à ne plus rien entendre et à ralentir le pas. Quelle délicieuse fantaisie que *les Révolutions de Pirmasents!* On retrouve presque la cour du duc Irénéus dans la cour de ce petit prince toujours en querelle avec son bottier et son tailleur. Cette douce ironie d'artiste dont je parlais tout à l'heure y est gracieuse et épanouie. Dernièrement, au milieu de tous les quolibets des *Guêpes*, j'ai rencontré cette riante

bluette. Elle brillait là, comme l'image d'un chaste amour au milieu des folles pensées d'une fille perdue. *Vendredi soir*, le recueil qui l'a d'abord renfermée et que j'ai à présent sous les yeux, est un recueil rempli, comme *Fa Dièze*, de l'harmonie lointaine et confuse de mille souvenirs de jeunesse, un de ces livres qui vous causent un plaisir aussi incompatible avec toute idée de critique ou d'analyse que le plaisir dont notre ame peut être remplie par les jouissances de l'ouïe ou de l'odorat.

Le Chemin le plus court, qui fut publié en 1836, n'a plus cette parure de jeunesse qui nous a semblé si attrayante dans *Une Heure trop tard* et dans *Sous les Tilleuls*. Quoiqu'il ne se soit écoulé qu'un intervalle de trois ans, le romancier est déjà parvenu à l'époque où les mariages sans amour remplissent, dans les œuvres de l'imagination et dans la vie, le rôle du suicide, pour éteindre les battemens du cœur et amener d'irrévocables dénouemens. L'héroïne du *Chemin le plus court* ne se tue pas comme Madeleine; elle se marie. On a prétendu que l'auteur avait fait entrer dans ce roman tous les détails d'une histoire douloureuse de son existence. Nous l'avons dit en commençant, nous laissons toujours au fond des œuvres où ils se cachent les mystères de cette nature. La critique doit obéir à une curiosité plus noble que celle qui porte sur les actes de la vie privée. La vérité qu'elle cherche dans un livre, ce n'est pas celle dont on s'assure par une enquête indiscrète de faits incertains et mal connus, c'est la vérité que chacun peut nier ou reconnaître en examinant les règles éternelles du beau et les sentimens éternels du cœur. Ainsi donc c'est aux caractères seuls que nous nous sommes attaché. Il en est un qui, tracé par un grand écrivain aussi fortement qu'il a été conçu par M. Karr, aurait pu se graver en traits ineffaçables, entre le caractère d'Obermann et celui de René, dans les esprits passionnés et rêveurs. Le rôle de Vilhelm Girl est d'un bout jusqu'à l'autre la glorification d'une paresse intelligente et poétique, dont bien des hommes de notre génération commencent maintenant à s'éprendre. Ce Vilhelm Girl est un poète, mais un poète qui laisse ses vers dans la fumée de son tabac et dans le calice de ses fleurs. Il est le fils de ceux à qui la gloire et la liberté ont menti, et il essaie de l'oisiveté. Ce n'est pas un René, car, si René n'attend plus rien de l'activité humaine, il interroge encore la nature avec inquiétude, il espère toujours du vent qui chasse les nuages et qui souffle la tempête quelque pensée révélatrice, quelque inspiration soudaine et décisive; Vilhelm ne demande aux brises des mers que de secouer sur son front leurs parfums et leur fraî-

cheur. Ce n'est pas un Obermann, car, en face des beautés gigantesques et des révolutions éternelles de la nature, Obermann éprouve un sentiment d'oppression douloureuse plutôt que de pacifique admiration. Le vide que son scepticisme fait dans les cieux donne à l'air qui pénètre dans sa poitrine une insupportable pesanteur. Vilhelm n'a pas au fond de son ame plus de croyances qu'Obermann, mais il a une imagination plus calme et plus heureuse; la nature lui sourit de ce sourire païen dont elle souriait à Goethe.

Vilhelm entend l'existence à la façon royale des lis; pourtant, comme l'homme est soumis à des besoins qu'une puissance mystérieuse écarte des fleurs, comme il ne peut pas se vêtir avec les rayons du soleil et se nourrir avec la rosée, il faut bien qu'il se résigne quelquefois à rentrer dans cette vie active qu'il a tant de bonheur à fuir. Alors, ce que j'aime en lui, quand il est réduit à ces nécessités cruelles, c'est la manière calme et fière dont il s'y soumet. Quoiqu'il soit poète, il ne paiera pas d'un secret de son cœur chaque morceau du pain qu'il portera à sa bouche. Il n'évoquera pas les souvenirs sacrés et les chères ombres parce qu'il aura faim. Parce qu'il aura faim, il ne cherchera pas à sentir de nouveau dans ses yeux les larmes divines d'un premier amour, sur ses lèvres le dernier baiser d'une morte. Enfin, quoiqu'il soit poète, ce n'est pas à la poésie qu'il dira de le faire vivre. Il ira au-devant du voyageur pour porter sa malle, ou il prendra un fusil pour tirer les guillemots sur le bord de la mer. Si, par hasard, c'est de la plume qu'il lui prend fantaisie de se servir comme gagne-pain, il s'en sert comme faisait Jean-Jacques quand il n'écrivait ni pour son cœur, ni pour la gloire, c'est-à-dire qu'il l'emploie à une œuvre manuelle et sans valeur. Au lieu de copier de la musique, il rédige les discours du maire et du commandant de la garde nationale d'Étretat, car Vilhelm habite Étretat, quoiqu'il soit d'origine allemande. C'est une pernicieuse manie que celle de vouloir reconnaître à toute force dans les héros de la fiction les hommes qu'on a coudoyés. Il faut se défier d'interprétations que font d'ordinaire la malignité et la sottise. On peut affirmer cependant que Vilhelm existe. Vilhelm n'est plus un homme de vingt ans; son ame a jadis servi d'écho à d'autres bruits que ceux de la mer. Mais je voulais oublier sa vie et ne plus voir en lui qu'un hardi compagnon et un noble paresseux. Hélas! c'est chose impossible; on m'apprend que Vilhelm va quitter de nouveau ce glorieux repos dont il était si fier et qu'il interrompait quelquefois seulement en traduisant à ses amis connus et inconnus quelques-unes

de ses rêveries, pour se livrer à une entreprise active et violente parmi toutes les entreprises humaines. Vilhelm s'est mis dans l'esprit d'écrire à lui seul un pamphlet périodique, et, pour concilier son amour de l'air, du ciel et de la paresse avec cet amour de bruit et de mouvement qui vient de rentrer dans son cœur, il a imaginé d'écrire sur Paris en restant le plus possible à Étretat. D'où il résulte que le genre de pamphlet qu'il a créé est quelque chose de bizarre et d'inoui. Parfois je me dis : Peut-être, s'il a embrassé ce nouveau métier, c'est qu'il y a maintenant à Étretat un maire et un capitaine de la garde nationale qui rédigent eux-mêmes leurs discours. C'est une industrie qui remplace celle qu'il a perdue. Si je le croyais, je parlerais encore de *Geneviève* et de *Clotilde*, puis je finirais là mon article.

Un critique que nous avons déjà nommé se plaignait avec amertume et presque avec désespoir de ce que l'esprit d'analyse s'était emparé avec tant de violence de toutes les facultés de son ame, qu'il lui gâtait la plupart de ses plaisirs. C'est lui qui disait d'une femme : « La jambe est mauvaise, » et ne pouvait plus aimer cette femme, quoique dans tout le reste de son corps les principes du beau fussent observés. Il y a peut-être quelque ambition à se plaindre d'une souffrance que peu d'hommes seraient en état de ressentir; mais, en admettant que ces plaintes fussent fondées, et je suis persuadé qu'elles l'étaient, celui qui les faisait entendre souffrait d'un mal bien réel, quoique fort profitable à son métier. Loin d'avoir à faire à notre organisation des reproches de cette nature, nous ne nous sentons au contraire que trop disposé à un abandon complet des règles de l'esthétique en faveur de tout ce qui nous charme et nous émeut. Un sourire qui ne grimace pas dore pour nous des pages entières. Pour nous, une larme efface plus de fautes, dans le livre qui nous l'a fait verser, que les pleurs victorieux de la pénitence n'effacent de souillures devant le tribunal de Dieu. Voilà pourquoi l'expression de la sympathie nous vient souvent là où l'on s'attendrait peut-être à trouver celle du blâme, quand nous parlons des romans de M. Alphonse Karr. L'analyse, comme chacun sait, n'est pas autre chose qu'un scalpel; comment voulez-vous que j'enfonce un scalpel là où il y a de la chaleur et de la vie? C'est ce que je me suis déjà dit tout à l'heure, c'est ce que je me dis encore à côté de *Geneviève* et de *Clotilde*. J'espérais que c'étaient deux corps inanimés, et qu'il serait facile d'y faire pénétrer les instrumens tranchans de la science; mais voilà que de ces yeux et de ces lèvres sur lesquels je me penchais comme sur des yeux éteints et des lèvres mortes, il s'est échappé

des regards qui m'ont séduit et une haleine qui m'a presque enivré. Ainsi, par exemple, il y a dans *Geneviève* des chapitres en vers que j'ai commencé à lire avec l'intention bien formelle d'y relever l'affectation de bizarrerie, les faiblesses de style, enfin tous les défauts littéraires dont ils abondent; puis, quand je suis arrivé à cet endroit :

> Oh! qu'il est beau l'amour tel qu'on le sent dans l'ame
> Sous les saules, le soir!

quand je suis arrivé à cet endroit, je n'ai plus pensé à l'art, j'ai pensé à l'amour et aux saules.

Pourtant je vais tâcher de faire trève aux émotions et de dire quelques paroles de vérité. *Geneviève* et *Clotilde* ont paru en 1839; or, en 1839, le nom de M. Karr est écrit en toutes lettres en tête du *Figaro*. Quand l'auteur de *Sous les tilleuls* ne se bornait plus qu'à envoyer de temps en temps des articles sans signature à quelques-uns des organes les plus infimes de la presse quotidienne, à peine si cela faisait partie de sa vie littéraire. Il y a des hommes dont l'esprit aime parfois à s'échapper pour aller sous le masque courir les aventures et se plonger dans les folles joies. Libre à eux de faire ces excursions s'ils savent y mettre assez de prudence pour que le scandale ne soit point trop bruyant. En lisant *Vendredi soir*, et même *le Chemin le plus court*, il y avait bien des instans où nous nous apercevions, soit aux accès d'une gaieté intempestive, soit à des assoupissemens passagers, que l'esprit du romancier se permettait plus d'une escapade et revenait souvent exalté par l'ivresse ou appesanti par la fatigue; mais nous avions la discrétion de ne faire part à personne de nos remarques. A présent, voilà que M. Karr avoue hautement ses habitudes; il nomme lui-même les lieux qu'il fréquente, il s'intitule rédacteur en chef du *Figaro*. Ainsi donc, si l'on remarque dans *Geneviève* et dans *Clotilde*, plus souvent encore que dans *Sous les tilleuls* et *Une Heure trop tard*, d'impardonnables négligences de langage, des tours d'une familiarité choquante, enfin un ton de plaisanterie vulgaire qui contraste avec une façon naturellement délicate de s'exprimer et de sentir, on saura que c'est au rédacteur en chef du *Figaro* qu'il faut s'en prendre. Il y avait toujours eu chez M. Karr, à côté d'une originalité véritable, un défaut qui pourtant ne s'accorde guère avec cette précieuse qualité, je veux parler de ce besoin inquiet d'une singularité visible et matérielle dont les intelligences d'élite ne sont pas ordinairement tourmentées. Eh bien! le *Figaro* donna à cette mauvaise tendance un incroyable développement.

M. Karr allait jusqu'à chercher la bizarrerie dans les découpures et dans la couleur du papier de son journal. En même temps il transportait dans ses romans ces affectations d'étrangeté destinées à frapper les yeux de la foule. Je me souviens de certains chapitres qui finissent sur un mot inachevé dont la suite est au chapitre suivant. Ce sont là des puérilités qu'on est presque honteux de relever, mais qui servent à bien faire comprendre le goût faux et ambitieux des longues et inopportunes digressions qu'on trouve dans *Geneviève* et dans *Clotilde*. L'affectation est à l'originalité ce que la fanfaronnade est au courage; on ne peut pas affirmer qu'elle doive l'exclure, mais il est certain qu'elle en fait douter.

Je ne veux point parler du roman d'*Hortense*, qui nous ramènerait au sujet épuisé de la littérature industrielle du feuilleton. Je l'ai dit, la carrière purement littéraire de M. Karr se termine, en 1839, par la publication de *Clotilde;* maintenant, avant de le suivre dans la nouvelle période où il est entré, je voudrais revenir encore sur les tendances et sur la nature de son talent.

Je crois qu'avec la fureur des analogies, il n'est pas une seule originalité qu'on laissât debout. Ainsi, de même qu'on pourrait combattre Heine avec Sterne, et opposer le *Voyage sentimental* aux *Reisebilder*, de même on pourrait combattre M. Karr avec Heine, et opposer aux fantaisies les plus capricieuses du *Fa Dièze* les rêveries vagabondes du tambour Legrand. C'est là une guerre que je n'aime pas, car presque toujours on l'entreprend avec témérité et injustice. Il n'est pas de combinaisons d'idées, si bizarres soient-elles, qui ne puissent s'offrir à deux esprits d'une manière presque semblable à la même époque ou à des siècles d'intervalle. Et puis les ressemblances qu'on croit saisir sont trompeuses, car la vanité de celui qui veut les établir lui fait souvent de singulières illusions sur leur exactitude. Je ne contesterai donc pas à M. Karr la qualité que je lui ai reconnue, je ne m'interdirai pas non plus de lui comparer Henri Heine. Seulement je chercherai dans ce parallèle non pas le fait d'une imitation fort incertaine, et qui n'intéresse d'ailleurs que les deux écrivains qu'on met en cause, mais quelques-uns de ces principes généraux dont chacun peut faire l'application.

Henri Heine et M. Karr sont tous les deux des hommes d'imagination qui ont pris pour une vocation de pamphlétaire cet instinct de *combativité* que la phrénologie reconnaît dans le cerveau des poètes. Après avoir souhaité, l'un qu'on écrivît ces seuls mots sur sa tombe : « Il aima les fleurs de la Brenta; » l'autre, qu'il ne restât pas d'autre

souvenir de lui que son nom donné à une espèce d'œillets et de roses, tous les deux se sont enfoncés au plus épais du tourbillon de l'activité humaine. Lord Byron rêvait des combats dans la patrie de Tyrtée pour occuper cette ardeur belliqueuse que ressentent presque toutes les natures poétiques. Les écrivains dont je parle ont cherché de plus sérieux dangers que ceux qu'on court sur les champs de bataille. Par les blessures du corps, c'est le sang qui s'en va; par celles de l'ame, c'est cette divine essence qui chez les uns est la vertu, chez les autres la poésie.

Bien loin de regarder le bon sens comme au-dessus ou au-dessous de la poésie, je pense, au contraire, que, chez les poètes comme chez tous les écrivains possibles, c'est la première et la plus indispensable des qualités; seulement je distingue le bon sens dont on a besoin pour les œuvres d'imagination de celui qu'exige la vie réelle. Henri Heine et M. Karr conservent, au milieu des divagations les plus excentriques de leur pensée, beaucoup de ce premier bon sens, qui régit aussi les descriptions les plus fantastiques d'Hoffmann et les plus humoristiques digressions de Sterne; mais l'autre bon sens, celui de tout le monde et de tous les jours, leur fait souvent défaut, quoiqu'ils aient la prétention de le posséder aussi : je n'en veux pas d'autre preuve que toutes les pages qu'ils s'amusent à écrire sur tant de sujets arides et frivoles, quand ils pourraient faire de si jolies chansons du mois de mai. Henri Heine et M. Karr ont tous les deux ce précieux sentiment de la nature, qui fait de tous les paysages qu'on parcourt cette forêt enchantée où toutes les fleurs vous regardent et où tous les oiseaux murmurent à vos oreilles des mots mystérieux. Ils ne la comprennent pas à la façon vertueuse et pastorale d'Auguste La Fontaine et de Gessner; ils l'aiment d'une façon ardente et passionnée. Pour eux, ce n'est pas une mère, c'est une maîtresse. Cependant les rêveries sous les peupliers, les contemplations amoureuses des fleurs, enfin toute cette façon extatique d'entendre la vie, n'étouffent pas chez eux une ardeur juvénile semblable à celle des blonds enfans de l'université de Gœttingue. Les fleurets font partie de leur bagage de poète; ils ont quelque chose de pétulant et de querelleur, qui forme un contraste piquant avec leurs dispositions à la mélancolie. Tout cet ensemble de qualités et d'habitudes, qui rend ces deux hommes deux poètes propres à *voyager dans le bleu* et à y faire voyager les autres, ne les destinait en aucune façon à la carrière qu'ils ont prise. Leur talent à chanter le printemps est fort inutile à des pamphlétaires, et leur pétulance d'éco-

lier, qui allait fort bien avec les excursions vagabondes de leur imagination, s'accorde fort mal avec la tâche rude et sérieuse qu'ils veulent remplir aujourd'hui. Quand ils attaquent des hommes d'état ou quand ils frondent un acte du pouvoir, ils ont toujours l'air de se croire encore à Carlsruhe ou à Kœnigsberg, occupés à tourmenter les bourgeois ou à casser les lanternes de la grande rue.

C'est que l'ardeur dont on a besoin pour un pamphlet n'est pas cette vivacité irréfléchie d'un artiste qui s'exerce en se jouant sur tout ce qui offre un côté risible; c'est la flamme qui a son foyer dans les convictions les plus profondes du cœur. Ce qu'il faut, ce n'est pas une verve d'atelier, comme celle de M. Karr; c'est la verve de la tribune. Je suis si loin d'avoir sur le pamphlet l'opinion du libraire juré qui venait de condamner Paul-Louis Courier, qu'au contraire je regarde la mission du pamphlétaire comme la plus sérieuse de toutes. Parmi ceux qui se sont distingués dans cette rude et difficile carrière, je ne connais pas un seul homme qui soit sorti du pays des rêves; tous avaient d'abord trempé leurs ames dans une vie d'études positives et laborieuses. Les mathématiques, la science aride du droit, la culture des langues, ont préoccupé trois intelligences bien inégales entre elles, mais qui toutes les trois ont remué avec éclat et bonheur des questions vivantes, celle de Pascal, celle de Montesquieu et celle de Courier.

Ce n'est pas le vent, ce n'est pas la fleur, ce n'est pas l'oiseau qui vous murmure à l'oreille ce qu'on doit écrire pour obtenir la réforme d'une loi vicieuse ou l'établissement d'une loi utile; c'est la science, c'est l'histoire, l'histoire, qui n'est pas si menteuse qu'on veut bien le dire pour se dispenser de l'étudier. Il est des bibliothèques de poètes qui se composent d'un Homère et d'une Bible; dans la bibliothèque du pamphlétaire, depuis les douze tables de la loi romaine jusqu'au code impérial des Français, je voudrais tous les recueils de législation; je voudrais aussi toute cette docte réunion d'historiens que Machiavel appelait ses compagnons et ses maîtres. Dernièrement, en parcourant les admirables libelles de Camille Desmoulins, j'en pris un qui, presque dans son entier, n'était pas autre chose qu'une éloquente traduction de Tacite. Quelquefois Paul-Louis Courier substitue aussi à sa pensée celle d'un historien qu'il commente, ou même laisse parler sans commentaire. C'est ainsi que le pamphlet doit s'écrire; ce n'est pas des entrailles de la nature qu'il se tire, c'est de celles de l'humanité : ce n'est pas seulement une œuvre d'improvisation, c'est aussi une œuvre de labeur. Du reste,

l'improvisation et le labeur sont loin de s'exclure. Il est bien des têtes à bonnets carrés, bien des fronts jaunis et ridés par les veilles, d'où se sont échappés des essaims de pensées plus bruyantes et plus meurtrières que celles de M. Karr. Je ne veux pour preuves que les fameux pamphlets du XVI[e] siècle, entre autres ceux d'un docteur dont Heine invoque souvent le glorieux patronage, de Martin Luther lui-même.

C'est à peine s'il est besoin de dire, après avoir cité un pareil nom, qu'entre les mains de l'auteur de *Fa Dièze* la plume de ceux qui remuent le monde serait aussi déplacée que l'eût été l'épée de Walstein ou de Gustave-Adolphe entre les mains du duc de Richelieu. Les peintres font subir à leurs tableaux une épreuve qui est décisive, en les plaçant devant une glace où se réfléchissent dans une reproduction exagérée toutes les fautes contre la pureté des lignes et contre la correction du dessin; l'imitation est le miroir dont on peut se servir pour juger des talens originaux. Chez les imitateurs, on trouve cette exagération des défauts que la glace présente à l'œil de l'artiste. Ainsi les opuscules qui ont été créés en si grand nombre à l'image des petits livres de M. Karr montrent tout ce qu'il y a dans *les Guêpes* d'incomplet et d'impuissant. La disette de vues sérieuses et de réflexions piquantes, le scandaleux abus des noms propres, la stérilité du fond, la vulgarité de la forme, voilà ce que le goût et la conscience du public reprochent à toutes ces publications infimes dont l'examen ne doit trouver place ni dans notre travail ni dans ce recueil. Nous sommes loin de confondre M. Karr, on le pense bien, avec tous les écrivains qui l'ont imité. Fût-il le dernier parmi les poètes, ce titre seul de poète suffirait à le tirer de ces régions où ne s'est jamais égaré le plus mince rayon de poésie; mais, fût-il le premier du chœur immortel que chaque siècle augmente à peine d'une voix, cela ne le rendrait point plus propre à écrire le pamphlet. Le pamphlet, tel que je l'entends dans le sens le plus élevé et en même temps le plus exact du mot, le pamphlet, qui apporte tout à coup sur une question pendante une solution décisive, qui, dans une discussion religieuse ou dans un débat politique, jette des lumières soudaines sans s'inquiéter des yeux qu'il blesse et de ceux qu'il éblouit, le pamphlet, qui agit d'une façon prompte et efficace sur les choses humaines, n'est pas l'œuvre d'un rêveur, mais l'œuvre de celui qui veille; il ne naît pas aux rayons de la lune qui dorment sur le lac ou sur la prairie, mais bien aux clartés que la lampe projette sur la feuille où court une plume infatigable; enfin, pour être pamphlétaire, il ne faut pas prêter une oreille paresseuse au bruit que fait la

nature sous les ondes ou dans le gazon : il faut prêter une oreille vigilante au bruit que fait l'humanité vivante dans les villes, et l'humanité morte dans les livres.

Maintenant je conçois un autre genre de pamphlet, d'un ordre tout différent du premier, qui exige encore de l'activité, mais une activité d'une autre nature; j'entends parler de ce pamphlet frivole et moqueur dont les travers passagers et les ridicules du jour alimentent la malice. Pour celui-là, il faut se condamner à ne plus voir briller la nuit que des candélabres et des lustres, à ne plus saluer la campagne que les jours où il y a des chasses et des courses. On sait que Satan ne dit ses secrets qu'à ceux qui lui ont vendu leur ame; le monde est comme le tentateur, il ne se révèle à vous que si vous consentez à devenir sa proie. C'est ce qui arriva à presque tous les beaux esprits du XVIII[e] siècle, l'époque du roman de mœurs par excellence; le monde dont ils pénétraient tous les mystères avec un coup d'œil si certain s'était tellement emparé d'eux, que l'air du dehors ne leur arrivait plus. Comme l'a dit M. Villemain avec tant de vérité et de grace, quand on voulait voir la nature, on ouvrait les fenêtres qui donnaient sur les jardins. S'il était un poète à qui une pareille vie dût répugner, c'était certainement M. Karr. Un des sentimens qu'il a le mieux exprimés dans ses romans, c'est cet amer et impatient dédain qu'éprouvait aussi Jean-Jacques pour mille usages blessans et mille conventions puériles qu'on rencontre partout où se réunissent les hommes. Eh bien! M. Karr a imaginé pourtant d'écrire sur les mœurs de son époque tout aussi bien que Beaumarchais ou Voltaire, et ne croyez pas qu'il se soit borné, comme Montesquieu dans ses *Lettres Persanes*, à présenter des peintures générales de la société. S'il s'était tenu prudemment dans le vague de quelques observations d'un ordre élevé, l'auteur des *Guêpes* aurait pu suppléer à l'ignorance des détails par l'intelligence de l'ensemble, mais cela ne suffisait pas à M. Karr. C'est dans ses plus secrètes particularités qu'il a voulu nous faire connaître la vie mondaine, tout en protestant de son mépris pour elle. De là est résultée une chronique des plus étranges. Certes, je trouve qu'il vaut mieux vivre à l'air et avec Dieu seul pour témoin, suivant une belle expression antique, qu'au milieu d'une société qui s'arroge sur vous ou sur laquelle vous vous arrogez le droit de contrôle. Seulement, quand on vit au fond d'une vallée ou au bord de l'Océan, il ne faut pas se mettre à tenir un journal de ce qui se passe dans les ruelles; car, outre le risque d'écrire un mauvais journal, on court celui de faire perdre à sa retraite toute sa di-

gnité. En parlant sans cesse et avec une sorte d'orgueil des loisirs et des méditations de sa solitude, on attire sur soi cette belle et formidable sentence de Montaigne : « C'est une lasche ambition de vouloir tirer gloyre de son oisiveté et de sa cachette. Il faut faire comme les animaux qui effacent leur trace à la porte de leur tasnière. »

Ce qu'il y a d'exclusivement poétique dans le talent de M. Karr lui interdit le pamphlet politique, ce qu'il y a de vagabond dans son humeur et d'agreste dans son caractère lui interdit le pamphlet mondain. Aussi qu'est-il arrivé? C'est que la matière a manqué aux *Guêpes*. En voyant tous les objets sur lesquels il comptait, pour exercer sa verve, devenir de plus en plus insaisissables et confus, puis lui échapper tout-à-fait, M. Karr en est revenu aux seules choses qu'il eût dû étudier toujours, à la nature et à son cœur. Mais le cœur et la nature se refusent à des épanchemens obligés, il n'y a pas moyen de les faire concourir au succès d'un pamphlet périodique. Ces descriptions qui charmaient dans les romans de M. Karr, ces rêveuses interprétations du langage des fleurs, ce goût mélancolique et hardi pour la mer, tous ces sentimens et toutes ces peintures qui souriaient à l'esprit, l'affectent d'une façon pénible, maintenant qu'on sent en eux le résultat d'une production hâtive et d'une laborieuse nécessité. Comprenez-vous ce qu'il doit y avoir de fatigant pour le cerveau à chercher éternellement, jusqu'au sein de la contemplation paisible des phénomènes qui nous environnent, une matière à longs discours! à se dire : Il ne s'est passé aucun évènement dans le mois qui vient de s'écouler; je vais aller voir le soleil se lever sur les flots! Que devient la radieuse paresse de Vilhelm? Le navire qui passe, il faut le décrire, l'oiseau qui passe, il faut le décrire, et la pensée qui traverse le cœur comme l'oiseau traverse le ciel, ailée et chantante, il faut l'arrêter bien vite dans son vol, de peur qu'elle ne s'enfuie et disparaisse. C'est là ce qui me paraît le plus affreusement cruel, mais c'est ainsi. L'ame n'a plus une seule impression qui ne soit vendue d'avance et dont on ose jouir à soi seul. Je me suis déjà servi d'un mot qui rend complètement ma pensée sur la publication périodique de M. Karr : c'est un interminable tête à tête avec le public. Le public et M. Karr ressemblent à des gens las d'être continuellement ensemble, qui n'ont plus rien à s'apprendre, ne se parlent plus que par habitude, ne s'écoutent plus que par égard. Le public doit être d'autant plus fatigué, que l'auteur des *Guêpes* se rend continuellement coupable, envers lui, d'une faute qu'on commet bien souvent envers sa maîtresse. Si le public n'avait pas forcément un rôle

muet, il dirait à M. Karr : « Entretenez-moi de mes qualités, ou, si vous le voulez, de mes défauts, mais parlez-moi toujours de moi-même. » Et M. Karr se reprend sans cesse à lui raconter ses pensées, ses rêves, ses loisirs, enfin tout ce que dans un tête à tête votre interlocuteur vous empêche d'achever pour commencer des confidences que vous interrompez à votre tour. J'ai sous les yeux tout le recueil des *Guêpes*, et j'ai peine à comprendre comment cette conversation de deux années a pu se soutenir; que de patience elle a exigée d'une part, que d'efforts de l'autre! Il est vrai qu'elle a été égayée par des personnalités, et c'est là le plus grand reproche que je lui adresse, car je l'aime encore mieux traînante et monotone que railleuse d'une raillerie agressive et offensante. M. Karr, en commençant sa longue série de petits livres, avait promis qu'il n'attaquerait que les sots et les fripons. Si je n'avais pas autant de répugnance qu'il semble avoir de plaisir à écrire des noms propres, je pourrais, parmi ceux qui ont eu à subir ses attaques, lui citer plus d'un homme qui n'est ni un fripon, ni un sot, de même que je pourrais citer plus d'un sot et plus d'un fripon parmi ceux qu'il a constamment épargnés. Je ne lui reprocherai pas cependant d'obéir à des haines systématiques, et d'être le partisan déguisé de maintes coteries littéraires et politiques; il faut laisser le soin d'entasser les accusations de cette nature à ceux qui lui font cette guerre honteuse de lettres anonymes dont il a souvent fait justice. Pour moi, je me bornerai à lui rappeler une phrase de Voltaire qui me revient à la mémoire : « On peut aujourd'hui diviser les habitans de l'Europe en lecteurs et en auteurs, comme ils ont été divisés, pendant sept ou huit siècles, en petits tyrans barbares qui portaient un oiseau sur le poing, et en esclaves qui manquaient de tout. »

Cette phrase a été écrite en 1740, et, toute vieille qu'elle est de cent années, on la dirait éclose d'hier. Oui, il n'y a plus aux portes de Paris, sur le faîte des collines, ces tourelles crénelées d'où les seigneurs rebelles et félons s'abattaient sur les voyageurs; mais, au sein même de Paris, il y a telle maison à cinq étages de la rue Richelieu ou de la rue Saint-Honoré, où résident de petits tyrans portant sur le poing des oiseaux de proie dont ils se servent pour faire la chasse aux passans. Il faut bien que l'humeur querelleuse, les fantaisies despotiques et les allures provoquantes se réfugient quelque part. Depuis que la plume fait l'office de l'épée comme instrument de fortune et d'aventure, elle doit inspirer à ceux qui s'en servent les conseils hardis et les caprices belliqueux qu'inspirait la rapière dont on sentait la garde sur son flanc. M. Karr est un des

représentans de cette race turbulente et hautaine qui jugent le public corvéable à merci, lui imposent chaque jour des tailles nouvelles, et fondent sans cesse sur lui à main armée. Les chevaliers qui guettaient les voyageurs du haut de leur château-fort, ne se donnaient guère la peine de distinguer si l'homme qui passait dans le lointain était un abbé trottant doucement sur sa mule, ou un capitaine bardé de fer monté sur son cheval de bataille. C'est encore une ressemblance de plus que M. Karr se trouve avoir avec eux. Certainement il n'a jamais cherché à éviter ceux qui montaient de vaillans coursiers et qui étaient suivis de grosses escortes; mais, parmi ceux qui ont eu le plus souvent le malheur de le rencontrer au bord des chemins qu'ils étaient obligés de suivre, je pourrais citer bien des docteurs en robes longues, bien des hommes qui s'effraieraient à l'idée de vider une affaire d'honneur autre part que dans la boutique de Barbin.

Peut-être que le public a encore quelques années à se laisser pressurer et bafouer par ces despotes littéraires, comme il se laissait pressurer et bafouer par les seigneurs d'autrefois; pourtant la phrase de Voltaire nous apprend qu'il y a cent ans que ces abus existent; ils doivent toucher à leur fin, puisqu'ils sont si vieux. Un jour, cette dernière tyrannie sera détruite comme les autres; elle différera de toutes les puissances qu'on renverse, en ce qu'elle ne laissera aucun monument de son existence.

A présent, encore un reproche à adresser aux *Guêpes*, et nous en avons fini avec une critique qui nous est pénible. Le pamphlet de M. Karr affecte une indifférence complète pour toutes les formes de gouvernement; or, je crois le scepticisme politique incompatible avec la nature du pamphlet. Qu'un poète ne soit d'aucun parti, je le conçois; qu'il dise des opinions, en se laissant prendre tour à tour à ce qu'il y a de noble et de généreux dans chacune d'elles, ce que Henri Heine dit quelque part des religions : *Je les ai toutes;* rien de mieux : les poètes ne sont pas des soldats; aucune nécessité ne les oblige à se mettre dans des rangs. Mais un pamphlétaire combat. Il peut se placer en avant ou sur les flancs d'une armée; il ne peut pas s'avancer seul. C'est pourtant ce que M. Karr a tenté. Il y a bien long-temps que le chimérique désir *de s'élever au-dessus des partis,* suivant l'expression consacrée, remplit des intelligences nombreuses, dont quelques-unes sont grandes et fortes, d'une stérile préoccupation. Le seul moyen de s'isoler des partis, c'est de s'éloigner des lieux où se livrent leurs batailles. Tout ce qu'on peut faire en restant au milieu d'eux, c'est de rassembler de nouvelles phalanges qui augmentent le

désordre qu'on s'était flatté de réprimer. Autrement, les partis vous méprisent ou vous broient. Pour combattre en dehors de leurs rangs, il faut se résigner à jouer un rôle inutile, ou se décider à jouer un rôle dangereux. Enfin, lors même qu'on attaquerait quelques principes sur lesquels les hommes varient suivant les points de vue où ils se trouvent placés, il faudrait savoir respecter les sentimens qu'ils partagent tous. Or, je trouve sans cesse dans M. Karr des railleries adressées à une antique religion dont le symbole est un drapeau, à l'amour du pays. Voltaire, qui, certes, s'entendait aussi bien que M. Karr à trouver le ridicule partout où il était, Voltaire a consacré aux vaillans gentilshommes de Fontenoy les plus belles pages qui soient jamais sorties de sa plume. Quand je pense à ces radieuses batailles où la maison rouge faisait des merveilles, j'ai peine à croire que toutes ces bouches, animées d'un si spirituel sourire sous les fines moustaches qui les ombrageaient, aient prononcé des cris sans valeur et des mots vides de sens; quand je pense aux combats meurtriers des plaines de la Champagne, j'ai peine à croire que toutes ces robustes poitrines, qui s'opposaient nues aux coups des ennemis, n'aient renfermé que des sentimens égoïstes et faux. L'exaltation chevaleresque a été chez M. de Châteaubriand une source intarissable d'éloquence, le sentiment national a fait toute la gloire de Béranger. Si j'insiste sur ces vérités dont la redite peut sembler inutile, c'est que de notre temps quelques esprits ont imaginé de se servir du patriotisme de vaudeville pour tourner le véritable patriotisme en ridicule. Dernièrement un poète, qu'on n'accusera pas d'être un rimeur de lieux communs et un faiseur de couplets, un des écrivains dont le nom, au contraire, écarte le plus toute idée de sentiment banal et de pensée vulgaire, a trouvé, dans un mouvement de colère et d'orgueil patriotique, une inspiration soudaine et brillante:

Nous l'avons eu, votre Rhin allemand.

J'avoue que les odes les plus pompeuses, les strophes les plus splendides, me font moins de plaisir que ce vers. S'il est des hommes qui croient pouvoir se passer du plus noble mobile que nos actions aient jamais eu, quel que soit leur talent, je les plains. Qu'ils soient poètes ou hommes d'état, qu'ils parlent le langage poétique dans toute sa magnificence sonore ou la langue parlementaire dans toute son austère et éloquente simplicité; qu'ils rappellent, par la gravité de leur extérieur, quelques traits du caractère sérieux de Strafford, ou, par la douceur de leur parole et les loyales utopies de leur intelligence, quelques traits de l'humeur aimable de Falkland, qu'ils se

soient placés à la tête de nos conseils ou à celle de notre littérature, s'ils ne font jamais entendre leur voix que pour étouffer de sublimes émotions qu'on est trop heureux d'éprouver encore après tant d'élans comprimés et tant d'espérances déçues, s'ils restent toujours en opposition avec des instincts qu'ils ne pourront pas détruire sans exercer sur notre glorieuse nature de Français une véritable mutilation, ces hommes se perdront dans des routes périlleuses et fausses, et, je l'espère, ils se perdront seuls. Ils remplaceront le culte que tant d'ames fermes et généreuses pratiquent depuis si long-temps par de vagues croyances ou par une indifférence coupable. En politique et en poésie, le vague et l'indifférence sont également pernicieux. L'indifférence frappe mortellement la pensée, le vague frappe mortellement le style; l'indifférence blesse les gens de cœur, le vague blesse les gens de goût. L'homme d'état fait des traités qu'on désapprouve, le poète fait des odes qu'on ne comprend point.

Si ce sont là, comme nous le pensons, des faits et des principes incontestables, avons-nous besoin d'ajouter que cette religion positive de la patrie, sans laquelle tout débat est languissant, toute œuvre politique fatale ou stérile, que cette religion est indispensable à l'homme qui veut intervenir chaque jour dans les discussions publiques? Oui, pour écrire un pamphlet, il faut obéir à une conviction ardente. On n'animera pas l'œuvre d'Addison en mêlant quelques attaques malicieuses à ses placides réflexions sur la société et la morale. Le pamphlétaire a besoin d'un sentiment passionné, et d'un sentiment passionné qui ait un but; car toute la rêveuse sensibilité d'Yorick, assez puissante pour remplir des volumes entiers d'ineffables épanchemens, d'émotions mystérieuses, d'impressions bizarres et profondes, n'aurait pas pu défrayer un libelle destiné à exercer une influence immédiate sur la vie active. *Les Guêpes* de M. Karr échappent à toute espèce de classification, mais ce n'est point, comme le talent de leur auteur, parce qu'elles ont quelque chose d'original et de distinctif : c'est parce qu'elles sont formées d'un assemblage de traits confus et discordans. M. Karr ressemble à un homme qui vide un sac d'où tombent pêle-mêle des objets de toute espèce destinés à tous les usages, des tablettes, des pinceaux, des fleurs fanées et des nœuds de rubans; son ame laisse se répandre en désordre des sentimens et des pensées de toute nature; on voit se succéder, dans les pages qu'il remplit tous les mois, les réflexions politiques, les personnalités injurieuses, les rêveries et les caquetages.

Au reste, quand M. Karr serait né avec la verve satirique de Beaumarchais, je crois qu'il ne serait pas secondé par l'époque au milieu

de laquelle nous vivons. Les rendez-vous dans les petites maisons, les soupers, les duels, tous les incidens variés qui défrayaient la chronique du XVIIIe siècle, ont disparu de nos mœurs. Il est resté dans la jeunesse une brutale énergie pour le plaisir qui se dépense d'une façon bruyante dans les mêlées homériques du carnaval; mais, pour peindre ces saturnales, c'est le vers de Pétrone qu'il faudrait, non pas la phrase de Figaro. Ce qui fait tout le charme des gazettes médisantes, c'est le mystère à moitié soulevé des aventures que l'on raconte : ceux qui se souviennent de la *Confession d'un enfant du siècle*, un des plus beaux livres de ce temps-ci, savent quel caractère hardi et vaillant a pris la débauche pour une génération toujours avide des dangers que n'offre plus la carrière du soldat. La débauche n'est plus cette divinité musquée dont les contes badins de Voltaire suffisaient à charmer les oreilles, c'est une virago comme cette liberté que l'auteur de *la Curée* entrevit il y a douze ans; elle a besoin, elle aussi, des cris bruyans et des puissantes étreintes. De petites nouvelles sur son compte sont ce qu'auraient été de petits vers sur la déesse en bonnet phrygien de 93. Puis le plus charmant élément de scandale, le libertinage élégant des femmes, n'existe plus de nos jours. Les vertus conjugales fleurissent à côté de la licence des mœurs. La race des femmes galantes, comme Mme de Jully et Mme d'Épinay, est maintenant aussi anéantie que *la neige d'autan*. Les tendres présidentes, les audacieuses marquises, les sémillantes bourgeoises, ont disparu avec la chaise à porteur et le loup de velours noir. Les femmes ont encore des intrigues, mais ces intrigues sont beaucoup plus rares, et d'ailleurs il n'est plus permis de les dévoiler. On se met sous l'abri des grandes ailes qu'étend l'ange des romanesques amours, et on ferme la porte aux petits cupidons indiscrets qui, dans les poésies de Dorat, soulèvent les rideaux des alcôves. En un mot, toutes les femmes dont l'inconduite serait piquante ont des maris ou des amans qui prennent au sérieux leur métier. Quant à celles qui s'en vont, visage découvert, aux grandes rondes du sabbat, elles peuvent inspirer des odes humanitaires, mais elles ne sont d'aucune ressource pour le nouvelliste.

Le nouvelliste! comment se fait-il que M. Karr ait jamais pu ambitionner ce titre. Eh! mon Dieu! c'est parce qu'il sent si bien lui-même ce qu'il y a de desséchant et de mortel dans l'atmosphère où il s'est placé, qu'il se donne tant de peine pour y faire pénétrer comme des bouffées d'air frais et matinal les vivifiantes émanations de la poésie. Mais, hélas! ce sont des efforts perdus; dans l'air où il veut l'introduire, la poésie est étouffée. Dernièrement je sentis un vif mouvement de curiosité en rencontrant parmi ses petits livres un

roman, *Pour ne pas être Treize*. *Pour ne pas être Treize* confirme ce que je disais tout à l'heure de l'insurmontable difficulté qu'éprouve l'auteur des *Guêpes* à renouveler l'air malsain dans lequel il vit. C'est une églogue au milieu d'une série de pamphlets. Jamais M. Karr n'a moins épargné les peintures de paysages. On sent là un immense besoin des vents du ciel pour les poumons, et pour l'ame des sentimens purs. C'est là un louable effort, mais qui est impuissant. Le signe de cette impuissance est dans l'absence complète d'impressions nouvelles que ce roman indique chez celui qui l'a écrit. Depuis deux ans, M. Karr a usé dans son entreprise toutes les forces aspirantes de son intelligence; le présent ne lui fournit plus rien; il lui est revenu du passé des lambeaux de souvenir dont il a essayé de faire une œuvre poétique. Eh bien! pourtant j'ai encore ressenti quelques instans de plaisir en lisant ce livre, car ces lambeaux de souvenir ont réveillé en moi les émotions qui m'avaient charmé. Ainsi, par exemple, dans les premières pages de ce roman, j'ai retrouvé des sentimens que M. Karr a toujours exprimés avec dignité et avec grace, ceux du courage et de la fierté dans la misère. M. Karr possède ce rare mérite de savoir parler de la pauvreté d'une façon qu'on ne peut accuser ni de bassesse, ni de niaiserie; la pauvreté qu'il nous montre n'est jamais dégradante ni avilie; elle est toujours éclairée par les espérances et les sourires de la jeunesse, comme une vieille masure délabrée par les rayons d'un soleil de mai. Plus je retrouvais dans le petit roman de M. Karr les traces de ce talent poétique avec lequel il est né, plus je regrettais la route fatale qu'il a parcourue. Mais ne serait-ce point se laisser égarer par une métaphore, que de le supposer dans un cercle inflexible d'où il lui soit impossible de sortir? Récemment je visitais un musée d'anatomie, où le spectacle de toutes les maladies humaines était étalé aux yeux. Quelquefois le mal a fait des progrès si effrayans, que les hommes de la science ont assez d'un seul coup d'œil pour s'assurer qu'il n'y a plus aucun remède contre les ravages de cet hôte invisible du corps. Même quand il pourrait être donné à la vue de saisir d'une façon aussi distincte les cas de maladie morale, d'épuisement de l'intelligence ou d'épuisement du cœur, je crois, à la gloire de l'esprit, qu'on ne pourrait pas appliquer à ses plaies cet horrible mot d'incurable, qui s'applique si souvent à celles de la matière. Si nous n'étions pas soutenu par ces convictions, nous n'aborderions pas la critique, car la critique pour nous n'a pas d'autre but que d'effrayer ceux qui sont malades sur leur état. On a distingué des critiques de bien des espèces : il y a la critique de grammairien, la critique de poète, la critique d'ami, la cri-

tique d'ennemi. M. Planche a fait sur ce sujet un de ses meilleurs articles; la seule critique que nous reconnaissons, nous, c'est la critique utile, ou du moins celle qui a l'intention de l'être : que M. Alphonse Karr en soit convaincu. Nous n'espérons guère le miracle d'une conversion ; pourtant, c'est un espoir qu'il nous serait permis de nourrir sans que la modestie pût s'en offenser, car, à la différence des anciens convertisseurs, c'est nous qui avons le désir, c'est lui qui a la grace, c'est-à-dire la puissance du bien.

Je me souviens d'un admirable dialogue d'Hoffmann, appelé *Zacharias Werner*. Les frères Sérapion, cette immortelle société que je préfère, même pour sa loyauté et sa franchise, à celle de l'Eldorado des Goethe et des Schlegel, les frères Sérapion sont rassemblés autour d'un bol de punch dans la chambre où se débitent d'ordinaire les récits de Théodore, la chauve-souris spalanzannique. Ce soir-là, le merveilleux piano sur lequel fut peut-être composée *Ondine* est silencieux; nulle main ne s'abandonne à une course capricieuse sur son clavier; on ne fait pas de musique, on ne raconte pas d'histoire. On se livre à la critique,—oui, à la critique,—car on parle de Zacharias Werner, et on discute les qualités et les défauts de ses œuvres; mais quelle bonne et excellente critique que cette critique de musiciens et de poètes! Comme elle est loyale et généreuse! Si on y sent toute la rectitude du coup d'œil de l'artiste, toute la finesse de son jugement, on y sent aussi toute la chaleur et tout l'enthousiasme de son ame. Quand chacun a déploré la voie funeste où s'égare Werner, Hoffmann prend un verre plein de punch, et devant tous ses amis qui l'entourent, les yeux brillans et humides, il boit à la santé du poète qui s'égare, en lui souhaitant un heureux retour vers de saines régions. Les souhaits que formait Théodore pour le poète allemand, nous les formons pour le romancier français. Certes, nous n'oserions pas plus mettre M. Alphonse Karr en parallèle avec Werner, que nous comparer nous-même à Hoffmann. Chez l'auteur du drame gigantesque de *la Croix à la Baltique*, la poésie était un fleuve dont les flots, après avoir toujours grossi, allaient se perdre dans un océan plein d'abîmes; chez l'auteur de *Sous les tilleuls*, c'est un ruisseau dont l'onde, après avoir toujours diminué, va se perdre dans des sables arides. Mais il existe un rapport entre Zacharias et M. Karr, c'est la déviation effrayante de leur talent ; il existe un rapport entre Hoffmann et nous, c'est la sincérité de nos regrets et la loyauté de nos vœux.

G. DE MOLÈNES.

PEINTRES MODERNES.

M. CHARLES DE LABERGE.

L'un des artistes les plus originaux qu'ait produits l'école française moderne, M. Charles de Laberge, vient de mourir obscurément, nous dirons presque dans l'oubli. Si l'artiste eût vécu, cet oubli, dont il s'enveloppait volontairement, n'eût été que temporaire; du moment qu'il n'est plus, il doit cesser. Tous ceux qui s'occupent d'art savent combien les débuts de M. de Laberge furent brillans. Si, comme tant d'autres, il eût voulu exploiter ses premiers succès, à défaut de la réputation durable qui l'attend, il eût certainement acquis cette gloire d'un jour qui préoccupe la foule, cette fortune dont elle se montre si jalouse. M. de Laberge était trop amoureux de son art pour se laisser prendre à un pareil appât; il avait un profond dédain pour les ovations quotidiennes et la fausse popularité. Mais, si le succès fut pour lui sans entraînement, il eut des dangers d'une autre espèce; il exalta démesurément son ambition d'artiste, il le rendit chaque jour plus sévère pour lui-même, il lui fit rêver une perfection imaginaire, à laquelle il n'est peut-être pas donné à l'homme d'atteindre. M. de Laberge, tout entier à d'opiniâtres études,

se complaisant dans une lutte de chaque moment contre des difficultés qu'il semblait se créer à plaisir; M. de Laberge, pour arriver à cette perfection qu'il ambitionnait, comptait sur l'avenir, et l'avenir lui a manqué.

Cet artiste remarquable vient de mourir à trente-cinq ans. Comme Géricault, Enfantin et Bonington, il est mort victime du zèle qui le dévorait, avant d'avoir pu se placer au rang auquel ses rares facultés lui permettaient de prétendre, et sans avoir dit son dernier mot.

Nous avons suivi avec un intérêt constant les tentatives persévérantes du jeune artiste, nous avons sincèrement applaudi à ses présuccès, nous l'avons conjuré plus d'une fois, et surtout dans ces dernières années, de se montrer moins difficile pour des œuvres qu'il refusait de faire connaître, les regardant comme incomplètes, tandis qu'elles péchaient peut-être par un défaut tout contraire; nous l'avons, en un mot, apprécié comme artiste et nous l'aimions comme homme. Il doit donc nous être permis de lui consacrer un dernier souvenir; les pages suivantes ne seront peut-être pas d'ailleurs sans intérêt pour l'histoire de l'art.

Vers 1825, l'atelier de M. Victor Bertin était le rendez-vous de tous les jeunes gens qui se livraient d'une manière sérieuse à l'étude du paysage. M. Victor Bertin, trop exalté sans doute dans son temps, trop dédaigné depuis, était à la fois le meilleur des maîtres et le meilleur des hommes. On a pu contester quelques-unes des qualités de son talent, l'accuser, à tort ou à raison, d'uniformité, de froideur et d'afféterie : on lui a du moins reconnu une entente sévère des lignes, un noble et savant agencement des masses, et, comme professeur, on ne l'a jamais attaqué. M. Victor Bertin aimait son art et savait l'enseigner. Nos paysagistes les plus distingués sont presque tous sortis de son école.

Je me reporte à l'une de ces heureuses journées de 1825, où, exclusivement épris des charmes de l'art, nous en goûtions les premières joies; où, confinés volontairement, pendant des journées entières, dans l'atelier du professeur, nous nous livrions avec toute la ferveur de la jeunesse à l'étude d'une masse d'arbres, d'un fond de montagnes, ou d'un vieux mur en ruines. Je vois encore, durant l'une de ces laborieuses séances, la porte de l'atelier s'ouvrir : un grand jeune homme fort timide entre, et se place à mes côtés; je le vois couvrir de traits informes le papier qu'il vient de déployer, et recommencer vingt fois un contour qu'il ne peut saisir. Ce jeune homme, c'était M. Charles de Laberge. Son début, comme élève,

fut des plus malheureux. Sa maladresse, sa naïveté même qui, était grande, divertissaient fort tous nos camarades. Ce jour-là, sans mes exhortations (je débutais comme lui, mais j'avais triomphé des premiers obstacles); ce jour-là, je crois, il eût jeté de côté papier et crayons, et il eût renoncé pour jamais au dessin.

M. Charles de Laberge persista. Au bout de quelques jours, il avait acquis la conscience de sa force; au bout de quelques mois, il eût pu à son tour railler ceux qui s'étaient d'abord tant amusés à ses dépens.

A la fin de cette même année 1825, je quittai l'atelier de M. Bertin et je perdis de vue le jeune artiste. Je ne le retrouvai que trois ans plus tard. Je me rappelle encore quel fut mon étonnement lorsque, conduit chez M. de Laberge, je vis ses études et ses premiers tableaux. Le jeune peintre, à cette époque, n'avait pas encore arrêté sa manière. Ses compositions étaient dans ce genre *heurté* alors de mode; ses études étaient plus précises, elles annonçaient une puissance de couleur peu commune. Le modelé des masses et la solidité des terrains était admirable. L'étude du détail se faisait désirer, et le système d'empâtement excessif que suivait l'artiste la rendait impossible; l'air et la lumière manquaient également.

Ce même système d'empâtement et de modelé par superposition de tons, M. de Laberge l'appliquait à la figure, qu'il étudiait alors chez M. Picot. Je ne pouvais croire que ces esquisses, d'un relief si extraordinaire, sortissent de l'atelier de ce maître : c'était l'opposé de sa manière sage, mais un peu froide. C'est que M. Picot, comme tout professeur qui a un sentiment juste de l'art, avait dit à son élève, dont il s'appliquait seulement à régler la fougue : « Vous sentez de telle manière, exécutez de telle manière; défiez-vous seulement de l'exagération, respectez la forme, et même, dans vos écarts, soyez toujours correct. »

Dans le principe, M. de Laberge oublia peut-être quelque peu les préceptes du maître; il se les rappela plus tard, et nous verrons s'il y resta fidèle. M. de Laberge a exécuté plusieurs tableaux dans cette première manière qui rappelle celle des paysagistes anglais, mais avec moins de finesse de couleur et moins de *parti pris* sur la forme. Comme il n'était pas satisfait du résultat, il n'exposa aucun de ces essais. Il savait attendre et voulait, avant tout, se contenter.

M. de Laberge était arrivé à cette heure critique où l'artiste se trouve placé, comme le demi-dieu de l'allégorie antique, entre le bien et le mal, entre l'erreur et la vérité : deux chemins s'ouvrent devant lui, l'un hérissé d'épines, qui doit le conduire à la gloire, l'autre

semé de fleurs, qui mène à l'oubli. M. de Laberge n'hésita pas; il se jeta intrépidement dans la première de ces deux voies, décidé à la lutte, encouragé par l'obstacle même.

Comme première conséquence de sa détermination, il se créa des difficultés et s'imposa des obligations qu'éludent les artistes ordinaires. Le paysagiste, à son entrée dans la carrière, doit choisir entre les deux grandes manières de voir la nature et de la traduire : la manière large et heurtée, la manière étudiée et rendue; la manière large qui ne s'occupe que de l'effet d'ensemble, du profil et du modelé des grandes masses, qui néglige absolument tout détail aperçu en-deçà de l'extrémité d'un certain rayon. Qu'on raccourcisse ce rayon, qu'on se rapproche du tableau, tout s'efface et se confond. Le peintre a placé son point de vue à cette distance précise, et, pour bien juger son œuvre, il faut la voir de ce point de vue. Cette manière, en apparence la plus facile, est l'inévitable écueil de la médiocrité, qui la choisit de préférence à la seconde; de grands maîtres, néanmoins, ont montré tout le parti qu'on pouvait en tirer; Rembrandt dans ses esquisses, Rubens dans ses paysages, Constable et les chefs de l'école *naturaliste* de l'Angleterre lui ont dû leurs plus grands succès.

L'autre manière se préoccupe beaucoup plus de l'effet et de la perfection de chaque détail que de l'effet d'ensemble, qu'elle néglige trop souvent. Qu'un paysagiste ait à exécuter un groupe d'arbres d'après ce système, il étudiera moins les masses qui le composent que les embranchemens délicats et le feuillé caractéristique de ces masses. Il s'appliquera à rendre sa touche aiguë, arrondie, dentelée, selon la nature des arbres qu'il veut reproduire. S'il nous conduit dans une prairie, les brins d'herbes qui la tapissent, les fleurs dont elle est diaprée, arrêteront avant tout son attention; il accumulera consciencieusement sur les premiers plans de son tableau toutes les variétés de plantes qui la meublent. Chaque chose est étudiée isolément, et plutôt pour elle-même que pour l'effet d'ensemble du tableau, auquel elle n'est pas toujours suffisamment subordonnée. C'est la manière des Wynants, des Karel du Jardin et du Breughel, qui ont trop souvent sacrifié l'effet d'ensemble à l'effet de détail.

M. de Laberge inclina d'abord vers la première de ces deux manières; il en sentit bientôt l'insuffisance; et puis c'était la manière alors en vogue, celle que le vulgaire préférait. Nos paysagistes étaient arrivés à ne peindre que des esquisses; l'idée de ressembler à tout le monde dégoûta le jeune peintre comme elle dégoûte tout artiste délicat. Il n'avait étudié que l'un des côtés de la nature, il

voulut la connaître sous toutes ses faces, l'exprimer dans son ensemble; il résolut donc de s'approprier hardiment les deux méthodes, de les combiner étroitement dans un même système d'exécution à la fois large et précise. Il s'appliqua dès-lors avec une même ardeur à l'étude du détail et du *rendu*, à celle de l'ensemble et de la masse. Un été qu'il passa sur les côtes de l'Océan, absorbé par ces nouvelles études, opéra une complète révolution dans sa manière; révolution heureuse en ce qu'elle ne rejetait pas l'artiste d'un excès dans un autre, et que seulement elle ajoutait la précision aux rares qualités qui distinguaient ses premiers essais.

M. de Laberge persévéra dans cette nouvelle voie. Il s'appliqua, avec la rare constance dont il était doué, à reproduire le plus vigoureusement et le plus complètement possible la nature dans ses grands et solides effets de masse et ses prodigieuses richesses de détail. Il voulut qu'un œil heureusement doué pût apercevoir dans ses tableaux tout ce qu'il apercevait dans le monde extérieur, qu'ils fussent bons à examiner et à étudier de près comme de loin; que, se plaçant à distance, on pût se croire devant la nature, grande, majestueuse, développant de riches masses et de vastes perspectives, et qu'en se rapprochant, les innombrables détails du paysage apparussent reproduits avec une merveilleuse précision et une délicatesse infinie. L'entreprise était hardie; elle était surtout périlleuse, et nous ne savons trop s'il sera jamais donné à un artiste de la conduire à une heureuse fin. Dans le petit nombre de tableaux que M. de Laberge a laissés, a-t-il du moins fait entrevoir la possibilité d'une prochaine réussite? Nous serions moins sévère qu'il ne le fut lui-même si nous répondions affirmativement. Mais, si ses efforts ne furent pas couronnés de ce succès incontestable qui établit l'excellence d'un système, ils placèrent, dès son début, le jeune artiste hors ligne, et fixèrent sur lui l'attention des connaisseurs.

Chacun se rappelle la sensation que produisit au salon de 1831 le premier tableau qu'il exposa. Le sujet était des plus simples; c'était une entrée de ville; derrière un groupe de maisons couronnées de grands arbres, on apercevait des prairies et une ligne de collines bleuâtres. Une diligence portant la nouvelle de la révolution de juillet, et entourée par la foule, tel était l'épisode qui animait ce tableau. Toutes les qualités et tous les défauts de M. de Laberge se trouvaient dans cet ouvrage, poussés à l'excès, comme il arrive toujours lors d'un début; l'artiste ayant à cœur de montrer tout ce qu'il sait, et laissant voir involontairement tout ce qu'il ignore.

Son tableau de *la Visite du médecin*, d'une tout autre valeur à notre avis que celui de la *Vue normande* (1), l'un des plus remarquables paysages qu'ait même produits l'école française moderne, montra cependant chez l'artiste un penchant trop décidé à incliner vers l'une des deux manières qu'il se proposait de combiner : celle qui tend à exagérer le fini.

L'extrême rendu de chaque détail séparé de l'entente du grand effet d'ensemble cesse d'être une qualité et devient un défaut. Si M. de Laberge ne tomba pas dans ce défaut, on put lui reprocher de la sécheresse, de la raideur, et une précision poussée jusqu'à la dureté, particulièrement dans les masses du feuillé. Mais, en faisant la part de la critique, on devait aussi convenir que sa peinture unissait à un grand aspect de vérité une admirable solidité de ton et une vigueur d'effet peu commune. Pour notre part, nous souhaitâmes dès-lors que M. de Laberge, dont les théories, peut-être un peu trop absolues et exclusives, commençaient à nous inquiéter, persévérât franchement dans cette voie, tout en cherchant à assouplir son talent et à acquérir une certaine aisance d'exécution qui lui manquait. Vouloir exprimer davantage, c'était compromettre son avenir de grand artiste par l'exagération même de ses qualités.

M. Charles de Laberge sentait différemment et n'était pas satisfait de ses précédentes tentatives, même sous le rapport du *fini*. « Je suis sûr de moi pour tout ce qui est *fabrique* ou *terrain*, nous disait-il, mais pour la *végétation* c'est autre chose, j'ai beaucoup à étudier. » Et en effet, il redoublait d'assiduité et d'efforts; on eût dit qu'il voulait prendre la nature corps à corps et la soumettre. Ce qu'il voyait dans un paysage et ce qu'il tentait de reproduire dans ses tableaux est inimaginable. Son œil avait la puissance et la netteté de la longue vue, sa main l'adresse et la précision du daguerréotype. L'imitation portée si loin a bien des inconvéniens. L'un des plus réels, c'est l'énorme dépense de temps qu'elle exige. Cinq étés passés dans les montagnes du Bugey, chez M. d'Arloz, son hôte d'abord, et plus

(1) Le tableau de la *Vue normande* a été acheté par le roi; *la Visite du médecin* appartient au duc d'Orléans. Deux autres tableaux de M. de Laberge ont été achetés par des étrangers, et sont, je crois, en Russie. Cet artiste laisse plusieurs autres compositions qu'on peut regarder comme achevées, quoiqu'il ne les trouvât encore qu'à l'état d'ébauches. Sa famille possède en outre une suite d'études et de dessins dont quelques-uns, traités à la plume, sont de véritables chefs-d'œuvre. M. de Laberge avait appliqué son système au portrait; ses essais dans ce genre prouvent qu'il eût pu y exceller. Le portrait de sa mère, l'un des derniers qu'il ait exécutés, a toute la finesse et la précision des meilleurs tableaux de Holbein.

tard son ami, n'avaient pu suffire à l'artiste pour achever deux tableaux. Le carton d'une étude de détail lui prenait plusieurs hivers. Il appelait ses momens perdus ceux qu'il consacrait à l'étude approfondie de la perspective linéaire, qu'il posséda comme savant, et dont aucun problème n'aurait pu l'arrêter, tandis que le commun des artistes se borne à en connaître superficiellement les élémens. M. de Laberge avait également une connaissance consommée de l'histoire de l'art et particulièrement de l'art du paysage. Il apportait dans ses lectures et ses recherches la même conscience et la même volonté que dans ses études pittoresques. Les notes qu'il a recueillies formeraient des volumes et pourraient au besoin jeter de précieuses lumières sur quelques-uns des points les plus obscurs de l'histoire des diverses écoles de peinture qui ont illustré l'Allemagne et la Hollande. M. de Laberge préférait naturellement l'école hollandaise, qu'il ne considérait toutefois que comme une expression fort insuffisante de la nature. Sa conversation était pleine d'intérêt et de charme; comme tous les hommes profondément convaincus, qu'une seule idée préoccupe, et qui consacrent de longues heures à des travaux solitaires, il passait insensiblement de la causerie au monologue, et, sans qu'il s'en doutât, se mettait à professer avec un entraînement singulier et une véritable éloquence. C'était un de ces hommes complets dans leur genre, avec lesquels on aime à courir les idées, certain que l'on est d'en forcer quelques-unes. Il avait tout ce qui distingue le grand artiste, une ame tendre et exigeante, un goût exclusif, un caractère réfléchi et passionné, et par-dessus tout une ambition immense du succès, mais du succès mérité.

La critique lui a sévèrement reproché ses tâtonnemens excessifs et ses hésitations éternelles; la critique ne le comprenait pas. Comme d'habitude, au lieu de prendre l'homme tel qu'il était et d'analyser la nature de son talent, elle aurait voulu modifier cette nature et refaire un homme à son image. Le grand artiste ne doit avoir ni *parti pris* ni *ponsif*. Il ne trouve pas du premier coup son idée, sa ligne, sa forme; il la poursuit et la démêle au milieu de vingt autres moins parfaites, qui eussent contenté l'artiste médiocre, satisfait du premier jet; les grands talens ont presque toujours tâtonné, je le soutiens.

On a également reproché à M. de Laberge de n'avoir pas su rendre la lumière. La plupart de ses tableaux, à l'exception toutefois du petit *Soleil couchant* qu'il a exposé au dernier salon, sont en effet peu lumineux, mais cela tient plutôt au caractère mélancolique de l'artiste qu'à une impossibilité matérielle. Une idée fixe tourne au-

tour du chevalet du peintre ou du bureau de l'écrivain ; idée gaie ou triste, rêve de gloire ou pressentiment de mort, elle se mêle à la couleur de l'un, s'attache à la plume de l'autre. De même que dans la peinture historique l'action n'est pas toujours le mouvement, dans la peinture de paysage l'effet lumineux n'est pas toujours la lumière, surtout si on l'achète par des tours de force de clair-obscur, en jetant par exemple la moitié de la composition dans l'ombre pour illuminer l'autre moitié. Bien souvent, qui dit *effet* dit mensonge, et l'une des qualités caractéristiques de la peinture de M. de Laberge, c'était la sincérité, nous dirons plus, la bonhomie. Ajoutons à cela qu'il tenait pour principe que, pour réussir dans son art et y acquérir une véritable originalité, chaque artiste doit s'appliquer à traiter spécialement un seul genre d'effet. L'excellence de certains peintres, qui, par instinct, ont obéi à des principes analogues, Claude Lorrain dans un genre, Canaletti dans un autre, semble confirmer la vérité de cette assertion. Les paysagistes anglais doivent à l'observation de préceptes semblables l'originalité qui les distingue. Chacun d'eux s'occupe exclusivement d'un effet. L'un peint toute sa vie un soleil couchant, et applique chacune de ses facultés à le traiter avec toute la perfection possible. Cette unité précieuse excluant toute distraction, l'esprit doit nécessairement arriver à un résultat bien supérieur à celui que peut obtenir un artiste séduit par la variété, qui s'attache à la reproduire, et, au lieu de concentrer sa puissance d'invention et d'imitation, la répand par diverses issues.

Quand je lisais autrefois la vie de ces peintres hollandais qui, par amour pour leur art, se condamnaient à une sorte de réclusion absolue, préparant eux-mêmes leurs couleurs dont ils avaient analysé les propriétés réciproques, disposant leurs panneaux de manière à prévenir le retirement du bois, et les couvrant d'apprêts qu'ils croyaient propres à rendre leur peinture inaltérable, transportant enfin leurs ateliers sur des bateaux afin d'éviter la poussière des villes et des chemins, je supposais que, comme d'habitude, le narrateur avait ajouté à la réalité, et fait quelque peu mentir l'histoire pour la plus grande gloire de ses héros. Depuis que j'ai vu M. de Laberge apporter des soins analogues à cette partie matérielle de l'art trop souvent négligée, je ne doute plus; je regarde ces précautions comme possibles, et je les trouve très naturelles. Appliquées aux choses secondaires, elles sont comme une garantie de la conscience que l'artiste mettra aux parties essentielles de sa composition. Chez M. de Laberge, cette conscience était prodigieuse; jamais paysagiste hollandais ne s'imposa des lois

plus rigoureuses. Tout ce que les historiens de l'art racontent de Vander-Heyden et des peintres de son école, en se récriant d'admiration, nous pourrions l'appliquer à l'artiste français. En effet, dans les tableaux de sa seconde manière, M. de Laberge tenait compte de tout et ne voulait faire de sacrifices ni de mensonges d'aucune espèce.

Voici à peu près comment il procédait : il déterminait d'abord avec une exactitude mathématique l'espace que l'œil pouvait embrasser, de tel point à tel autre point du site qu'il avait choisi ; c'étaient là les limites de son cadre. A l'aide de la perspective linéaire, il établissait ensuite la planimétrie des terrains, se rendant un compte précis de leurs saillies et de leurs inflexions; il arrêtait enfin la dimension rigoureuse des objets des premiers plans aux derniers, faisant le travail non-seulement pour les masses principales, mais pour les détails de ces masses, ayant égard à leurs proportions relatives. Il calculait avec la même précision le rayonnement de la lumière et la projection des ombres. Ces grandes bases arrêtées, M. de Laberge arrivait à l'exécution matérielle et aux détails. Comme le peintre hollandais dont nous parlions tout à l'heure, il s'appliquait à tout voir et à tout exprimer, d'une manière plus vigoureuse que Vander-Heyden, mais aussi moins lumineuse. Les murailles, les fenêtres et les toitures des fabriques, les ondulations et les moindres plis du terrain, les ornières des routes, les rameaux des arbres et leurs feuillages, étaient étudiés de façon à ne rien laisser à désirer sous le rapport de l'imitation. On retrouve dans ses tableaux chaque objet modelé dans sa forme, à son plan, et avec les accidens qui lui sont particuliers; la liaison et l'écartement des briques, les écailles du mortier qui les sépare, l'épaisseur et la profondeur de chaque lésarde, tout est curieusement reproduit. Il n'est pas jusqu'au plus petit brin de mousse ou de lichen, jusqu'à ces moisissures imperceptibles qui corrodent la pierre et en modifient les couleurs, qui ne soient précieusement exprimées avec leur caractère spécial, et en tenant compte de l'altération que la distance fait éprouver à leurs dimensions et à leurs nuances.

En examinant avec soin chacun des derniers tableaux que M. de Laberge a laissés, on ne sait trop ce que l'on doit le plus admirer de l'étonnante patience du peintre ou de son extrême adresse à imiter chacun des objets qu'il a sous les yeux, sans sécheresse ni froideur, sans que ces objets, si achevés quand on les considère isolément, nuisent à l'unité de l'ensemble et à l'accord de toutes les parties du tableau. Une chose singulière, et qui distingue M. de Laberge de Vander-

Heyden et de ses imitateurs, c'est que d'ordinaire ses tableaux, au lieu de former un seul et même ensemble, se composent de plusieurs parties rapportées; le peintre exécutait toujours chacune de ces parties d'après nature et recherchait avec une infatigable persévérance le détail qu'il jugeait le plus propre à exprimer exactement sa pensée. On raconte que, pour représenter avec le plus de fidélité possible le lait renversé par la jeune femme, dans son tableau *de la Laitière et du pot au lait*, il fit répandre chaque matin, pendant quatre mois, une cruche de lait sur la pelouse de son jardin, de sorte que pour cet accessoire il s'endetta avec sa laitière d'une centaine d'écus. Sans doute il y a quelque exagération dans ce récit; cependant, nous qui connûmes M. de Laberge, nous ne trouvons là rien qui nous surprenne. Nous nous rappelons encore l'agitation fébrile que lui causait la chute de chacune des feuilles de la vigne qu'il peignit dans son tableau du *Médecin de campagne*. Il avait entrepris l'étude de cette vigne dans une saison un peu trop avancée. Il se désolait, mais sans pour cela rien précipiter; achevant avec un calme héroïque celles des feuilles qui avaient tenu bon, dessinant jusqu'à leurs nervures, et indiquant jusqu'à l'espèce de moire naturelle qui les revêtait. Quand le vent d'automne eut détaché la dernière feuille, M. de Laberge coupa l'un des sarmens dépouillés et l'emporta dans son atelier, où du moins il put l'achever à sa guise en dépit des élémens. La mort subite du cheval étique que montait son médecin de campagne, cheval choisi entre mille, et, après plus de deux mois de courses dans les environs de Paris, lui causa une véritable douleur. Si la chose eût été possible, il eût, j'en suis certain, retranché plus d'un jour à son existence pour prolonger d'autant celle de la bête agonisante; elle était si magnifiquement barbue, les angles de sa croupe se dessinaient avec tant de *caractère*, ses sabots étaient si laborieusement applatis, sa queue tombait d'un air si humble.

Un jour d'hiver je me trouvais dans l'atelier de M. de Laberge, il faisait grand froid. Un tiers arrive, s'installe près du poêle, et, tandis que l'artiste me montrait quelque nouvelle esquisse, glisse sans façon dans le brasier deux ou trois bûches moussues qui gisaient à terre dans un coin. Quelques minutes après, M. de Laberge reprend sa palette et s'assied à son chevalet; il tourne les yeux vers l'endroit où tout à l'heure il avait laissé les bûches en question, ne les voit plus, pâlit, se lève désespéré, court au poêle et aperçoit le bois tout en feu. Le travail de deux mois était perdu, son modèle brûlait! M. de Laberge eut à supporter bien des petits chagrins de cette

espèce; il éprouvait, en revanche, des joies d'enfant quand il avait rencontré un modèle à sa convenance, et qu'il parvenait à le reproduire à son gré. Pour un homme aussi solitaire que lui, ces vicissitudes quotidiennes acquéraient une importance singulière : c'était sa vie.

M. de Laberge choisissait avec le même scrupule l'épisode qui devait animer le paysage. La disposition des groupes, le mouvement et l'expression des figures lui coûtaient des études et des recherches infinies. On aurait peine à s'imaginer le soin qu'il mettait à l'exécution des diverses parties des vêtemens. Aucun détail ne le rebutait. Il s'imposait comme une sorte de point d'honneur l'obligation de tout exécuter d'après nature, et se tenait parole. C'était là peut-être le côté critiquable de sa méthode; l'art ainsi entendu n'étant plus qu'une sorte d'habitude de vision perfectionnée et la réussite dépendant du plus ou moins de puissance de l'organe visuel. Quand nous discutions à fond ce chapitre, ce qui nous est arrivé plus d'une fois: —Vous avez peut-être raison, me disait-il; mais moi je vois, et j'ai pour principe de faire ce que je vois, et de le faire comme je le vois. Si je transige avec la forme, si je corrige la nature, qui me dira où je dois m'arrêter et ce que je dois corriger? — Le sentiment, le goût. — Croyez-vous donc que j'obéisse à autre chose qu'à mon sentiment, quand je pousse le fini à ce degré que vous trouvez excessif? et ce que vous appelez le goût, est-ce autre chose qu'une sorte d'accord entre la manière de voir, ou le sentiment, et la manière d'exprimer? Mon sentiment et mon goût, à moi, m'obligent à faire comme je fais. Faire autrement, ce serait obéir au goût et au sentiment des autres, sacrifier l'originalité et me soumettre à *la convention*.

Il y aurait eu beaucoup à répondre à des principes si absolus, tout logiques qu'ils parussent; mais, avec l'homme convaincu qui les professait, la discussion devenait superflue. Quand c'est un homme que l'on aime, on ne peut qu'en appeler au résultat, que lui souhaiter le succès, même en dépit des principes. C'est ce que nous faisions tous en quittant cet aimable et hardi raisonneur. Nous lui souhaitions également, mais tout bas, la santé : la sienne était déplorable; depuis long-temps M. de Laberge était atteint d'une grave affection de poitrine. De fréquens accès d'asthme, accompagnés par instans d'une horrible toux, faisaient craindre l'altération profonde d'un organe essentiel. M. de Laberge semblait n'exister que par l'activité de son esprit et de son ame. Il ne connaissait qu'un seul remède à ses maux, qu'une seule distraction à ses souffrances, le travail. Souvent

je l'ai vu haletant, épuisé, ne se plaindre que d'une seule chose, de rester inactif; ne regretter qu'une seule chose, ses pinceaux et sa palette. Quand la crise était passée, il se remettait à l'ouvrage avec une ardeur sans égale, entreprenant les plus longs travaux, se livrant sans relâche aux études les plus ardues, et sans rien précipiter, comme s'il eût été assuré d'un long avenir.

On a dit que la richesse était la modération des désirs. M. de Laberge nous prouvait la justesse de cet axiome. Placé dans une situation que beaucoup d'autres eussent considérée comme difficile, il avait su se faire une position heureuse et digne, sans jamais abuser ni trafiquer de son talent. Il avait sa maisonnette à lui, ses ateliers, son jardin. C'était un véritable plaisir pour nous que d'aller visiter le seigneur du petit domaine de *l'avenue Sainte-Marie*, d'écouter ses plans, de causer de ses projets, de faire connaissance avec les objets qui l'entouraient et qui lui étaient si chers. Cet abricotier qui étalait ses trois branches dans le coin du jardin, vous le retrouviez calqué dans quelqu'un de ses tableaux; ce tonneau, cette écuelle, cette roue brisée, cette vieille corde à puits, c'étaient autant de modèles qui attendaient leur tour, et qui, hélas! ne l'ont pas tous vu arriver.

J'ai connu peu d'hommes qui, par la nature de leur talent et leur caractère, se soient plus rapprochés des Allemands que M. de Laberge. Il avait ce calme de tous les momens, cette constance énergique et cette inaltérable patience qui caractérisent les artistes du Nord. Son imagination ne s'enflammait qu'avec lenteur, mais elle arrivait insensiblement à s'identifier avec l'objet qui l'avait frappée, qu'elle voulait reproduire, et pour lequel elle concevait comme une sorte de passion. M. de Laberge ne différait de ces artistes allemands, dont il possédait toutes les qualités louables, la conscience, la sincérité, la précision, que par l'absence de cet idéalisme exagéré et de ce vague mysticisme qui les égarent si souvent. Comme eux, il aimait la retraite et le calme. Solitaire par goût et par principes, il évitait de se répandre aussi soigneusement que d'autres cherchent à se produire; il ne vivait que pour sa famille et un petit nombre d'amis. C'était un de ces hommes si rares aujourd'hui, dont l'art est la seule passion, difficiles pour eux-mêmes, tolérans pour les autres; un de ces hommes que la critique préoccupe et n'offense pas, droits dans leur conduite comme dans leurs œuvres, qu'on n'apprécie peut-être pas assez quand ils vivent, et qu'enfin, lorsqu'on les a perdus, on se félicite d'avoir connus, tout en regrettant de ne les avoir pas assez pratiqués.

FRÉDÉRIC MERCEY.

QUESTION

ANGLO-CHINOISE.

LETTRES DE CHINE.

Nº I.

Vous me priez, monsieur, de vous donner quelques détails sur cette grande question anglo-chinoise, et vous me reprochez de ne pas vous les avoir donnés plus tôt. Quand vous aurez lu ces pages, vous excuserez facilement mes hésitations. Je n'aime guère à parler que des choses que je connais, et, je l'avoue, les mystères présens et futurs de la guerre que l'Angleterre fait, en ce moment, à la Chine, sont encore impénétrables pour moi. Je ne suis pourtant pas resté spectateur inattentif des évènemens; je les ai étudiés avec soin, à mesure qu'ils se sont déroulés sous mes yeux, et les motifs de cette guerre n'ont pas tous échappé à ma pénétration; toutefois, le voile qui enveloppe les derniers actes de ce grand drame est bien loin d'être levé pour moi. Probablement ceux qui jouent les principaux rôles ne sont pas plus avancés dans leurs prévisions que je ne le suis moi-même. Ils marchent en aveugles, croyez-le bien, au milieu de ce labyrinthe de négociations commencées et aussitôt rompues, de promesses faites sans la moindre bonne foi, de proclamations à grand effet, et de combats sans résultats. Ils ne peuvent faire autrement; pas de faits analogues, pas d'antécédens, moins encore de connaissances locales pour les diriger.

C'est, pour ainsi dire, un nouveau monde qu'on vient de découvrir et

dont on tente la conquête. Mais ce n'est plus, comme en Amérique, un monde de misérables sauvages, à peine vêtus et offrant une facile proie à une poignée d'aventuriers. Ici, c'est une nation compacte, défendue par un système social qui résiste puissamment, et dont l'industrie, stationnaire aujourd'hui après une paix de plusieurs siècles, n'aurait, dans cette crise, qu'un pas à faire pour devenir terrible à ses ennemis; c'est une immense population, unie de mœurs, de religion, d'intérêts, de nationalité; c'est un peuple industriel, cultivateur, propriétaire, manufacturier, régi par une loi uniforme, quelquefois cruelle, mais le plus souvent juste, par une loi qu'il aime, parce que sous elle ont vécu ses pères, et qu'il a appris à la regarder comme la seule parfaite, comme la seule vraie loi; enfin, c'est une race qui a fait de la fierté nationale une vertu, qui apprend par tous ses livres que la Chine, c'est la terre, qu'en dehors de cette terre privilégiée il n'y a que barbarie, misère et ignorance; qui professe pour tout ce qui porte le nom d'étranger le plus profond mépris, mépris égalé seulement par la haine dont la religion même lui fait un devoir sacré.

Eh bien! c'est cette nation-là que l'Angleterre prétend subjuguer avec ce que j'appellerai, par comparaison, une poignée d'hommes; ce sont ces mœurs qui datent de plus loin que les traditions européennes les plus reculées qu'elle veut changer; c'est cette nationalité, si forte par son isolement et par son antiquité même, qu'elle devra tenter de détruire, si elle n'est pas arrêtée bientôt par les difficultés de l'entreprise.

Une des espérances du gouvernement britannique était, je le sais, qu'une fois la guerre déchaînée avec toutes ses rigueurs sur la population chinoise, ce grand corps, qu'on prétendait n'être tenu en équilibre que par la tension de tous les ressorts d'un pouvoir arbitraire, se diviserait, et que l'Angleterre aurait un parti au sein même du céleste empire. Cette opinion s'appuyait sur l'animosité qu'on supposait exister entre les Chinois proprement dits et leurs conquérans tartares; on oubliait que la fusion est aujourd'hui complète. Les Tartares se sont laissé séduire par les douceurs de la civilisation, ce ne sont plus aujourd'hui que des Chinois; et, si quelques familles tartares jouissent encore de certains priviléges, cette circonstance donnerait bien moins de moyens d'influence aux ennemis de la Chine, que les ennemis de la Grande-Bretagne n'en acquerraient en cherchant à raviver, au sein de la nation anglaise, le souvenir de la conquête des Normands, rappelée chaque jour au peuple par les noms des familles conquérantes, et plus encore par tous les fiefs et droits territoriaux qui y sont attachés. On oublie toujours, en parlant de la Chine et en préjugeant les évènemens dont elle doit être le théâtre, l'isolement de sa politique, la différence qui existe entre les mœurs de ses habitans et les mœurs européennes, et la haine du peuple pour toute innovation, et surtout pour toute innovation étrangère.

Après ces observations, que vous trouverez peut-être un peu longues, mais qui m'ont paru nécessaires pour vous faire comprendre ce qui me reste à dire, je vous raconterai brièvement ce qui s'est passé depuis le mois de juin

1840, époque de la première expédition anglaise dans la rivière de Canton, jusqu'au moment où j'écris.

On sait aujourd'hui quelles circonstances ont amené la rupture des relations amicales, si je puis m'exprimer ainsi, qui existaient depuis si long-temps entre l'Angleterre et la Chine. Ces relations consistaient en la permission, accordée par la céleste dynastie à la Grande-Bretagne comme à toutes les nations étrangères, de commercer avec la Chine. La Russie et une ou deux parties de l'Inde étaient exceptées de cette faveur. Le motif de cette exception appliquée à la Russie était les relations qu'elle entretient avec la Chine par la Tartarie. Vous savez que la cour de Pékin tolère dans sa capitale la présence d'un archimandrite russe et d'une légation ou plutôt d'une commission commerciale qui se renouvelle, je crois, tous les dix ans. Probablement le gouvernement chinois a pensé qu'il y avait déjà assez de danger à laisser une porte, quelque bien gardée qu'elle fût d'ailleurs, ouverte à l'influence russe, et qu'il serait imprudent d'avoir à la surveiller à la fois aux deux extrémités de l'état.

C'est sous l'empire de la même susceptibilité que les bases du commerce maritime étranger ont été arrêtées. La politique chinoise n'a pas manqué d'entourer la concession qu'elle faisait de toutes les précautions qui lui ont paru nécessaires pour paralyser le mauvais effet qu'elle pouvait produire. Ainsi un seul port, Canton, fut ouvert aux navires des nations lointaines. On accorda aux négocians barbares la permission d'élever quelques factoreries sur un point très resserré de la ville; on leur permit d'y résider pendant six mois de l'année, temps jugé nécessaire pour la vente et l'achat; on leur défendit d'amener leurs familles avec eux, de crainte que la vie ne leur parût trop douce sur cette terre privilégiée. Un réseau de restrictions de toute espèce les entoura dans cette sorte de lazaret, et, si parfois les autorités chinoises semblèrent se relâcher un peu de leur rigide surveillance, elles eurent soin de conserver intact l'esprit de la loi en la notifiant chaque année aux étrangers. La ville intérieure leur fut fermée, on les obligea à prendre des *compradores* ou majordomes chinois, introduisant ainsi jusque dans la vie privée un système de méfiance et d'espionnage.

Les précautions ne s'arrêtèrent pas là. On craignit la présence des navires étrangers dans le voisinage de Canton. On les fit arrêter à douze milles de la ville. On fixa leur ancrage auprès d'une petite île, Whampoa; on défendit même aux négocians de se servir de leurs grandes embarcations pour transporter les marchandises de Canton à bord de leurs navires. Ils durent faire usage de leurs bateaux chinois et obtenir à l'avance la permission de l'autorité supérieure. La police chinoise suivit les étrangers jusque dans la cabine de leurs bâtimens. Chaque navire fut obligé de prendre un comprador et un interprète et de payer leurs services imposés à des prix énormes. Les douze milles qui séparent Whampoa de Canton furent garnis de bateaux mandarins ou de guerre, d'embarcations armées de la douane et de postes de douaniers. Il en fut de même au haut de la rivière. Toutes les démarches des

étrangers furent surveillées; partout ils rencontrèrent des espions intéressés à découvrir les infractions aux lois du pays. Les préjugés de la nation chinoise contre les barbares furent entretenus avec soin, et, malgré les relations qui auraient dû naturellement se former entre les étrangers et les Chinois grace à un commerce qui durait depuis plusieurs siècles, l'antipathie de la population n'avait fait qu'augmenter jusqu'au moment où la guerre, portée par les étrangers au sein des villes, est venue changer ces sentimens en haine nationale.

Le gouvernement chinois ne se borna pas à s'armer ainsi contre les envahissemens des étrangers, il voulut leur faire sentir la supériorité qu'il prétendait garder vis-à-vis d'eux. Ainsi un corps de marchands fut institué et chargé exclusivement de la souillure du contact étranger. C'est cette corporation qui eut toute la responsabilité, mais aussi tous les bénéfices du commerce. Les navires étrangers furent obligés, avant d'être admis à vendre et à acheter, d'offrir la garantie d'un *haniste,* c'est ainsi qu'on appelle ces marchands. Ce haniste devint responsable non-seulement des droits à payer par le navire, mais encore de tous les délits commis par le capitaine et les gens de son équipage. C'était appeler sur les étrangers la surveillance de l'intérêt privé, plus active encore peut-être que celle de l'intérêt gouvernemental.

Toute communication directe avec l'autorité locale fut interdite aux étrangers; leurs demandes, leurs réclamations, durent passer par les mains des hanistes, qui leur transmettaient les réponses. Cependant, par un sentiment de justice qu'on retrouve souvent dans les actes de l'autorité chinoise, le cas fut prévu où les marchands intermédiaires pourraient devenir partie dans une question litigieuse, et une des portes de Canton fut signalée pour que, le cas échéant, les étrangers y portassent leurs réclamations. Ceux-ci ont usé plusieurs fois de ce privilége; mais, pour arriver à cette porte, il fallait aller en nombre et armés; car, soit antipathie de la population, soit mouvement préparé par les hanistes, presque toujours les étrangers étaient poursuivis, sur leur passage, de cris et de menaces. Arrivés à la porte, un officier du vice-roi venait, après plusieurs heures d'attente, prendre leur supplique, et les con gédiait. Cette supplique, ainsi que tout document présenté par un étranger à une autorité chinoise, devait être conçue en termes plus que respectueux. Il fallait, pour ainsi dire, adorer d'abord la main qu'on implorait. Probablement, chez les Chinois, ces formules ne sont pas considérées comme humiliantes, de même que nous ne croyons pas nous abaisser en nous disant le très humble et très obéissant serviteur de la personne à qui nous écrivons. Les autorités étrangères furent elles-mêmes soumises à ce cérémonial. Du reste, le gouvernement chinois n'avait jamais consenti à considérer les agens des nations barbares autrement que comme des chefs de marchands, et ce fut là une des causes apparentes qui ont amené la rupture entre la Chine et l'Angleterre. C'est à ces dures conditions que le commerce étranger fut admis en Chine. Il fut, en outre, assujetti à des droits de port et de tonnage très élevés; car, en s'écartant du système d'exclusion, qui fait la base de leur politique, les Chinois avaient surtout en vue l'intérêt du fisc et celui de leur industrie.

On ne peut dire qu'il ait jamais existé entre la Chine et les contrées européennes aucune relation internationale. Si quelques ambassades ont été reçues à Pékin, elles ne l'ont jamais été sur le pied de la réciprocité. On les considérait plutôt comme un hommage rendu à la céleste dynastie, et comme une occasion d'offrir des présens pour ainsi dire de vasselage. Jamais la dignité impériale ne s'est abaissée jusqu'à recevoir personnellement ces envoyés européens.

Tant que dura le monopole de la compagnie des Indes, l'ordre parfait qui régnait dans toutes les transactions de cette compagnie, l'unité de vues des directeurs et l'espèce de discipline à laquelle le commerce était assujetti, la crainte de perdre les immenses avantages qu'elle retirait de ses relations avec la Chine, tout concourut à maintenir la bonne harmonie avec les autorités locales. On passait volontiers par-dessus quelques contrariétés, afin de conserver un entrepôt et un débouché qui pouvaient devenir les plus importans du globe. Mais, quand le privilége de la compagnie expira, quand le commerce libre commença à se précipiter avec avidité sur cette proie qu'il convoitait depuis si long-temps, quand mille spéculations diverses vinrent se contrarier en se heurtant sur le marché de Canton, l'ordre dut nécessairement se ressentir du conflit de tous ces intérêts opposés. La spéculation ne connut plus de bornes; le commerce d'opium, entre autres, prit un accroissement prodigieux. Des navires fins voiliers allèrent porter cette drogue pernicieuse jusque sur les points de la côte les plus voisins de la capitale. Le commerce sortit des limites qui lui étaient assignées et déborda de tous côtés. C'était un bien, disait-on; la liberté du commerce demandait qu'on levât toutes les entraves qui s'opposaient au développement des relations de l'Angleterre avec la Chine; le monopole ne pouvait subsister en présence des Américains, des Hollandais et des autres nations européennes, qui commençaient déjà à arriver sur le marché de Canton. Le prolonger eût été porter un coup funeste à l'industrie anglaise, la sacrifier et sacrifier en même temps les intérêts de la navigation et du commerce en général aux exigences d'une société déjà trop riche. — On avait peut-être raison, et je répugnerais à le nier, partisan que je suis de la liberté commerciale dans toute l'extension permise par les exigences particulières à chaque nation; et cependant, à voir les résultats qu'elle a produits en Chine, on serait tenté de déplorer que les hommes de restriction et de prohibition semblent trouver là un argument en faveur de leurs idées. Toutefois, il faut tenir compte de la situation particulière dans laquelle la Chine est placée. Pour elle, l'extension du commerce étranger devait nécessairement amener l'introduction et la propagation d'idées subversives de son système gouvernemental. Elle devait, si elle restait fidèle à sa politique, considérer comme un danger l'accroissement de ses relations commerciales avec les nations étrangères. L'expérience a dû prouver au gouvernement chinois combien ses prévisions, si tant est qu'il les ait eues, étaient fondées. Je pense qu'on peut trouver dans cette susceptibilité un des motifs qui ont amené sur la Chine la tempête qui la menace.

D'un autre côté, les employés de la compagnie des Indes chargés de la police de son commerce en Chine, furent naturellement remplacés par des agens tenant directement leurs pouvoirs du gouvernement anglais. Ceux-ci montrèrent sans doute, dans leurs relations avec les autorités locales, plus de sévérité que leurs prédécesseurs. Les formules obligées de la correspondance officielle, auxquelles les agens de la compagnie se soumettaient comme à un usage établi de temps immémorial, leur semblèrent humiliantes pour les délégués d'une grande nation. De là des protestations et des réclamations qui motivèrent, en partie, l'ambassade de lord Napier, ambassade qui, comme on sait, se termina si malheureusement. Cette épreuve aurait dû servir de leçon à l'Angleterre. C'est pourtant alors que commencèrent les démêlés entre l'Angleterre et la Chine. Cette situation violente, qui dura de 1834 à 1839, eut ses temps d'arrêt et ses recrudescences jusqu'au moment où les mesures rigoureuses du commissaire impérial Lin, en rompant tout-à-fait le lien commercial qui unissait les deux nations, amenèrent la crise actuelle.

J'ai toujours pensé que le gouvernement anglais ou ses agens n'avaient pas compris le véritable intérêt de leur pays; du moins ils semblent avoir pris à tâche, par des mesures inconsidérées, de ruiner leur immense commerce en Chine. Je ne crois pas qu'on puisse admettre que la susceptibilité des autorités anglaises, susceptibilité provoquée, comme je viens de le dire, par le style obligé de la correspondance officielle, fût fondée en raison. C'était une prétention exagérée, à mon avis, que celle de vouloir imposer à un pays comme la Chine d'autres mœurs et d'autres usages, de faire oublier au gouvernement chinois, par une simple lettre ministérielle, toutes ses traditions politiques, voire même ses doctrines religieuses; car on sait que l'empereur est la divinité médiatrice entre le ciel et la terre, et que les rayons de son autorité divine se reflètent plus ou moins directement sur ses représentans. L'Angleterre avait-elle bonne grace à venir dire aux Chinois : Vous avez des lois qui vous régissent depuis des temps bien plus reculés que notre existence connue; eh bien! ces lois ne valent rien : changez-les et prenez les nôtres? Vous nous méprisez, vous nous regardez comme des barbares, et cependant adoptez nos usages, car les vôtres sont absurdes! — En vérité, on s'étonne qu'une nation qui avait un commerce annuel de 400 millions avec la Chine, commerce qui payait un grand dixième de son budget, et lui fournissait le thé, article devenu aujourd'hui indispensable chez elle; on s'étonne qu'une nation dont l'intérêt premier est l'intérêt commercial, puisque cet intérêt fait sa force, ait pu penser un seul instant à compromettre de pareilles relations pour les exigences d'une futile étiquette. On dira peut-être que l'honneur national le commandait. Qu'une telle susceptibilité s'exerce en Europe, aux États-Unis, partout enfin où il y a entre les nations communauté de mœurs, où le droit international est le même, où on connaît la valeur d'une humiliation ou d'une insulte, rien de mieux; mais en Chine, dans un pays dont la civilisation, le système gouvernemental, les mœurs, les idées, les notions générales et particulières, où tout enfin s'est formé en dehors de ce que

nous connaissons, vouloir remuer une masse de 300 millions d'hommes, la faire sortir tout d'un coup de son ornière pour la diriger dans le bon chemin; employer pour cela quelques lettres rédigées en style ministériel et quelques milliers d'hommes, vraiment il y a de quoi s'étonner. Non, l'Angleterre ne pouvait conserver long-temps cette espérance; elle savait que le gouvernement chinois résisterait à toutes les négociations, et qu'il faudrait employer bientôt la force des armes; elle savait jusqu'où pouvaient aller les conséquences de ses prétentions. Elle a été poussée par la force des choses vers un but qui s'est agrandi plus qu'elle ne s'y attendait peut-être, et aujourd'hui elle est placée de manière à ne pouvoir plus reculer. L'Angleterre est trop sage pour avoir compromis son commerce avec la Chine à propos de frivoles questions d'étiquette. Les besoins, les exigences de son industrie, dont le développement doit l'effrayer, l'ont, plus que toute autre cause, poussée dans cette voie dangereuse. Elle joue là une terrible partie; les enjeux de part et d'autre sont immenses. Dieu veuille pour elle qu'après deux ou trois années de pertes et de sacrifices incalculables en hommes et en argent, les choses en reviennent au point où elle les a prises. Elle pourrait encore dire qu'elle a gagné!

Le commerce d'opium est un des principaux motifs, si ce n'est le premier de la crise actuelle. On sait que ce commerce s'était accru, depuis douze ans, d'une manière vraiment prodigieuse. L'introduction de l'opium en Chine s'éleva, pendant l'année 1838, à 35,000 caisses, formant un poids de 4,375,000 livres, et une valeur, en estimant la caisse à 500 piastres, de 17,500,000, ou, au taux élevé du change en Chine, de 105,000,000 de francs. Remarquez que presque tout l'opium qui s'est vendu sur la côte de Chine ne l'a pas été à moins de 1,000 et quelquefois 1,200 piastres la caisse. Je pense donc être au-dessous de la réalité en affirmant que l'extraction d'argent de la Chine pendant cette seule année, et pour la seule consommation d'un poison dont on connaît l'action sûre, quoique lente, n'a pas été moindre de 150,000,000 de fr. Vous remarquerez encore que toutes les ventes d'opium, ventes qui doivent s'opérer promptement, afin d'échapper à l'active surveillance des autorités, intéressées de manière ou d'autre à les découvrir, se font toujours contre de l'argent comptant; que des transactions de cette espèce n'admettent pas toutes les lenteurs d'un commerce régulier d'échanges. Le trafic de l'opium était donc, aux yeux du gouvernement chinois, coupable sur trois chefs, qui devaient provoquer toutes les sévérités de la justice. D'abord, la vente en contrebande de l'opium amenait des navires européens sur la côte de Chine et dans des lieux fermés aux étrangers, où la surveillance du gouvernement ne pouvait être aussi active que sur le point consacré aux autres opérations commerciales; ensuite, l'opium exerçait une funeste influence sur la population, en la ruinant et en la rendant peu à peu impropre au travail; enfin, l'immense richesse qui, depuis tant de siècles, s'était accumulée en Chine par un système commercial qui consistait à acheter peu et à vendre beaucoup, s'écoulait rapidement par une voie contraire. De nombreux édits, souvent publiés, interdisaient, sous les peines les plus

sévères, l'exportation de l'or et de l'argent monnayés ou en barres, et pourtant les mêmes moyens qu'on employait à l'importation frauduleuse de l'opium servaient également à l'exportation clandestine de ces matières précieuses. C'est alors que se succédèrent rapidement tous ces décrets impériaux contre le commerce d'opium, et qu'on voulut remettre en vigueur les lois sur les étrangers, lois de la sévérité desquelles on s'était quelquefois un peu relâché.

Il y a, à une vingtaine de milles des forts qui défendent l'entrée de la rivière de Canton et dans les eaux extérieures de la même rivière, une petite île déserte qu'on appelle Lintin. C'est à l'abri de la muraille que forment les montagnes de cette île que les navires dépositaires d'opium venaient élire domicile. Ces navires, au nombre de cinq ou six, tous d'un fort tonnage, stationnaient à Lintin depuis plusieurs années; non-seulement ils y avaient jeté l'ancre, mais encore ils avaient enlevé leurs mâts et s'étaient établis comme si la prohibition chinoise n'eût jamais existé. Ces navires servaient d'entrepôt au commerce d'opium qui entrait en Chine par la rivière de Canton; c'est là que de petits bateaux européens, de nombreuses jonques chinoises, venaient, pour ainsi dire, à la vue des bateaux mandarins placés en surveillance, prendre leur chargement d'opium. Ces jonques chinoises sont des bateaux très légers qui étaient et sont encore probablement montés de cinquante à soixante rameurs et armés de trois ou quatre mauvais canons. On assure que la plupart du temps les commandans des bateaux mandarins étaient en connivence avec les fraudeurs, et que la somme payée à ces fidèles gardiens de la morale publique était, pour ainsi dire, fixée. Il arrivait cependant quelquefois que des embarcations se livrant au commerce d'opium sans l'assentiment des mandarins étaient surprises par les bateaux de la douane, qui les pourchassaient à outrance. Il s'ensuivait une espèce de regatte qui eût mérité d'autres spectateurs. Ce bateau, tout noir, large seulement de quelques pieds, long de soixante ou soixante-dix, avec une multitude de rameurs pressés sur leurs avirons et faisant écumer l'eau autour d'eux; plus loin, le bateau mandarin, peint de mille brillantes couleurs, couvert de pavillons, volant sur la surface du fleuve avec la même rapidité que la proie qui cherche à lui échapper; le grand prix qui, pour l'un et pour l'autre, était attaché à la victoire, tout devait donner beaucoup d'intérêt à ce spectacle, qui se représentait souvent. Quelquefois le bateau smuggler échappait à son ennemi, quelquefois aussi sa vitesse le trahissait. Alors les deux embarcations se couvraient de feu et de fumée; les échos des montagnes retentissaient du bruit de l'artillerie, et un combat acharné se livrait. Presque toujours le bateau mandarin s'en revenait honteux et ses couleurs ternies, tandis que le smuggler, forçant de voiles et de rames, se préparait à de nouvelles luttes et probablement à de nouveaux triomphes; car l'intérêt du contrebandier doit être bien plus puissant que celui du douanier.

C'est surtout contre les *receiving ships* (navires-entrepôts) que tonnaient les foudres de Pékin. Chaque année arrivaient de nouveaux ordres de chasser ces navires de la rivière de Canton. Ces ordres étaient fidèlement transmis à

l'amiral commandant les forces navales de la Chine dans ces parages; mais, soit qu'il fût lui-même presque toujours intéressé dans le commerce de contrebande, soit, et je le croirais assez volontiers, que l'entreprise lui parût trop hasardeuse, il n'y eut jamais, jusqu'en 1839, un commencement d'exécution. Chaque année, au revirement de la mousson, quand les vents de sud-ouest rendaient l'ancrage de Lintin dangereux, les navires entreposeurs allaient mouiller à l'abri de l'île d'Hong-Kong. L'amiral chinois attendait que ce mouvement eût lieu, et il ne manquait pas d'annoncer alors emphatiquement à sa cour que les barbares s'étaient enfuis devant la redoutable bannière de l'empereur, et qu'il n'en restait plus un seul à Lintin.

Cependant la cour de Pékin commençait à s'impatienter. Les réclamations des agens anglais l'avaient fatiguée, exaspérée. Des rapports, vrais enfin, lui parvenaient sur l'accroissement du commerce d'opium. Toutes les causes d'inquiétude dont j'ai parlé plus haut agissaient avec plus de force sur l'esprit du gouvernement. C'est alors que le haut commissaire Lin fut envoyé à Canton avec de pleins pouvoirs et qu'arriva la catastrophe du mois de mars 1839.

Je vous dirai ici quelques mots des diverses opinions et des divers projets proposés au gouvernement chinois par les différentes autorités de l'empire qui ont eu à s'occuper de la question de l'opium. Ces documens prouvent combien est peu fondée l'assertion des Anglais, lorsqu'ils disent que le commerce d'opium était toléré par le gouvernement chinois, et qu'après l'avoir encouragé, il avait mauvaise grace à vouloir le supprimer. Que quelques autorités subalternes aient été de connivence avec les contrebandiers, je ne le nie pas, mais ces délits des agens du gouvernement chinois ne compromettent pas plus le gouvernement lui-même que l'administration en France n'est compromise parce qu'un garde ou même un inspecteur de la douane du Havre aura favorisé l'introduction d'une marchandise prohibée.

Je suis fâché de ne pouvoir mettre sous vos yeux tous les documens envoyés à la cour de Pékin par les autorités chinoises qui se sont succédées dans le gouvernement et dans les emplois administratifs de la province de Canton. Je vous assure qu'il en est plusieurs qui exciteraient, à juste titre, votre admiration, et vous verriez que, quoique nos excellens ouvrages sur l'économie politique ne soient pas connus des Chinois, ils ne sont pas cependant si ignorans des véritables principes de cette utile science qu'on pourrait le penser à Paris et à Londres.

En 1836, Hen Nactse, vice-président de la cour des sacrifices, et, il y a quelques années, grand-juge de la province de Canton, adressa un mémoire à l'empereur, pour démontrer la nécessité de légaliser le commerce d'opium. Il s'appuyait sur l'impossibilité reconnue de faire cesser ce commerce; il démontrait que plus les lois sur l'opium avaient été sévères, plus l'introduction en avait été considérable. En maintenant la législation actuelle, dit Nactse, on s'expose à voir disparaître de Chine tout l'argent qui y était jadis si abondant. Autrefois les étrangers venaient à Canton y acheter des thés, et ils donnaient en échange des piastres et peu de marchandises. Au-

jourd'hui, non-seulement ils apportent plus de marchandises qu'ils n'exportent de thés, mais encore, comme le commerce d'opium est obligé de se cacher, il s'ensuit qu'il se fait contre de l'argent, et non plus par échange. « Il est prouvé, ajoute-t-il, que lors même que l'empereur fermerait le port de Canton, l'introduction de l'opium trouverait d'autres débouchés. Les navires barbares, étant en pleine mer, peuvent choisir pour entrepôt une des îles voisines de la côte, où les embarcations chinoises iront facilement les trouver. Dernièrement, ces navires étrangers ont visité tous les ports de Fo-kun, Chekeand, Keangnan, Shantung; ils sont même allés jusqu'à Teentsin (dans la rivière de Pékin) et à Mantchouria, pour y vendre de l'opium, et, quoiqu'ils aient été chassés par les autorités locales, il n'en est pas moins certain que la quantité d'opium vendue est considérable. Ainsi, lors même que le commerce du port de Canton serait interrompu, il ne serait pas possible d'empêcher l'introduction clandestine des marchandises. »

Hen Nactse propose en conséquence d'établir des droits d'importation sur l'opium, et de prohiber l'exportation de l'argent étranger (les piastres), comme celle du *sycee* (argent chinois en petits lingots). Les hanistes seraient tenus de n'acheter l'opium qu'en échange de marchandises. Il propose ensuite, après avoir régularisé l'introduction de l'opium, des peines infamantes contre tous ceux qui seront reconnus coupables d'en faire usage.

« Ainsi, dit-il, le vice sera déraciné par degrés, le trésor ne perdra pas les droits sur une marchandise qui s'importe à une aussi grande valeur; l'argent ne sortira plus du territoire de l'empire céleste. Il est juste que l'or y soit commun comme la poussière. Si on persévère dans le système actuel, si les réservoirs de la fontaine centrale, réservoirs qui sont loin d'être inépuisables, vont chaque jour se vider dans l'immense gouffre des mers extérieures, nous serons bientôt réduits à un état dont je n'ose parler. »

Hen Nactse termine son mémoire par une curieuse observation :

« Si quelque personne, dit-il, pensait qu'il serait dérogatoire à la dignité du gouvernement de faire cesser les prohibitions existantes, je lui demanderais si elle ne sait pas que les plaisirs de la table et du lit, pris avec excès, peuvent aussi nuire à la santé : ces toniques puissans, le *footzee* et le *wooloo*, ne possèdent-ils pas aussi des qualités vénéneuses? et cependant ont-ils jamais été prohibés? D'ailleurs, l'abrogation de ces prohibitions ne regarde que le bas peuple, ceux qui n'ont pas de devoirs officiels à remplir. Tant que les officiers de l'administration, les lettrés et les militaires n'ont rien à faire avec ces changemens, je ne vois pas que la dignité du gouvernement soit compromise; et, en proposant l'introduction de l'opium et l'échange de cette drogue contre d'autres marchandises, on empêchera annuellement plus de 10 millions de *taëls* (le taël vaut environ 7 francs) de sortir de la terre centrale. De quel côté est le gain? de quel côté est la perte? »

Les autorités de Canton, auxquelles le mémoire d'Hen Nactse fut présenté pour qu'elles donnassent au gouvernement leur opinion sur ces matières, recommandèrent d'adopter le plan proposé par lui, ajoutant que la loi qui autorise

les étrangers à exporter, en monnaie étrangère, trois dixièmes de la valeur du chargement importé, ne fût pas applicable à la réalisation de l'opium, qui devrait être échangé seulement contre des marchandises; elles recommandèrent encore de ne pas prohiber l'usage de l'opium parmi le peuple, mais de punir sévèrement tous les employés du gouvernement, civils ou militaires, qui contracteraient une habitude aussi infame.

En regard du mémoire de Hen Nactse, je voudrais pouvoir mettre tout entier sous vos yeux un document précieux par les idées souvent lumineuses qu'il contient. Ce document, publié avec plusieurs autres par l'habile rédacteur du *Canton Register*, est une réfutation, faite également en 1836, du mémoire de Hen Nactse, par Choo-tsun, membre du conseil et du département des cérémonies religieuses. Le travail de Choo-tsun, bien supérieur à celui de Hen Nactse, mérite d'être examiné plus longuement. Je ne serais pas surpris, quelles que dussent être les conséquences de cette décision, que le gouvernement chinois eût adopté les vues de Choo-tsun, de préférence à celles des autres conseillers.

« On a prétendu, dit Choo-tsun, que la sévérité des lois contre l'opium sert d'encouragement à des gens sans aveu et à des vagabonds qui en profitent pour réaliser de grands bénéfices. N'est-il donc pas connu que, lorsque le gouvernement fait une loi, il y aura nécessairement infraction à cette loi? Et parce que les lois deviennent quelquefois moins actives et moins efficaces, est-ce une raison pour que les lois soient annulées? Doit-on cesser de manger, parce que la gorge éprouve une douleur passagère? Est-ce que la prostitution, le jeu, la trahison, le vol, et d'autres infractions à la loi, n'ont pas souvent servi à des vagabonds de moyens pour s'enrichir? Combien d'exemples n'en avons-nous pas sous les yeux! Quand le crime est découvert, le châtiment suit de près; mais soutiendra-t-on que, puisque la loi n'a pu le prévenir, cette loi doit être abrogée? Les lois qui défendent au peuple de faire le mal sont comme les digues opposées à l'inondation. Si quelqu'un prétendrait que les digues sont vieilles et de peu de service, faudrait-il les renverser? »

Plus loin il ajoute :

« On voudrait soumettre l'importation de l'opium aux mêmes lois que l'importation des autres articles, et en astreindre l'introduction à un échange de marchandises. Mais n'avons-nous pas chassé les vendeurs d'opium des eaux intérieures de la rivière, et, après les avoir chassés, les rappellerons-nous et les inviterons-nous à revenir? Ce serait alors vraiment qu'on dérogerait à la dignité de l'empire. »

Choo-tsun traite avec détail la question de savoir si la culture du pavot doit être encouragée en Chine. Il prétend que ce serait une grave faute, que le pavot demande les terrains les plus riches et les plus fertiles, et il fait sentir les fatales conséquences qui résulteraient pour l'agriculture d'un pareil encouragement donné à l'introduction d'une plante pernicieuse. Il représente la population s'affaiblissant chaque jour davantage sous l'influence de l'opium,

la culture des autres branches de la richesse publique négligée, les lois tombant en désuétude et méprisées.

« L'influence pernicieuse et envahissante de l'opium, considérée comme préjudiciable à la propriété, est d'une importance secondaire; mais, quand on considère le mal qu'elle fait au peuple, elle demande notre plus sérieuse attention, car le peuple est la base de l'empire. La propriété est, il est vrai, la source de la subsistance du peuple, mais les pertes qu'elle éprouve peuvent être réparées; la situation d'un peuple appauvri peut devenir meilleure, tandis qu'il est au-dessus du pouvoir de l'homme de sauver, en recourant à des moyens artificiels, un peuple énervé par le luxe et la débauche.

« On veut qu'en abrogeant les dispositions qui prohibent l'opium, le peuple seulement ait la permission de vendre, d'acheter et de fumer cette drogue, et que cette faculté ne soit donnée à aucun des officiers lettrés ou militaires. Cela me rappelle le proverbe populaire : Bouche les oreilles d'une vieille femme avant de voler ses boucles d'oreilles. C'est une absurdité. Les officiers du gouvernement, en réunissant tous les employés militaires et civils, forment à peine un dixième de la population de l'empire : les neuf autres dixièmes sont le peuple. La grande majorité de ceux qui aujourd'hui fument l'opium, sont des parens et des gens dépendans des officiers du gouvernement, dont l'exemple a été suivi par la classe mercantile; le vice a souillé successivement les officiers inférieurs, les militaires et les lettrés. Ceux qui ne fument pas l'opium sont la masse du peuple, qui habite les villages et les hameaux. Si donc on défend seulement aux officiers du gouvernement de fumer l'opium, tandis qu'on le permettra au peuple, ce sera autoriser le vice chez ceux qui en sont souillés, et encourager ceux qui en sont restés purs jusqu'à présent à acquérir cette infame habitude; et, si on craint que les prohibitions soient actuellement insuffisantes pour arrêter les fumeurs d'opium, peut-on espérer qu'ils s'abstiendront lorsque le gouvernement lui-même les autorisera dans leur débauche ?

« En outre, si on laisse au peuple la liberté de fumer l'opium, comment empêchera-t-on les lettrés et les militaires de le fumer aussi ? Eh quoi ! parmi les officiers militaires ou lettrés, en est-il un seul qui soit né dans ces rangs ? Naît-on soldat ou lettré ? Tous sont choisis dans la classe du peuple. Je citerai un exemple : Qu'une vacance ait lieu dans un corps de soldats, il faudra nécessairement la remplir par des recrues prises parmi le peuple, et si, quand ces hommes faisaient partie du peuple, ils étaient fumeurs d'opium, quelle loi sera assez forte pour leur en faire perdre l'habitude, une fois devenus soldats, lorsque cette habitude sera pour eux une seconde nature ? »

Choo-tsun termine en disant que le seul remède aux maux existans est la stricte et sévère application des lois, qu'il considère comme suffisantes si elles sont observées.

Un autre conseil de la couronne, Heu Kew, sous-conseiller au département de la guerre, recommande de même, au lieu d'abroger les lois existantes, de leur donner une nouvelle vigueur, en obligeant les autorités qui

en sont les dépositaires à les exécuter avec une impitoyable sévérité. « Après avoir, dit-il, sévi contre les coupables de la terre centrale (empire chinois), il faudra tourner son attention sur la conduite des étrangers qui résident à Canton, les examiner, les arrêter s'ils sont coupables et les garder en prison, leur faire connaître ensuite les lois établies, et les obliger, à une époque déterminée, à renvoyer dans leur pays tous les navires entreposeurs (d'opium) qui sont à Lintin. Il faudrait aussi les engager à écrire une lettre à leur roi pour lui dire que l'opium est un poison qui s'est répandu sur toute la terre centrale au grand dommage du peuple, que la céleste dynastie a infligé les châtimens les plus rigoureux aux traîtres chinois qui en ont fait le commerce; que, quant à eux, étrangers résidant en Chine, le gouvernement, prenant en considération qu'ils sont étrangers et barbares, veut bien ne pas les condamner à mort; qu'ils seront traités avec indulgence, et qu'on leur permettra de continuer leur commerce comme à l'ordinaire, à la condition que les navires chargés d'opium renoncent à venir en Chine, tandis que le commerce de thés, de soies, etc., qui leur a été si gracieusement accordé, leur sera retiré, et que la peine capitale leur sera impitoyablement appliquée, s'ils continuent à faire construire des navires et à les envoyer sur les côtes de l'empire céleste pour séduire les naturels. Que le gouvernement donne des ordres d'un caractère aussi simple et aussi énergique, dans un langage fort et dicté par la saine raison (quoique la nature des étrangers soit extrêmement abjecte, celle d'un chien ou d'un mouton), et les étrangers, craignant pour leur vie, auront soin de rechercher le profit et de fuir le danger.

« Quelques personnes pensent que cette manière d'agir serait trop sévère, et craignent qu'elle ne donne lieu à une guerre sur nos frontières. J'ai mûrement réfléchi à ce sujet si important, et je me suis demandé pourquoi, tandis qu'on ne fume pas l'opium dans leur propre pays, les barbares cherchent à empoisonner avec cette drogue la terre centrale des fleurs, et pourquoi, lorsqu'ils ne nous apportent plus d'argent étranger, ils veulent nous enlever l'argent de notre sol.

« Faut-il attendre que le peuple soit entièrement énervé pour repousser le danger? n'est-il pas préférable, pour éviter une ruine complète, de prendre des mesures efficaces, tandis que le sentiment de notre droit nous donne encore assez d'énergie et de force pour que les barbares n'osent pas dédaigner et mépriser notre gouvernement? »

Après la présentation de ces divers documens à la cour impériale, les décrets contre le commerce d'opium se succédèrent sans interruption; les menaces devinrent de plus en plus violentes, et, à la fin de 1838, tout annonçait que la tempête était au moment d'éclater. Déjà, à la fin de 1837, le capitaine Elliot avait amené son pavillon, qui ne flottait que depuis huit mois à Canton, parce que le gouverneur de la province avait refusé de recevoir directement ses communications officielles. Plus tard, le pavillon anglais reparut de nouveau à Canton; le commerce reprit son cours habituel; le trafic d'opium surtout acquit une extension qui dut devenir alarmante pour

le gouvernement chinois. Enfin, en janvier, le commissaire Lin, qui a joué un si grand rôle dans cette immense affaire, partit de Pékin pour purger la terre céleste du fléau qui la désole. Voici les termes de l'édit qui lui donne cette importante mission.

« L'édit fulminant qui suit a été reçu du département de la guerre.

« Taoukwang, 18me anniversaire, 11me lune, 16me jour (31 décembre 1838). — J'ordonne à Lin Tsihtseuen, gouverneur d'Hong-kwang, de se rendre en toute hâte à Canton, d'examiner et de diriger les affaires des ports de mer de cette province. Je lui confie le pouvoir et le sceau d'un envoyé impérial. L'amiral de ladite province et les subordonnés se placeront sous ses ordres. »

Le même jour, une dépêche du conseil privé fut reçue par Tang, le gouverneur, et par E, le sous-gouverneur; elle était conçue en ces termes :

« Le dix-huitième jour de la onzième lune, 3 janvier 1839, l'ordre impérial suivant a été reçu :

« Moi, l'empereur, considérant l'accroissement journalier de cette drogue insinuante, l'opium, et l'augmentation effrayante de l'exportation de l'argent sycee, j'ai spécialement nommé Lin Tsihtseuen gouverneur d'Hong-kwang, pour qu'il ait à se rendre en toute hâte à Canton, afin d'examiner et diriger les affaires des ports de mer, etc.

« Ledit gouverneur (Tang), lorsqu'il aura reçu ces ordres, doit balayer et laver cette ordure, et, en faisant des efforts réitérés, examiner et agir conformément aux anciennes lois. Il ne faut pas qu'il espère qu'il pourra se décharger de cette affaire, et qu'il se garde bien surtout de rester tranquille et de regarder.

« Cet abominable trafic doit cesser. Les affaires publiques et la paix de mon esprit exigent son interruption. Ledit gouverneur administre les terres des deux *yue;* les devoirs de son gouvernement sont multipliés, et je crains qu'il ne puisse tourner tous les efforts de son esprit vers la question de l'opium. C'est pourquoi j'ai spécialement et exclusivement député Lin à Canton pour la conduite de cette affaire, afin qu'il puisse couper le mal dans sa racine, et faire disparaître les souffrances qui affligent mon peuple, etc. »

Après avoir reçu cette dépêche, Tang publia une proclamation aux étrangers, dans laquelle il leur rappelle toutes les faveurs passées de la céleste dynastie. « Notre empire de Chine, dit-il, n'a pas le moindre besoin de commercer avec vous; mais, vous, pourriez-vous exister un seul jour, s'il ne vous était plus permis de commercer avec nous? Dans d'autres occasions, les édits se sont succédés sans interruption. Nous, le gouverneur et le *fooyuen,* nous vous avons trois fois et cinq fois, de nouveau et de nouveau, avertis et exhortés; mais, parce que votre esprit est absorbé par l'amour du gain, nos paroles ont été pour vous comme du vent. » Ici le gouverneur de Canton cite les édits anciens, et appelle l'attention sur les édits nouveaux; il énumère toutes les mesures prises; il fait une terrible peinture des châtimens qui ont atteint les coupables et qui attendent ceux qui persévèrent dans la voie du crime; il recommande, dans les termes les plus énergiques, aux étrangers de

changer de conduite, et de respecter les lois du pays qui leur donne asile, enfin de se livrer en paix à un commerce légal et profitable.

« Mais, ajoute-t-il, si vous vous obstinez dans votre stupidité, si vous n'ouvrez pas les yeux, si vous continuez à céder en esclaves à votre cupidité et à votre avarice, *alors ce sera par vos propres actes que vous vous serez placés en dehors de la protection des lois.*

« Lorsque le commerce, qui est pour vous une source d'avantages innombrables, sera interrompu, lorsque votre approvisionnement de thé et de rhubarbe cessera, alors les rois de vos contrées s'informeront des causes qui auront amené ce résultat, et alors, oh! vous, étrangers, si vous échappez à la rigueur de nos lois, vous échapperez difficilement au châtiment des vôtres. »

Tang annonce alors la prochaine arrivée de Lin, et sa détermination d'employer toutes ses forces, tout son pouvoir, pour couper le mal dans sa racine.

« Pourtant, ajoute-t-il, conservant encore un sentiment de compassion pour les hommes venus de loin, il nous est impossible d'attendre patiemment sans vous donner un tendre et énergique avertissement, afin que vous appreniez à vous protéger et à sauver votre vie. (Janvier 1839.) »

Dans un mémoire adressé, à la même époque, à l'empereur par le fameux Keschen, on trouve plusieurs passages très extraordinaires, et un mélange incroyable d'habileté et de naïveté, pour ne pas me servir d'une expression plus forte. Après avoir répété, en partie, les argumens de ses collègues du conseil en faveur de l'abolition du commerce d'opium par tous les moyens possibles, il accuse indirectement les étrangers de donner, en échange des marchandises qu'ils reçoivent de la Chine, des pièces d'argent qui, si on les enveloppe et si on les conserve pendant quelques années sans les toucher, se changent en insectes rongeurs; leurs coupes d'argent, dit-il, deviennent des plumes. Évidemment, il doit y avoir ici une mauvaise interprétation du texte dans la traduction anglaise que j'ai sous les yeux; il est impossible qu'un homme comme Keschen puisse dire à son souverain de pareilles absurdités. Pour prouver que les Européens ne peuvent se passer du thé et de la rhubarbe, il prétend que le climat de leur pays est rude et rigoureux, qu'ils se nourrissent journellement de bœuf et de mouton, que leur digestion est très difficile, que leurs intestins sont très resserrés, et qu'ils meurent promptement. C'est pourquoi, dit-il, chaque jour, après leurs repas, ils sont obligés de prendre ces divers ingrédiens afin de sauver leur vie.

Voici un passage remarquable du mémoire de Keschen :

« Il paraît que le ministre de votre majesté, Hwang-tseo-tsze, du temple de Hung-loo, a supplié votre majesté, dans un mémoire qu'il lui a adressé, de prendre sur elle de décider, dans sa propre sagesse, cette importante question; mais votre majesté, plutôt que d'agir sous sa seule responsabilité, a préféré ordonner qu'une enquête fût faite sur les diverses circonstances de cette affaire, et elle a enjoint aux vice-rois et gouverneurs de chaque province de lui transmettre leur opinion dans des mémoires préparés avec soin. »

Le plan de Keschen est de fermer, pendant quelques années, la Chine au

commerce étranger. « Ne vous embarrassez pas, dit-il, de l'opinion qui existe dans la terre centrale; gardez avec soin toutes les entrées, toutes les passes, et, après un court espace de temps, ceux qui font cet abominable commerce, sachant qu'ils ne pourront plus recevoir d'opium, chercheront une autre manière plus honorable de gagner leur vie, et les malheureux qui ont contracté la funeste habitude de fumer l'opium n'auront bientôt plus d'alimens pour ce détestable vice. Vouloir l'extirper par la violence, ce serait vouloir inonder de sang tout l'empire, et soulever, dans certaines provinces, des mécontens qui, s'unissant aux étrangers, pourraient compromettre la sécurité du céleste empire. »

Vous le voyez, l'Angleterre n'a pas manqué d'avertissemens. Je vous ai fait connaître, au risque de fatiguer votre attention, tous ces documens émanés des autorités chinoises, parce qu'ils révèlent, ce me semble, mieux que tout ce que je pourrais vous dire, comment la question de l'opium est entendue en Chine Ils démontrent, d'ailleurs, que le gouvernement chinois n'est pas un gouvernement aussi despotique, aussi arbitraire qu'on veut bien le dire. Il n'y a pas, il est vrai, à Pékin une chambre des pairs et une chambre des députés pour contrôler les actes du gouvernement; mais l'empereur ne peut prendre aucune décision sur une question importante sans demander préalablement l'avis des conseillers de la couronne. D'un autre côté, les avertissemens ne manquèrent pas aux Anglais de la part du surintendant Elliot. Le 18 décembre 1838, dans une circulaire adressée aux négocians anglais, il ordonne que toutes les goëlettes-cutters et autres bâtimens occupés au commerce d'opium, dans la rivière de Canton, aient à en sortir dans l'espace de trois jours; il les prévient que le cabinet de sa majesté britannique *n'interviendra pas* si le gouvernement chinois juge à propos de les saisir et de les confisquer, et il leur déclare que la résistance aux autorités chinoises dans l'accomplissement de leurs devoirs, et tout meurtre ou délit qui en serait la conséquence, seraient punis comme s'ils avaient été commis dans la juridiction de la cour de Westminster.

Le 23 du même mois, dans une dépêche adressée au gouverneur de Canton par M. Elliot, celui-ci dégage l'Angleterre de toute responsabilité pour le commerce d'opium. Il le condamne en termes formels, il donne connaissance au gouverneur Choo de sa circulaire du 18 décembre. Cette dépêche se termine ainsi :

« Le soussigné est persuadé que la continuation de ce trafic dans les eaux intérieures entraînera pour toute la communauté étrangère de Canton de désastreuses difficultés, et son auguste souveraine *n'interviendrait pas* pour protéger les propriétés des sujets anglais qui continueraient à se livrer à ce commerce désordonné, après que l'avis officiel de votre excellence leur aura été authentiquement notifié par l'organe des officiers de leur nation. »

Le 26 décembre, le gouverneur fit répondre à M. Elliot, par le kwang-choo-foo ou préfet de Canton, qu'il accédait à sa demande, et il donna des ordres en conséquence à ses subordonnés. Il s'étonnait seulement que le ca-

pitaine Elliot, qui disait avoir reçu de son gouvernement la mission de diriger le commerce de son pays, fût sans pouvoirs réels pour l'accomplir.

Depuis l'année 1837, jusqu'au moment de la catastrophe de mars 1839, le capitaine Elliot ne laissa pas échapper une seule occasion de déclarer à ses nationaux que le commerce d'opium était un commerce illégal et que les excès qui en étaient la conséquence auraient de funestes résultats; mais l'amour du gain fut plus fort que la raison : les bénéfices du commerce d'opium étaient trop faciles et trop considérables, pour qu'on les abandonnât à la simple injonction d'un agent anglais sans pouvoirs et peut-être sans instructions. La patience du gouvernement chinois, qu'on croyait infatigable, ne devait-elle pas se lasser à la fin? L'orage grondait depuis si long-temps sur la communauté étrangère, qu'en vérité, quand il éclata, il n'a dû surprendre personne.

Nous voici arrivés au moment critique où le gouvernement chinois, irrité de l'obstination des étrangers, fatigué de publier des édits inutiles et de prodiguer des avertissemens sans résultat, prend le parti, dangereux sans doute, mais peut-être inévitable, d'être maître chez lui. On peut dire que l'état d'hostilité ouverte entre l'Angleterre et la Chine a commencé dès l'arrivée de Lin à Canton. De ce moment, le commerce a été virtuellement interrompu, et la vie des Européens trop souvent en danger. Cependant, avant de porter un jugement sur la conduite du gouvernement chinois, je vous prie de vous rappeler que la Chine est la Chine, que nos notions de politique internationale n'y ont pas pénétré, que la Chine a une civilisation à part, qu'elle prétend avoir le droit d'être elle-même et de rester chez elle, qu'elle déclare qu'elle n'a besoin de personne, et, enfin, qu'elle n'a jamais voulu ou daigné contracter avec les puissances européennes un seul traité qu'on puisse aujourd'hui invoquer contre elle.

Ici se présentent naturellement quelques considérations sur la guerre actuelle. Cette guerre est-elle juste de la part de l'Angleterre? Y a-t-il eu chez elle un droit froissé? Le gouvernement chinois a-t-il commis envers un de ses sujets ou envers un de ses agens un acte arbitraire qui ne fût pas le résultat de leur conduite? Si cet acte a été commis, était-il devenu nécessaire pour le gouvernement chinois dans l'intérêt de sa conservation?

Toutes ces questions ont été traitées dans le parlement anglais et par la presse anglaise avec tous les détails, toute l'attention qu'elles méritent. L'opinion publique est restée partagée, et dans le pays même où elles soulevaient le plus d'intérêts, et dans un débat solennel où la nation était appelée à se prononcer, il y eut un moment où l'on fut près de blâmer la conduite du gouvernement anglais comme injuste et impolitique. Le ministère britannique ne dut le triomphe douteux qu'il obtint alors qu'au désintéressement d'un bon et loyal citoyen. Le duc de Wellington sentit que le gouvernement anglais était désormais trop avancé pour reculer, qu'il n'était plus temps, après tout ce qui avait été fait, de discuter si on avait eu ou non raison de le faire; le gouvernement de la Grande-Bretagne était compromis, engagé; à tort ou à raison, la nation l'était avec lui, et dès ce moment tout esprit de parti

devait disparaître; il n'y avait plus qu'à se réunir pour l'aider à sortir honorablement d'une fâcheuse position.

Il faut considérer la Chine comme un état indépendant. Cet état a-t-il le droit de régler ses affaires intérieures comme il l'entend? Peut-il permettre ou prohiber l'introduction, par ses ports, de telle ou telle marchandise (je consens à regarder l'opium comme une marchandise ordinaire), et en rendre la prohibition, s'il la juge nécessaire ou convenable, obligatoire par tous les moyens en son pouvoir? Si les voies de conciliation et de douceur ne produisent pas l'effet désiré, peut-il avoir recours à la force et à la violence? Y a-t-il, en faveur de l'Angleterre, un droit acquis, soit par un traité, soit par une convention, soit enfin par la prescription et l'usage? Il me semble que la réponse à toutes ces questions est facile, et, en y répondant comme le demandent toutes nos idées de droit souverain et de droit naturel, on serait tenté d'affirmer sans hésitation que l'Angleterre fait en ce moment à la Chine une guerre injuste et cruelle; que la Chine n'a eu qu'un seul tort, celui de se départir un instant du système d'exclusion qui fait la base de sa politique. En droit, la guerre que l'Angleterre fait avec la Chine me semble injuste; l'est-elle également en principe?

N'y a-t-il pas, dans la destinée des peuples, une force invincible, un sentiment de leur intérêt et de leur conservation qui les fait quelquefois sortir violemment des voies légitimes, et fouler aux pieds tout ce qui est reconnu obligatoire entre nations? C'est bien un peu le même instinct qui pousse au crime le malheureux qui meurt de faim. Seulement la société sait atteindre et punir l'individu isolé; mais les grandes fractions de la société elle-même, qui les punira, qui les arrêtera? Il y a, il est vrai, entre les nations comme un pacte, une convention de respecter leurs droits mutuels; il y a pour leurs relations tout un code de droit politique, et si l'une d'elles se trouve, comme je l'ai dit tout à l'heure, emportée par la force des circonstances hors des voies adoptées, si ses mouvemens gênent la marche des autres ou rompent ce qu'on est convenu d'appeler l'équilibre politique, chacune des autres nations a bientôt les yeux ouverts sur ses tendances, et elles se réunissent, toutes ou en force suffisante, pour la faire rentrer dans l'ordre établi, ou par la persuasion ou par la contrainte.

Jusqu'ici l'attention des nations qui forment la grande famille européenne ne s'est pas sérieusement tournée vers ce qui se passe dans cette partie de l'Asie si peu connue et cependant si intéressante, parce que la Chine se trouve en dehors des intérêts directs de toutes, l'Angleterre exceptée. Les États-Unis, la Hollande, la France, ont bien quelques relations commerciales avec la Chine; mais ces relations sont de nouvelle date, ou elles n'ont pas encore acquis une assez grande importance pour que l'interruption puisse agir d'une manière très sensible sur l'économie intérieure de ces divers états. Au moment surtout où des questions vitales ont été agitées en Europe, il n'est pas étonnant qu'on ait regardé, sinon avec dédain, au moins avec une espèce d'indifférence, un évènement dont peu de personnes avaient pu calculer les conséquences et dont l'importance est encore aujourd'hui si peu connue.

La Chine, qui s'est placée en dehors des principes conservateurs des autres nations, et qui fait aujourd'hui tous ses efforts pour rester dans son isolement, qu'elle considère comme sa sauve-garde, a-t-elle le droit de réclamer la protection d'un pacte qu'elle ne reconnaît pas?

On ne peut nier que le gouvernement chinois n'a admis le commerce des nations étrangères qu'à des conditions qu'elles n'étaient pas forcées d'accepter, mais qui devenaient obligatoires pour elles dès le moment qu'elles les admettaient en s'y soumettant. Ce droit de régler ses relations avec des états dont elle se méfiait, personne ne peut assurément le refuser à la Chine; mais en est-il de même des mesures prises par elle pour le faire triompher? Pouvait-elle, dans un même arrêt de proscription, frapper les innocens et les coupables? car la menace et la mesure s'appliquaient à tous. L'Angleterre ne devait-elle pas soutenir, au moins, les droits de ceux de ses sujets qui faisaient en Chine un commerce légal, autorisé par les lois du pays et sanctionné par deux cents ans d'existence? Son représentant, accouru pour partager le sort de ses compatriotes, ne fut-il pas compris avec eux dans la même mesure de rigueur, et n'était-ce pas là un autre acte qui devait appeler l'intervention du gouvernement anglais?

Indépendamment des devoirs contractés par celui qui donne l'hospitalité, n'est-il pas aussi un droit naturel qui protége l'étranger jusque sous le toit d'un ennemi? Et si ce sentiment si puissant dans le reste de l'Asie n'a pas encore pénétré en Chine, on peut dire aux Chinois : Vous nous avez reçus chez vous, vous nous avez promis, vous nous devez protection et justice, tant que nous sommes sur la terre chinoise. Si vous ne voulez pas de nous, renvoyez-nous, mais il vous est défendu de nous opprimer. — Ici les Chinois font une objection assez raisonnable; ils répondent : Nous vous avons admis chez nous et nous devons vous protéger, cela est vrai; mais, en revanche, si nos lois vous protégent, nos lois doivent aussi vous punir. Or, vous refusez de vous soumettre à notre législation, vous nous dites que nos lois sont barbares, et si quelqu'un des vôtres commet un crime, même aux dépens d'un Chinois, vous vous empressez de le soustraire à l'action de nos tribunaux. Souffririez-vous qu'une nation étrangère en agit ainsi chez vous? Si vous réclamez la protection de nos lois, sachez d'abord les respecter.

Mais il y a des raisons plus puissantes que tout ce que je viens de dire et qui peuvent peut-être, sinon justifier la guerre de l'Angleterre contre la Chine, du moins en faire comprendre la nature et la portée. D'abord on conviendra que la force des choses a, plus que tous les calculs possibles, amené la situation présente. Que des projets ultérieurs soient nés des évènemens, que des espérances s'y soient rattachées, je ne le nie pas; mais l'Angleterre a cédé avant tout à cette force irrésistible, à cette espèce de reflux qui pousse l'Occident en Orient, elle a été un instrument entre les mains de la Providence, qui, certes, n'en pouvait choisir un plus puissant pour l'accomplissement de cette immense œuvre de civilisation; car je ne retournerai pas la question, je ne dirai pas que le résultat de cette grande commotion doit être fatal à l'Angleterre, et que, triomphante partout, sa puissance viendra se briser

contre la muraille de la Chine. Non ; quelque violente que soit la crise qu'elle éprouve, je crois à cette grande nation trop de vitalité encore pour qu'elle puisse tomber sous l'effort d'un seul coup. Je parlerai plus tard des conséquences que pourrait avoir pour elle un échec, sinon probable, du moins possible; jusqu'ici je ne veux voir dans ce choc de deux mondes que la marche de cette œuvre de progrès qui, depuis dix siècles, par une puissante réaction, tend à faire refluer la lumière vers les contrées qui nous l'ont donnée.

Il y a un autre point de vue sous lequel on peut envisager la situation de l'Angleterre relativement à la Chine. Comme je le disais, pour les nations, une loi plus forte que toutes les autres lois, ou plutôt un intérêt qui les fait taire toutes, c'est l'intérêt de l'existence et de la conservation. Si nous admettons cette vérité, peut-être un peu controversible, nous trouverons dans son application la justification de l'Angleterre. Vous connaissez bien mieux que moi, monsieur, la situation du peuple anglais, et cependant, si, comme moi, vous aviez pour mission, pour devoir, d'étudier les immenses efforts qu'il fait pour chercher, jusque dans les pays les plus éloignés, les élémens de subsistance dont il a besoin; si vous le voyiez, comme moi, tendre tous les ressorts de sa politique, de sa puissance, pour trouver de nouveaux débouchés à une activité qui le fatigue et le tourmente, pour faire déborder sur d'autres contrées les produits d'une industrie dont l'accroissement doit l'effrayer, vous ne vous étonneriez plus que l'Angleterre mette en jeu son existence, afin de s'ouvrir un nouveau monde. Les causes principales de la situation actuelle sont sous vos yeux; elles sont à Manchester, à Glasgow, à Birmingham; elles sont dans les lois encore féodales de l'Angleterre, et dans cette immense population des villes industrielles menacées de mourir de faim, si leur gouvernement ne va chercher pour elles, aux extrémités du monde, une nourriture que leur terre natale ne peut leur donner, et que l'ancien monde commence à leur refuser. La cause de la guerre que l'Angleterre fait à la Chine est la crise même qui la travaille et qu'aperçoivent les yeux les moins clairvoyans. Oui, l'Angleterre est dans une situation alarmante et dont elle ne pourra sortir que par des efforts surhumains. Les triomphes même qu'elle a obtenus au commencement de ce siècle l'y ont amenée. Il y eut un moment où le monde entier s'était ligué contre elle et où elle dut se faire grande comme le monde. C'est alors que nos pères virent l'Angleterre déployer ses immenses ressources qu'on put croire un instant inépuisables: c'est alors que la nation se montra tout entière soulevée par une volonté énergique et animée d'un esprit national plus fort que la puissance matérielle. Sa dette elle-même fut un nouveau moyen de puissance en rendant la nation responsable des actes du gouvernement; mais ces efforts devaient l'affaiblir: elle chercha dans son immense commerce une nouvelle source de richesse et de grandeur. Maîtresse de la mer, elle profita de sa supériorité pour conquérir les nouveaux marchés du globe. La nation devint tout entière commerçante.

Quand la paix vint la relever de son fardeau, les ressorts étaient trop tendus pour qu'ils pussent se relâcher tout d'un coup. D'ailleurs, il fallait

que les plaies faites par la guerre se cicatrisassent, et puis la paix européenne ne fut jamais pour l'Angleterre une paix complète. Son empire dans l'Inde s'étendit; elle fonda partout de nouvelles colonies; ce fut un enchaînement de sacrifices et de conquêtes qui devinrent tour à tour nécessaires : l'industrie grandit avec les besoins du commerce, et la classe industrielle avec elle. Une masse énorme de capitaux, presque toute la fortune mobilière de l'Angleterre, fut mise en réquisition : le budget, grossi par les intérêts de la dette, obligea le gouvernement à chercher tous les moyens possibles d'augmenter les ressources des contributions, qui pèsent moins directement sur la propriété foncière, déjà surchargée d'impositions, et le commerce satisfit amplement à ces demandes. A cette époque, je parle des années qui suivent 1815, il n'était pas un point du monde où le commerce britannique ne régnât sans rivaux; les autres nations avaient perdu l'habitude des opérations de long cours; la guerre leur en avait fermé les voies; les États-Unis n'avaient pas encore couvert la mer de leurs navires et de leurs hardis spéculateurs. La France, plus que toute autre nation, avait son éducation commerciale à refaire. Le monde, hors d'Europe, était presque nouveau pour elle.

Mais vingt-sept années de paix ont déjà commencé à changer la face des choses; les manufactures de la Grande-Bretagne ne sont plus aujourd'hui les seules à approvisionner de leurs produits les marchés des quatre parties du monde. Quelques nations ont payé et paient encore cher leurs premiers essais commerciaux; déjà cependant leur industrie suit de près les progrès de l'industrie anglaise, et les devance quelquefois. Nos navires connaissent aujourd'hui, aussi bien que les navires anglais, la route des Indes et de l'Amérique. Le pavillon américain, le pavillon français, flottent partout auprès du pavillon britannique, et, ce qui est plus alarmant pour l'Angleterre, les gouvernemens commencent à sentir toute la force que l'action commerciale peut donner à un état; ils voient dans l'accroissement de leurs exportations non-seulement un aliment pour l'industrie et une source de revenus pour le trésor, mais encore et surtout les élémens d'une grande force maritime, expérience acquise au prix de trente années de luttes, et qui commence à porter ses fruits.

Malheureusement pour l'Angleterre, elle ne peut pas resserrer les limites de son industrie à mesure que les débouchés lui manquent. Cette industrie, je parle de celle qui est alimentée par le commerce d'exportation, a pris au contraire un développement vraiment prodigieux. Aujourd'hui même, les manufactures se multiplient chaque jour sur le sol anglais. C'est désormais un capital qui meurt si on ne l'augmente. Presque toute la fortune mobilière de l'Angleterre, et elle est immense, était livrée, je le répète, aux fluctuations d'un commerce lointain. Jusqu'ici le capital a produit de riches intérêts, il a payé une grande partie des dépenses de la nation; mais la source de ses profits s'épuise ou diminue : ce ne sera bientôt plus ce grand fleuve dont toutes les eaux allaient enrichir le sol de l'Angleterre; il se divisera, il se divise déjà en mille ruisseaux qui vont arroser d'autres terres. Chaque nation veut

en avoir sa part. Non-seulement le capital commercial n'a pas d'emploi, en Angleterre, en dehors de l'industrie manufacturière, mais le gouvernement a un besoin absolu des intérêts qu'il produit. Ce serait pour la nation anglaise un immense malheur, si cet intérêt, au lieu d'augmenter, diminuait, et elle en est véritablement menacée. Mais ce qui doit, plus que toute autre chose, exciter la sollicitude du gouvernement anglais, c'est la situation de la classe industrielle qui forme une partie si forte et si énergique de la nation. Il n'est pas de grande ville, en Angleterre, où cette classe, si laborieuse et si pauvre, n'inspire une pitié profonde, surtout quand on considère qu'elle ne tire pas sa subsistance de la terre natale, et que sa vie, tout artificielle, peut lui échapper par des causes qu'il n'est pas au pouvoir de l'homme de combattre.

Et c'est au moment où l'Angleterre se sent menacée dans le principe et la base de son existence, dans son commerce maritime, qu'un des principaux marchés du globe est près de lui échapper, un marché dont les produits, à leur entrée en Angleterre, paient plus d'un dixième de son immense budget, un marché qui apporte près de 100 millions de francs à la compagnie des Indes, qui alimente une navigation considérable, un marché, enfin, où le mouvement annuel du commerce anglais était encore, il y a deux ans, de 400 millions.

Sans doute, l'Angleterre ne peut s'en prendre qu'à elle-même de cette situation; elle a poussé trop loin l'application de ces idées de liberté commerciale illimitée, en n'astreignant pas son commerce en Chine à certaines règles, et en laissant son représentant à Canton avec la mission de diriger le commerce anglais sans aucuns pouvoirs, sans aucune juridiction sur ses nationaux. Mais, le fait une fois accompli, le gouvernement anglais n'aurait-il pas manqué à tous ses devoirs s'il n'avait pas pris toutes les mesures qu'il a cru propres à épargner au commerce britannique le malheur qui le menaçait? Devait-il s'arrêter devant toutes les considérations qu'on pouvait faire valoir contre la justice de la cause anglaise? Ne se trouvait-il pas dans une de ces situations anormales où le sentiment de ce qui est juste se tait? Ne devait-il pas compte au peuple anglais de tous ses actes? ne lui devait-il pas compte de son commerce en Chine ruiné, de ses revenus diminués d'un dixième, de son industrie déjà si souffrante et gémissant sous ce nouveau coup? Fallait-il, parce qu'il plaisait à la Chine, à tort ou à raison, de fermer ses ports au commerce étranger, que l'Angleterre renonçât tout d'un coup aux avantages qu'elle était, depuis si long-temps, habituée à y rencontrer? Évidemment, le devoir le plus sacré pour le gouvernement anglais, dans cette circonstance critique, lui était dicté par sa situation même. Il ne pouvait permettre que le commerce de la Chine lui échappât, dût-il faire, pour arriver à ce but, une guerre dont la justice fût douteuse.

Dans ma prochaine lettre, je discuterai l'opportunité et la sagesse des mesures prises par le gouvernement anglais, et leur résultat probable.

***

Macao, 1er août 1841.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 février 1842.

Nous venons d'assister au second acte du drame politique de cette session. Le troisième se joue en ce moment. La péripétie est imminente. Aux dépens de qui éclatera-t-elle? Sera-ce l'opposition ou le cabinet qui passera de la bonne à la mauvaise fortune? *That is the question.*

Aujourd'hui on trouve dans les deux camps ce mélange de craintes et d'espérances qui suscite des combats acharnés, une lutte opiniâtre, des efforts désespérés. Tous croient au succès sans toutefois le tenir pour certain; tous craignent une défaite sans renoncer à l'espoir de vaincre. On n'a ni cette confiance qui fait paraître les efforts inutiles, ni ce découragement qui les paralyse. Les chefs, dit-on, descendront tous dans l'arène. Ils ont raison. Le succès ne serait pas seulement éclatant; il peut être durable.

Le ministère, qui avait obtenu dans le vote de l'adresse une majorité qui dépassait ses espérances, a vu cette majorité s'amincir et presque s'annihiler dans la question des incompatibilités. Elle est tombée brusquement de 84 voix à 8; quatre personnes ont décidé la dernière question dans le sens ministériel, et il y a cinq députés sur le banc des ministres. C'est en vain qu'on se flatterait de faire passer ce vote pour un succès, surtout après qu'on a eu soin de dire et de répéter, au sein de la chambre et au dehors, que la proposition n'était, pour l'opposition, qu'un moyen de renverser le cabinet. On a par là donné le droit d'affirmer qu'après tout il s'est trouvé 190 députés qui ne veulent pas du ministère, ou qui, du moins, ne sont pas disposés à faire le moindre effort, le moindre sacrifice pour le soutenir. Il est des armes, il ne fallait pas l'oublier, qui reviennent blesser le combattant qui en fait usage, lorsqu'elles ne tuent pas son adversaire.

Le vote de l'adresse avait produit une illusion. Les 84 voix n'étaient pas

l'expression sincère d'une majorité ministérielle. Il fallait en déduire les membres du centre gauche qui n'adhèrent au cabinet qu'avec des réserves et en vertu d'une alliance qui n'a pas été l'objet d'une stipulation solennelle et irrévocable. Il fallait en déduire ceux qui se tenaient pour satisfaits au moyen de l'amendement relatif au droit de visite, et qui, sans cet amendement, auraient déposé dans l'urne une boule noire. Enfin il fallait en déduire ceux qui n'ont voté l'adresse qu'afin de ne pas se séparer de la majorité dans ses énergiques protestations contre les émeutes sanglantes de l'an dernier. En soulevant la question du recensement, on avait accru de vingt voix peut-être la majorité ministérielle dans le vote de l'adresse.

Toujours est-il qu'après ces réductions, le ministère paraissait encore pouvoir espérer une majorité de 25 à 30 voix; c'est la différence entre 8 et 30 que le ministère a perdue; c'est là ce qui a rendu la journée mauvaise pour lui. Comment ces 20 voix se sont-elles retirées des rangs ministériels? Est-ce une défection? est-ce seulement l'effet d'un engagement sur la question particulière? Si l'engagement existe, s'étend-il à l'adjonction des capacités? Il serait facile de multiplier les questions. En réalité, le problème est fort compliqué. Mais à quoi bon l'approfondir, à quoi bon chercher à le résoudre par la voie conjecturale? Au moment où ces lignes tomberont sous les yeux du lecteur, la question aura été résolue par la chambre. L'urne du scrutin nous dira si le vote sur les incompatibilités a été un succès momentané dû à la parole si spirituelle et si habile de M. de Rémusat ou bien la victoire décisive d'un parti, si c'était un accident parlementaire ou bien la preuve que la majorité n'accepte pas dans toute leur rigidité les doctrines des conservateurs. A ce point de vue, le vote de la chambre est de la plus haute importance. Le pays a le droit de s'attendre à un débat vivement soutenu, à une discussion approfondie. Le devoir commande impérieusement à tous les hommes considérables de la chambre de dire à la France toute leur pensée. La question est posée en termes simples et clairs. Il s'agit d'opter entre la politique purement conservatrice et la politique de sages réformes et de prudentes améliorations. La question des incompatibilités ne touchait pas aux principes déjà acceptés, n'altérait pas le système établi. Il est aujourd'hui des incompatibilités absolues et des incompatibilités relatives. La proposition n'avait pas pour objet d'introduire dans la loi électorale un principe nouveau; on demandait seulement une application plus large d'un principe déjà admis. Il en serait de même pour la question qui s'agite en ce moment, si on avait proposé d'admettre les capacités au moyen d'un cens électoral de cent francs seulement. Ce serait appliquer à d'autres classes de capables ce qui se fait aujourd'hui pour les membres de l'Institut et pour quelques officiers de notre armée. Tel n'est pas le sens de la proposition. On demande l'adjonction pure et simple de la seconde liste du jury. La question se trouve ainsi nettement posée entre deux principes divers. Aujourd'hui on peut dire que le cens n'est pas seulement exigé comme présomption d'aptitude intellectuelle, mais comme signe de propriété et comme indice d'intérêts conser-

vateurs. Le débat est donc établi entre la propriété et l'intelligence; pour être électeur, suffit-il d'être un homme de quelque instruction, ou bien faut-il, quelles que soient les lumières qu'on possède, offrir en outre la garantie d'une fortune immobilière? C'est là au fond la question, toute la question. Il est facile de voir que ce n'est pas en abordant un projet aussi grave, un point qui touche aux bases même de notre organisation politique, qu'on pourrait se contenter d'un examen superficiel, d'une discussion incomplète. Il ne faut pas songer à éluder la question; il faut au contraire l'aborder en plein, avec franchise, avec courage; il faut la décider.

Nous ne voulons pas affirmer qu'en soulevant cette question, on ait obéi aux nécessités les plus pressantes du pays. Nous ne voulons pas affirmer que dans ce moment le pays soit très vivement préoccupé des questions de cette nature. Il est rare, en effet, très rare que le public se préoccupe à la fois de deux grandes idées, de deux grands intérêts. Aujourd'hui malheureusement, on ne saurait nier que les intérêts matériels n'agitent les esprits plus encore que les intérêts moraux et politiques. On veut, avant tout, être certain de ne pas payer une fenêtre de trop; on demande avant tout un port, un chemin de fer, un canal. Cette tendance des esprits n'est pas particulière à la France; elle n'est que trop générale. C'est une phase qui s'accomplira dans l'ordre des temps, comme s'accomplissent dans l'histoire des peuples les phases politiques, les phases religieuses. Peut-être la question ne portait pas en elle-même ce caractère d'urgence qui fait supporter impatiemment au pays les délais et les ajournemens. Mais une fois les esprits éveillés et l'attention excitée, il importe de pénétrer dans les profondeurs de la question. C'est à un débat grave et solennel que nous assistons. Nul ne doit épargner ses forces; nous avons le droit de connaître la pensée de toutes les notabilités politiques du pays. Parmi ces notabilités, M. Dufaure était l'homme le plus curieusement attendu à la tribune. Son discours est un évènement, tant à cause des doctrines qu'il développe que de l'irritation qu'il a soulevée dans les centres.

Aux embarras de l'intérieur s'ajoute dans ce moment pour le cabinet une grave difficulté à l'extérieur. C'est le 20 février que devraient être échangées les ratifications du traité relatif au droit de visite. Nous sommes convaincus que cet échange, de la part de la France du moins, n'aura pas lieu. Il est impossible de regarder le vote de la chambre comme non avenu. Le cabinet anglais pourrait-il s'étonner de la réserve de nos ministres? Ne connaît-il pas les nécessités politiques des gouvernemens constitutionnels? Au reste, nous ne demanderons pas, et personne ne doit, ce nous semble, demander dans ce moment où en est cette négociation délicate. La ratification n'est pas un fait qui puisse demeurer occulte. Il nous sera révélé de toutes parts. Notre gouvernement lui-même sera obligé de le publier.

Si notre ministère n'est pas sur des roses, le cabinet anglais aussi éprouve de graves difficultés, et il rencontre plus d'une question épineuse. Le vote de la chambre des députés sur le droit de visite, tout en plaçant le ministère français dans une position fort délicate, au milieu de difficultés presque inex-

tricables, est en même temps une cause d'embarras pour le cabinet de Saint-James. D'un côté, lord Palmerston et son parti l'accuseront de mollesse et soutiendront que la ratification de la France pouvait être obtenue avant la convocation de nos chambres; de l'autre, il trouve dans son propre parti, dans les rangs ministériels, parmi les conservateurs, des hommes considérables, influens, qui sont tout-à-fait intraitables sur la question du droit de visite. Toute modification du traité, tout délai sera un crime à leurs yeux, et ils seront tout aussi disposés que les whigs à lui reprocher le refus ou les retards de la France.

La question des céréales n'est ni moins embarrassante ni moins grave. Le cabinet anglais s'est appliqué à la résoudre en conservant le principe du droit mobile; seulement il a rendu la charge moins lourde pour les consommateurs, et il s'est efforcé de prévenir les fraudes qu'on ne saurait éviter lorsqu'une excessive mobilité du droit offre à la cupidité des appâts trop séduisans et des moyens de succès trop faciles. Lorsque toute fluctuation du marché peut être la cause d'un gain considérable, il devient à peu près impossible de prévenir les négociations simulées, les hausses et les baisses factices. C'est là un des reproches les plus graves et les mieux fondés qu'on ait le droit de faire aux lois économiques qui poussent trop loin le système restrictif. Elles engendrent la fraude et l'immoralité. Elles dépouillent l'homme probe au profit du fripon. Elles proportionnent les profits, non au travail de l'honnête homme, mais aux efforts de l'homme rusé.

A ce point de vue, le projet de sir Robert Peel ne mérite que des éloges. L'intention est bonne, et les moyens, sans être aussi décisifs que le serait un droit fixe ou la suppression de tout droit, sont cependant propres à prévenir un grand nombre de fraudes.

Quant au droit lui-même, le bill rencontre tous les adversaires des mesures de conciliation, ceux qui prétendent tout enlever d'un seul coup, comme ceux qui croient avoir le droit et la force de tout refuser. Le ministère est obligé de lutter à la fois avec ses adversaires naturels et avec une partie de ses amis. Parmi ces adversaires, les uns, sous la conduite de lord John Russel, lui opposent le principe du droit fixe; les autres se proposent, dit-on, de demander, par l'organe de M. Villers, la suppression de tout droit.

Dans l'état des esprits, ce dernier système n'a aucune chance de succès. La lutte sérieuse s'établira entre le système du droit fixe et le système du droit mobile, entre le cabinet de lord Melbourne et le cabinet de sir Robert Peel. Il serait injuste de ne pas reconnaître que le bill proposé, tout en conservant le principe en vigueur, en adoucit d'une manière notable les conséquences au profit des consommateurs. Le *maximum* du droit descend de 35 shellings à 20. C'est un dégrèvement de 15 shellings par *quarter*, d'environ 5 shellings (plus de 6 francs) par hectolitre. Le dégrèvement est de 10 à 12 shellings, lorsque le blé se trouve dans les prix moyens.

Nous l'avons dit plus d'une fois, il était impossible de conserver plus longtemps des lois qui n'avaient d'autre but que d'accroître la *rente* des proprié-

taires fonciers, de lever à leur profit un impôt sur le pays. Sans doute ces lois permettaient d'étendre en Angleterre la culture du blé, d'y appliquer des terres de qualité inférieure, des terres que la nature avait destinées aux pâturages, aux broussailles. On n'a jamais nié qu'on ne puisse faire naître du blé partout. On obtient, dans les serres anglaises, de magnifiques raisins; que dirait-on d'un bill qui, pour encourager cette culture, défendrait l'importation en Angleterre des vins de Portugal, de France et d'Espagne? Sir Robert Peel pense qu'il importe à l'Angleterre de pouvoir, dans les années ordinaires, se suffire à elle-même pour la production du blé. Si cela était vrai de l'Angleterre, il faudrait, à plus forte raison, l'affirmer de toutes les autres parties du globe. Mais nous ne saurions prendre au sérieux sur ce point la doctrine de l'illustre orateur. L'Angleterre, parvînt-on à supprimer tout droit, produira toujours une quantité considérable de blé, parce que l'agriculture anglaise est très perfectionnée, que les capitaux abondent dans le pays, et que le génie anglais devance tous les autres, je ne dis pas dans les découvertes, mais dans les applications de la puissance scientifique à la production. Nulle part on n'entreprend tout ce qui est utile avec plus de moyens, avec plus de hardiesse et de persévérance qu'en Angleterre. L'importation du blé ne peut donc jamais s'élever au-delà d'une quantité dont le *maximum* et le *minimum* seraient facilement assignables. Or, certes, pour cette quantité, l'Angleterre, avec sa marine, son commerce, son influence politique et ses immenses possessions dans les cinq parties du monde, ne peut pas concevoir de craintes sérieuses. Elle paiera, il est vrai, le blé plus ou moins cher, selon les années et les circonstances générales du marché; mais c'est là tout le risque auquel elle s'exposerait, même dans l'hypothèse de la suppression de tout droit. Ajoutons que l'Angleterre y trouverait de nouvelles ressources pour son commerce manufacturier. Les pays à blé, ceux du moins qui peuvent en exporter de grandes quantités, sont des pays d'une civilisation arriérée, des pays dont les besoins physiques comme les besoins moraux ne sont pas encore développés. C'est par le commerce qu'ils peuvent s'animer, que le feu sacré peut circuler dans leurs veines, et les appeler à une vie qui leur est encore inconnue. Qu'ils puissent vendre à un prix raisonnable ce blé dont ils n'ont que faire, et les acheteurs de blé pourront bientôt leur apporter, au lieu d'or, des étoffes, des meubles, des denrées de toute espèce. A qui ce commerce appartiendrait-il, si ce n'est à ceux qui iront acheter leur blé, à ceux avec lesquels ils auront l'habitude de traiter? Ce sont là des conquêtes réelles, des conquêtes plus utiles peut-être, mais, à coup sûr, moins coûteuses que celles qu'on peut faire dans l'Inde et à la Chine. Ainsi qu'on adopte le bill proposé, ou qu'on préfère une mesure plus libérale encore, l'Angleterre n'a rien à craindre pour les approvisionnemens de son marché.

D'un autre côté nous ne sommes pas de ceux qui imaginent que la diminution des taxes sur l'importation du blé, et la baisse du prix des céréales, qui en sera la conséquence, fera disparaître à tout jamais toutes les misères du royaume-uni et commencer l'âge d'or pour l'ouvrier anglais. Ce sont là les

rêves de ces esprits superficiels qui s'efforcent de mettre à la place de la science leurs folles utopies. Le taux des salaires dépend du rapport de la population ouvrière avec la demande de travail, avec la puissance du capital. On supprimerait demain tout droit sur le blé, que si ce rapport ne s'améliorait pas, s'il y avait toujours beaucoup plus de travail offert que de travail demandé, le dégrèvement, au lieu de profiter aux ouvriers, ne profiterait qu'aux capitalistes. Entourés d'une population affamée et demandant à tout prix un emploi de ses forces, les capitalistes obtiendraient la même quantité de travail pour un salaire inférieur, parce qu'avec ce salaire inférieur le travailleur pourrait se procurer la même quantité de nourriture. On a beau rêver, on n'empêchera jamais les choses de suivre leur cours naturel. Il y a toujours un maître sur le marché. Lorsque le travail surabonde, c'est le capitaliste qui fait la loi; lorsque le travail est rare, c'est l'ouvrier qui dicte les conditions du contrat. Voyez les colonies où les esclaves ont été émancipés. Quelle est, au fait, la plainte des entrepreneurs, des colons? Ils se plaignent du haut prix des salaires, parce que la population affranchie, pouvant, dans ces heureux climats, vivre de peu de chose, ne veut accepter le travail qu'autant qu'il est largement rétribué. L'offre de travail est inférieure à la demande; le travailleur fait la loi : c'est tout simple. Quel est le remède qu'ont imaginé les hommes qui ont été tout de suite au fond de la question, les colons intelligens? un seul, l'introduction dans les colonies affranchies d'un surcroît de travailleurs qu'ils vont enrôler en Afrique, en Asie, en Amérique, partout où ils trouvent des hommes libres disposés à s'expatrier. Ils ont compris que le jour où l'offre de travail sera proportionnée à la demande, les entrepreneurs ne seront plus à la merci des travailleurs. Ce n'est donc pas dans le prix de telle ou telle denrée qu'il faut chercher la cause intime et première de la misère des classes laborieuses. Le haut prix de ces denrées ajoute sans doute à leur misère; la baisse du prix la soulage momentanément, et c'est déjà, nous en convenons, un grand bien. Mais si l'équilibre ne s'établit pas entre l'offre et la demande de travail, si la population qui ne vit que de ses bras déborde de toutes parts, le bas prix des denrées n'est plus une garantie suffisante de bien-être. Il ne fait qu'augmenter les bénéfices de quelques producteurs, après avoir servi d'excitation à la population pauvre, après avoir contribué à en augmenter le nombre en multipliant les familles.

Quoi qu'il en soit, la modification des lois des céréales est dans ce moment une mesure utile et populaire. La génération actuelle en éprouvera un soulagement notable. Elle le comprend. Aussi voudrait-elle un changement plus radical que celui que le ministère propose. Le bill de sir Robert Peel a produit dans le pays une certaine agitation. Les assemblées se multiplient, les rassemblemens deviennent de plus en plus nombreux, les manifestations hostiles au bill sont de plus en plus bruyantes. Il n'y a cependant là rien d'alarmant ni de sérieux. On sait que ces démonstrations, quels qu'en soient le bruit et le retentissement, ne sortent guère, en Angleterre, des limites de la

légalité, et que, si elles agitent la surface de la société, elles n'en touchent pas les bases.

Les Anglais s'élèvent vivement contre les opinions; ils respectent les personnes. En Angleterre, il y a souvent du tapage; il n'y a pas de sédition, pas d'émeute. Les classes supérieures sont sans crainte, et par cela même sans violence. Ceci nous rappelle le fait d'un ministre anglais dont un rassemblement nombreux entourait la maison et cassait les vitres. C'est là le *nec plus ultra* de la colère populaire. Ce ministre quitta son domicile, et alla se placer dans la rue au milieu du tumulte. Reconnu bientôt, on lui demanda pourquoi il venait en ce lieu. « La raison est bien simple, dit-il; chez moi, une pierre aurait pu me frapper; ici, au milieu des assaillans, je suis à l'abri. » Le raisonnement parut excellent, et on applaudit à l'ingénieux expédient de l'homme d'état.

Le vrai combat ne se livrera pas dans les rues, mais dans le parlement. Nous ne voulons rien affirmer; nous disons seulement que, selon toute probabilité, cette grande question se terminera comme toutes les grandes questions se terminent en Angleterre, fort heureusement pour ce pays. Il y aura transaction, c'est-à-dire que le bill sera adopté, soit tel qu'il a été proposé, soit avec des modifications qui n'en altèreront pas le principe. Il suffit pour cela que le droit mobile soit maintenu dans des limites qui ne le rendent pas illusoire.

A ces difficultés s'ajoutent, pour le gouvernement anglais, d'autres faits d'une haute importance et d'une grande gravité: nous voulons parler des nouvelles de l'Inde. Elles paraissent avoir produit et dans l'Inde même et en Angleterre une profonde sensation. On le conçoit: le domaine colonial est une partie si essentielle de l'empire britannique, que tout ce qui pourrait le menacer de près ou de loin, doit, à juste titre, exciter en Angleterre la plus vive sollicitude. On se tromperait, du reste, si on voyait dans les faits qu'on nous a racontés, un péril sérieux pour la domination anglaise dans l'Inde. Cette domination est trop fortement, trop habilement établie, pour que quelques attaques partielles, quelques révoltes locales, puissent l'ébranler. Sans doute ces attaques, ces révoltes, sont un exemple séduisant pour les populations asservies, et seront pour l'Angleterre, qui doit à tout prix réprimer ces mouvemens, une cause de grandes dépenses. Sans doute encore, aujourd'hui que l'Angleterre a voulu étendre de plus en plus son immense empire, aujourd'hui qu'elle compte dans l'Inde plus de quatre-vingts millions de sujets et plus de quarante millions d'alliés et de tributaires, il devient très difficile de prévenir toute résistance. Les surprises ne sont pas impossibles, lorsque les forces doivent se disséminer sur d'immenses territoires, franchir d'énormes distances, affronter toutes les difficultés que peuvent offrir la diversité des climats, les hautes montagnes, la haine des populations, les trahisons d'alliés perfides ou mécontens.

Ce sont les difficultés qui accompagnent toute domination excessivement

étendue. Il est impossible de la concilier avec une profonde tranquillité et une sûreté durable. Ajoutez que ce vaste empire embrasse des races, des religions, des langues diverses. S'il en est, parmi ces populations, dont la douceur, la mansuétude, ou, à mieux dire, la servilité, ne laissent rien à craindre, il en est aussi qui, par leurs habitudes belliqueuses, par leur courage, par leur esprit d'indépendance, renouvelleront plus d'une fois ces attaques contre la puissance anglaise, et ne lui permettront pas d'exercer, hors de l'Indoustan, cette domination paisible qu'elle exerce désormais dans le territoire de ses anciennes possessions. Tout cela est vrai, certain, inévitable; mais il est également vrai que, tant que l'Angleterre ne rencontrera dans l'Inde que des indigènes, la lutte pourra être quelquefois sanglante, difficile : le succès n'en sera pas douteux; la puissance européenne l'emportera. On peut, ce nous semble, faire de cette proposition une proposition générale, et dire qu'une colonie européenne ne se soustrait guère à la mère-patrie que lorsqu'une autre puissance européenne vient directement ou indirectement en aide à la colonie qui s'insurge. Il a fallu les circonstances tout-à-fait extraordinaires qui ont complètement paralysé les forces de l'Espagne, pour que ses colonies de l'Amérique du sud pussent briser le joug de la mère-patrie. Il y a eu en réalité secours indirect.

Un mouvement a éclaté en Portugal. On ne sait, en vérité, quel nom lui donner. Est-ce une révolution, ou une contre-révolution? ou ne serait-ce, à mieux dire, qu'une intrigue, une manière un peu violente de changer le cabinet? L'affaire ne paraît pas sérieuse. Cependant elle ne laisse pas d'exciter, par ses apparences contre-révolutionnaires, la sollicitude du gouvernement espagnol. On dit que des troupes espagnoles s'acheminent vers la frontière portugaise.

— La bibliothèque Charpentier vient de s'enrichir des œuvres complètes de M. Alfred de Vigny. On ne peut douter que cette publication ne trouve bon accueil chez les nombreux amis de ce talent délicat et fin. Nous ne reviendrons pas sur des œuvres que nous avons souvent appréciées; pourtant, à une époque où le sentiment de l'art sérieux tend à s'altérer et à se perdre, il n'est pas inutile peut-être de signaler encore une fois les qualités communes aux productions trop rares de M. de Vigny : l'élévation soutenue de la pensée et la sévère pureté du style. C'est jeudi prochain que l'Académie française doit nommer les successeurs aux siéges laissés vacans par la mort de MM. Frayssinous et Duval. On sait que M. de Vigny est au nombre des candidats pour la succession de l'évêque d'Hermopolis. Il a prévenu l'Académie que dans le cas où il ne serait point nommé au fauteuil de M. Frayssinous, il se reportait candidat pour celui de M. Duval. On s'étonnerait à bon droit qu'une de ces deux successions ne fût point offerte par l'Académie française à l'auteur de *Cinq-Mars* et de *Stello*.

COLLÉGE DE FRANCE.

M. Edgar Quinet vient d'ouvrir avec un plein succès son cours sur les littératures méridionales au collége de France. Nous reproduisons ici sa première leçon. Dans le cours qu'il fera cette année, M. Quinet traitera des littératures méridionales considérées dans leurs caractères généraux et dans leurs rapports avec la civilisation moderne. Le discours qu'on va lire, et où le professeur expose les idées qui serviront de base à son enseignement, a été fréquemment interrompu par les applaudissemens d'un nombreux auditoire.

Messieurs,

Ce n'est pas assurément (et je ne prétends pas m'en dé fendre), ce n'est pas sans quelque émotion que j'entre dans cette chaire, où m'appelle la bienveillance de l'illustre écrivain dont le nom et les souvenirs sont si vivans dans vos esprits; bienveillance qui m'impose des devoirs d'autant plus grands que, n'ayant rien pu faire pour la provoquer, j'ai fait très peu pour la mériter. Où prendrai-je la force nécessaire pour suffire à une tâche dont une rapide expérience ne m'a encore montré que les difficultés? Je chercherai cette force dans l'importance même de mon sujet, dans les monumens nombreux et éclatans sur lesquels je devrai m'appuyer, et surtout en vous-mêmes, dans la foi que j'ai en votre zèle désintéressé pour les œuvres de la pensée. Si par hasard il arrivait que quelques-uns d'entre vous ne vinssent chercher ici qu'un plaisir de l'oreille, ils seraient bientôt trompés. Si d'autres ne voulaient que juger, en passant, d'un discours et d'un homme sur un mot bien ou mal cadencé, quel lien pourrait s'établir entre nous? Évidemment aucun. Oublions donc tous ensemble pour toujours, dès le commencement, celui qui parle ici, et ne songeons en commun qu'à l'objet de ce cours.

Je veux montrer d'abord comment le titre et les attributions spéciales de cette chaire reposent sur la nature même des choses, et peu de mots doivent suffire pour cela; car, en considérant le passé avec un peu d'attention, on voit bientôt qu'il se partage en trois sociétés principales : le monde oriental, le monde grec et romain, le monde chrétien; ces divisions qui sont fondées non pas seulement sur les différences des climats : formes politiques, de la philosophie, mais sur quelque chose de plus vivant, sur la religion, sur les dogmes, sur une certaine conception de Dieu de laquelle est dérivée chacune de ces trois civilisations en particulier.

Pourquoi, en Orient, malgré la différence de l'Inde, de la Perse, de l'Égypte, pourquoi ces sociétés ne forment-elles qu'une sorte de catholicisme païen dans lequel chaque peuple est une secte? C'est que pour chacune d'elles le dogme est plus ou moins semblable, que le dieu se confond partout avec la nature, qu'il est tout, absorbe tout, envahit tout; d'où il arrive que la poésie se confond avec la liturgie. Les poèmes font partie du culte; les épopées sont des révélations. Dans cette société il n'y a pas de littérature, à proprement parler; il y a une religion.

Au contraire, dans le monde grec et romain, l'homme venant à s'adorer lui-même, les rapports de la poésie et de la religion ont nécessairement changé. Le poète prend la place du prêtre; c'est lui qui fait les rites, qui compose les dogmes. Homère distribue les dieux comme il lui plaît. Toute fantaisie est sacrée, pourvu qu'elle soit belle. L'homme, se sentant de la même substance que son Dieu, n'a qu'à puiser sa révélation en lui-même; il fouille dans son propre cœur, il divinise chacune de ses pensées. C'est une émulation entre les écrivains de savoir lequel fera entrer dans l'Olympe le plus de dynasties nouvelles ; en sorte que l'on peut conclure, par opposition à ce que je disais tout à l'heure, que dans cette société il y a moins une religion qu'une poésie, un art, une littérature, puisque la religion est perpétuellement réformée, modifiée, altérée au gré de chaque artiste.

Il en est tout autrement dans la société chrétienne. Là l'homme et le Dieu sont profondément distincts; ils sont séparés de toute la distance du ciel et de la terre; et cette distinction, qui apparaît pour la première fois dans le monde, devient le principe de la révélation. Qu'est-il arrivé de là ? que la pensée de Dieu et la pensée de l'homme ont été profondément distinguées, dans les institutions même, par la différence du pouvoir spirituel et du pouvoir temporel; que la religion et la poésie, jusque-là confondues, se sont séparées; que la voix de l'église et la voix du monde se sont partagées; que la poésie de l'autel et la poésie séculière n'ont eu presque plus rien de commun entre elles. Et quel signe plus éclatant de ce divorce que la différence même des langues ? L'église et le poète ne parlent plus le même idiome. L'une conserve l'usage de la langue latine, l'autre se sert de langues nouvelles, modernes, vulgaires, inconnues jusque-là. Ils ne s'entendent plus, ils ne se comprennent plus mutuellement. Depuis ce jour, le poète a cessé d'exercer une influence efficace sur les religions positives. Dante n'a pas introduit une seule forme nouvelle dans le catholicisme ; malgré l'effort de toute sa vie, il n'a pu seulement faire canoniser sa muse Béatrix.

Voilà donc une chute évidente pour le poète. Qui en doute ? Ce n'est plus lui qui crée les dieux; il a perdu le don de l'apothéose; mais ce qu'il a perdu en autorité, il l'a regagné par la liberté. Sa pensée n'a plus la valeur d'une institution, elle n'a qu'une force individuelle. Ce n'est pas une muse, c'est une fantaisie. Mais aussi, comme ce n'est plus lui qui fait les dogmes, il n'en a pas la respousabilité; de là il peut tout se permettre, et en effet il ose tout; il pénètre dans les abîmes où il lui était interdit d'entrer lorsqu'il était l'organe en quelque sorte officiel et légal d'une religion nationale. Comparez à cet égard la circonspection d'un Pindare, d'un Sophocle, aux libertés d'un Dante, ou plutôt d'un Shakspeare, d'un Goethe : vous verrez d'une part un homme retenu par tous les liens de l'organisation sociale dont il est l'expression, de l'autre un homme livré à lui seul, et profitant de cet isolement pour parcourir et créer à son gré le monde des esprits. Cette différence entre le génie des littératures antiques et des littératures modernes, fondée non pas seulement sur une règle arbitraire, mais sur l'essence même des religions, me semble, je l'avoue, la seule féconde.

Si la poésie, ou, pour tout dire, la civilisation chrétienne, a partout l'unité fondamentale de son dogme, d'un autre côté, elle porte en soi les différences profondes de deux races, la germanique et la romaine; de leur mélange, de leur lutte, se forme le monde moderne. Partout le nord assiége le midi, l'empire heurte la papauté, le droit germanique le droit romain, la réforme le catholicisme. N'était-ce pas une idée essentiellement logique de fonder ici deux enseignemens distincts pour deux sociétés aussi distinctes?

Avant de me renfermer dans les limites du sujet qui m'est prescrit, je me demande d'abord de quels élémens s'est formé le génie méridional, et je trouve que ce génie a jailli en quelque sorte du choc de trois principes fondamentaux, comme de trois divinités rivales, le christianisme, le paganisme et l'islamisme. Le paganisme! car il ne faut pas se persuader que le polythéisme ait disparu le jour où la croix a été arborée. Dans les contrées du midi, la nature est encore plus païenne que l'homme. Le christianisme, en sortant des nudités de Jérusalem et du désert, a bien pu dépouiller l'homme de ses croyances, de ses espérances passées; il n'a pas si facilement dépouillé la terre de ses séductions. Le germe de l'idolâtrie est resté, quand le temple était déjà abattu; aussi, quelle a été la première tendance de la poésie chrétienne dans ces contrées? Cette tendance a été de refaire une sorte de paganisme chrétien. Dans les origines du monde moderne, ce ne sont pas, il est vrai, comme dans les origines orientales, des hymnes à la lumière visible, à l'aurore, à l'aube divinisée; ce ne sont pas, comme dans le berceau du monde grec, des hymnes à Mercure, à Cybèle, mère de toutes choses; ce sont des cantiques d'adoration à la créature, à des idoles vivantes, à des femmes que les poètes divinisent. Chacun cherche sur la terre une madone mortelle; qu'elle s'appelle Laure ou Béatrix, ce n'est pas la faute du poète s'il ne peut relever pour elle un Olympe aux pieds duquel les peuples s'agenouillent. Chacun se refait, avec un idéal particulier, une idolâtrie particulière. Et vous sentez continuellement, dans ces contrées, dans ces races païennes, le paganisme d'Homère et de Virgile renaître au fond du cœur de Dante et de Pétrarque.

D'autre part, la lutte du christianisme et de l'islamisme, de ces deux religions presque du même âge, qui toutes deux se disputent l'avenir, érige la guerre en dogme. L'Europe fait la veillée des armes en face de l'Asie. La guerre, cette première institution de la barbarie, devient une chose sainte, ou plutôt la barbarie devient chevalerie. Le christianisme bénit les armes pour la lutte qui remplira le moyen-âge. Religion des batailles, religion de l'amour, renaissance prématurée d'un paganisme transformé, ce sont là les élémens principaux que je peux découvrir dans les origines du génie moderne en général, et du génie méridional en particulier.

Chaque littérature s'attache à une de ces sources d'inspirations, d'où dérivent sa physionomie et son caractère propre. La France ouvre la première l'histoire du génie moderne. C'est elle qui crée les rhythmes, les formes, qui délie la langue de l'Europe. Placée entre l'Espagne et l'Italie, elle enferme ce double génie dans la poésie de la Provence.

Ce chant matinal de la Provence a d'abord son écho en Italie; et comme dans toute littérature, il est un accent fondamental, un genre de poème qui donne le ton à tout le reste, tels que le psaume chez les Hébreux, l'ode, l'hymne chez les Grecs; de même l'originalité italienne semble sortir tout entière de la *canzone,* du chant des troubadours, du sonnet, de ces cantiques d'adoration pour une créature choisie comme médiatrice entre l'homme et Dieu. Tout le poème de Dante tend vers Béatrix; et dans le génie mélodieux de l'Italie, depuis les premiers commencemens jusqu'à nos jours, vous pouvez suivre une série non interrompue de ces cantiques terrestres qui forment une sorte de chœur continu duquel se détachent çà et là quelques voix immortelles. Si la poésie des Hébreux est celle de Jehova, si la voix de l'église est celle du Christ, la poésie italienne, au moins dans ses origines populaires, est donc la poésie de la madone; madone, il est vrai, tour à tour sévère, solennelle, souriante comme celles des basiliques de Michel-Ange et de Raphaël. Et je remarque cette différence entre le développement de la poésie et de la peinture en Italie, que, tandis que la première cherche incessamment ses sujets, ses conceptions, ses idées, dans la religion, la seconde, depuis Dante, a déserté l'église. Quand je vois les peintres, les sculpteurs, s'attacher ainsi exclusivement à reproduire dans ses moindres détails la vie du christianisme, je me demande pourquoi les poètes ont si tôt quitté cette voie, pourquoi ce n'est pas à l'ombre de la papauté plutôt qu'ailleurs, qu'ont été composés un *Paradis perdu,* une *Messiade* italienne, au lieu d'un *Décaméron* ou d'un *Roland furieux*. Est-ce donc que Dante avait épuisé la poésie du dogme chrétien? Non, apparemment. La vérité est que le peintre, absorbé par la foi, était encore agenouillé devant le modèle sacré qu'il représentait, lorsque déjà le poète s'était relevé et cherchait ailleurs la vie et l'inspiration. Il redoutait les sujets sacrés dans lesquels sa fantaisie aurait été gênée par l'orthoxie. Rassemblez par la pensée tous les poèmes de l'Italie, et demandez-vous sincèrement si vous retrouvez là le sceau profond, l'empreinte d'un établissement aussi extraordinaire que la papauté; si toutes ces œuvres ont dû nécessairement être composées là, à l'ombre du Vatican, dictées par un successeur de Grégoire VII. Évidemment vous ne retrouverez rien de cette impression dans un Boccace, un Arioste, un Pétrarque, même dans le génie romanesque du Tasse. Comment des imaginations aussi indépendantes, aussi libres, aussi fantasques, ont-elles pu naître, grandir, là où la pensée humaine ne marchait qu'en tremblant? Et ne voyez-vous pas aussi que c'est précisément là ce qui fait la grandeur, l'originalité, de cette poésie? Il est un pays sur la terre où l'esprit humain a fait plus que nulle part ailleurs acte de dépendance, de soumission absolue, où ce principe de dépendance est marqué, gravé, sur toutes les murailles; et c'est dans le même lieu que l'imagination se fait pour elle seule un monde, un empire privé, dans lequel elle peut tout, où elle ne rencontre jamais la barrière du monde réel, où le poète crée, détruit, nie ses propres miracles, au milieu de tous les genres de libertés

refusés au raisonnement. Dans quel temps cela se passe-t-il? Dans le XIVe, dans ce XVe siècle, c'est-à-dire quand la philosophie se cherche encore dans les chaînes aujourd'hui trop vantées de la scolastique. On voit assez, sans que j'en dise davantage, que dans la nuit du moyen-âge la poésie italienne est véritablement l'étoile du matin, la première avant-courrière des innovations du génie moderne.

Mais, direz-vous, où donc est dans l'art, en Italie, l'expression fidèle, exclusive de la papauté? Je viens de répondre à cette question. Cette expression fidèle, exclusive, rayonne dans la peinture, dans la sculpture, dans ces arts muets qui sont là non pas seulement le commentaire, mais le complément nécessaire de la poésie. Cette épopée véritablement catholique, orthodoxe, à laquelle vous ne ramènerez jamais, quoi que vous fassiez, le génie trop indépendant, trop séculier de Dante, cette épopée soumise, mêlée d'encens, je la trouve écrite non pas sur le papier, mais sur les fresques, sur les murailles des églises de Florence, de Venise, d'Assise, de Rome et du Vatican. C'est là que depuis la crèche de Bethléem et la prison de saint Pierre jusqu'aux splendeurs de Léon X, c'est là que chaque moment, chaque époque, chaque type du christianisme et du sacerdoce est représenté dans un monument particulier, comme dans un épisode; et ce grand poème se déroule depuis les Alpes jusqu'à la mer de Sicile. Au-dessus de ces œuvres s'élève le Christ de Michel-Ange en qui revit l'ame de Grégoire VII; il jette l'anathème. Mais les vierges de Raphaël, images de l'église, suppliantes, intercèdent; elles apaisent la colère divine, elles ramènent le sourire dans le ciel chrétien; c'est ainsi que s'achève le poème muet de la peinture italienne.

Si de l'Italie je passe à l'Espagne, et si je cherche quel a été là l'accent fondamental, le ton dominant du génie national, je trouve le chant populaire, la complainte héroïque, la romance féodale, poème d'un peuple gentilhomme. Dans la lutte de l'islamisme et du christianisme, chaque homme est devenu le chevalier du Christ; le serf s'est anobli sous la croix; comme il a reçu une valeur dans l'état, et qu'il en a la conscience, il a aussi une poésie qui lui appartient et qu'il se chante à lui-même. Dans les rumeurs des villes, des campagnes, se forment ces ébauches incultes, germes de poésie qui seront plus tard le fond de la littérature espagnole. Plus un peuple, dans ses origines, crée de ces germes d'art, plus aussi sa littérature est véritablement, naturellement riche; car c'est par l'épuisement des sujets que se marque l'épuisement du génie national. C'est aussi par cette cause que s'explique la fécondité d'un Lope de Vega, d'un Calderon. Ils n'avaient pas besoin de chercher au loin leurs sujets; ils recueillaient de la bouche du peuple ces légendes harmonieuses auxquelles ils donnaient droit de bourgeoisie dans l'art. La littérature espagnole est un anoblissement perpétuel des inventions de la foule par l'autorité d'un poète cultivé. A quelque époque que ce soit, toujours vous entendez l'écho de ces chants populaires qui rappellent à l'Espagne son génie natif, et marquent aux imaginations savantes la voie frayée par la nature.

Ce n'est pas qu'il n'y ait eu en Espagne, comme dans le reste de l'Europe, une autre source d'inspirations. L'imitation de l'antiquité y pénètre de bonne heure; l'imitation de l'Italie y est encore plus précoce; l'écho de Dante retentit en Castille dès le xv[e] siècle; on imite Pindare, Horace; mais ce qui me frappe comme le trait distinctif de ce génie, c'est la coexistence et la lutte de ces deux littératures, l'une tout indigène, l'autre classique et étrangère. Qui l'emportera de l'une ou de l'autre, de la romance du Cid ou de l'ode de Pindare? C'est là ce qu'on se demande en lisant les premiers monumens de cette lutte. Enfin, on arrive au xv[e] siècle: rien n'est encore décidé. L'Espagne aura-t-elle une littérature? Les poètes de qui dépend l'honneur du pays sont nés : que vont-ils faire? Il faut voir dans quelles circonstances ils se rencontrent! D'un côté des traditions informes, mais des traditions indigènes, des chants pauvres, monotones, comme en invente le peuple, mais des chants qui rappellent des lieux, des choses, des noms aimés, en un mot le rocher brut, mais le rocher de la patrie; de l'autre des littératures universellement admirées et triomphantes, la grecque et la romaine dans tout l'essor de la renaissance, c'est-à-dire d'un côté les acclamations du monde, de l'autre l'obscur écho de la Vieille-Castille; c'est entre ces choses qu'il faut choisir. Que pensez-vous que feront les poètes espagnols? Ils n'hésitent pas, ils se décident sciemment; avec un héroïsme tout castillan, ils ferment les yeux à ces pompes, à ces séductions de la renaissance; ils rejettent tout l'or de l'antiquité, ils aiment mieux la pauvreté indigène; ils aiment mieux cette poésie de la glèbe, toute rustique, toute abandonnée qu'elle puisse être. Pendant que le reste de l'Europe bat des mains à la résurrection du génie antique, Cervantes, Lope de Vega, Calderon, rentrent pour ainsi dire seuls dans le moyen-âge pour y chercher, y ressaisir les vestiges du vieux génie espagnol. Ils en ramènent un art nouveau qui ne doit rien à la Grèce, à Rome, à l'Italie, qui doit tout à lui-même. Soit que vous admiriez ou blâmiez tant d'orgueil, vous ne pouvez vous empêcher de voir que la poésie, comme l'histoire de l'Espagne, naît ainsi d'un éclair d'héroïsme.

« Comment d'ailleurs l'Espagne se serait-elle soumise au génie de l'antiquité? Tout l'emportait hors de l'enceinte de la vieille Europe; d'abord la lutte, puis la familiarité avec les Arabes, puis la découverte de l'Amérique, l'entraînaient loin du foyer des autres peuples. Il semble même que ce miracle de l'histoire, la découverte de l'Amérique eût dû changer plus violemment la constitution et le génie de ce peuple, lui donner des formes plus extraordinaires encore, du moins plus inconnues de l'ancien monde. Quand vous entendez sur le vaisseau de Christophe Colomb retentir ce grand cri de *terre!* vous croyez que l'écho va retentir bien profondément dans les cœurs. Vous cherchez dans les esprits espagnols le reflet de cette nature nouvellement révélée; vous attendez, vous appelez intérieurement le poète, l'écrivain qui saura donner une voix, une parole à ce continent muet jusque-là. Mais ce poète n'arrive pas, cet écrivain ne paraît pas; l'Espagne ne conquiert l'Amérique qu'à demi; elle ne lui prend que son or, elle ne fait pas circuler

dans sa poésie le souffle, l'inspiration, l'ame de cet océan, de ces forêts, de ce monde inviolé. Son passé l'obsède trop pour qu'elle puisse sentir profondément quelle merveille s'accomplit sous ses yeux. Les souvenirs de la féodalité l'accompagnent au milieu des forêts vierges. Les romances du Cid, les romances à demi africaines des infans de Lara, l'occupent encore en face de ce monde naissant, qu'elle regarde des yeux du corps bien plus que des yeux de l'esprit.

Sans développer plus au long le principe de formation des littératures méridionales, il est un trait qui leur est commun à toutes, depuis la Grèce moderne jusqu'au Portugal: c'est qu'aucune d'elles n'a produit une philosophie profondément originale; l'instinct est tout chez elles, la réflexion n'y domine jamais. La patrie d'Arioste et de Cervantes a évidemment connu le scepticisme, mais c'est un scepticisme qui s'applique à la poésie, sans remonter jusqu'à la religion. La poésie discute la poésie; voyez *Don Quichotte!* un idéal succède à un autre idéal, mais sans jamais porter atteinte au monde réel. Au milieu de tous les caprices de l'art, il est une chose que personne ne met jamais sérieusement en délibération avec soi-même, et c'est le principe même de la société, de la tradition, de la vie; c'est aussi par là que ces littératures, si indépendantes dans leur objet, sont, autre part, si catholiques dans leur esprit. En France au contraire, la religion et la poésie, la croyance et la science, se sont bientôt nettement divisées et niées. Seulement, après un siècle religieux, le XVII[e], est venu un siècle philosophique, le XVIII[e]; après Racine, Voltaire, et l'on n'a pas vu, excepté dans Pascal, ces deux puissances, la croyance et le doute, se disputer la même époque, le même homme. C'est dans la réforme, au cœur même des races germaniques qu'a éclaté cette guerre intestine de l'ame avec elle-même. Aussi, le trait distinctif de la poésie du Nord est précisément de représenter cette lutte héroïque ce combat intérieur de Luther, cette longue insomnie de l'esprit qui ne peut ni se rendormir dans la tradition ni se suffire à lui-même; angoisse religieuse véritablement prophétique jusque dans le blasphème. Le Nord et le Midi sont là aux prises dans un même génie. L'ame humaine, partagée, divisée par le glaive de la réforme, faisait entendre, il y a peu de temps encore, ses cris dans la poésie de l'Angleterre et de l'Allemagne.

Tels ont été les rapports successifs de la religion et de la poésie. Comment renaîtra l'accord perdu? C'est à cela que chacun travaille à son insu. Je sais bien qu'en ce moment le Nord, tout triomphant, croit avoir résolu la question parce qu'il a aboli un terme; je sais bien qu'il croit avoir vaincu pour jamais le Midi, être débarrassé de ces sociétés méridionales, parce qu'il se persuade qu'elles n'ont plus rien à faire, plus rien à dire ni à révéler, sans paraître se souvenir que l'homme qui menait hier le monde est sorti d'Ajaccio. Est-il donc vrai, comme on me le répète chaque jour à l'oreille, que je n'ai affaire ici qu'à des peuples éteints? Est-il bien sûr que l'Espagne et l'Italie sont mortes, et que nous ne pouvons reculer d'un pas, sans trouver derrière nous, au lieu d'un, deux sépulcres ouverts? Comme si les races humaines

disparaissaient si facilement de la terre! Parce que ces peuples, après tant de prodiges accomplis pendant que les autres sommeillaient, reprennent aujourd'hui haleine à leur tour, il ne faut pas tant se presser de dire : *tout est fini, tout est perdu, ils ne se relèveront pas.* Au contraire, je dirai : s'ils sont las, ils se reposeront; s'ils sont assis, ils se relèveront; s'ils sont morts, ils ressusciteront; car ils sont nécessaires à l'économie de la société moderne, où leur place est marquée par le plus grand système qui soit encore dans le monde, par le catholicisme,

Au lieu de tant se presser de les ensevelir vivans, la mission de l'esprit français est donc plutôt de servir de médiateur entre l'Europe du midi et l'Europe du nord, pour réconcilier l'une et l'autre, en comprenant l'une et l'autre. L'histoire, la vie, la poésie du monde moderne ne tendent point à la suppression de l'un des élémens du génie européen, mais à leur réconciliation. Dans cette œuvre, la France n'a-t-elle pas tout reçu de la Providence pour clore le débat, rapprocher les membres de la famille divisée, réparer la tunique partagée du Christ! N'est-elle pas du Nord et du Midi, de la langue d'oil et de la langue d'oc? Si l'on parle de tradition, qui donc en a une plus longue que la sienne? Si l'on parle d'innovation, qui donc s'y est plongé plus avant? Par ses frontières, ne touche-t-elle pas à la patrie, à la pensée de Dante, de Calderon, de Shakspeare, de Goethe? Ne peut-elle pas, mieux que personne, comprendre l'idéal des peuples qui l'entourent et s'élever ainsi à la pensée suprême qui doit les unir et les pacifier tous?

Cette situation est telle qu'elle n'a pas d'autre danger que son excellence même. Oui, au sein de ce cosmopolitisme facile, nécessaire, auquel tout nous invite, je ne crains qu'une chose, c'est que l'humanité ne fasse oublier leur pays à quelques-uns d'entre nous, et que, pour quelques vertus nécessaires, je le répète, mais aisées de nos jours, mais d'une pratique commode, nous ne perdions les plus difficiles,

Plus l'esprit s'étend, plus il admet aujourd'hui de formes, de choses, de systèmes, d'élémens étrangers, plus aussi je voudrais que le cœur, du moins, restât fidèle à ce pays, objet de tant d'espérances, assiégé en secret par tant d'inimitiés. Au milieu du spectacle de tant de climats qui s'appellent, qui se mêlent, au milieu de tant de monumens du génie étranger, qui nous enlèvent pour ainsi dire à nous-mêmes, à nos propres foyers, n'oubliez pas ce nom de France, cette terre souvent voilée, souvent contristée, toujours sacrée, et surtout gardez-vous bien de penser que ce soit un signe de peu de philosophie de vous attacher au drapeau sous lequel le ciel vous a fait naître. L'histoire des peuples est l'histoire de leur émulation vers Dieu, ce n'est pas celle de leur renoncement volontaire. Et qui donc le sait mieux que la philosophie du Nord, qui n'a jamais cessé, qui en ce moment même, par la bouche de Schelling, ne cesse pas de confirmer, de fortifier, de relever les nationalités et les espérances croissantes du Nord?

Pour ma part, plus j'y réfléchis, plus je suis convaincu qu'il n'est rien de vivant, rien de grand dans les choses et les œuvres humaines, où vous

ne retrouviez ce double caractère : le général et le particulier, la tête et le cœur, l'humanité et la patrie. L'immense Odyssée gravite autour de la petite Ithaque. Quoi de plus colossal que le poème de Dante ? Il traverse le ciel et l'enfer; et pourtant quoi de plus florentin? Où trouverez-vous un horizon plus vaste que dans les *Lusiades* de Camoëns : vous flottez sur des mers inconnues, et cependant quoi de plus portugais? Vous retrouvez la Lisbonne chérie aux extrémités de la terre.

C'est là l'image de ce que nous avons à faire : d'une part, embrasser l'humanité sans pourtant nous perdre dans une vide abstraction ; de l'autre, nous rattacher de plus en plus à ce pays de France, pour y puiser, pour y renouveler sans cesse en nous le sentiment de la vie réelle, c'est-à-dire accroître, augmenter l'une par l'autre ces deux patries, la grande et la petite.

Pour cela, il ne suffit pas de nous renfermer dans la contemplation de notre glorieux passé, il ne suffit pas de regarder avec envie ou avec un regret stérile les modèles du siècle de Louis XIV. Non pas, il faut les regarder avec émulation; il faut croire fermement deux choses : l'une, que cette langue que vous parlez n'a pas produit toutes ses œuvres (sans quoi elle serait morte); l'autre, que cette terre que vous foulez n'a pas encore produit tous ses miracles. En d'autres termes, il faut, dans les arts, dans les lettres, en toutes choses, travailler à penser, comme si tout était à faire et que rien ne nous fût acquis ni assuré dans l'héritage de nos pères; car plus s'accroîtra en vérité, en justice, en beauté l'idéal de la France, plus aussi s'accroîtront sa fortune et ses destinées dans le monde réel.

Les peuples étrangers la regardent aujourd'hui avec étonnement, de la même manière qu'elle-même regardait le Nord il y a trois siècles, au milieu des fluctuations, des incertitudes, des orages de la réforme. Ils ne savent quel ferment, quelle fièvre la tourmente; ils passent tour à tour de l'admiration à la haine, de l'amour à la terreur, sans pouvoir se détacher de ce spectacle. Ils ne savent où elle va, si c'est au triomphe ou à l'abîme, et, dans ces alternatives, il est plus d'un génie rival qui espère qu'au milieu de ces secousses elle laissera tomber de son front la couronne de l'intelligence qui l'a fait reconnaître de si loin et depuis si long-temps. Dans leurs âpres imaginations, je les ai souvent entendus dire que la France, liée à sa révolution, ressemble à ce Mazeppa emporté loin de toutes les routes frayées par le cheval que sa main ne peut régir. Plus d'un vautour le suit et convoite d'avance sa dépouille.... Cela est vrai peut-être; seulement il fallait ajouter qu'au moment où tout semble perdu, c'est alors qu'il se relève au bruit des acclamations de ceux qui l'ont fait roi.

V. DE MARS.

